هكذا من الأصل

«Sans visa» : Porto, de l'Atlantique à l'Europe

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14825 – 7 F

SAMEDI 26 SEPTEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Mettant en garde «ceux qui cherchent des prétextes pour en retarder la mise en œuvre»

M. Jacques Delors presse les Britanniques de ratifier le traité de Maastricht

M. Kohl a catégoriquement refusé, vendredi 25 septembre, devant le Bundestag, tout ralentissement du processus d'union européenne.

A Londres, M. Major a présenté le règlement du problème danois comme un des préalables à la ratification du traité de Maastricht par la Grande-Bretagne. Dénonçant ceux qui «cherchent des prétextes pour retarder la mise en œuvre du traité», M. Delors a estimé que le Parlement britannique avait «tous les éléments» pour se prononcer.

M. Major a, par ailleurs, déclaré que la livre sterling ne rejoindrait pas le système monétaire européen «dans un futur proche», alors que l'accalmie s'est confirmée vendredi sur le marché des changes, où le franc s'est bien tenu.

Lire pages 4 et 6

Une Europe de la stabilité

LA crise monétaire très violente que vient de connaître le monde a profondément ébranlé l'Europe et ses projets d'union. La Communauté, dont les bases sont anciennes, a résisté vaille que vaille au flot destructeur de la spéculation. Elle a résisté aux réponses incertaines qu'apportaient les citoyens appelés aux urnes en France et au Danemark. Mais il faudra accepter de poser certaines questions embarrassantes si l'on veut éviter qu'une prochaine tempête monétaire ou politique ne compromette définitivement l'Union européenne.

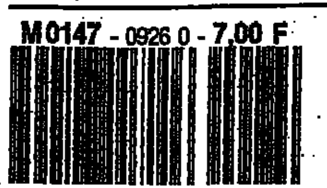
La première question est de savoir si la construction européenne peut continuer à être tirée de l'avant par l'économie (le marché unique, la monnaie et la Banque centrale communes) ou si c'est au politique de prendre le relais comme on avait pensé le faire avec la création d'une brigade militaire franco-allemande. On attendait de la rencontre Kohl-Mitterrand une réponse à cette question. Rien n'est encore venu.

SI la construction européenne a besoin, pour se conforter, d'avancées monétaires, économiques et financières, alors il faudra décider très vite d'une stratégie. M. Kohl n'a pas mâché ses mots : l'épreuve que traverse la Communauté sera décisive pour son avenir. Si on n'utilise pas «tout ce que le traité de Maastricht nous offre», l'Europe «prendra un retard de plusieurs années».

A l'opposé, M. John Major fait bien comprendre que son pays va prendre tout son temps. La Grande-Bretagne ne se décidera que lorsque le Danemark aura précisé ses intentions et lorsque sera clairement défini ce qu'implique la «subsidiarité». Les jours précédents, M. Major et son chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, avaient déjà posé plusieurs conditions au retour de la livre dans le SME : baisse des taux d'intérêt en Allemagne, meilleure coopération monétaire, réforme du système monétaire européen. Et comme si ses intentions n'étaient pas assez claires, il vient de déclarer à la Chambre des communes que la livre ne rejoindrait pas le SME «dans un avenir proche».

LA position italienne est moins abrupte mais aucune date n'est fixée pour le retour de la lire dans le mécanisme monétaire européen. D'autres pays, comme l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, ont également fait un pas en arrière en rétablissant le contrôle des changes ou en le durcissant.

M. Jacques Delors fait preuve de lucidité en laissant entendre que, si certains pays se trouvent des prétextes pour retarder l'application du traité, la France et l'Allemagne iront de l'avant, probablement avec deux ou trois pays en état de les suivre : la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas. Pour préserver les chances de la construction européenne, n'est-il pas urgent d'accélérer la construction monétaire, même à quelques-uns, sans renégocier le traité de Maastricht ?



En cas de victoire de l'opposition aux législatives

M. Jacques Chirac exclut une nouvelle cohabitation

M. Jacques Chirac s'est clairement prononcé, jeudi 24 septembre, pour un départ de M. François Mitterrand dans l'hypothèse d'une large victoire de l'opposition aux élections législatives. Il a estimé que «la morale, la dignité devraient conduire le président de la République à en tirer les conséquences», c'est-à-dire, «cela va de soi», quitter l'Elysée. Avec lui, une partie de l'UDF ne semble pas disposée à rééditer l'expérience de la cohabitation.

par Olivier Biffaud

Vite, ne parlons plus de Maastricht ! Evitons les choses qui fâchent. *Exit* l'Europe ! Il n'aura même pas fallu une semaine pour écarter cette grande question qui a valu un débat d'un si *«bon niveau»* et qui a permis de *«réhabiliter»* le politique en quelques semaines. Le politique contre le politicien, comme aiment à le répéter... les hommes politiques.

L'affaire de Maastricht réglée, ou supposée l'être, le dossier suivant concerne les primaires au sein de l'opposition, la censure contre le gouvernement et la cohabitation avec M. François Mitterrand. Les trois volets sont intimement liés à la fragilisation du pouvoir du président de la République et au résultat étriqué du référendum. Alors qu'une victoire confortable du «oui» aurait contribué à la poursuite de la déstabilisation de l'opposition, en permettant un semblant de recomposition à gauche, sa maigre avance bloque les socialistes dans leur rêve à peine secret d'ouverture aux centristes européens et aux écologistes ministrables pour, finalement, favoriser l'opposition dans sa quête du pouvoir.

Lire la suite page 11

L'Allemagne sous les reproches

FRANCFORT

de notre correspondant

Pour beaucoup d'Européens, la leçon à tirer de ces trois semaines de crise monétaire est toute simple : l'Allemagne est responsable. En portant ses taux d'intérêt à des niveaux «assassins» pour des raisons internes (sa réunification), la République fédérale a affaibli les monnaies de ses voisins européens. Puis elle a laissé faire, sinon provoqué de façon choquante, les dévaluations de la lire, de la peseta et de la livre sterling. L'Italie et la Grande-Bretagne ont dû quitter le système monétaire européen (SME) en catastrophe.

Le résultat est désolant, au moment même où l'on s'interroge gravement sur l'avenir du traité de Maastricht. L'Europe est coupée en deux. Le premier ministre britannique dénonce la domination de la Bundesbank et demande qu'on repousse l'échéance de la monnaie unique européenne. Les marchés des changes ont accordé un répit au franc, mais on les sent prêts à repartir à l'assaut à la moindre occasion. Les accusations redoublent contre l'*«égoïsme»* et l'*«arrogance»* germaniques.

L'Allemagne mérite-t-elle ces reproches ? Le paradoxe est que cette crise intervient au moment où le pays commençait à découvrir ses responsabilités internationales. A la mi-juillet, la Bundesbank a évité de relever son taux Lombard pour ne pas provoquer de répercussions négatives à l'étranger. Le lundi 14 septembre, elle a abaissé ses taux d'intérêt pour calmer la spéculation mais aussi pour favoriser le vote du traité de Maastricht en France. Puis, cette semaine, elle a défendu le franc, de façon inédite, en intervenant avant même d'y être contrainte par les règles du SME. Ces opérations lui ont coûté des milliards de marks et lui ont valu de vives critiques sur le sol national. Pourtant ces gestes dirigés vers l'extérieur ont été oubliés, emportés par le flot des critiques.

ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite ainsi que l'article de FRANÇOIS RENARD et nos informations page 18

Roumanie : l'obsession du «changement»

L'étoile du président Iliescu a nettement pâli à l'approche des deuxièmes élections libres, le 27 septembre

BUCAREST

de notre correspondant

«Schimbare». Quelque mille jours après la chute du régime de Nicolae Ceausescu, vingt-huit mois après le raz-de-marée électoral en faveur de l'équipe de transition (66 % pour le Front de salut national, 85 % pour le président Ion Iliescu) suivi de deux sanglantes interventions des mineurs pro-Iliescu à Bucarest, le mot *«schimbare»* – changement – a envahi le discours de tous les candidats aux deuxièmes élections législatives et présidentielle libres, et espérées «honnêtes» cette fois-ci, du dimanche 27 septembre.

Changement *«en bien»* pour le président Iliescu, ex-haut dignitaire puis dissident du Parti communiste roumain et candidat *«par devoir»* à sa succession au nom du Front démocrate de salut national. *«Changement réel, radical, et réconciliation nationale»* pour la Convention démocratique de Roumanie (CDR) et le candidat-surprise de l'opposition anticommuniste, le professeur Emil Constantinescu, ancien membre anonyme du PC roumain.

Changement *«dans l'intérêt de la nation»* pour l'inquiétant candidat nationaliste, M. Gheorge Funar, qui joue, avec succès, l'outsider et prendrait la troisième place, selon les sondages, derrière MM. Iliescu et Constantinescu. *«Changement sans haine et sans revanche»* promis par le Front de salut national, en recul mais bien vivant, de l'ex-premier ministre Petre Roman et de son candidat à la présidence, M. Caius Traian Dragomir, brouillés avec M. Iliescu.

Quelque chose doit changer en Roumanie. Tout le monde pense, différemment, qu'il faut *«sortir de l'impasse»* politique et économique.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite et nos informations page 3

La Croatie réclame un retour rapide des réfugiés dans les régions occupées par les Serbes

Lire l'article d'YVES HELLER et nos informations sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie page 3

Arabie saoudite : soixante ans de modernisation

Conquis par l'épée et pour l'islam, le royaume fondé en 1932 par Ibn Saoud a mis ses richesses pétrolières au service du développement agricole et industriel.

Lire pages 7 et 8

SANS VISA

Tourisme sans visibilité

Réunis à Deauville dans le cadre du quatorzième TOP RESA, les professionnels du tourisme s'interrogent sur l'avenir d'un secteur très sensible à la conjoncture et sur l'attitude à adopter face aux changements de comportement des candidats au voyage.

■ Java, l'omnibus des rizières. ■ Douro, les vignes de Londres.

Lire pages 27 à 36

La leçon de Vaison

Les inondations catastrophiques ont provoqué un élan de solidarité de tous les habitants

VAISON-LA-ROMAINE

de notre envoyé spécial

C'est beau une ville qui se bat, qui sèche ses plaies, s'ébroue, résiste, apprend à se colleter à l'adversité, collectivement et sur le tas. Après ceux de Furiani et de Bastia, les gens de Vaison-la-Romaine donnent à ce pays qui se sent vieux parfois, se pense égoïste souvent, une belle leçon de volontarisme et de solidarité. Par-delà des paroles, des déclarations d'intention, des émissions de télévision, c'est dans les actes obscurs, quotidiens, anonymes, que se vérifie, se mesure cet élan-là. A Vaison, il est intense.

Depuis mardi soir, l'organisation des secours s'est maintenue à la hauteur de la situation catastrophique, dont la forme était relativement inédite. Le plan Orsec et l'unicité de commandement décentralisé qu'il induit ont démontré, une nouvelle fois, leur efficacité. Les professionnels de l'urgence ou du sauvetage – sapeurs-pompiers, gendarmes, militaires appartenant à de multiples unités, des marins-pompiers de Marseille aux chasseurs alpins en passant par les légionnaires d'Orange – ont assuré scrupuleusement ce «baroud» pacifique qui réclamait pourtant, selon l'état-major de crise, une *«logistique de guerre»*.

Pour cette bataille contre la boue, la tenue des premières lignes était certes déterminante. Encore fallait-il que l'intendance suive.

ROBERT BELLERET

Lire la suite et nos informations page 13

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Frontières

Ombres africaines à Tanger

par Tahar Ben Jelloun

ON ne sait d'où ils viennent ni qui ils sont ni comment ils sont arrivés jusqu'à Tanger. Depuis quelques mois des Africains rôdent dans la ville. Sans documents, sans identité, sans raison apparente, les mains dans les poches. Certains travaillent dans des chantiers de construction. On dit qu'ils cassent les prix. D'autres attendent dans des cafés ou dans des terrains vagues. Ils sont solidaires. Ne parlent à personne. En ville on spécule sur leur présence. On dit qu'ils viennent de Somalie ou même d'Afrique du Sud. On dit que ce sont des éclaireurs, les « ambassadeurs » d'une migration future. C'est plausible : Tanger est la porte la plus avancée de l'Afrique et une fenêtre sur le dernier rivage de l'Europe.

Quatorze kilomètres séparent l'Afrique de l'Europe. Une petite traversée de quelques heures, la nuit de préférence, sur une barque de pêcheur peinte en gris. Ce petit voyage coûte cher : 10 000 dirhams (6 000 francs); il arrive souvent qu'il s'achève mal : la mer rejette les corps des noyés sur le sable d'Almeria ; ou bien la police espagnole les intercepte avant qu'ils ne se noient. Que faire avec des hommes sans identité ? Où les renvoyer ? A quelle ambassade africaine s'adresser ? Ce sont des hommes nus, venus de nulle part, mais la seule chose dont ils sont sûrs c'est que tous les risques valent la peine d'être courus pour échapper à la famine et à une mort certaine.

L'Europe a peur

La mort est une compagne familière. Ils ont vu leurs enfants partir le corps vidé de sa chair. Ils ont longtemps scruté le ciel où pas un nuage ne s'arrête. Ils ont attendu de l'aide humanitaire, qui est arrivée mais qui a été aussi vite détournée par des bandes armées. Aujourd'hui c'est la Somalie qui dépérit. Hier c'était l'Ethiopie, c'était le Soudan. Demain ce sera peut-être toute l'Afrique qui basculera dans une immense tragédie. Pour le moment ce sont des ombres fugitives qui ont réussi à fuir, tentant le tout pour le tout, n'ayant plus rien à perdre. Ce sont des hommes qui ont choisi l'anonymat absolu, réduits à leur être brut, réduits à leur force de travail. Ils ont décidé de ne pas parler, ne rien dire sur leur passé, ne rien dévoiler sur leurs origines. Pour les autorités espagnoles et marocaines, c'est un problème absurde, un casse-tête qui les embarrasse énormément.

En ce moment, moins d'une centaine d'Africains sont parqués dans les anciennes arènes de Tanger. Ils sont murés dans le silence. Certains passeurs font fortune dans l'ombre puis disparaissent. On raconte que l'année dernière un passeur s'est cru malin, et au lieu de déposer ses passagers sur les côtes espagnoles, les a promenés la nuit le long de la côte marocaine puis les a déposés à l'autre bout de la plage de Tanger. Le lendemain, deux des Africains trompés l'ont égorgé. La police les a arrêtés.

Ne nous faisons pas d'illusions : la fin de ce siècle verra se généraliser les migrations sauvages, clandestines et totalement désespérées. L'afflux massif des Albanais vers l'Italie, il y a deux ans, est un signe. Aujourd'hui, c'est une partie de l'Afrique qui, sous la déstabilisation de la sécheresse, de la famine et des guerres civiles, va essayer de fuir. Ceux qui le peuvent monteront vers le nord, et de là tenteront d'entrer dans la citadelle européenne. L'Europe sait tout cela. Elle ferme ses portes et fenêtres. Elle multiplie les contrôles. Elle a peur. En même temps, les images de la grandes détresse somalienne l'émeuvent. D'autres images – aussi insoutenables – viendront hanter les écrans de nos télévisions. Comme d'autres silhouettes, d'autres ombres rôderont entre le cap Spartel et les grottes d'Hercule, face aux lumières scintillantes de Tarifa. Dans un rêve, ces hommes de nulle part, les derniers damnés de ce siècle, enjamberont la mer dans l'amnésie des origines et du malheur qui les a expulsés de leur terre.

Pour le moment Tanger n'est qu'une étape. Les Africains se retrouvent dans un café de la médina, le Marhaba (Bienvenue !). Ils sont là, entre eux, ils regardent les gens passer. Ils attendent avec une patience tranquille. Ils ont l'impression que l'Afrique est loin, même s'ils sont sur une terre africaine. Elle est loin parce qu'à partir du café de la falaise, ils aperçoivent les côtes espagnoles. Comme par hasard, des lumières scintillent comme dans un rêve, comme dans un conte.

Le sort des déracinés

par Jacques Maury

EN 1981, la Cimade admettait que la conjoncture économique ne permettait pas l'introduction nouvelle de travailleurs immigrés en France parce que, disions-nous alors, le pays n'était pas *« en mesure de leur assurer le droit élémentaire au travail et un accueil décent »*.

Aujourd'hui, la Cimade ne peut pas tenir le même langage. Depuis une quinzaine d'années, la politique envers les étrangers a eu deux objectifs majeurs : fermer les frontières et intégrer les populations légalement installées. La fermeture des frontières a eu plus d'effets pervers que de conséquences heureuses. Dans la conjoncture présente qui creuse plus que jamais l'écart entre le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, la Cimade s'interroge.

En France, les droits nouveaux reconnus aux étrangers vivant dans le pays ont assurément représenté un acquis positif pour la société, dans les domaines économique et démographique en particulier. Mais ils la modifient aussi et certains en sont choqués. La volonté politique de fermer les frontières, fût-ce dans l'intention de mieux intégrer les anciens immigrés, a eu la redoutable conséquence d'inscrire dans les esprits une sorte de légitimité de l'autodéfense. Le réflexe sécuritaire et la peur s'installent en même temps que les frontières se durcissent.

Nous constatons cependant que les frontières ne sont jamais vraiment fermées et qu'elles ne sont pas fermables. Des travailleurs du tiers-monde continuent à se présenter aux portes de l'Europe et de la France. Ils parviennent à y entrer, de manière d'autant plus souterraine que des dispositions plus sévères sont prises. Certains secteurs de l'économie en profitent et exploitent la clandestinité de ces travailleurs qu'aucun droit ne protège. Cette situation mal connue alimente des discours xénophobes qui insécurisent les étrangers résidant en France régulièrement, et confortent ceux qui voient dans le rejet de l'étranger la solution à leurs propres difficultés.

Dans le monde qui n'en continue pas moins à environner et la France et l'Europe, jamais autant d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont été contraints de passer les frontières pour chercher refuge. L'Afrique est le continent qui apporte le plus grand nombre de ces exilés. Ils veulent survivre et rien ne peut ni arrêter ni disqualifier cette faim-là. Une minorité d'entre eux seulement parviennent en Europe.

Exploitation démagogique

Donner la priorité à une politique de fermeture des frontières ne fait qu'aggraver le sort des déracinés. Même si cette politique peut paraître logique pour contenir, sinon maîtriser, les flux migratoires, elle ne peut donner lieu qu'à des mesures provisoires. Les actions d'avenir doivent porter sur les causes et sur les conséquences de cet exil massif de populations. Réduire dans tous les domaines le fossé d'injustice et de misère qui s'est creusé entre leur pays d'origine et les nôtres est devenu non seulement un devoir humanitaire, mais une nécessité vitale pour tous. Car comment ne pas voir que la coupure explosive du monde entre les riches et les pauvres a déjà franchi toutes les frontières territoriales? Les risques de fracture sont de plus en plus visibles dans le monde et jusque dans les villes que nous habitons.

Les convictions et les choix éthiques de la Cimade la conduisent à dénoncer les conséquences néfastes de toutes les fermetures à l'autre et l'oblige à explorer, de manière concrète, la possibilité d'agir dans une perspective d'ouverture et de partage. Nous ne prétendons pas que les frontières doivent être abolies. Qu'elles soient nationales, culturelles ou religieuses, elles expriment que l'homme est multiple. Elles sont constitutives de l'identité de chacun. Elles marquent la différence entre des pays ou des mondes qui se pensent autrement. Mais elles sont aussi des lieux de rencontres et d'échanges. Les frontières jouent un rôle positif quand on les considère comme des passages à franchir pour une communication et un partage. C'est l'espérance qui sous-tend le travail de la Cimade.

A trop considérer que les problèmes de l'immigration se règlent sur les frontières (de l'Europe ou des pays membres), on n'en voit que l'aspect quantitatif. La fermeture des frontières est présentée comme le remède miracle, seul capable de guérir la société de ses plus graves maladies, à commencer par le chômage. Cela tourne parfois à l'obsession qui amène à refuser l'asile politique à des opprimés et rend incapable d'envisager de nouvelles formes de cohabitation.

Nous dénonçons les mensonges de la suffisance nationale et leur exploitation démagogique. Ils entretiennent les illusions et attisent la peur, provoquent le rejet des autres et le repliement sur soi. Mais la Cimade veut surtout attirer l'attention sur l'essentiel à ses yeux : la défense et la promotion du droit des étrangers dans la construction d'une société solidaire. Elle n'a pas de solutions toutes faites, mais son expérience d'une lutte menée dans cette perspective témoigne pour l'Homme.

Notre réflexion et notre action doivent porter principalement dans trois domaines.

• La citoyenneté a besoin d'une définition renouvelée, diversifiée peut-être, mieux adaptée à l'évolution du monde, à la mobilité et au mélange des populations. La naturalisation est-elle le seul chemin de l'intégration ? En tout état de cause, celle-ci ne saurait niveler les différences (culturelles et religieuses en particulier), mais devrait plutôt prendre une forme conjoncturelle portant sur des valeurs de solidarité et sur la reconnaissance des mêmes droits et devoirs pour tous.

• La présence de travailleurs étrangers, la précarité et l'insécurité de leurs conditions d'existence (matérielles, psychologiques, juridiques, culturelles), ont donné ampleur et visibilité à une situation dont beaucoup sont victimes. Leurs difficultés concernent également le nombre croissant des défavorisés que nos sociétés secrètent en leur sein. Pour les uns et les autres, la satisfaction des besoins essentiels (logement, travail, santé, éducation) doit surmonter des murs d'indifférence ou d'hostilité. Aussi est-ce dans le même mouvement qu'il faut chercher des solutions aux problèmes d'insertion de tous ceux qui, sur notre sol même, vivent une forme d'exclusion.

• La coupure du monde entre le Nord et le Sud est à la fois planétaire et locale. On ne peut l'affronter ici sans la combattre là-bas. Les problèmes liés à la destruction de l'environnement le démontrent : notre développement ne peut être conçu indépendamment du reste de la planète. Aussi est-ce à tous les niveaux où s'exerce notre responsabilité politique que nos choix ont à se préoccuper du développement solidaire des peuples de la terre. Ni la France, ni l'Europe ne peuvent échapper à la nécessité de promouvoir avec ténacité des politiques de partage et de redistribution des ressources financières, techniques et humaines, considérées comme un bien commun.

A la logique myope de la fermeture et du chacun pour soi, nous voulons substituer l'accueil mutuel et le partage.

▶ Le pasteur Jacques Maury est président de la Cimade.

Réponse à Dominique Wolton

ARTE, enfin l'Europe !

par Jérôme Clément

LUNDI 28 septembre, ARTE diffusera ses émissions sur le réseau hertzien national, autrefois dévolu à la Cinq. Que de débats et de polémiques cette décision prise par le gouvernement et annoncée au Parlement par Jean-Noël Jeanneney, le 23 avril dernier n'a-t-elle suscités ! Et pourtant, attendus avec espoir ou rejetés avant même d'être vus, les programmes d'ARTE seront désormais visibles non seulement en Allemagne, où dix millions de foyers câblés peuvent la recevoir depuis le 30 mai dernier, mais en France, bientôt en Belgique et dans d'autres pays d'Europe, qui déjà bénéficient de cette expérience unique au monde : un même programme, diffusé simultanément à la même heure, en deux langues – bientôt plusieurs, – dans différents pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est.

Trois questions essentielles sont au cœur du débat qui entoure l'arrivée d'ARTE : l'Europe, la culture, le service public. Curieusement, il est rare que nos détracteurs aient perçu l'imbrication étroite de ces trois enjeux majeurs pour notre société.

L'Europe d'abord. Oui, ARTE est un projet européen. Oui, ce projet a été pensé comme tel à l'origine, décidé par le président de la République, en 1986. Il n'y a rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la France se soit tournée vers l'Allemagne pour lui demander de s'associer à cette initiative : dans un autre domaine, François Mitterrand et Helmuth Kohl poursuivaient l'œuvre entreprise par le général de Gaulle et Adenauer. Après deux ans de négociations, un traité et un contrat de société ont été signés à Berlin le 2 octobre 1990. Ce sont deux partenaires qui, à égalité de droits et de devoirs, dirigent, depuis Strasbourg, cette entreprise. Quoi de plus important pour l'Europe, en plein chantier, que de chercher à rassembler ses créateurs, ses réalisateurs, ses productions, pour mettre en commun une mémoire, un imaginaire, un regard sur le monde qui nous entoure ? Comment ne pas être d'emblée stimulé par l'idée formidable d'une télévision européenne, dont la vocation est de faire communiquer les hommes entre eux, surtout quand ils ont un lourd passé d'incompréhension, de guerres, de non-connaissance mutuelle. Que n'a-t-on communiqué mieux et plus tôt !

Germanophobie latente

Imaginons, comme Jean Monnet l'avait envisagé tardivement *(« Si c'était à refaire, je commencerais par la culture »)*, qu'ARTE ait été créé il y dix ou vingt ans. Le débat européen actuel sur Maastricht n'aurait-il pas été simplifié ? Beaucoup de malentendus, de maladresse, d'hostilité apparaissent uniquement par défaut de connaissance mutuelle, par manque d'intérêt pour l'autre, par repli frileux sur soi-même. Les Européens se connaissent mal. C'est la plaie des peuples qui se croient en difficulté de fermer les frontières et de rejeter l'autre. L'Europe risque à nouveau de mourir de ces peurs ancestrales qui conduisent certains, comme le disait si intelligemment dans ces colonnes Edgar Morin, à préférer la barbarie à l'association. Pour changer les mentalités, l'état d'esprit, et créer les conditions d'une véritable Europe unie, il ne suffit pas d'une monnaie, d'un corps d'armée, et de directives, si bien faites soient-elles. Ni même d'un traité. Il faut un imaginaire commun. Penser ensemble l'Europe. Que les Allemands, les Français, les Italiens, les Espagnols et tous les autres, même les Anglais, apprennent à regarder et à penser le monde ensemble et le montrer ensemble à leurs compatriotes.

C'est pourquoi, j'ai été profondément choqué, non d'entendre critiquer les programmes d'ARTE, ce qui aurait été légitime si ces acerbes censeurs avaient pris le temps de voir les programmes et d'attendre un minimum de temps pour que les choses se mettent en place, j'ai été choqué, donc, de la germanophobie latente qui se dégageait des critiques sur les « rogatons » allemands. Que dirions-nous si nous lisions ces phrases dans la presse allemande ? J'imagine les réflexions assassines que ces commentaires susciteraient chez nous s'ils étaient écrits dans la langue de Goethe.

Je le répète : oui, vous entendez parfois parler allemand sur un grand réseau hertzien national français. Oui, il y aura des films, des documentaires, des magazines, des spectacles, venus de tous les pays d'Europe. Et alors ? Faut-il se limiter aux programmes français et américains ? Les téléspectateurs n'ont le choix qu'entre Romorantin et Los Angeles ? La réalité de Leipzig, de Liverpool ou de Varsovie leur est-elle interdite ? Sommes-nous à ce point sûrs de notre supériorité intellectuelle et culturelle que nous jugions médiocre, affligeant et ennuyeux tout ce qui vient d'outre-Rhin ?

Le débat sur ARTE illustre bien les difficultés et les enjeux de la construction européenne. Il est dommage à ce sujet que l'on ait si peu parlé de communication et de culture dans le grand débat qui a agité la France pour le référendum.

La culture ! J'ai lu également les litanies habituelles, notamment dans ces colonnes, de ceux pour qui la condamnation d'ARTE constitue un fonds de commerce. Ce débat est dépassé. Il a au moins vingt ans. Cessons d'être hypocrite en pensant que la culture doit être partout. Chacun sait que la loi de l'Audimat conduit soit à supprimer, soit à rejeter en fin de soirée les programmes ambitieux, parce qu'ils ne peuvent pas fédérer un large public et par là même attirer des ressources publicitaires. Et les chaînes, publiques ou privées, doivent nécessairement tenir compte de l'audience pour, non seulement produire, mais aussi pour programmer aux heures de grande écoute. Et il faut beaucoup de courage aux grandes chaînes nationales pour persévérer dans cette voie. Je me réjouis de voir que c'est l'intention affichée par France 3.

Sortir du ghetto marchand

Contrairement à ce qui se dit, ARTE joue le rôle de stimulant en France et en Allemagne pour la production et la diffusion d'émissions culturelles par les autres chaînes. Mais chacun sait que cet effort est insuffisant et que la diversité des chaînes, en même temps que leur alignement sur le même modèle, nécessite de réagir.

Mais, attention ! Prenez garde à l'élitisme, au parisianisme et à l'ésotérisme, me susurre-t-on plus ou moins doucement ! Chassons toutes ces craintes. Qu'est-ce que la culture, sinon un regard différent sur les autres, sur le monde ? Ce n'est pas un patrimoine de chefs-d'œuvre en péril, mais une ouverture, une curiosité, une autre façon d'aborder le réel, qu'il soit exprimé par le talent des artistes (théâtre, cinéma, musique), ou saisi directement par ceux qui savent eux-mêmes regarder.

Sortir la télévision de son ghetto marchand, c'est respecter le téléspectateur considéré comme un citoyen curieux, ouvert, digne de comprendre et de s'intéresser. C'est s'adresser à un citoyen aux aguets, non à un consommateur passif.

Bien entendu, ARTE ne prétend pas avoir le monopole de cette intention. Mais c'est sa vocation première, comme c'est sa mission de ne pas se préoccuper principalement de l'Audimat, mais d'oser ce que les autres ne peuvent pas faire. Telle est notre ambition, nous pouvons y parvenir sans pour autant sombrer dans le style pédagogique et ennuyeux.

Enfin, le service public. Qui d'autre pourrait aborder une telle entreprise ? Faut-il se résigner à ce que l'unification de l'imaginaire européen soit réalisée par de grands groupes multinationaux, grâce aux séries américaines ? Les talents, chez nous, ne manquent pas. Notre histoire est riche, notre patrimoine immense. Il faut le faire connaître aux jeunes. C'est la mission d'une télévision de service public, et je suis heureux de ce regain de vitalité qu'il retrouve avec le renouveau de France 2 et France 3, comme avec l'apparition d'ARTE. C'est la preuve que, dans notre société à la recherche de motivation et d'idéologie nouvelles, il existe de grands projets dont le profit et l'argent ne sont pas l'objet.

Au même titre que le système éducatif ou que la justice, la télévision est au cœur d'un système de pensée et de relations sociales qui ne peut défendre des intérêts exclusifs de rentabilisation d'investissements. L'Etat doit assumer cette responsabilité, sauf à accepter la domination de la sphère marchande sur les hommes et les esprits.

Etre au service du public, c'est considérer les hommes de la cité comme des fins, et non comme des moyens. C'est une exigence, un devoir de respect à l'égard de l'autre. A une époque où, à nouveau, resurgissent la tentation de l'exclusion et de la haine, ce n'est pas le moindre défi, qu'à sa place, mais fermement, ARTE entend relever.

▶ Jérôme Clément est président du directoire de la SEPT et président du comité de gérance d'ARTE.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

CROATIE : critiquant la « lenteur » de l'action de l'ONU

Zagreb réclame un retour rapide des réfugiés dans les régions occupées par les Serbes

Pressé par ses propres réfugiés, de plus en plus impatients de regagner les terres – en Slavonie et en Krajina – dont ils ont été chassés, pendant la guerre, par les Serbes, freiné par les Nations unies qui veulent éviter tout incident susceptible de raviver l'incendie, le gouvernement croate est littéralement pris entre deux feux et ne dispose que d'une faible marge de manœuvre dans ses tentatives visant à restaurer son autorité sur l'ensemble de la Croatie. Peu désireux, au fond, de repartir en guerre, le régime de M. Franjo Tudjman harcèle l'ONU pour qu'elle active ses opérations et accroisse ses pressions sur les Serbes. Le président croate a clairement dit, mercredi à New-York, qu'un renouvellement, en mars 1993, du mandat d'un an de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) n'était pas *« nécessaire »* (*le Monde* du 25 septembre).

ZAGREB

de notre envoyé spécial

Selon le premier ministre croate, M. Hrvoje Sarinic, *« il faut que la FORPRONU se dépêche et résolve* [avant mars prochain] *le problème »* du retour des réfugiés croates dans les régions (Slavonie et Krajina) dont ils ont été chassés, ainsi que la question de la souveraineté sur ces zones. *« Nous ne pouvons tolérer éternellement »* cette situation, et *« si ça dure trop longtemps, alors nous prendrons le taureau par les cornes »*, menace-t-il. De son côté, le vice-premier ministre croate chargé des relations avec la FORPRONU, M. Ivan Milas, pousse cette dernière à entreprendre, dès le 30 septembre, les opérations devant permettre le retour de réfugiés dans une trentaine de villages de Slavonie orientale occupés par les Serbes.

Dans une situation économique des plus fragiles, ces quelque 300 000 réfugiés marquent de façon de plus en plus pressante leur impatience. Certains, ignorant les risques encourus, ont été jusqu'à lancer un véritable ultimatum et ont menacé de rentrer chez eux, à partir du 30 septembre, sans attendre le feu vert de qui que ce soit. Beaucoup refusent de passer un hiver de plus en « exil », entassés dans des hôtels.

Sur le plan politique, M. Tudjman et l'ensemble des autorités croates ont clamé à moult reprises leur volonté de restaurer à tout prix l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de la Croatie et averti qu'ils s'en chargeraient eux-mêmes – par la force, si nécessaire – si la communauté internationale était incapable de faire respecter la légalité internationale.

En face, l'ONU estime que *« les conditions ne sont toujours pas réunies pour un retour des réfugiés sur leurs terres, auquel s'opposent les Serbes »* dans les régions que ces derniers contrôlent, comme le rappellent constamment les officiels de l'organisation internationale sur place. Soulignant qu'il s'agit, pour l'ONU, de mener un *« travail de fourmi »* et qu'il faut *« avancer pas à pas »* si l'on veut éviter un nouvel embrasement, l'un de ces officiels avoue être *« inquiet de l'impatience de certains »*. La meilleure démarche, selon lui, consiste pratiquement à organiser le retour des réfugiés au compte-gouttes – *« maison par maison, village par village »* – et, surtout, à éviter les mouvements massifs. Sinon, *« il y aura des incidents »*, les Serbes ayant clairement fait savoir qu'ils considéreraient les Croates revenant dans les zones qu'ils contrôlent sans passer par le canal de l'ONU et sans leur approbation comme des *« terroristes »*.

Mais si l'impatience des réfugiés est de plus en plus manifeste, si les pressions et la fermeté des Croates ne se sont pas démenties, on ne peut plus parler, généralement, d'agressivité vis-à-vis de l'ONU, estime encore cet officiel, qui a même noté *« un ton plus conciliant »* de la part des autorités de Zagreb. Ainsi à Drnis, localité croate située sur les marches de la Krajina (sud-ouest de la Croatie) et évacuée par les Serbes qui l'avaient conquise il y a un an, la FORPRONU a-t-elle réussi – après de longues discussions – à convaincre les Croates de retarder le retour des habitants afin d'éviter une réaction violente des Serbes.

Il est vrai que, dans les déclarations officielles, le ton a changé à Zagreb. On y parle toujours, comme M. Sarinic dans un entretien au *Monde*, du *« retard considérable »* pris, selon lui, par la FORPRONU, mais on y reconnaît aussi que, *« depuis, un certain nombre d'actions ont été très positives »* et que *« ça bouge enfin »*. Il cite en exemple le cas du barrage de Peruca, en Dalmatie, dont les Nations unies ont pris le contrôle après une longue occupation par les Serbes, qui en avaient miné les installations.

Eliminer les « ducs » de la Krajina

Mais la FORPRONU *« n'a toujours pas réussi à désarmer toutes les forces paramilitaires serbes »*, déplore M. Milas. A l'en croire, *« la Croatie va jouer sur le temps »* et, en ce qui concerne le sort des enclaves de Croatie à forte population serbe – et tenues par les milices serbes, – il vaut mieux *« attendre que le fruit soit mûr pour qu'il tombe de lui-même »*. Optimiste, le vice-premier ministre considère que le plus fort du conflit avec les Serbes *« prendra bientôt fin »*. *« Nous nous orientons vers une sorte de paix des braves et faisons tout pour y parvenir »*, assure-t-il.

C'est un discours identique que tient M. Milan Dukic, vice-président du Parlement croate. Citoyen croate, mais Serbe originaire de Krajina, il estime qu'il faut *« favoriser la politique des petits pas afin de rétablir la confiance* [entre Serbes et Croates] *et créer des habitudes »*. M. Dukic, qui affirme avoir des contacts avec des *« représentants de la population de la Krajina dans le dos des autorités* [serbes] *locales »*, compte sur cette population pour pousser les responsables actuels de Krajina – qui rejettent toute souveraineté croate sur leur territoire – à s'effacer.

Seule solution, à ses yeux : *« agir sur la population pour qu'elle élimine les « ducs » de la Krajina »*. A cet égard, la Croatie porte une responsabilité énorme dans le règlement du conflit et *« détient la clé du problème »*. Zagreb doit prendre cinq mesures, selon M. Dukic. D'abord, le gouvernement croate doit rapidement faire bénéficier d'une amnistie – promise par le président Tudjman – tous les Serbes qui ne peuvent être poursuivis pour crimes de guerre, tous ceux qui *« ont été manipulés, enrôlés de force »* pour combattre le pouvoir croate. Ensuite, le cas des Serbes de Croatie qui ont fait l'objet de représailles (licenciement, expulsion,...) après que la Krajina se fut prononcée pour l'autonomie, en 1990, doit être réglé. D'autre part, les autorités de Zagreb doivent prendre *« une position claire »* sur la question du retour dans leurs foyers de tous les citoyens de Croatie – qu'ils soient d'origine croate ou serbe, – assurer leur sécurité et leur fournir une aide à la reconstruction.

Le régime du président Tudjman doit également réexaminer le problème de l'octroi de la nationalité croate, celui du respect des droits de l'homme et de la dignité de chacun (empêcher, notamment, la séparation des familles). Le gouvernement doit, enfin, *« traiter le problème de la restitution à leurs propriétaires des logements* [serbes] *occupés de force »* par des Croates. *« Plus la Croatie traînera à prendre une position claire, plus la situation se dégradera »*, insiste M. Dukic. La solution, juge-t-il, réside dans une *« politique raisonnable de la Croatie »*.

Deux éléments devraient pousser le régime de Zagreb dans ce sens. D'une part, de larges pans de la population croate semblent ne souhaiter qu'une chose : la paix et certainement pas replonger dans la guerre – dont le président Tudjman a, d'ailleurs, officiellement proclamé la fin. D'autre part, les forces armées croates n'ont peut-être pas atteint – en dépit d'un renforcement et d'une réorganisation menés tambour battant – un niveau qui leur garantisse la victoire contre les forces serbes.

YVES HELLER

BOSNIE-HERZÉGOVINE : quatre « casques bleus » blessés dans une embuscade

Le quartier général de l'ONU à Sarajevo pourrait déménager

Quatre « casques bleus » – un officier canadien ainsi qu'un officier et deux soldats égyptiens – ont été blessés, jeudi 24 septembre, dans la banlieue de Sarajevo, lorsque leur convoi a été pris sous le feu d'armes d'infanterie. La télévision de Sarajevo a attribué cette attaque aux forces serbes. L'incident s'est produit au moment où devait s'effectuer un échange de dépouilles mortelles de combattant, convenu entre forces bosniaques et serbes sous les auspices de la FORPRONU.

Le commandant en second de la Force de protection des Nations unies, le général Philippe Morillon, a confirmé jeudi qu'il était question de déplacer les « casques bleus » de Bosnie et leur état-major hors de Sarajevo, pour les redéployer sur des positions moins exposées aux tirs et aux provocations. 1 500 « casques bleus » se trouvent à Sarajevo et 6 000 doivent les y rejoindre prochainement. Au lendemain d'une mission de quatre jours à Sarajevo durant laquelle il a *« eu des contacts préliminaires avec les responsables politiques »*, le général Morillon a tenu à préciser : *« Il ne faut pas donner l'impression que nous allons abandonner Sarajevo alors que la FORPRONU voit son mandat élargi »* à l'escorte de l'aide humanitaire à toute la Bosnie-Herzégovine. *« Où qu'on s'implante, il faudra obtenir l'accord de toutes les parties »*, a-t-il ajouté. En tout état de cause, une partie des « casques bleus » qui assurent la sécurité de l'aéroport de Sarajevo et ceux qui remplissent les fonctions de contrôleur aérien resteront sur place.

Les deux coprésidents de la conférence de Genève sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen et Cyrus Vance, devaient se rendre vendredi à Banja-Luka (nord de la Bosnie) en raison de l'*« évolution inquiétante de la situation »* dans cette région contrôlée par les forces serbes, a annoncé le porte-parole de la conférence. Cette visite, qui n'était pas prévue, a été imposée par la *« situation d'urgence »* créée par la *« recrudescence de la tension (...) et la menace d'une nouvelle campagne de nettoyage ethnique »*.

Notre correspondante à Belgrade, Florence Hartmann, nous rapporte d'autre part que le commandant de l'armée de l'air yougoslave, le général Bozidar Stevanovic, a à son tour affirmé jeudi, dans un entretien au quotidien *Vecernje Novosti*, qu'une intervention militaire internationale contre la nouvelle Yougoslavie avait été *« envisagée fin juin »*. Le premier ministre yougoslave, Milan Panic, avait déjà affirmé il y a quelques jours avoir réussi, *« grâce à une activité diplomatique effrénée »*, à empêcher le déclenchement *« fin juin »* d'une telle intervention en Bosnie ainsi que le bombardement de Belgrade et de l'infrastructure de la Serbie. En juillet dernier, M. Panic avait également déclaré au *Monde* être intervenu à plusieurs reprises entre les 26 et 27 juin auprès du leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, pour qu'il débloque l'aéroport de Sarajevo, verrouillé par les forces serbes. Le lendemain, le 28 juin, M. François Mitterrand forçait le blocus en atterrissant dans la capitale bosniaque.

BULGARIE : démission du président du Parlement

La crise politique s'aggrave

La démission du président du Parlement bulgare, M. Stefan Savov, jeudi 24 septembre, a fait éclater au grand jour la crise politique provoquée par la rupture entre l'Union des forces démocratiques (UFD, anticommuniste), au pouvoir, et le parti de la minorité turque, le Mouvement pour les droits et libertés (MDL), qui la soutenait. M. Savov a démissionné sous la pression de ce dernier, soutenu par le Parti socialiste (PSB, ex-communiste). L'UFD a 116 députés, le PSB 110 et le MDL 24.

Selon M. Ahmed Dogan, président du MDL, le départ de M. Savov était *« une répétition générale »* avant la motion de censure contre le gouvernement minoritaire de l'UFD annoncée pour la semaine prochaine. Le mouvement de la minorité turque reproche aux dirigeants de l'UFD de retarder les réformes économiques, de ne pas avoir mis au point un programme social, et leur style *« autoritaire »* de gestion ; M. Dogan a toutefois exclu une coalition du MDL avec les anciens communistes.

C'est la dégradation du niveau de vie qui, contraignant quelque 40 000 Bulgares d'ethnie turque à l'exode vers la Turquie ces derniers mois, est à l'origine de la rupture du MDL avec l'UFD. – *(AFP.)*

□ **ALLEMAGNE : levée de la prescription pour les crimes commis par les responsables communistes en RDA.** – La majorité des partis du Bundestag ont voté, en première lecture, jeudi 24 septembre, un projet de loi visant à éliminer la prescription des délits perpétrés par des responsables du régime communiste est-allemand durant l'existence de la RDA entre 1949 et 1990. Les députés, à l'exception de ceux du PDS (ex-communiste), ont estimé que la prescription devait en priorité être abandonnée pour les membres des services de sécurité de l'Etat ou les responsables de poursuites contre des citoyens qui cherchaient à quitter l'ex-RDA. – *(AFP.)*

□ **POLOGNE : deux généraux remis en liberté dans l'affaire Popieluszko.** – Le tribunal de Varsovie a décidé jeudi 24 septembre la remise en liberté provisoire de deux généraux de l'ancienne police politique polonaise accusés de complicité dans l'assassinat du Père Popieluszko en 1984. Les généraux Wladyslaw Ciaston et Zenon Platek, en détention préventive depuis deux ans, comparaîtront donc libres à leur procès. – *(AFP, Reuter.)*

ROUMANIE

L'obsession du « changement »

Suite de la première page

« Sortir » de l'instabilité parlementaire héritée de la scission, en mars, du Front de salut national entre les partisans de M. Iliescu (FDSN) et ceux de M. Roman (FSN). « Sortir » aussi du traumatisme politique produit par l'écrasement de l'opposition lors des élections contestées de mai 1990 et par les matraques des mineurs pro-Iliescu, le mois suivant. « Sortir » enfin du malaise dans la représentation politique née du succès de l'opposition aux élections locales de février dernier.

Chacun veut aussi voir inverser la tendance au *« déclin économique »*, conséquence d'une réforme hésitante et à moitié appliquée, *« à cause du sabotage des partisans d'Iliescu »*, dit M. Roman, *« de l'amateurisme et de la corruption de l'équipe Roman »*, répond M. Iliescu. Près de trois ans après la sanglante révolution de décembre 1989, les Roumains se trouvent une nouvelle fois face à un tournant que chacun s'accorde à qualifier de *« crucial »*, voire d'*« historique »*. En un tour, à la proportionnelle départementale, les quelque 16,5 millions d'électeurs doivent élire dimanche, pour quatre ans, 328 députés et 143 sénateurs parmi plus de dix mille candidats représentant des dizaines de partis (qui doivent obtenir un minimum de 3 % des voix pour accéder au Parlement) ou de coalitions (minimum de 8 %).

Six candidats à la présidence

L'affrontement pour la présidence entre M. Iliescu et M. Constantinescu et les fracassantes déclarations du trouble-fête nationaliste, M. Funar (*« Ceausescu a été un bon Roumain »*), ont relégué la lutte pour le Parlement au second plan. Pourtant, la formation d'une majorité et du prochain gouvernement dépendra de l'équilibre des forces et des alliances dans les deux Assemblées, où, selon les sondages, aucune formation ne peut disposer de la majorité absolue.

Si les violences physiques de mai 1990 semblent appartenir au passé, la campagne électorale, relativement calme, s'est verbalement enflammée lorsque la position de M. Iliescu est apparue moins assurée : plusieurs sondages et l'affluence aux meetings de la Convention démocratique font penser que M. Iliescu pourrait, après avoir été devancé par M. Constantinescu au premier tour, le 27 septembre, perdre au second tour, le 11 octobre.

Malgré les cris de victoire des partisans de l'opposition qui se refusent à envisager le *« désastre »* d'une seconde victoire de M. Iliescu, rien n'est moins sûr que son échec, car bon nombre d'ouvriers et de paysans restent attachés au président, donné vainqueur par d'autres sondages. M. Iliescu est le plus connu des six candidats à la présidentielle, malgré la percée tardive mais remarquable de M. Constantinescu, l'intérêt suscité par l'aplomb de M. Funar, le soutien efficace du FSN dont dispose M. Dragomir, le succès d'estime de M. Mircea Druc, ex-premier ministre de la Moldavie soviétique, et la découverte de l'unique candidat ouvertement *« de droite »*, M. Ioan Minzatu.

Le président fait cependant preuve de nervosité. Il s'est ainsi assuré l'immunité parlementaire en se présentant au Sénat, dans des conditions jugées illégales en première instance mais acceptées en appel par les juges de la Cour suprême – nommés par lui. Sur la défensive, il n'en finit plus de se justifier. Il ne fut pas *« l'homme de Moscou »*. Il n'est pour rien dans les zones d'ombre laissées par la révolution de 1989 et les violents « événements » qui ont suivi. Il assure que la Roumanie n'a pas été isolée sur la scène internationale.

Il regrette même d'avoir traité les contestataires de la place de l'Université à Bucarest de *« golans »* (voyous). Les vidéo-clips de la campagne télévisée de son Front démocrate de salut national attaquent, par la calomnie et l'insinuation, la vie privée du candidat de l'opposition, M. Constantinescu. Dénonçant sans ménagement le passé politique de M. Iliescu, taxé de *« néo-communisme »*, la Convention propose, elle, aux Roumains d'instaurer une démocratie normale et non *« originale »* – un mot malheureux de M. Iliescu. Elle leur demande de dire *« oui à l'Europe »* et promet d'ouvrir par son symbole, la clef, la porte aux investissements étrangers.

Scénarios catastrophes

Après le vote du 27 septembre, MM. Constantinescu et Iliescu devraient, sauf surprise, rester seuls en lice. Quel qu'en soit le résultat, la lutte pour le second tour pourrait, dans l'hypothèse classique, souder une majorité parlementaire encore en gestation entre la Convention démocratique, le « FSN-Roman », l'Union démocratique des Magyars (7 % de l'électorat) et d'autres partis d'opposition, comme le Parti libéral de M. Radu Campeanu, face au bloc des pro-Iliescu.

En face, outre le FDSN et ses satellites, deux formations ont apporté un soutien assez embarrassant à M. Iliescu : le Parti ultranationaliste aux relents antisémites Romania Mare (Grande Roumanie) et le Parti socialiste du travail (communiste), dirigé par un ex-premier ministre de Ceausescu, M. Ilie Verdet. Ils pourraient être rejoints, après le premier tour, par M. Funar et son Parti de l'unité nationale des Roumains.

Les scénarios-catastrophes circulent abondamment, le plus redoutable étant celui d'une nouvelle instabilité. On craint l'éclatement de la Convention démocratique sous la pression de la position dominante du Parti paysan de M. Corneliu Coposu, qui s'est assuré un grand nombre de places éligibles. On redoute l'apparition d'une instabilité gouvernementale chronique, empêchant tout changement et dont bénéficieraient économiquement les profiteurs et politiquement les nationalistes. On évoque des tentatives de restauration de la monarchie... Après une campagne électorale qui a révélé un *« réel »* changement *« en bien »*, élus et chefs de parti vont sans doute devoir montrer qu'ils peuvent aussi changer une certaine façon de faire la politique.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Bucarest s'engage à accueillir ses ressortissants expulsés d'Allemagne

BONN

de notre correspondant

Au terme de négociations entre Bonn et Bucarest, la Roumanie a accepté d'accueillir tous les émigrés roumains qui seraient expulsés d'Allemagne. Un accord a été signé jeudi 24 septembre à Bucarest entre les ministres de l'intérieur des deux pays. Le gouvernement roumain s'est engagé à reprendre ses ressortissants même s'ils sont sans papiers, à condition que leur nationalité ne fasse pas de doute. Beaucoup d'immigrés illégaux entrent en Allemagne sans pièce d'identité afin de rendre plus difficile une expulsion.

Cet accord vise en premier lieu les Tziganes de Roumanie qui, depuis la réunification allemande, sont de plus en plus nombreux à venir chercher refuge en Allemagne et dont l'afflux suscite dans la population des phénomènes de rejet parfois violents. Il a soulevé de nombreuses protestations d'organisations tziganes, qui dénoncent les persécutions subies en Roumanie et rappellent que l'Allemagne a une responsabilité particulière envers eux, en raison de la politique d'extermination dont ils avaient été victimes de la part des nazis. En Allemagne, l'accord a été dénoncé par les mouvements de défense des droits de l'Homme et les Verts qui réclament une convention européenne pour la protection des Tziganes.

Comme de plus en plus d'autres réfugiés, les candidats roumains à l'immigration arrivent par la Pologne et tentent de franchir clandestinement la frontière. Près de 10 000 Roumains y ont été refoulés au cours des huit premiers mois de l'année. Mais la majeure partie parviennent à entrer. Arrivés souvent avec l'aide de groupes de passeurs bien organisés, 58 000 Roumains, dont près de 60 % de Tziganes, sont venus depuis le début de l'année grossir le nombre des demandeurs d'asile dans les foyers d'accueil en Allemagne.

HENRI DE BRESSON

EUROPE

HONGRIE : pour « défendre la démocratie »

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Budapest

Plusieurs dizaines de milliers de personnes – quarante mille à cent mille selon les estimations – ont manifesté jeudi 24 septembre à Budapest, pour *« défendre la démocratie »* face à l'extrême droite. C'est la plus importante manifestation qu'ait connue la capitale hongroise depuis le changement de régime.

BUDAPEST

de notre correspondant

Par dizaines de milliers, ils sont venus, jeudi soir 24 septembre, des fleurs ou des bougies à la main, participer à une manifestation *« pacifique et solennelle »* pour *« défendre la démocratie »*. Les prévisions les plus optimistes ont été dépassées : Budapest n'a pas connu de manifestation aussi importante depuis le changement de régime du printemps 1990.

Hormis les trois jours de colère de la grève des taxis d'octobre 1990, la population hongroise s'est surtout distinguée par sa modération, au point qu'on la disait résignée et désabusée par le nouveau jeu démocratique, boudant même les élections partielles.

Mais en ce début d'automne 1992, le climat social a radicalement changé. Les voix d'extrême droite, jadis minoritaires et étouffées, ont commencé à se faire de plus en plus bruyantes.

Le point culminant de cette campagne a été atteint fin août avec la publication d'un virulent pamphlet par l'écrivain et député Istvan Csurka – vice-président du Forum démocratique, principal parti de la coalition au pouvoir – accusant pêle-mêle les juifs, les communistes et les libéraux d'être responsables de tous les maux (*le Monde* du 3 septembre).

L'embarras du gouvernement et le refus du premier ministre, M. Jozsef Antall, de sanctionner M. Csurka ont suscité un tollé et fait naître la crainte d'une dérive nationaliste dans un pays qui se targue, non sans raisons, d'être un îlot de stabilité dans une région tourmentée.

La Charte démocratique, généralement prudente et réservée, a alors décidé de passer à l'acte. Cette organisation informelle créée à l'automne dernier par des intellectuels et des personnalités du monde culturel, dont l'écrivain György Konrad et le cinéaste Miklos Jancso, a appelé la population à manifester dans plusieurs villes du pays. Soutenue par une cinquantaine d'organisations et l'ensemble des partis d'opposition, sauf les jeunes libéraux de la FIDESZ, la Charte a voulu démontrer que la rue n'appartenait pas qu'aux partisans de M. Csurka, qui ont manifesté le week-end dernier devant le Parlement sans toutefois réunir plus de trois mille personnes.

Jeudi soir, ils étaient dix fois plus nombreux sur cette même place Kossuth. Une foule hétéroclite, des étudiants aux retraités, visiblement émue et surprise de se retrouver là en si grand nombre. *« La Hongrie de Csurka n'est pas la Hongrie ! »*, professe une banderole artisanale, promenée dans la foule.

« Il faut chasser la peur qui commence à habiter la société, déclare le député socialiste Ivan Vitanyi. *Ceci n'est pas une manifestation de gauche ou d'opposition. Nous ne voulons pas nous arroger le droit de parler au nom de la nation. La démocratie, c'est l'affaire de tous : nous sommes le parti de la société. »* Cette société, qui somnole depuis plus de deux ans, vient de se réveiller.

YVES-MICHEL RIOLS

GRANDE-BRETAGNE : les difficultés du gouvernement

Le leader de l'opposition qualifie M. Major de « premier ministre dévalué »

Au cours du débat sur la politique économique du gouvernement, jeudi 24 septembre, à la Chambre des communes, M. John Major, dénoncé par le chef de l'opposition comme étant un *« premier ministre dévalué »*, a notamment écarté toute perspective d'un retour rapide de la Grande-Bretagne au sein du SME.

LONDRES

de notre correspondant

Vaincu par « K.-O. politique ». Terrassé par un adversaire, M. John Smith, qui l'a dominé par le rappel sans pitié de ses propres promesses, toutes démenties par les faits. Ce jeudi 24 septembre risque d'être pour M. John Major d'aussi sinistre mémoire que le « mercredi fou » de la semaine précédente, lorsque la monnaie britannique a *été dévaluée sous le poids de la* spéculation.

Certes, la confiance a été renouvelée au gouvernement par 332 voix contre 296. Mais cette apparente unanimité des conservateurs est fragile : même si M. Major a surtout parlé d'Europe, le gouvernement avait pris soin de solliciter le soutien de sa majorité sur sa « politique économique », un thème sur lequel, en cette période de crise et au moment où la Grande-Bretagne semble de nouveau s'isoler en Europe, il ne pouvait y avoir qu'un réflexe de ralliement.

Les vraies échéances sont plus lointaines, et menaçantes. Elles se préciseront lorsque M. Major demandera à la Chambre des communes de se prononcer une nouvelle fois sur la ratification du traité de Maastricht, ou s'il tente de faire revenir la livre sterling au sein du système monétaire européen. Il trouvera alors sur son chemin les « eurosceptiques » du Parti conservateur qui ont actuellement le vent en poupe, peut-être unis à ceux du Labour. Mais cette perspective n'est pas pour demain. M. Major l'a confirmé : *« Je ne crois pas que nous pourrons retourner au sein du mécanisme* (SME) *rapidement, ou dans le même mécanisme que nous avons laissé. »*

Questions sans réponses

Riche sur la forme, brillant grâce à la prestation du nouveau chef du Labour, ce débat fut aussi léger quant au fond, laissant sans doute les Britanniques avec bien des questions sans réponse : que pourrait être une politique économique de substitution, maintenant que la Grande-Bretagne a choisi de quitter le SME ? Quelle cohérence politique entre le serment européen éternellement renouvelé et le refus de ratifier avant les Danois le traité de Maastricht ? Quelle stratégie industrielle pour contrer les suppressions d'emplois qui tombent comme à Gravelotte, 5 500 depuis le début de la semaine (British Aerospace, Ford, Rolls Royce) ? Sur tous ces sujets, le premier ministre n'a guère apporté de précisions, préférant se livrer au désormais classique exercice de colmatage entre « eurosceptiques » et europhiles du Parti conservateur.

Aux premiers, il a affirmé que l'idée d'une Europe centralisée avait été vaincue : *« Ceux qui partagent cette idée sont les descendants directs de ceux qui, il y a vingt ans, pensaient que le socialisme était inévitable, avant qu'il ne devienne complètement discrédité dans le monde entier. »* De même pour la monnaie unique, et pour la Commission de Bruxelles, dont M. Major estime qu'il faut préciser les attributions : *« Nous avons besoin d'une définition de ce qui relève de la politique nationale et de ce qui relève de l'action de la Commission. »* Quand ce travail sera achevé et quand les Danois se seront prononcés, alors le traité de Maastricht pourra revenir devant les Communes.

Aux seconds, M. Major a réaffirmé son opposition à un référendum et redit que la place de la Grande-Bretagne était *« au cœur de l'Europe »*, soulignant qu'il ne serait pas convenable pour un premier ministre britannique *« de signer un traité et ensuite de le renier »*. Il préféra ignorer la voix de Cassandre de Sir Edouard Heath qui, en substance, lui demanda s'il ne croyait pas qu'un vote (positif) britannique aurait des chances d'entraîner un « oui » danois. *« Nous ne voulons plus être une nouvelle fois laissés de côté »*, souligna, solitaire, l'ancien premier ministre europhile, évoquant le risque de voir la France, l'Allemagne et les pays du Benelux réaliser entre eux, et plus vite qu'on ne le croit, une union monétaire.

Le leader de l'opposition, John Smith, avait la partie belle. Avec une ironie mordante, presque joyeusement, il rappela qu'une semaine avant la dévaluation de 13 % de la monnaie britannique M. Major avait déclaré à un journal que la livre pourrait remplacer le deutschemark comme « ancre » du mécanisme de change européen.

Qualifiant son interlocuteur de *« premier ministre dévalué d'un gouvernement dévalué »*, le chef du Labour lança notamment : *« Qui a dit que quitter le mécanisme de change européen représenterait l'option inflationniste et une trahison de notre avenir et, au cours du même discours, qu'il n'y aurait ni dévaluation, ni réalignement ? Nous avons un gouvernement dont la politique économique est en lambeaux, dont la crédibilité est évaporée, dont l'incompétence a été mise à nu. »*

Soulignant qu'une économie forte était la condition d'une monnaie forte et reprochant au gouvernement de ne pas avoir entrepris une dévaluation « à froid », M. Smith, devant un premier ministre manifestement atteint par cette avalanche de critiques, a cependant manqué de conviction pour défendre la stratégie de l'opposition, fondée sur la croissance et l'investissement. A la fin du débat, l'impression dominait que, au moins à moyen terme, la politique de la Grande-Bretagne empruntera beaucoup aux expédients.

LAURENT ZECCHINI

M. David Mellor victime de la « presse de caniveau »

A la suite d'une campagne de presse concernant sa vie privée, *M. David Mellor, ministre* du patrimoine, a remis sa démission jeudi 24 septembre.

LONDRES

de notre correspondant

La presse populaire britannique a finalement eu la « peau » de M. David Mellor après trois mois d'acharnement. Le gibier fut harcelé tout l'été par d'incessantes « révélations » sur sa vie sentimentale scabreuse (*le Monde* du 25 juillet), puis, à bout de souffle, il s'est arrêté, jeudi 24 septembre, pour un hallali que tout le monde pressentait.

Conscient d'être devenu une *« charge »* pour le gouvernement, M. Mellor a remis sa démission au premier ministre. M. John Major, qui est son ami personnel, s'est résigné à accepter celle-ci *« avec grand regret »*. Ce départ était devenu inévitable à la suite de la décision prise par les parlementaires du Parti conservateur de « sacrifier » leur collègue, devenu de l'avis de tous un *« lame duck »* (canard boiteux).

Plus rien ne pouvait sauver M. Mellor d'un sort qui avait été scellé depuis longtemps par les journaux de la *« presse de caniveau »*. Une fois encore, ceux-ci auront démontré leur incroyable puissance, celle que leur confèrent leurs millions de lecteurs, et aussi leur capacité à disséquer impunément la vie privée des personnalités publiques. Lorsque l'aventure de M. Mellor (surnommé officiellement « ministre de l'amusement ») avec l'actrice Antonia de Sancha fut rendue publique, M. Major résista à la campagne quasi hystérique lancée par la presse populaire et « couvrit » son ministre. On parla alors de la nécessité de légiférer sur les atteintes à la vie privée, une responsabilité qui relevait précisément du ministre sur la sellette... Ce faisant, le gouvernement déclencha une violente riposte des médias, qui redoublèrent de pugnacité. Cet acharnement fut payant : enhardis par la perspective des profits engendrés par une augmentation de leurs tirages, les journaux de la presse tabloïd (*The Sun, The Daily Mirror, The People, Today,* etc.) se livrèrent à une concurrence sans merci. Le *« nid d'amour »* de M. Mellor fut découvert, des *« amis »* de Mlle de Sancha parlèrent, on apprit une quantité de détails croustillants sur les rapports intimes du ministre et de l'actrice au chômage. Beaucoup d'argent changea de main, et plusieurs journaux écrivirent que Mlle de Sancha elle-même n'avait pas forcément pâti de cette situation...

Début septembre, enfin, la presse tabloïd révéla que l'imprudent avait passé des vacances à Marbella dans une maison mise à sa disposition par une certaine Mona Bauwens. Il apparut que celle-ci était la fille du président du Palestine National Fund, l'organisme qui gère les finances de l'OLP. De plus, ces vacances avaient eu lieu au début de la guerre du Golfe... On découvrit enfin que le ministre avait passé d'autres vacances aux frais du cheikh Zayed, chef d'Etat d'Abou-Dhabi. Cette fois, la mesure était comble.

L. Z.

ESPAGNE : après le référendum français et la tourmente monétaire

Le gouvernement de M. Felipe Gonzalez s'efforce de justifier sa politique de rigueur et va « expliquer » l'Europe

A la fin du mois d'octobre, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) fêtera ses dix années de pouvoir. D'ici un an, les socialistes devront retourner devant les électeurs. Combien de temps encore le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, restera-t-il en place ? Cet anniversaire, cette prochaine échéance et les inquiétudes croissantes de l'opinion publique à l'égard de l'Europe de Maastricht sont déjà au cœur du débat politique.

MADRID

de notre correspondant

Dans les discussions sur Maastricht, le gouvernement a enfin pris conscience du manque d'information des citoyens. Il va entamer, à partir du 1er octobre, date à laquelle les députés vont commencer à examiner le traité, une campagne d'information *« sélective et personnalisée »* pour expliquer les *conséquences pour* l'Espagne de la ratification. Ce sera aussi l'occasion pour les responsables socialistes de faire la démonstration de la nécessité du plan de convergence des politiques économiques, donc de sacrifices, pour mettre l'Espagne à l'heure européenne.

Parallèlement aux efforts de sensibilisation sur Maastricht, le PSOE a décidé d'entrer en campagne pour, officiellement, lutter contre le *« pessimisme »* et restaurer la *« perte d'image et de votes »*. Selon la direction du parti, il y a *« un manque de communication »* avec les citoyens et *« les messages passent mal »*. La remobilisation comprendra, entre autres, une campagne de « porte-à-porte » pour tenter de dissiper les incertitudes et les doutes qui se sont emparés de l'opinion publique.

A ce propos, il y a incontestablement du terrain à refaire. M. Alfonso Guerra, numéro deux du PSOE, a reconnu cette semaine, lors d'une réunion du groupe parlementaire socialiste, que des inquiétudes avaient pu naître au sein de l'électorat et qu'il y avait *« une tendance à la baisse »*. Le désarroi est évident. Tout dernièrement encore, le pouvoir socialiste n'a pas été un exemple de sérénité et de cohésion à propos de la crise monétaire et des accords de Maastricht. Le ministre de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, a été accusé par une partie du gouvernement de semer la confusion dans l'opinion publique et le trouble sur les marchés monétaires en affirmant qu'il fallait adopter une attitude *« flexible »* vis-à-vis des accords et en montrant du doigt les supposés responsables de la tourmente au sein du SME. M. Guerra, l'orthodoxe, souvent critique à l'égard du libéral, Carlos Solchaga, n'a pas manqué l'occasion de fustiger les errements alarmistes du ministre de l'économie. M. Gonzalez a été obligé de redonner le « la » en réaffirmant l'adhésion entière et totale du gouvernement – sans modification aucune – aux accords de Maastricht.

Lendemains de fête...

Le gouvernement et le PSOE vont donc profiter de l'examen du traité par le Parlement pour convaincre les Espagnols de la justesse et de l'importance des choix opérés et justifier, par la même occasion, la rigueur des temps à venir. Une période difficile, de l'aveu même du gouvernement. Après les fastes de 1992, des Jeux olympiques réussis, une exposition universelle brillante et la preuve fournie au monde entier que l'Espagne était un pays capable et démocratique, il va falloir resserrer les boulons et faire comprendre que l'austérité s'impose désormais pour ne pas rester à la traîne de l'Europe. Un avant-goût de potion amère a été servi à la fin du mois de juillet lors de l'annonce d'un plan d'ajustement. Le taux de la TVA est passé de 13 à 15 % et les impôts ont été augmentés de 0,5 à 3 % selon les revenus.

La « gueule de bois » des lendemains de fête s'est accentuée avec la dévaluation de la peseta de 5 %, le 17 septembre, facteur d'augmentation des prix. Enfin, les prévisions *budgétaires pour l'année prochaine* ne sont guère réjouissantes. La croissance économique ne sera que de 0,7 %, le chômage touchera 500 000 personnes supplémentaires pour atteindre le chiffre de trois millions, et les investissements chuteront de 1,2 %, alors que la dette publique augmentera de 21,6 %. Le déficit de l'Agence nationale pour l'emploi se situera à la fin de l'année, selon les prévisions, à 500 milliards de pesetas (25 milliards de francs).

Dialogue social

Dans ces conditions, on ne voit pas comment les objectifs fixés par le plan de convergence pourront être atteints. Le gouvernement va non seulement devoir gérer une récession sérieuse, mais également tenter de rester dans des normes acceptables au niveau européen pour ne pas être relégué pour longtemps dans le compartiment de deuxième classe. C'est dire à quel point la tâche de M. Gonzalez s'annonce ardue. Pour l'instant, le PSOE jouit encore, selon les sondages, d'une confortable avance sur le Parti populaire (droite), malgré l'usure de dix années de pouvoir. M. José Maria Aznar, leader de l'opposition, ne fait pas vraiment figure de challenger aux yeux de l'opinion publique.

Sur le front social, l'automne ne sera pas chaud, contrairement à ce qu'avaient annoncé les syndicats après la demi-journée de grève du 28 mai. *« La situation actuelle de crise ne le supporterait pas »*, a constaté, sans sourciller, M. Nicolas Redondo, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs (*UGT*). En compagnie de M. Antonio Gutierrez, secrétaire général des Commissions ouvrières, il a rencontré, mercredi 23 septembre, les responsables de l'organisation patronale (CEOE) et son président, M. José Maria Cuevas, pour constituer une instance de dialogue permanente. Une telle rencontre ne s'était pas produite depuis le mois de décembre 1989. Jeudi 24 septembre, M. Redondo s'est également entretenu avec M. Aznar. Face aux nuages qui s'amoncellent, les partenaires sociaux et politiques se parlent pour mesurer la gravité de la crise et tenter de trouver un terrain d'entente sans querelles préjudiciables.

Il n'est pas pour autant question d'épargner le pouvoir. Le bien-fondé de la politique économique du gouvernement est sérieusement mis en doute. M. Gonzalez répond inlassablement que la crise n'est pas propre à l'Espagne et refuse de modifier sa *stratégie économique*.

Pour le régime socialiste, la question est de savoir quel sera le moment le plus approprié pour procéder à des élections générales. Faut-il attendre que la situation continue à se dégrader ? N'est-ce pas prématuré de se lancer dès cet automne dans une aventure électorale ? Et puis, et surtout, qui conduira la bataille ? M. Felipe Gonzalez, l'homme que l'on dit *fatigué de la politique*, va-t-il « rempiler » ? Lui-même ne le sait certainement pas encore, ce qui laisse la place aux rumeurs contradictoires. Mais peut-il vraiment lâcher les rênes alors que le gros temps menace ? Et s'il part, qui est en mesure de lui succéder en cette période critique sur le plan économique ? La réponse est unanime : personne.

MICHEL BOLE-RICHARD

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

La construction européenne

M. Delors met en garde les Britanniques contre la tentation d'une manœuvre dilatoire

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les critiques, assorties d'avertissements, adressées à la politique anglaise ont constitué l'élément le plus polémique de l'intervention du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, jeudi 24 septembre, en clôture du Forum de *l'Expansion*; et ce bien davantage que les quelques pointes qui prirent le chancelier Kohl pour cible à la suite de ses attaques contre la *«furie réglementaire»* de la Commission.

«Si les Britanniques persistaient à vouloir maintenir un lien entre leur ratification du traité de Maastricht et le règlement de la difficulté danoise, j'en serais très préoccupé. Le Parlement de Westminster a tous les éléments pour décider et le cas danois est un cas spécifique», a noté M. Delors, rappelant que les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis à Washington au lendemain du référendum français, avaient confirmé leur volonté de ne pas renégocier le traité de Maastricht. Pour *«apaiser»* les Danois, la seule éventualité ouverte, aux yeux de M. Delors, c'est l'adoption par les Douze de *«déclarations interprétatives»* en marge du Traité.

Le président de la Commission a mis en garde contre la tentation de manœuvres dilatoires. *«Si d'aucuns cherchent des prétextes pour retarder la mise en œuvre du traité et en particulier du programme d'Union économique et monétaire (UEM), je n'écarte pas la possibilité que certains pays membres prennent des initiatives, considérant qu'il ne faut pas trop tarder»*, a expliqué M. Delors. On en reviendrait donc, contraint et forcé, à cette UEM à deux vitesses que souhaitaient les Allemands mais que la majorité des Etats membres avaient voulu éviter.

Le président de la Commission est revenu sur les péripéties de la tourmente monétaire. *«La France et l'Allemagne ont conclu un pacte d'acier. Mais des pays ont eu le sentiment qu'on ne les traitait pas de la même manière»*, a-t-il dit, en pensant sans doute à l'Espagne. *«Je tiens à la confiance mutuelle, sans elle on n'aurait pas fait le marché unique; l'esprit communautaire est un peu en danger.»*

Trois conditions

Selon le président de la Commission, la Communauté doit remplir trois conditions pour maintenir aujourd'hui son dynamisme. Mettre en œuvre, tout d'abord, ce qui a été décidé. Ce fut pour lui l'occasion de plaider pour ce qui a déjà été réalisé et de répliquer aux récentes critiques du chancelier Kohl. *«Il fallait adopter une réglementation importante pour permettre le marché unique. Nous avions la responsabilité de faire respecter les quatre libertés* [libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux, des services]. *Nous avons dû adopter 290 directives ou règlements. A partir de l'année prochaine, notre activité législative sera divisée par dix et nous aurons à gérer alors le grand marché.»*

Ensuite, l'Europe a besoin d'un espace économique organisé et non d'une zone de libre-échange. Cela signifie, entre autres, une politique de solidarité en faveur des pays les moins prospères de la CEE ainsi qu'un effort pour rendre plus compétitives les entreprises de la CEE. Tel est l'objet des propositions budgétaires de la Commission pour les années à venir, ce qu'on appelle le *«paquet Delors 2»*, qui fait actuellement l'objet de discussions difficiles entre les Douze.

«Là est le test central de ce que veulent les Européens», s'est exclamé M. Delors en ajoutant : *«Si la marche vers l'UEM devait avoir des effets déflationnistes, l'opinion publique la rejetterait. Il faut donc des éléments anticycliques, au premier rang desquels le paquet Delors 2.»* Dans le même esprit, un espace économique organisé est indispensable ainsi qu'une politique économique extérieure cohérente : *«Nous sommes attachés au GATT, mais pas au point de faire des concessions unilatérales»*, a affirmé M. Delors à propos de l'interminable Uruguay Round.

Enfin, il faut que l'Europe développe une véritable personnalité politique. En effet, *«l'UEM n'est que le prolongement du grand marché de 1993, mais elle n'est pas réalisable sans une contrepartie politique»*. Celle-ci, c'est d'abord *«la marche progressive, lente, pragmatique, difficile, vers une politique étrangère et de sécurité commune (PESC)»*.

M. Delors n'apprécie qu'à moitié la méthode très prudente, intergouvernementale, retenue par le traité de Maastricht pour faire fonctionner la PESC : *«La dynamique institutionnelle n'est pas à la hauteur de l'ambition.»* La contrepartie politique, c'est aussi l'organisation d'un meilleur contrôle tant par le Parlement européen que par les Parlements nationaux. Maastricht, selon M. Delors, représente un progrès dans cette voie. *«Nous étions en déclin, on nous considère maintenant à nouveau. L'horizon, c'est une Europe qui tienne debout. Il nous faut un idéal. Je dis non au ridicule»*, a conclu M. Delors sous les applaudissements chaleureux des chefs d'entreprise présents.

PHILIPPE LEMAITRE

□ **Les députés socialistes européens demandent une session extraordinaire du Parlement européen.** – Le groupe socialiste au Parlement européen a proposé la convocation d'une session d'urgence avant le sommet extraordinaire qui se tiendra le 16 octobre à Birmingham (et non à Londres comme cela avait été annoncé). Cette session aurait lieu le 14 octobre et permettrait aux 518 députés européens de débattre *«de la crise politique et économique qu'affrontent actuellement les gouvernements de la Communauté»*. – *(AFP.)*

□ **Mme Guigou envisage une «Europe à géométrie variable».** – Mme Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, récuse l'idée d'une *«Europe à plusieurs vitesses»*. En revanche, une Europe *«à géométrie variable»* est, pour elle, non seulement envisageable mais déjà inscrite, en partie, dans les faits. Dans un entretien publié vendredi 25 septembre par *Libération*, elle souhaite également une construction européenne qui fasse preuve de plus de *«souplesse : nous ne pouvons pas faire l'Europe de manière trop rigide»*. Pour le ministre, une clarification du traité de Maastricht est nécessaire aujourd'hui et pourrait être obtenue par une déclaration interprétative du traité : *«Que ceci diffère de quelques semaines l'application du traité ne serait pas tragique.»*

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Rencontre «imminente» entre M. Mandela et M. De Klerk

Selon un communiqué publié à New-York, M. Nelson Mandela, *président du Congrès national africain* (ANC), a fait savoir, jeudi 24 septembre, à M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, *qu'une rencontre* entre le président Frederik De Klerk et lui était *«imminente»*. Des mesures ont été prises en Afrique du Sud pour permettre cette rencontre samedi, le dirigeant de l'ANC devant partir pour une tournée de deux semaines au Pakistan et en Chine la *semaine prochaine*, a-t-on précisé de source autorisée.

Depuis une dizaine de jours, les discussions entre l'ANC et le gouvernement achoppaient sur l'organisation de ce sommet, faute d'un accord sur la libération des prisonniers considérés comme *«politiques»*. Le cas de trois hommes dont le mouvement noir réclamait la libération préalable constituait le principal obstacle à cette rencontre, qui pourrait permettre de relancer le processus de négociation sur les réformes constitutionnelles. – *(AFP, Reuter.)*

IRAK

Bagdad accepterait d'exporter du pétrole pour éviter la saisie d'avoirs à l'étranger

Dans le but d'empêcher l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution permettant de saisir des avoirs irakiens gelés *à l'étranger*, Bagdad a fait, jeudi 24 septembre, des contre-propositions. Selon des sources diplomatiques, le ministre irakien des *affaires étrangères*, M. Mohammed Al Sahaf, a suggéré que son pays pourrait accepter d'exporter du pétrole pour l'équivalent de 4 milliards de dollars, sous contrôle de l'ONU. Le ministre a également proposé de céder 5 % du produit de ses exportations pour financer des opérations humanitaires et de maintien de la paix de l'ONU, comme celles qui sont en cours dans l'ex-Yougoslavie et en Somalie. *Jusqu'à présent* l'Irak avait refusé les conditions de l'ONU pour une reprise – contrôlée – de ses ventes de *pétrole parce que ce serait* une atteinte à sa *«souveraineté»*.

Cependant, les Etats-Unis, soutenus par la *Grande-Bretagne* et la France, s'emploient à faire adopter par le Conseil, dès la semaine prochaine, une résolution *qui permettrait de récupérer près de* 800 millions de dollars sur les quelque 4 milliards d'avoirs irakiens gelés, *afin de financer les activités de* l'ONU en Irak et l'achat de produits nécessaires à la population du pays. – *(AFP.)*

IRAN

La Russie a vendu des sous-marins conventionnels à Téhéran

Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andrei Kozyrev, a confirmé, jeudi 24 septembre, que *son pays a vendu à l'Iran* des sous-marins conventionnels, deux ou trois selon des informations publiées le jour même par le *New York Times*.

«L'analyse de nos experts établit que ces ventes n'excèdent pas les limites susceptibles de déstabiliser la région ou de créer des difficultés par ailleurs», a déclaré M. Kozyrev, lors d'une conférence de presse à New-York, après un entretien avec le secrétaire d'Etat américain par intérim, M. Lawrence Eagleburger.

«Ce ne sera pour aucun de vous une surprise de savoir que nous avons de cette vente une vue différente de celle de mon collègue», a déclaré pour sa part M. Eagleburger, *indiquant que cela «inquiète fortement»* les Etats-Unis. D'après le *New York Times*, les sous-marins sont de la classe Kilo, *selon la nomenclature* de l'OTAN, et valent 250 millions de dollars chacun. L'Iran sera ainsi le premier Etat de la région du Golfe à posséder des sous-marins. – *(Reuter.)*

□ **L'ambassade d'Iran à Paris dément la fabrication de faux dollars.** – L'ambassade de la République d'Iran à Paris a démenti, dans une mise au point qu'elle nous a adressée, les informations, fournies par un groupe républicain de la Chambre des représentants aux *Etats-Unis*, selon lesquelles le régime iranien serait engagé dans une vaste entreprise de contrefaçon de dollars (*le Monde* du 15 septembre). *L'ambassade* souligne que *«de telles affirmations n'ont d'autre objectif que de détourner l'opinion publique mondiale des difficultés économiques américaines»*.

AMÉRIQUES

CHILI : en vue de l'élection présidentielle

M. Patricio Aylwin a remanié son gouvernement

SANTIAGO
correspondance

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, en mars 1990, le président chilien Patricio Aylwin a procédé, mercredi 23 septembre, à un remaniement ministériel, changeant de titulaires les ministères de l'économie, de l'éducation, des mines et des transports. Cette mesure, loin de traduire une crise gouvernementale, démontre que la période de transition, qui faisait suite à la dictature du général Pinochet, est en train de laisser la place à une vie politique normalisée, dans la perspective des principales échéances électorales.

L'élection présidentielle de décembre 1993 a en effet motivé le départ du ministre de l'éducation, M. Ricardo Lagos. Celui-ci avait depuis longtemps annoncé sa candidature, soutenue par les deux formations socialistes : le Parti pour la démocratie (PPD), dont il fait partie, et le Parti socialiste (PS). M. Carlos Ominami, membre du PS, quitte le ministère de l'économie pour devenir son directeur de campagne. Quant à M. German Correa, il laisse son poste de ministre des transports pour briguer la direction du PS, d'où il sera en mesure d'apporter son soutien à M. Lagos.

Les nouvelles nominations reflètent la volonté du président Aylwin, auquel la Constitution interdit de briguer un second mandat, de maintenir l'équilibre entre les différentes composantes de sa coalition, dont deux candidats – l'un des partis socialistes et l'autre de la Démocratie chrétienne (le parti du chef de l'Etat) – devraient se présenter au premier tour du scrutin présidentiel.

BRUNO ADRIAN

ÉTATS-UNIS

Désaccord entre M. Bush et M. Clinton sur l'organisation d'un débat télévisé

Un nouveau projet de débat public entre les deux candidats à la Maison Blanche, le républicain George Bush et le démocrate Bill Clinton, programmé pour la semaine prochaine à Louisville (Kentucky), a été annulé, mercredi 23 septembre, par les organisateurs, faute d'accord entre les deux hommes sur les modalités de ce face-à-face. *«Nous continuons à travailler pour permettre au peuple américain d'obtenir un débat entre les candidats»* dans le cadre de la campagne pour l'élection du 3 novembre, a indiqué un communiqué de la commission des débats présidentiels.

L'équipe de campagne du président Bush exigeait la présence de trois journalistes durant le débat, tandis que M. Clinton avait accepté la proposition de la commission de faire arbitrer le face-à-face par un seul animateur. Un premier projet de débat, prévu pour le 22 septembre à East-Lansing (Michigan), avait déjà dû être annulé, en raison d'un désaccord sur cette même question. – *(AFP.)*

□ **Le général Schwarzkopf avait été pressenti comme vice-président par M. Clinton et M. Perot.** – Le général Norman Schwarzkopf, à la retraite après avoir commandé les forces alliées contre l'Irak durant la guerre du Golfe, a indiqué, jeudi 24 septembre, que M. Bill Clinton et M. Ross Perot lui avaient chacun proposé d'être candidat à la vice-présidence sur leur «ticket». Dans une interview à la chaîne ABC, le général a précisé qu'il avait refusé ces offres, parce qu'il ne voulait pas *«servir de gage dans une campagne politique»*. M. Clinton a choisi le sénateur Albert Gore comme co-listier. Le milliardaire texan, qui avait renoncé à se présenter en juillet, laisse actuellement entendre qu'il pourrait éventuellement revoir sa décision. – *(AFP, Reuter.)*

CUBA

M. Carlos Aldana, numéro trois du régime, serait en résidence surveillée

La destitution de M. Carlos Aldana, numéro trois du régime cubain, n'a toujours pas été confirmée officiellement (*le Monde* du 25 septembre). Mais, selon plusieurs sources de l'opposition en exil, l'ancien responsable de l'idéologie, de la politique extérieure et de la culture au sein du bureau politique du Parti communiste cubain serait en résidence surveillée depuis plusieurs jours.

«C'est le début d'une nouvelle purge qui affecte, cette fois-ci, l'entourage immédiat de Fidel Castro, affirme un exilé lié aux services de renseignements américain. *Carlos Aldana, à la fois stalinien et opportuniste, faisait partie de ces hauts dirigeants raisonnables et intelligents qui ne voulaient pas être emportés par la tourmente et cherchaient à convaincre Fidel Castro qu'il fallait absolument des réformes pour sauver le régime. Comme il était prévisible, le président a réagi brutalement, il a préféré écarter un collaborateur qui avait accumulé un pouvoir excessif et dont les propos avaient trop d'écho dans la presse étrangère. Roberto Robaina* (secrétaire général de l'Union des jeunes communistes) *et Carlos Lage* (responsable de la politique économique) *pourraient subir le même sort pour les mêmes raisons.»*

Les tensions se seraient manifestées en juillet, au moment où le chef de l'Etat cubain se trouvait en visite officielle en Espagne, pour le sommet des pays ibéro-américains, ce qui expliquerait son retour précipité à La Havane, deux jours avant la date prévue. *«Il s'est sûrement passé quelque chose à ce moment-là*, affirme la même source, *mais il ne s'agit pas nécessairement d'une tentative de coup d'Etat militaire, comme l'ont cru un peu vite les exilés cubains de Miami.»*

«Sérieuses erreurs personnelles»

La publication de la lettre de l'ex-général Patricio de la Guardia (*le Monde* du 31 juillet), condamné à trente ans de prison, pourrait également avoir eu des répercussions. Ce dernier a mis en cause *«les plus hautes instances du pays»* dans de nombreuses affaires de corruption, et le nom de M. Aldana est cité à propos d'une affaire de trafic de devises dans le cadre des transactions de la représentation commerciale de la société japonaise Sony à La Havane. Cela pourrait expliquer les reproches faits à l'ancien responsable de l'idéologie, qui aurait été accusé d'avoir *«commis de sérieuses erreurs personnelles»*.

L'éviction de M. Aldana survient à un moment particulièrement délicat pour le régime cubain, qui se débat dans une crise économique sans précédent, abandonné par son principal fournisseur et bailleur de fonds, l'ex-Union soviétique. L'entêtement de M. Castro – *«le socialisme ou la mort»*, ne cesse-t-il de répéter – a accentué son isolement à l'intérieur et accéléré la désertion, vers les Etats-Unis ou les pays voisins, de secteurs importants de la société, y compris un nombre de plus en plus élevé de hauts fonctionnaires. C'est ainsi que plusieurs cadres de la société nationale chargée du tourisme, Cubanacan, viennent d'arriver discrètement en Floride, frappés à leur tour par la crise qui avait jusqu'alors épargné ce secteur privilégié. Sans oublier cette rumeur persistante selon laquelle le propre fils de M. Castro, «Fidelito», aurait lui aussi quitté l'île pour l'Espagne où vit sa mère, à la suite d'un conflit avec son père, après avoir été limogé de son poste à la tête de l'industrie nucléaire cubaine.

BERTRAND DE LA GRANGE

□ **Appel de dissidents contre un renforcement de l'embargo américain.** – Quatre mouvements de dissidents cubains, dont la Commission des droits de l'homme, présidée par M. Elizardo Sanchez Santa Cruz, ont appelé, jeudi 24 septembre à La Havane, le Congrès américain à ne pas renforcer l'embargo contre Cuba, parce que cela *«servirait de prétexte supplémentaire au maintien d'un virtuel état d'exception»* dans l'île. La même jour, la Chambre des représentants a adopté à Washington un texte présenté par un démocrate pour interdire aux filiales étrangères des compagnies américaines de commercer avec Cuba. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

□ **CENTRAFRIQUE : M. Abel Goumba, candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle.** – L'opposition centrafricaine a annoncé, jeudi 24 septembre, que M. Abel Goumba, président du Front patriotique pour le progrès (FPP), avait été désigné candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle du 25 octobre par la Concertation des forces démocratiques (CFD), qui regroupe quatorze partis et associations. M. Goumba, professeur de médecine, a été chef de l'Etat pendant cinq jours, en 1959, après la mort de Barthélemy Boganda, président-fondateur de la République centrafricaine. Il fut candidat malheureux au scrutin présidentiel de 1981. – *(AFP, Reuter.)*

□ **CHINE : inquiétude pour un journaliste incarcéré.** – L'Institut de presse international (IPI) fait connaître son inquiétude pour le sort du journaliste chinois Li Guiren, ancien responsable de la maison d'édition Hua Yue, à Xi'An. Li Guiren avait en particulier fondé le magazine littéraire *Wen Xue Jia*, interdit en 1987. Il a été arrêté en 1989 et condamné à cinq ans de prison pour *«propagande contre-révolutionnaire»*. L'état de santé de Li Guiren est critique. L'IPI exhorte Pékin à transférer le journaliste dans un centre hospitalier où il pourrait recevoir les soins qui s'imposent.

□ **CONGO : un dirigeant de l'ex-parti unique élu président de l'Assemblée nationale.** – Grâce au soutien de l'opposition, un membre du bureau politique du Parti congolais du travail (PCT, ex-parti unique), M. André Mouelé, a été élu président de l'Assemblée nationale, jeudi 24 septembre, contre le candidat du parti du chef de l'Etat, M. Pascal Lissouba. Cette élection consacre la rupture entre le PCT et le président congolais, qui avaient conclu un accord quelques jours avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, début août. – *(AFP.)*

□ **LIBÉRIA : M. Taylor admet que ses hommes ont commis des atrocités.** – Le chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), M. Charles Taylor, a déploré, jeudi 24 septembre, les *«traitement inhumains»* infligés à des soldats de la Force ouest-africaine d'interposition (ECOMOG) et avoué que ses hommes commettaient des *«atrocités, à* [son] *insu et sans* [son] *consentement»* (*le Monde* du 25 septembre). Dans des déclarations rapportées par la radio du FNPL, M. Taylor a expliqué les agissements de ses combattants en disant qu'ils *«avaient perdu leurs illusions»* en raison de l'avancée du Mouvement uni de libération pour la démocratie (ULIMO). – *(AFP.)*

□ **TUNISIE : précision.** – La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) nous prie d'indiquer qu'au cours d'un récent entretien de ses dirigeants avec le président Ben Ali (*le Monde* du 24 septembre), *«les problèmes posés par l'amendement à la loi sur les associations ont été évoqués et, plus spécialement, leurs conséquences à l'égard de la Ligue tunisienne des droits de l'homme»*. Le président tunisien a *«exprimé son encouragement»* pour l'organisation du congrès de ce mouvement et la poursuite de ses activités selon une solution conforme à la loi.

L'Arabie saoudite célèbre cette année son soixantième anniversaire. Le royaume fondé en 1932 par Ibn Saoud a été le théâtre de l'une des plus prodigieuses transformations économiques et sociales de ce siècle. Ibn Saoud et ses successeurs ont mis le pactole de l'or noir au service du développement agricole et industriel. Mais ils ont pris soin de protéger leur royaume contre une irruption brutale des valeurs et des mœurs occidentales, au prix du maintien de structures politiques archaïques.

Arabie saoudite

soixante ans de modernisation

Tout a été si vite...

Conquis par l'épée et pour l'islam, le pays a mis ses richesses pétrolières au service du développement agricole et industriel

RYAD

de notre envoyée spéciale

SON front à moitié mangé par le keffieh, ses yeux plissés sur un fin sourire et sa barbe noire, sont encore visibles partout, et après ses deuxième, quatrième et septième fils, c'est le onzième d'une lignée de quarante-trois qui règne aujourd'hui sur le territoire de 2 300 000 kilomètres carrés qu'il a unifié sous son nom. Fondateur, il y a soixante ans seulement, de l'Arabie saoudite, Ibn Saoud, mort en 1953, semble ainsi veiller toujours sur son œuvre.

Au cœur du «vieux» Ryad, Ibn Saoud aurait toutefois du mal à reconnaître le Mousmak, ce fort de terre battue qu'il avait reconquis de haute lutte en 1902 sur les Rashidites, de la tribu rivale des Shammars, marquant ainsi le début d'une épopée qui s'est terminée en 1932 avec la fondation du royaume d'Arabie saoudite.

Si la basse et petite porte qui marque l'entrée du fort garde toujours, en son bois, le bout de la lance d'Abdullah Ibn Djilouwi, compagnon et cousin d'Ibn Saoud, le monument rénové témoigne de la magnificence d'une restauration entreprise dans le respect de l'architecture ancienne. Avec ses murs crénelés et ses places ombragées de palmiers, l'ensemble de bâtiments – reconstruit – qui abrite le gouvernorat et les services officiels de la municipalité de Ryad ne manque pas d'allure, même si les «vieux» souks paraissent bien neufs.

Capitale en plein désert, Ryad n'a plus rien de la bourgade entourée de remparts d'argile dont Ibn Saoud s'était emparé. A l'image du pays, la capitale du royaume, qui compte près de deux millions d'habitants, ne cesse de se développer et d'étendre ses immeubles modernes à l'architecture audacieuse et réussie, le long d'avenues qui conduisent toujours au désert. C'est dans ce désert hostile et rude, aux tribus turbulentes et guerrières, qu'Ibn Saoud avait trouvé la force et l'énergie d'entreprendre sa reconquête, et encore aujourd'hui beaucoup de Saoudiens aiment s'y retrouver le temps du week-end.

Tout a été si vite ici qu'il est facile de trouver encore des témoins de ces temps reculés où, comme l'affirme Oum Khalaf, soixante-sept ans, *«il fallait vingt-cinq jours de chameau pour aller au ravitaillement sur la côte du Hasa et où les bagarres perpétuelles de tribus constituaient la vie courante»*. Si Oum Khalaf parle encore avec émotion et nostalgie du temps où elle partait, en toute liberté, trois jours à la recherche de sa chamelle perdue, avec pour tout viatique quelques dattes et une outre d'eau, elle ne fait pas mystère de sa préférence pour le toit en dur de sa maison, l'électricité, l'eau, les écoles, les hôpitaux. *«Que Dieu garde Fahd et ses frères»*, répète-t-elle comme en invocation, en énumérant, émerveillée, tous les bienfaits reçus. Pour Oum Khalaf, *«il n'y a rien comme l'Arabie saoudite»*, et, ajoute-t-elle, *«ici, vous n'êtes jamais inquiets»*.

Un souverain entreprenant

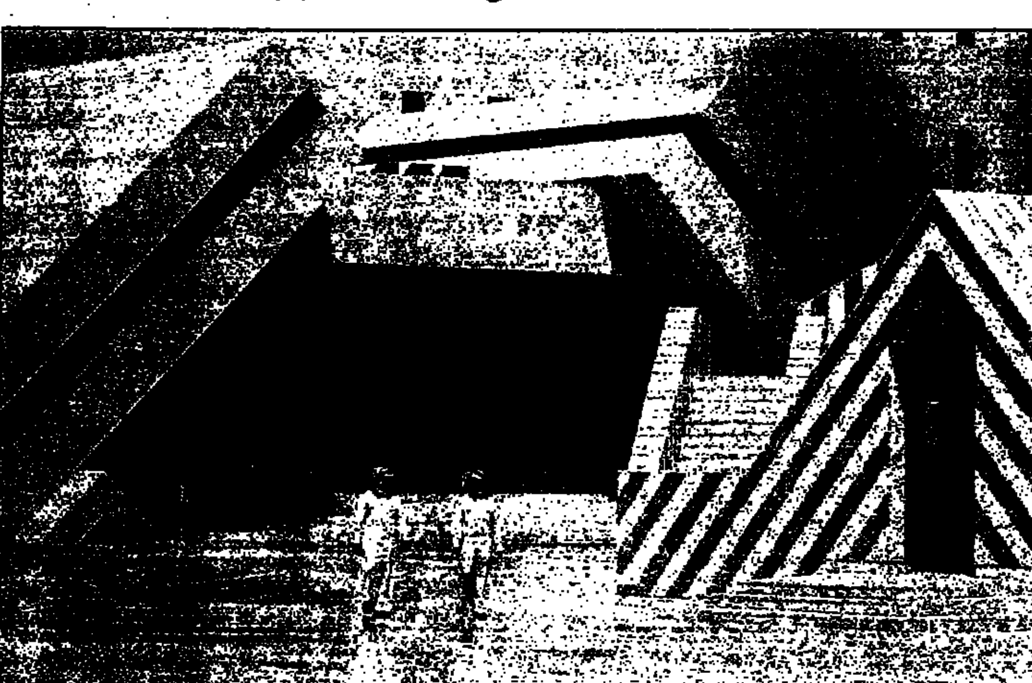
L'unification du royaume, c'est d'abord à la pointe de l'épée et au service de l'islam qu'Ibn Saoud l'entreprend, et il lui faudra trente ans de durs combats et beaucoup de perspicacité politique pour y arriver. Qui s'intéressait alors à ces arpents de sables désertiques avant qu'Ibn Saoud s'empare des villes saintes de La Mecque et Médine, mettant ainsi fin au règne des Hachémites sur le Héjaz? La possession des lieux saints de l'islam donne une nouvelle dimension à ce royaume naissant et une responsabilité qui perdure, justifiant, tout autant que ses richesses pétrolières, l'importance de l'Arabie saoudite.

Souverain entreprenant, Ibn Saoud comprend tout de suite l'intérêt de la modernisation – en 1926, c'est en voiture qu'il va à la chasse et c'est avec l'artillerie qu'il mate la révolte des Ikhwans, – même s'il en trace précisément les limites, qui demeurent quasiment inchangées : celle-ci ne se fera pas au détriment des valeurs traditionnelles de la société, au centre desquelles il place la religion.

La place prépondérante qu'occupe toujours celle-ci dans la société, explique sans aucun doute pour une très large part le fait que l'Arabie saoudite, qui a une très importante population étrangère, se montre relativement imperméable à la «contagion» extérieure.

«Mon royaume, disait Ibn Saoud, *ne survivra que dans la mesure où il demeurera un pays d'accès difficile où l'étranger, une fois sa tâche accomplie, n'aura d'autre but que de partir.»* Rien n'a beaucoup changé depuis. Certes la société évolue et change, mais à un rythme qui a permis jusqu'à maintenant d'éviter toute rupture brutale malgré les formidables bouleversements accomplis.

Si pour unifier les tribus, Ibn Saoud avait multiplié les mariages, pour discipliner les Bédouins, il n'avait trouvé d'autres moyens que de les sédentariser, une des principales fonctions qui explique jusqu'à aujourd'hui le développement de l'agriculture saoudienne. Malgré le défi du terrain et du climat, celle-ci connaît un accroissement sans précédent depuis les années 70, et il faut visiter les immenses fermes établies en plein désert pour mesurer le travail accompli.



P. et M. MARÉCHAUX/TIME-LIFE BOOKS

Le ministère de l'information à Ryad.

A Al-Kharj, là même où le grand roi avait établi sa ferme modèle, sur 2 500 hectares, la ferme Al-Safi abrite par exemple 21 000 vaches *«toutes nées ici, alors qu'il y a dix ans il n'y avait rien»*, précise non sans fierté M. Khalid El Qasair, le directeur. Cinq cents personnes de vingt-deux nationalités travaillent dans cette «ferme-usine» ultramoderne qui fabrique tous les types de produits laitiers. L'eau? *«Nous la puisons jusqu'à 1 800 mètres de profondeur»*, explique M. El Qasair, qui montre, à intervalles réguliers, dans les champs des espèces de tours de bois carrées, sommets des puits à travers lesquels l'eau se refroidit.

Hejaz
El Hasa
Jubail
GOLFE
Médine
Ryad
Yanbu
Al Kharj
La Mecque
ARABIE SAOUDITE
OCÉAN INDIEN
SOMALIE

Sixième exportateur de blé

Sixième exportateur mondial de blé avec deux millions de tonnes vendues sur quatre millions produites, l'Arabie saoudite est devenue autosuffisante à 100 % pour les produits de la boulangerie et à 50 % pour ceux de la biscuiterie. Certes, dira-t-on, le blé revient à l'Etat cinq fois le cours mondial, mais outre le fait que la diversification vers d'autres cultures a déjà commencé, la production agricole saoudienne a, en 1991, dépassé le montant des importations dans le même secteur.

«Compte tenu de la richesse du pays, le pari de l'autosuffisance alimentaire, ajouté au souci du gouvernement de constituer des réserves alimentaires stratégiques, n'est pas fou», estime un expert. Seul problème de taille toutefois, les réserves en eau, à propos desquelles le Ve Plan adopté en 1990 souligne la nécessité d'une gestion plus rationnelle, parallèlement au développement du recyclage des eaux usées.

Ce succès est bien évidemment dû aussi aux immenses ressources financières venant du pétrole dont l'Arabie saoudite est le premier exportateur mondial et le troisième producteur. Mais le pétrole n'est pas une fin en soi, et, en choisissant d'en faire le moyen du développement, le gouvernement a réussi à diversifier ses exportations, créant, outre une agriculture, une industrie et des services dont l'objectif est à terme de couvrir les besoins du pays et de fournir des emplois.

La part des revenus pétroliers dans les revenus du gouvernement est ainsi passée de 85 % à 64 % en moins de dix ans. On ne sourit plus aujourd'hui de la décision prise en 1975 de créer *ex nihilo* à Jubail, sur le Golfe, et à Yanbu, sur la mer Rouge, deux cités industrielles géantes. La commission royale de Jubail et Yanbu aligne des résultats plus que positifs et plusieurs grands groupes internationaux américains, japonais, italiens, néerlandais, et finlandais sont ici partenaires de sociétés saoudiennes. La pétrochimie saoudienne et toutes les industries qui en découlent sont bien devenues une réalité.

Si, de ce point de vue, l'Arabie saoudite se normalise en devenant petit à petit un pays à l'économie diversifiée, le taux très important de sa main-d'œuvre étrangère reste un problème qui se heurte, il est vrai, à des considérations sociologiques tout autant qu'éducatives. *«Nous souffrons de la répugnance des jeunes Saoudiens à devenir des ouvriers spécialisés. C'est une question de fierté tribale»*, affirme ainsi M. Alsadhan, secrétaire général du conseil d'administration de la fonction publique.

Pénurie de scientifiques

«Pourquoi devrais-je briser la loi de la famille en devenant plombier, se demandent certains, alors qu'un plombier aujourd'hui gagne sans doute plus d'argent qu'un professeur d'université», poursuit-il, tout en affirmant que les choses changent doucement. Malgré le fait que les salaires de certaines catégories de fonctionnaires n'ont pas été relevés depuis dix ans, *«les jeunes Saoudiens*, assure M. Alsadhan, *ont toujours tendance à vouloir venir dans l'administration, où nous ne pouvons plus recruter tous les diplomés»*.

De plus, le déséquilibre est net entre le manque de scientifiques et le trop-plein de littéraires. M. Alsadhan ne craint pas de dire : *«Nous devrions avoir une meilleure planification au niveau de l'enseignement supérieur et trouver un équilibre entre le libre choix des étudiants et les besoins de la société.»* Autre frein à la saoudisation : les salaires plus élevés réclamés par les diplomés saoudiens sans expérience.

A cet égard, l'analyse critique des efforts à faire dans ce domaine, publiée dans le résumé du Ve Plan, envisage la possibilité d'accorder une subvention de salaires aux employeurs qui accepteraient d'organiser une formation sur le tas. La saoudisation passe aussi par la participation des femmes à la vie active. Or 5 % seulement d'entre elles travaillent. L'obstacle est, là, tout autant religieux que social, même si Mme Kifaya Hashem, directrice d'une agence féminine de la Saudi American Bank, affirme que *«les mentalités évoluent»*.

Une génération après sa mort, Ibn Saoud ne reconnaîtrait peut-être pas son royaume, mais sûrement ses habitants. Au-delà des immenses transformations du pays, ceux-ci gardent profondément ancrés les liens qui les unissent entre eux mais aussi à leur terre bienfaitrice.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un royaume dans le siècle

1902

Prise de Ryad par Abd El Aziz Ibn Saoud.

1924-1925

Prise du Hejaz et expulsion des Hachémites. Les Saoud contrôlent les villes saintes de La Mecque et Médine.

1932

Ibn Saoud proclamé roi d'Arabie saoudite ; création d'un ministère des finances. Il faudra attendre 1958 pour voir le premier budget; le ministère de la défense sera constitué en 1944 et celui de l'intérieur en 1951.

1933

La Standard Oil of California reçoit sa première concession dans la région est.

1948

Création de l'Aramco, consortium de compagnies pétrolières américaines ; en 1972, Ryad prend 25 % de participation dans le capital, l'augmente à 60 % en 1974 et acquiert les 40 % restants en 1980.

1952

Création de la SAMA (banque centrale) et introduction du billet de banque.

1953

Mort d'Ibn Saoud le 9 novembre à Taef; son fils Saoud devient roi le 12 novembre et le prince Fayçal est nommé prince héritier; le premier gouvernement est constitué sous la présidence du roi.

1956

Rupture des relations diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne à la suite de l'affaire de Suez; Ryad renouera avec Paris en 1962 à la suite des accords d'Evian qui mettent fin à la guerre d'Algérie, et avec Londres l'année suivante. Création de la première école de filles à Djeddah.

1960

Fondation de l'OPEP. Fondation de la première école normale pour former des institutrices; en 1963, le prince Fayçal devra faire intervenir la garde nationale à Burayda pour empêcher les habitants de prendre d'assaut un édifice qui devait abriter une école de filles.

1962

Suppression de l'esclavage.

1964

Déposition du roi Saoud dont l'«incapacité» est constatée par les princes et les oulémas. Il s'exile en Egypte. Le prince Fayçal est proclamé roi et son frère Khaled, prince héritier.

1965

Introduction de la télévision malgré les protestations des oulémas.

1973

Embargo sur les livraisons de pétrole à la suite de la guerre d'octobre. Le prix du baril quadruple.

1975

Assassinat du roi Fayçal par un de ses neveux, le prince Fayçal Ibn Mousayd. Celui-ci sera décapité publiquement trois mois plus tard. Le frère de Fayçal, Khaled, est désigné roi et le prince Fahd, prince héritier.

1979

Prise de La Mecque par un groupe intégriste; l'ordre n'est rétabli qu'au bout de quinze jours, et soixante-trois insurgés sont décapités en place publique dans huit villes du royaume en janvier 1980.

1982

Mort du roi Khaled; le prince Fahd le remplace et le prince Abdallah devient héritier.

1987

Affrontements entre des pèlerins iraniens qui manifestaient et les forces de sécurité saoudiennes à La Mecque : quatre cent deux morts; Ryad rompt avec Téhéran en avril 1988.

1990

Le roi Fahd fait appel aux troupes alliées pour protéger le royaume à la suite de l'invasion du Koweït par l'Irak.

1992

Annonce de la création d'un Conseil consultatif (Majlis as choura), publication d'une loi fondamentale et d'une nouvelle loi sur l'organisation des provinces.

هكذا من الإهمال

ARABIE SAOUDITE : SOIXANTE ANS DE MODERNISATION



Sur la voie des réformes

En créant un Conseil consultatif, le régime veut couper l'herbe sous le pied des extrémistes religieux

RYAD

de notre envoyée spéciale

ANNONCÉE le 1er mars par le roi Fahd, la création d'un Conseil consultatif (Majlis as Choura) de soixante et un membres a franchi une nouvelle étape avec la désignation, la semaine dernière, de son président, l'ancien ministre de la justice Cheikh Mohammad Ben Ibrahim Bin Jubair.

La nomination pour quatre ans des soixante membres de ce conseil, qui aura le droit de *«discuter la politique générale de l'Etat»*, devrait intervenir maintenant d'autant plus rapidement que le roi a récemment insisté sur la nécessité de mettre en place *«dans les meilleurs délais»* les réformes politiques qu'il avait annoncées en mars.

En choisissant un religieux considéré par beaucoup comme *«modéré et éclairé»* pour prendre la tête du Conseil, le roi a voulu couper l'herbe sous le pied des fondamentalistes qui, depuis la guerre du Golfe, multiplient les critiques, par l'intermédiaire de tracts ou de cassettes. Le fait que cette nomination soit intervenue vingt-quatre heures seulement avant la publication d'un communiqué très ferme de l'Assemblée des grands oulémas, démentant l'assentiment de leur chef, Cheikh Abdel Aziz Ibn Baz, à un appel aux réformes envoyé au roi Fahd, ne relève sûrement pas non plus du hasard.

Pas de matériel militaire américain

Présenté sous forme de «Mémorandum de conseils et contre-propositions», le texte auquel fait référence le communiqué des oulémas qui accusent ses signataires de *«tenter de provoquer la discorde et d'ignorer les bienfaits de l'Etat»*, constitue en quelque sorte le programme que les fondamentalistes saoudiens voudraient voir appliquer dans le royaume.

Ce document, publié notamment dans *Issues* (lettre confidentielle sur le Proche-Orient), qui en date la parution en août et en attribue la paternité à *«cent oulémas et théologiens saoudiens»*, appelle à une révision majeure sur dix sujets. Il demande par exemple *«un renforcement du rôle des oulémas»*, qui, selon eux, ne sont pas *«assez consultés par le gouvernement»*, et réclame *«une totale liberté d'expression sur tous les sujets»*. Le texte exige aussi *«une révision article par article»* de la législation pour que celle-ci soit en conformité totale avec la charia.

Critiquant le fait que les médias soient tous aux mains de l'Etat, il réclame pour *«les bons musulmans le droit d'avoir leurs propres radio, télévision et journaux»*. Il demande à cet égard la création *«d'un conseil de théologiens reconnus qui auraient autorité sur tout ce qui est diffusé ou écrit en Arabie saoudite»*. Le texte critique aussi l'administration, comme *«inefficace, obsolète et corrompue dans ses hautes sphères»*.

Le texte condamne *«les accords de sécurité avec des pays étrangers»*, appelant à *«une armée de cinq cent mille hommes et au service militaire obligatoire»*. Il demande *«de ne pas s'appuyer sur des pays non musulmans pour la défense du royaume»*.

Si ces critiques ne sont, dans l'ensemble, pas nouvelles, il semble toutefois que ce soit la première fois qu'un tel «programme» assorti de propositions de solutions soit élaboré et remis au roi. Depuis la crise du Golfe et la présence massive sur le sol saoudien d'armées occidentales, la contestation religieuse s'est multipliée, sans toutefois se matérialiser sous les formes violentes que connaissent d'autres pays arabes.

Pour l'instant au moins, ce mouvement ne doit sans doute pas être surestimé, dans la mesure où, profondément conservatrice, la majorité de la société saoudienne se situe entre les deux extrêmes que sont les ultra-fondamentalistes d'un côté, les libéraux de l'autre, qui eux aussi ont fait entendre leurs voix, mais plus discrètement. Il aurait de toute façon été étonnant que l'Arabie saoudite échappât à la contestation islamique qui agite tous les pays arabes, d'autant plus que beaucoup de jeunes Saoudiens ont participé à la campagne d'Afghanistan ou ont eu des liens avec les milieux islamistes plus radicaux.

En nommant Cheikh Mohammad Bin Jubair à la tête du Majlis, le roi, gardien des lieux saints de l'islam, entend faire savoir à ces fondamentalistes qu'il n'a pas de leçon à recevoir d'eux et que de toute façon les vrais religieux sont aux côtés du régime. Cela ne veut pas dire toutefois que le gouvernement ne soit pas sensible à certaines des questions soulevées.

Contrairement à plusieurs des pays du Golfe qui ont signé des accords de défense avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France, l'Arabie saoudite n'a jusqu'à maintenant rien concrétisé. Elle s'est refusée à autoriser le prépositionnement de matériel militaire américain sur son sol dans la mesure où celui-ci devait s'accompagner du maintien d'un nombre significatif de troupes.

Si Ryad a dû accepter, principalement pour soutenir la campagne électorale du président Bush, l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak, ce n'est qu'à la demande expresse de Washington qu'il a autorisé un petit déploiement de troupes britanniques – trois cents hommes et six avions – et, dans la foulée, françaises – huit chasseurs et un ravitailleur – sur l'aéroport de Dahran. La plus grande discrétion a été fermement recommandée en la matière, et on chercherait en vain dans la presse des évocations de cette présence.

La marge de liberté laissée aux muttawas, la police religieuse en charge de surveiller les *«bonnes mœurs»*, est sans doute aussi un autre gage donné aux fondamentalistes qui réclament toujours plus de rigorisme dans l'application de l'islam. Beaucoup plus présents qu'il y a quelques années, les muttawas multiplient leurs incursions dans les souks où ils n'hésitent pas à interpeller toute femme dont le voile n'est pas assez baissé ou à contrôler qu'à l'heure de la prière tous les musulmans sont bien dans les mosquées.

Inexplicable aux yeux de nombre de Saoudiens qui dénoncent comme une *«plaie»* cette police faite de plus en plus par des jeunes frustrés qui n'ont souvent de religieux que le nom qu'ils se donnent, cette *«tolérance»* s'est toutefois accompagnée dans la Loi fondamentale d'articles visant à restreindre ces prérogatives.

Ministres à vie

Selon le texte, *«l'Etat garantit la sécurité à tout citoyen ou résident étranger et il est interdit de restreindre les libertés de l'individu, de l'arrêter sans mandat ou de l'emprisonner sans jugement»*. La Loi fondamentale précise, d'autre part, qu'*«il est interdit de pénétrer dans un domicile sans autorisation de son propriétaire ou d'y effectuer des perquisitions»*. Cette loi devrait mettre fin aux «descentes» qu'effectuaient les muttawas chez les non-musulmans, par exemple pour contrôler qu'ils n'avaient pas d'alcool.

Nombre de ces religieux voient avec la modernisation du pays leur pouvoir diminué ou contesté. De plus, affirme un universitaire, *«si l'éducation religieuse fait partie intégrante du cursus scolaire, celle-ci est enseignée de façon archaïque, et les étudiants qui se dirigent vers les facultés islamiques le font non par vocation mais parce que leurs notes ne leur ont pas permis d'aller ailleurs. Nous devons réformer ces études et ne plus nous contenter d'avoir des étudiants qui apprennent par cœur sans chercher à comprendre l'évolution des choses. Nous devons faire une révolution pacifique pour être capables de porter un jugement critique sur notre société»*.

Cette lucide critique, qui émane d'un homme proche de la famille royale, rejoint la préoccupation de beaucoup d'intellectuels et d'hommes d'affaires qui dénoncent le maintien dans leurs postes, pour certains depuis vingt ans, *«d'hommes dépassés dont la seule préoccupation est de se maintenir»*. *«Dans ce pays vous êtes ministre à vie pour peu que vous ne fassiez pas de fautes*, affirme ainsi un homme d'affaires, *et la meilleure façon de ne pas faire de fautes est de ne prendre aucune responsabilité.» «Certains ministres techniciens n'ont pour seul objectif que de ne pas dépenser leur budget pour montrer qu'ils sont économes*, déclare pour sa part un haut fonctionnaire, *sans voir les manques qui affectent leurs administrations.»*

Cette nécessité de réformes, le pouvoir l'a, semble-t-il, admise avec l'annonce en mars du Conseil consultatif, dont le rôle ne saurait toutefois être surévalué, la publication d'une Loi fondamentale qui définit pour la première fois noir sur blanc les droits et devoirs de l'Etat et des citoyens, et celle de l'organisation des provinces qui devrait permettre aux habitants, à défaut de décider, de mieux se faire entendre. Traditionnels, les *majlis*, au cours desquels le roi et les princes reçoivent quiconque vient, ne peuvent plus répondre seuls aux besoins d'une société qui s'est diversifiée et dans laquelle les contacts personnels sont plus rares.

Rejetée par avance par le roi Fahd, la démocratie à l'occidentale n'est pas, de toute façon, la revendication première de la grande majorité des Saoudiens. *«Dans une société très conservatrice où les liens tribaux et familiaux restent encore très forts et où le vingt et unième siècle côtoie en permanence le Moyen Age, le vote irait d'abord aux extrémistes religieux, aux riches et aux tribus»*, estime, sans doute avec raison, un politicien.

Les germes de division qu'implique tout choix inquiètent d'autre part certains qui, malgré les critiques, voient dans la famille Al Saoud le meilleur ciment de l'unité du pays. Puis, les Saoudiens le disent volontiers : *«Qui, autour de nous, vit mieux que nous ? Nous avons des choses dans ce pays qu'aucun autre n'a. La stabilité, la sécurité, le développement sont autant d'acquis que personne ne veut remettre en cause.»*

Après soixante ans d'un développement continu qui a profondément modifié l'image du pays, la majorité des Saoudiens, fiers de leurs réalisations et conscients de la chance qu'ils ont, ne sont pas prêts à bouleverser un ordre des choses qui, pour beaucoup, paraît encore aujourd'hui le meilleur.

F. Ch.

Khalaf et Ahmad hommes d'affaires partis de rien

RYAD

de notre envoyée spéciale

Meublé design, le bureau est modeste. Sa seule décoration est une photo souvenir du roi Fahd en compagnie du premier astronaute saoudien, le prince Sultan Bin Salman. Arabsat n'a pourtant rien à voir avec l'espace. *«J'ai choisi ce nom pour son évocation moderne et futuriste»*, affirme le jeune directeur propriétaire de cette agence de publicité.

Trente ans, célibataire, M. Khalaf Rabah Al Shammari fait partie de cette nouvelle et encore mince génération de jeunes Saoudiens qui ont décidé de s'installer à leur compte et de créer leur propre entreprise. *«J'ai démarré il y a sept ans*, dit-il, *alors que j'étais encore à l'université, car nous avions du temps libre.»* Pourquoi la publicité ? *«A ce moment-là, il y avait un grand manque dans ce domaine et cela ne demandait pas beaucoup d'argent au départ.»* Ses premiers capitaux furent les économies faites sur le salaire que reçoit chaque étudiant saoudien durant ses études.

«Au début, j'ai recruté une ou deux personnes capables qui en voulaient et je faisais beaucoup de choses moi-même. Les deux premières années, j'ai construit le nom et le capital de ma société et, petit à petit, je suis devenu fort. Pour ceux qui veulent travailler dur, douze, quatorze heures par jour, les chances existent», affirme aujourd'hui Khalaf Al Shammari, qui ne s'est pas arrêté là. Des idées, il en a. Et même si certaines d'entre elles, comme la publicité commerciale télévisée dans les supermarchés, n'ont pas l'heur de plaire aux *muttawas*, la vigilante police religieuse saoudienne. *«Cela a fonctionné deux ans mais nous avons dû arrêter malgré le succès et l'investissement, car nous avions trop d'ennuis avec eux.»*

Désireux de diversifier ses affaires sans prendre trop de risques et sans emprunter aux banques, Khalaf Al Shammari a, grâce aux premiers bénéfices d'Arabsat, ouvert en 1989 une école. *«J'avais des amis étrangers dont la femme avait beaucoup d'expérience dans ce domaine*, dit-il. *Alors nous avons commencé par le jardin d'enfants et petit à petit nous ouvrons de nouvelles classes.»* Aujourd'hui, l'école mixte pour les enfants âgés de moins de huit ans accueille trois cents élèves et seize professeurs et a fait un profit de 500 000 ryals l'année dernière.

Non content de ces succès, ce jeune PDG entreprenant, associé à un ami avocat, a ouvert un cabinet de consultants en assurances qui marche aussi très bien. Et des projets, il en a encore, comme l'ouverture très bientôt d'une galerie d'art et, plus tard, d'un magasin de parfums, luxe très prisé ici. Entre son agence de publicité et son cabinet d'assurances Khalaf Al Shammari n'emploie pas plus de dix personnes.

«Nous avons tout pour réussir»

Toutefois ses employés sont tous des étrangers car, comme beaucoup de ses compatriotes, y compris parmi les officiels, Khalaf Al Shammari l'avoue, les jeunes Saoudiens prêts à travailler dur ne courent pas les rues et réclament de toute façon des salaires beaucoup plus élevés que ceux des étrangers.

Industriel, Ahmad Al Abdullatif est un autre exemple de réussite d'une famille comme il le dit *«partie de rien»*. *«Il y a trente ans, nous n'avions rien, et le rêve de mon père, assistant chauffeur, était de servir le thé dans une de ces petites échoppes qui jalonnaient la construction du pipe-line trans-arabique»*, dit-il, non sans fierté. Aujourd'hui, à trente ans, il gère la trentième entreprise de tapis dans le monde et dirige mille huit cents personnes.

«Cette usine est née en 1980 pour répondre à une commande royale de tapis qui exigeait une production locale. Mon père a vite pris une licence pour acquérir le marché et nous avons démarré avec trente personnes. A quinze ans, sortant de la «high school», j'ai commencé à travailler avec mon père qui m'a tout appris et, à dix-huit ans, je gérais des millions de dollars.»

Si l'usine tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, son directeur ne craint pas d'y passer ses huit ou dix heures par jour et, dit-il, *«chaque jeudi, je passe la journée dans les ateliers. J'ai besoin de voir tourner les machines, savoir comment cela marche en cas de problèmes, rester en contact avec les ouvriers. Avant de devenir directeur, j'ai fait quatre ans à tous les postes de travail»*.

Installé dans la zone industrielle de Ryad, Saudi Carpet est aussi un bon exemple du développement industriel de l'Arabie saoudite. *«Une part de plus en plus grande de notre matière première est faite ici et nous collaborons avec la Sabic (Saudi Basic Industries Corporation) pour faire des recherches*, affirme M. Abdellatif. *Nous nous intégrons petit à petit, et dans les années 95, 60 % à 70 % de notre matière première sera locale.»* Equipés de la dernière technologie, les quatre ateliers de l'usine débitent chaque année 30 millions de m² de tapis ou moquettes, et Saudi Carpet, qui exporte déjà dans la péninsule arabique, fait des études de marché pour exporter aux Etats-Unis.

L'aide au secteur privé

Un [illegible] développement doit aussi [illegible] encouragements du [illegible] saoudien au secteur privé. Relié par autoroute à Ryad, la cité industrielle n'est qu'à vingt-cinq minutes du centre, alors que, selon M. Abdellatif, il fallait plus d'une heure et quart il y a cinq ans. Toutes les facilités en électricité, eau, etc., sont fournies. Le loyer d'un terrain y est dérisoire et, pour tout projet sérieux et compétitif, le fonds de développement industriel finance sous forme de prêts de dix ans, assortis de deux ans de moratoire, la moitié du montant de l'investissement.

Mais, affirme M. Abdellatif, *«les conditions sont très strictes. Il y a dix ans, il n'y avait pas de compétition, c'était plus facile. Aujourd'hui, c'est dur, et si le gouvernement ne sait pas qui vous êtes, il ne vous donnera pas d'argent»*. Les Saoudiens sont obligés de venir de plus en plus nombreux dans le secteur privé car les emplois publics se font plus rares, affirme ce chef d'entreprise, qui, sur mille huit cents personnes, emploie 15 % de Saoudiens.

«Au début, il n'y en avait que 2 %. Et cela va augmenter encore, bien que l'industrie soit le secteur le plus dur pour les Saoudiens. Le secteur privé travaille six jours et le public cinq seulement.» Or, malgré les salaires moins alléchants du secteur public, nombre de jeunes préfèrent encore cette sinécure confortable et sans risques où la responsabilité est très diluée.

Représentatifs d'une certaine classe de jeunes Saoudiens qui, partis de rien, ont réussi dans leur domaine, ces deux hommes d'affaires estiment toutefois que les mentalités commencent à changer et que, nécessité faisant loi, beaucoup de jeunes devront se mettre sérieusement au travail même si, comme l'affirme un expatrié de longue date, *«il leur est difficile d'admettre qu'ils ne pourront pas obtenir en quelques années ce que leur père ou frères aînés ont eu avant eux»*.

«Alors que nous attendions à l'aéroport de New-York avec ma femme, confie en riant M. Abdellatif, *quelqu'un nous a demandé si nous possédions un puits de pétrole. Je lui ai expliqué que je travaillais comme lui, sinon plus. Les gens doivent comprendre que nous sommes un pays normal, même si, il est vrai, nous avons eu de la chance.»*

F. Ch.

L'éducation, levain d'une révolution sociale

Les progrès de l'enseignement ont bouleversé la mentalité traditionnelle

L'EXPÉRIENCE saoudienne dans le domaine de l'éducation est aussi courte que spectaculaire. D'abord – et c'est sans doute sa plus grande spécificité, – son but essentiel est de former, approfondir et diffuser la foi religieuse. La Constitution saoudienne n'étant autre que la parole de Dieu – le Coran, – il ne saurait être question d'éducation en dehors de *cette connaissance primordiale*.

Le royaume a très tôt possédé les moyens financiers de sa politique éducative. Celle-ci s'était fixée d'emblée trois objectifs : parvenir à éliminer un analphabétisme alors généralisé dans des populations à très intense tradition orale ; fixer et sédentariser la large part de ces populations encore nomades ; imprimer une mentalité nationale par le biais de l'enseignement de l'histoire de l'unification du royaume. Il s'agissait de faire ressentir par des régions et populations très disparates la fierté de leur toute récente unification et de la place que leur nouvel Etat prenait *dans le monde*.

En quelques décennies donc, l'éducation a promu une profonde révolution sociale, suscitant des heurts et des ruptures entre les générations. Imaginons la France passant, en quarante ans, de Charlemagne à Jules Ferry... Le pays comptait 4 écoles primaires en 1926 et 4 413 en 1980. Mais le combat le plus dur contre la mentalité traditionnelle – tribale et nomade – concernait l'accession du monde féminin au savoir. Par un décret royal de 1959, la société saoudienne décida de scolariser ses filles, malgré de fortes résistances.

Le gouvernement n'a cessé d'augmenter le budget de l'éducation : entre 1975 et 1986, il passa de 8,2 % à 11,9 % des dépenses de l'Etat. La première université fut fondée – ce n'est pas une surprise – à La Mecque. Cette université abritait les études de la charia (la loi islamique). C'était en 1949. En 1957, s'ouvrait, à Ryad, l'université Roi-Saoud dont l'architecture récente, de réalisation française, est l'une des plus prestigieuses réussites mondiales en ce domaine. Elle compte aujourd'hui, dans ses vingt et une facultés et ses deux instituts (de langue arabe et de langues européennes et asiatiques), 46 000 étudiants étrangers ou saoudiens, tous boursiers du gouvernement. Il en est de même dans les 13 universités actuelles du royaume où les étudiants, outre le logement et diverses prestations, perçoivent un salaire.

Sur ces 46 000 étudiants, 13 000 sont des jeunes filles ayant accès aux mêmes disciplines que les hommes. Ces études universitaires saoudiennes conduisent, en quatre ou cinq ans, à l'équivalent approximatif d'une licence et, en quatre années supplémentaires, à l'équivalent, approximatif lui aussi, d'un DEA français. L'acquisition de ces diplômes supérieurs est source d'une distinction sociale importante, y compris pour le mariage, mais qui ne conduit pas toujours à une réelle promotion sociale et professionnelle. Toujours est-il que la reconnaissance sociale est liée aux études supérieures hautement considérées par cette société dont les références restent d'ordre familial ou tribal.

Enseignants importés

L'avancée spectaculaire du pays vers la modernité et le confort matériel, le développement ardu mais réussi, notamment de façon surprenante dans le domaine de l'agroalimentaire, ont conduit les autorités à organiser des filières techniques et spécialisées. On a vite réalisé que, au sortir de l'école «intermédiaire» (notre premier cycle secondaire) de trois années obligatoires pour tous et couronnées par un certificat, un grand nombre d'élèves ne pouvaient accéder au second cycle.

Ainsi, a-t-on ouvert des centres d'éducation pratique, selon des programmes de techniques «domestiques» accomplis en deux ans. Cependant, la mentalité traditionnelle, renforcée par un grand désir d'émergence sociale, n'a pas poussé les jeunes et leur famille vers des tâches manuelles ou techniques.

Aussi, l'argent aidant, continue-t-on d'importer, à bon marché, la quasi-totalité de la main-d'œuvre et la grande majorité des techniciens de tout niveau. Résultat : la réussite de l'enseignement technique laisse à désirer au moment même où les coopérations étrangères semblent se désintéresser de ce secteur... hormis dans le domaine de l'armement.

Les autorités attachent aujourd'hui une grande importance à la rentabilité du système éducatif, y compris en agissant sur les programmes. L'enseignement saoudien est devenu de plus en plus élitiste.

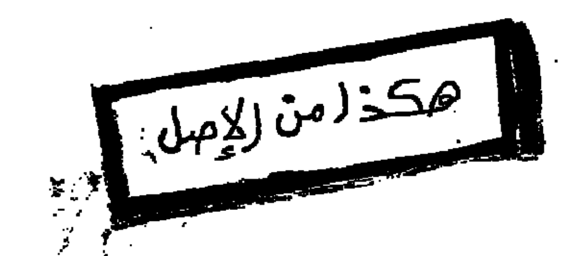
L'«adaptation cognitive» des écoliers doit être améliorée, davantage d'ailleurs chez les garçons que chez les filles. La façon par trop autoritaire dont le savoir religieux est transmis serait une des causes de blocage.

Mais le handicap le plus important tient à l'inégale qualité du corps enseignant. Avant même que soient créées les filières techniques, le ministère avait mis en place, sur des cycles de deux à cinq ans, à la suite de l'école «intermédiaire», des formations de maîtres et de professeurs (instituts de pédagogie pour le primaire, facultés moyennes pour le second degré). Mais on a continué de trop faire appel à des maîtres venant de pays limitrophes, inégalement formés, *motivés surtout par l'argent et* trop peu confiants dans la capacité intellectuelle des écoliers saoudiens.

L'enseignement supérieur a connu très tôt une situation plus favorable. Dès 1987, 50 % des assistants, professeurs et maîtres de conférences étaient saoudiens, formés pour la plupart, jusqu'à de très hauts niveaux, à l'extérieur du royaume, aux Etats-Unis en particulier.

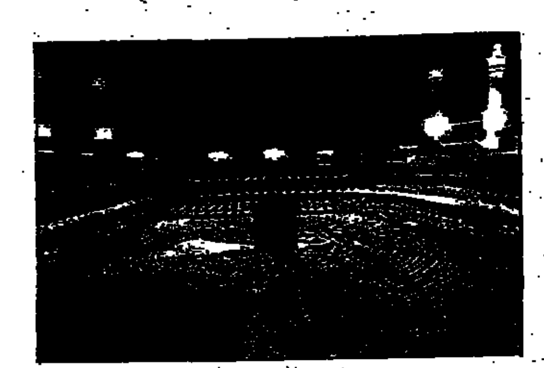
J.-J. RICHARD AL SOUFI

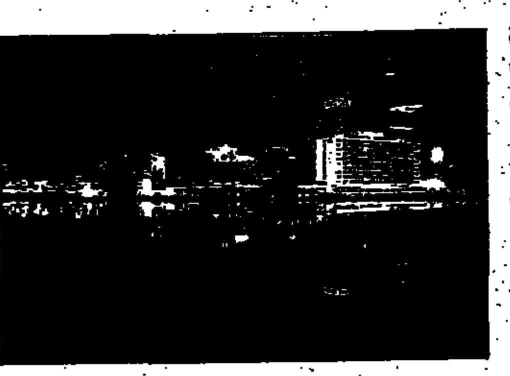
هكذا من الأصل

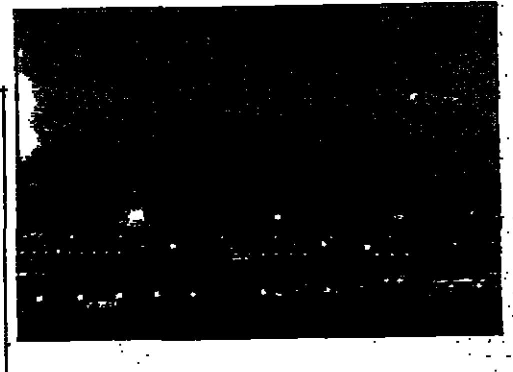


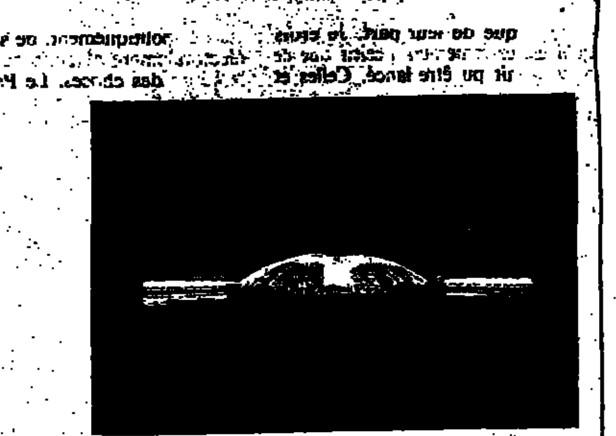
Le Royaume d'Arabie Saoudite

Soixante ans de **progrès** sans bouleversement





هكذا من الأصل

Un entretien avec M. Georges Marchais

« Il me paraît possible d'empêcher les promoteurs de Maastricht d'appliquer leurs projets » nous déclare le secrétaire général du PCF

Le comité central du Parti communiste français a été convoqué, lundi 28 et mardi 29 septembre, pour dresser un bilan du référendum. A la veille de cette réunion, le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a répondu à nos questions en exposant les enseignements qu'il tire de cette consultation.

« La carte électorale du « non » a épousé les contours de la France rurale et ouvrière, de la France des chômeurs, des laissés-pour-compte, des banlieues, etc. Y voyez-vous la confirmation des analyses de votre parti ?

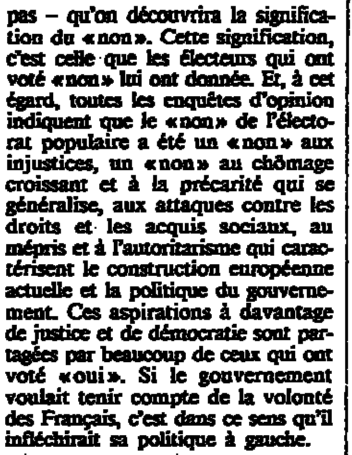
– Je n'ai rien contre la formulation de votre question, mais il me semble que les analyses effectuées depuis dimanche, notamment par votre journal, permettent une évaluation plus riche de ce qu'a été le « non ». Ce vote a effectivement rassemblé la majorité des ouvriers, des chômeurs, des agriculteurs, mais aussi la majorité des employés. Au total, la majorité des salariés. Il a également été choisi par la majorité des moins de trente-cinq ans. Enfin, la dimension politique de ce vote est évidente, puisque tout le monde a souligné que la carte des départements où le « non » l'a emporté recouvre presque exactement celle qui a assuré le succès de François Mitterrand en 1981.

» Je ne pense pas qu'on puisse qualifier tous ceux-là – de même que les 40 % de cadres moyens ou les 30 % d'ingénieurs et d'enseignants qui ont fait le même choix – de « laissés-pour-compte ». Pas plus, d'ailleurs, que je ne qualifierais tous ceux qui ont voté « oui » de « privilégiés »... Disons que le « non » a surtout tiré sa puissance de celles et ceux qui souffrent le plus de la politique actuelle, qui seraient le plus directement frappés par l'application du traité de Maastricht, et qui sont les forces vives de notre pays, ses forces populaires. Ce vote est porteur d'un fort mécontentement et d'une forte demande de changement de politique de leur part. Je crois qu'il est extrêmement positif que ce message ait pu être lancé. Celles et ceux qui ont voté « oui » et continuent de se reconnaître dans la gauche n'ont rien à en craindre, bien au contraire.

» Alors, « confirmation de nos analyses » ? Oui, au sens où nous avons lancé l'idée d'un « non de gauche », alors que tant d'hommes politiques et de commentateurs ont affirmé jusqu'au bout que le « non » ne serait que le fait de la droite ou de l'extrême droite. Neuilly a suivi Sarkozy et non Pasqua, alors que, comme vous l'avez écrit, la « banlieue rouge » a voté « non ».

» Confirmation aussi, pensons-nous, de ce que nous avions dit après les élections régionales en parlant de « crise politique », provoquée par la puissance de l'aspiration à une autre politique et à une autre façon de faire de la politique. Quand le président de la République, les premiers dirigeants du PS, du RPR, de l'UDF, des Verts et de Génération Écologie, 89 % des parlementaires sans parler, du CNPF, sont approuvés par un tiers des Français, désavoués par un autre tiers, le troisième s'abstenant, comment contester cette notion de « crise » ?

» Cela dit, je ne prétends pas que nous aurions tout su, tout compris et tout prédit ! La réalité issue du vote de dimanche dernier est très riche d'enseignements, et il nous faut l'analyser avec beaucoup de soin. C'est au « menu » de notre comité central, qui se réunit au début de la semaine prochaine.



« Une aspiration au changement »

– Sans attendre, tirez-vous du résultat du référendum la conclusion qu'il existe aujourd'hui, pour les communistes français, un espace de renouveau électoral ?

– Je le pense. Mais pas au sens où cet « espace » serait délimité par une frontière séparant désormais les « oui » des « non ». Cette frontière n'existe pas. En ce qui nous concerne, par exemple, nous n'avons rien de commun avec un militant lepéniste qui a voté « non », alors que nous avons beaucoup de raisons de nous retrouver avec des électeurs de gauche, progressistes, qui donné à leur « oui » le sens d'un vote en faveur des coopérations, des échanges, de la fraternité en Europe.

» Donc, pas deux camps : les « oui » contre les « non ». Mais en même temps une situation politique modifiée, marquée par l'ampleur du « non », qui a révélé, comme je viens de le dire, la force de l'aspiration populaire au changement. Cette aspiration est éprouvée aujourd'hui par des millions de gens, mais elle ne les rassemble pas politiquement. Il y a effectivement besoin d'une force politique qui contribue à ce rassemblement, qui soit porteuse de cette aspiration, lui permette de grandir politiquement, de s'exprimer électoralement et donc de modifier le cours des choses. Le Parti communiste n'a pas d'autre ambition que de jouer un rôle utile au service de cette dynamique.

– Le « oui » l'ayant toutefois emporté, dans quel sens faut-il, à votre avis, infléchir le traité de Maastricht ?

– « Infléchir »... Vous savez, ce traité est mauvais et dangereux non par certains de ses aspects, mais dans sa logique même. Tout est conçu en fonction des exigences des marchés financiers ; hors de la « libre concurrence », point de salut. Les conséquences de cette logique sont malheureusement prévisibles : hausse du chômage, graves dommages sociaux, déséquilibres et tensions dans toute l'Europe. La seule perspective de la monnaie unique déchaîne déjà les spéculations et engendre des programmes de super-austérité, comme on le voit en Italie aujourd'hui et sans doute en France demain. Donc, tout « infléchissement » de cette logique qu'il sera possible d'arracher constituera un succès, mais nous continuons de considérer que ce sont les dispositions maîtresses du traité qui sont en cause.

» Alors, certes, le « oui » l'a emporté, et nous ne considérons nullement ce vote comme nul et non avenu. Cela dit, un « oui » à 51 %, ce n'est pas le « oui » à 70 % que les tenants du traité prévoyaient au départ. Ce rapport des forces ne leur permet pas tout, d'autant plus que beaucoup de ceux qui ont voté « oui » ne souhaitent pas davantage que nous qu'on mette en concurrence les salariés et les peuples ni qu'on laisse la bride sur le cou aux marchés financiers.

» Enfin, le débat politique intense impulsé dans tous les pays de la Communauté par le « non » danois, par quatre mois de campagne en France et par le « petit oui » du 20 septembre alimente les contradictions entre les Douze. Tous ces éléments font qu'il me paraît possible d'empêcher les promoteurs de Maastricht d'appliquer leurs projets. Quant les peuples s'en mêlent, rien n'est jamais irréversible.

» En tout cas, cette situation place les forces progressistes favorables au « non » devant une grande responsabilité : être capables d'ouvrir des perspectives réellement alternatives pour la construction européenne. Cela suppose d'avancer des idées et des propositions rigoureuses dont les Français puissent se saisir. Cela suppose aussi des dialogues avec d'autres forces démocratiques européennes. Nous avons progressé en cette voie et nous sommes résolus à donner à cette dimension de notre travail l'impulsion qu'appelle la situation.

– Il reste que le « non » a eu, en France, plusieurs formes d'expression, parfois complètement opposées. A supposer qu'il existe entre elles un dénominateur commun, quelles conséquences devrait en tirer, selon vous, le gouvernement ?

– Je crois qu'il ne faut pas compliquer les choses. Ce n'est pas en juxtaposant les discours de ceux qui ont appelé à voter « non » pour tenter d'en dénicher le « dénominateur commun » – je l'ai dit : il n'existe pas – qu'on découvrira la signification du « non ». Cette signification, c'est celle que les électeurs qui ont voté « non » lui ont donnée. Et, à cet égard, toutes les enquêtes d'opinion indiquent que le « non » de l'électorat populaire a été un « non » aux injustices, un « non » au chômage croissant et à la précarité qui se généralise, aux attaques contre les droits et les acquis sociaux, au mépris et à l'autoritarisme qui caractérisent le construction européenne actuelle et la politique du gouvernement. Ces aspirations à davantage de justice et de démocratie sont partagées par beaucoup de ceux qui ont voté « oui ». Si le gouvernement voulait tenir compte de la volonté des Français, c'est dans ce sens qu'il infléchirait sa politique à gauche.

– Sur quelles bases pourrait se faire, selon vous, le rapprochement des « non » de gauche dans la perspective des prochaines échéances électorales ?

– Je le répète : pas seulement des « non de gauche » ! Nous souhaitons œuvrer au rassemblement de toutes celles et tous ceux qui, à l'occasion des futures élections, veulent faire éclater le dilemme dans lequel on prétend les enfermer : ou bien la droite et l'extrême droite, ou bien la continuation de la politique actuelle. A deux reprises, lors des régionales et lors de ce référendum, les Français ont emprunté un autre chemin que celui qu'on avait tracé pour eux ; ils peuvent en mars prochain ouvrir une issue dont on nie aujourd'hui jusqu'à l'existence : celle d'un changement de politique enfin conforme aux intérêts populaires et nationaux.

» Bien sûr, une telle solution ne s'imposera pas miraculeusement. Elle ne peut être que le résultat d'un choix conscient. Un changement de politique : quel contenu ? comment ? avec qui ? Ou, en d'autres termes : quel projet politique pour rassembler les forces populaires, les forces de gauche, dans l'action, dans le vote, puis dans le contrôle de la mise en œuvre d'une politique nouvelle ? Telles sont les questions posées à celles et à ceux qui, dans leur diversité, aspirent à une autre issue.

» Nous sommes disponibles, pour notre part, pour tout dialogue avec qui le souhaite : tout ce qui pourra contribuer à ce rassemblement, à cette recherche de solutions progressistes neuves, nous le favoriserons. Mais surtout nous avons la conviction que ces solutions n'auront aucune chance d'aboutir si elles ne sont pas portées et maîtrisées par les citoyens eux-mêmes. Il y a besoin pour cela de beaucoup de discussions et de travail démocratiques. Nous avons l'intention d'y contribuer en étant à l'initiative, dans les semaines qui viennent, de débats ouverts à tous ceux qui s'interrogent et qui accepteront cette libre – et, nous l'espérons, fructueuse – confrontation d'idées. »

Propos recueillis par
ALAIN ROLLAT

M. Chirac exclut une nouvelle cohabitation

Suite de la première page

A première vue, on pouvait croire que le « petit oui » à Maastricht avantageait plus M. Valéry Giscard d'Estaing que M. Chirac. Beaucoup plus que le président de l'UDF, le président du RPR se trouvait sous le feu des critiques venant de ses propres rangs. Ne lui reprochait-on pas à la base, ici où là, d'avoir donné le coup de pouce nécessaire à la victoire du « oui » par son engagement dans ce camp ? MM. Charles Pasqua, Philippe Séguin et leurs partisans ne profitaient-ils pas du score massif du « non », très majoritaire parmi les cadres et les électeurs du parti néo-gaulliste, pour réclamer une *« autre ligne »* politique mise en œuvre par *« d'autres hommes »* à la direction du RPR ? Le « tandem » du « non » n'allait-il pas substituer un clivage sur la cohabitation au clivage sur l'Europe ? Il fallait prévenir le nouvel incendie.

Ne s'embarrassant pas de fioritures, l'opération « relégitimation » a été rondement menée. Elle était un préalable nécessaire à l'opération « Elysée ». M. Chirac ne pouvait, en forçant l'allure et les étapes comme il se plaît à le faire, apparaître dans l'opinion publique comme le « *candidat virtuel* » *de l'opposition sans* s'être, auparavant, réimposé comme le chef incontesté du RPR. Le conseil national, instance sans risque pour l'ancien premier ministre, a été chargé de réaliser ce travail administratif. Résultat : M. Pasqua est aimé au RPR mais 95 % des cadres sont fidèles à M. Chirac.

Volontairement ou involontairement, M. Gérard Longuet a envoyé un ascenseur au président du RPR, lui permettant ainsi de rester sur sa lancée médiatique. Dans un entretien accordé, jeudi 24 septembre, au *Figaro*, le président du PR a indiqué que, pour régler le problème de la prochaine cohabitation, il fallait simplement *« accélérer le processus des primaires »* dans l'opposition, ce système « à la française » inventé par M. Pasqua pour donner à la droite un seul candidat présidentiel afin d'éviter à la fois la réédition des déchirures passées, la menace de l'extrême droite et la victoire des socialistes. Précisant sa pensée, M. Longuet a suggéré d'*« anticiper les échéances à venir »*, c'est-à-dire, en clair, de faire face à l'éventualité d'une élection présidentielle anticipée consécutive à un départ du chef de l'Etat.

L'avantage des « primaires » accélérées est d'obliger les uns, M. Giscard d'Estaing en tête, à accepter une procédure qui n'est pas leur tasse de thé, et de contraindre les autres, MM. Pasqua et Séguin par exemple, à déclarer leurs intentions présidentielles, si toutefois ils en ont. Cela permettrait de lever les *« ambiguïtés »* et les *« équivoques »* dénoncées par M. Alain Juppé.

Message à détente multiple

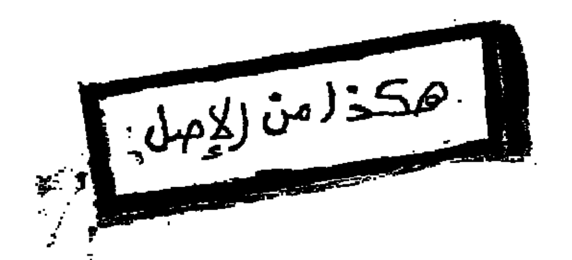
Reprenant donc immédiatement à son compte la proposition de M. Longuet, car il faut battre le fer quand il est chaud, le secrétaire général du RPR a affirmé, de son côté, que *« toutes les occasions de motion de censure seront saisies »* par l'opposition, dès la rentrée parlementaire. Tant de *« signes »* envoyés à MM. Pasqua, Séguin et Giscard d'Estaing ne peuvent que soulager les deux premiers et inquiéter le troisième. Il va de soi que le retour d'un discours d'opposition résolue au gouvernement ne peut que satisfaire le député des Vosges et le sénateur des Hauts-de-Seine. Surtout s'il s'accompagne d'un petit « plus » décisif : le refus préventif de la prochaine cohabitation. Ce qui, en revanche, ne plaira peut-être pas au président du conseil régional d'Auvergne. Une joie supplémentaire pour MM. Pasqua et Séguin.



Car tel est bien le message à détente multiple que M. Chirac a délivré, jeudi soir, sur TF 1. Dès avant le référendum, M. Edouard Balladur s'était montré, en privé, beaucoup moins chaud pour la cohabitation dont, il est vrai, il était destiné à être un acteur de premier plan, en cas de victoire du RPR au sein de l'opposition aux législatives en mars prochain. Le président du RPR a affirmé à la télévision que *« la morale, la dignité devraient conduire le président de la République, cette fois-ci, à en tirer les conséquences »* si la droite gagne largement les législatives. Traduction : *« Cela va de soi »*, le président de la République devra partir.

Finie donc la *« cohabitation dure »* envisagée après la première édition ratée de 1986-1988. Oubliée cette épreuve *« impossible et indispensable »* que certains évoquaient au RPR. Quant à la *« cohabitation inscrite dans les institutions »*, décrite il y a peu encore par M. Chirac lui-même, elle s'est envolée. Le choix offert au chef de l'Etat n'est même pas entre *« se soumettre »* et *« se démettre »*. L'ordre, c'est partir. D'aucuns y verront *« un coup d'Etat constitutionnel »* ou *« un gage de faiblesse »*. M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre de Georges Pompidou et baron du gaullisme, estime, lui, que *« faire la grève du gouvernement »* n'est pas conforme à la Constitution. A moins que la majorité parlementaire de droite ne soit si écrasante qu'elle rende la cohabitation impossible. Certains, au PS, commencent à le penser.

OLIVIER BIFFAUD



POLITIQUE

Le bicentenaire de l'abolition de la royauté

M. Bérégovoy exalte la permanence des valeurs républicaines

Le 21 septembre 1792, la Convention nationale décrète : *«La Royauté est abolie en France.»* Le 25 septembre, elle proclame : *«La République française est une et indivisible.»* Ce bicentenaire-là est fêté dans une étonnante discrétion : un livre de Claude Manceron à l'Imprimerie nationale, une suite de quatre timbres commandée par le ministère des postes, une nouvelle pièce de 1 F et une médaille, quelques expositions et colloques à l'Assemblée nationale, au Sénat et à la Sorbonne. C'est presque tout. Pourtant, en accueillant le premier ministre, jeudi 24 septembre, au colloque international organisé par l'Institut d'histoire de la Révolution française de l'université Paris-I qu'il dirige, M. Michel Vovelle a pu rappeler que ces événements d'il y a deux cents ans étaient *«le point d'origine d'un héritage sur lequel nous vivons encore»*.

L'exception française

La cérémonie avait été retenue par le président de la République pour être la célébration officielle de cet anniversaire. La maladie de M. François Mitterrand a obligé M. Pierre Bérégovoy à le remplacer, et c'est donc devant les présidents des deux Chambres du Parlement et les représentants des corps constitués que le chef du gouvernement a notamment affirmé : *«Les valeurs républicaines ne sont ni archaïques ni conquises à jamais. Elles demeurent, en 1992 comme en 1792, les plus fortes et les plus difficiles réponses que l'homme social, c'est-à-dire solidaire des autres hommes, ait inventé pour résister aux puissances de l'égoïsme et aux tentations du désespoir.»*

Une République née *«de la Révolution»*, une République fille *«des Lumières»*, une République *«laïque»* : voilà pour M. Bérégovoy les trois traits de *«l'exception française»*. Et *«l'assise»* de cette République, c'est *«une école qui crée des citoyens, des citoyens qui participent aux décisions collectives»*. Voilà pourquoi le premier ministre s'est félicité que ce bicentenaire soit célébré à la Sorbonne, *«qui manifeste la foi dans la raison et la passion de l'enseignement»*, d'autant que *«la République ne connaît point d'autres maîtres que les maîtres d'école»*. C'est donc à eux qu'ils demandent de *«convaincre les futurs citoyens, dont ils ont la charge, que les valeurs de la République demeurent très neuves et très étonnantes»*.

Car si, aux yeux de M. Bérégovoy, *«depuis deux siècles, le combat républicain a pris la forme de la justice avec la défense de Dreyfus, de l'égalité avec le Front populaire, de la liberté et de la patrie avec la Résistance, rien n'est jamais complètement achevé, et le combat pour la République est toujours à recommencer. Que signifie voter pour qui a faim? Que signifie la liberté d'expression pour qui est privé de savoir? Que signifie l'égalité et la fraternité pour celui que la misère humilie?»* Aussi, pour lui, *«combattre pour la République, en 1992, c'est avant tout lutter contre toutes les formes d'exclusion : exclusion de la pauvreté et du chômage, exclusion du handicap ou de l'âge, exclusion du savoir et de la culture, exclusion de la race»*, car *«il ne peut y avoir cohésion nationale sans cohésion sociale»*. Enfin, au nom de *«l'universalité des valeurs»* républicaines, le chef du gouvernement s'est félicité que, lors du référendum, les Français aient décidé de faire de l'Europe *«sans possibilité de retour en arrière, une construction politique»*.

Une splendide *Marseillaise* chantée par le Chœur de l'armée française a confirmé que cette réunion n'était pas seulement un colloque scientifique, mais aussi la célébration de la naissance de la France républicaine.

THIERRY BRÉHIER

Nous terminons la présentation des candidatures aux élections sénatoriales du dimanche 27 septembre dans les départements concernés par ce renouvellement triennal (série B, d'Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales, sauf Paris, auxquels s'ajoutent la Réunion, la Nouvelle-Calédonie, quatre représentants des Français établis hors de France et un siège vacant dans le Bas-Rhin).

Français établis hors de France : sept listes pour quatre sièges

Quatre sénateurs représentant les Français établis hors de France seront désignés par les membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger. Renouvelable par moitié tous les trois ans et désigné au suffrage universel direct, celui-ci est composé de cent cinquante membres élus par les Français établis hors de France, de vingt et un membres nommés par le ministère des affaires étrangères et des douze sénateurs des Français de l'étranger.

Sept listes sont en présence. Parmi les sénateurs sortants, MM. Jean-Pierre Cantegrit (ratt. Un. Cent.) et Charles de Cuttoli (RPR), proche de M. Charles Pasqua, devraient retrouver sans trop de difficulté leur siège. Le troisième devrait revenir, pour la gauche, à Mme Monique Ben Guiga (PS), qui l'a emporté au sein de son parti sur le sénateur sortant, M. Jean-Pierre Bayle. Le quatrième siège sera très disputé entre M. André Maman, qui figure en deuxième position sur la liste de M. Cantegrit, et Mme Marie-Antoinette Isnard, proche de M. Jacques Chirac, qui conduit une seconde liste RPR.

La préparation des élections sénatoriales

Nouvelle-Calédonie : M. Ukeiwé (RPCR) isolé

NOUMÉA

de notre correspondant

Les élections sénatoriales en Nouvelle-Calédonie risquent de provoquer une déchirure au sein de l'électorat canaque fidèle au RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), que préside M. Jacques Lafleur, député RPR. Sénateur sortant, porte-drapeau des canaques loyalistes lors des troubles que l'archipel a connus en 1984-1985 puis en 1988, M. Dick Ukeiwé a été éconduit par la commission d'investiture élargie du RPCR au profit d'un de ses jeunes poulains, M. Simon Loueckhote, âgé de trente-cinq ans, originaire de l'île d'Ouvéa. M. Loueckhote avait déjà accédé à des responsabilités de premier plan en juin 1989 lorsqu'il fut élu président du Congrès du territoire. Le soutien appuyé de M. Lafleur, qui se montre soucieux d'un renouvellement des cadres canaques de son mouvement, ne lui a jamais fait défaut.

Meurtri par ce qu'il appelle un *«vote sanction»* du RPCR, M. Ukeiwé a annoncé qu'il maintenait sa candidature. Sa décision a soulevé une certaine émotion au sein du RPCR, où l'on a tenté sans succès de le ramener dans le rang, M. Lafleur allant jusqu'à lui proposer un autre poste de responsabilité.

Le RPCR a en effet quelque raisons de s'inquiéter : la rivalité entre M. Ukeiwé et M. Loueckhote pourrait faire le jeu du troisième candidat en lice, M. Rock Wamytan, investi par le FLNKS, qui vient de prendre la décision historique de participer à un scrutin national. Sa charte constitutive, datant de 1984, le lui avait jusqu'alors interdit.

Les chances de M. Wamytan sont réelles en raison de l'image fortement consensuelle dont il est crédité. Les critiques visant *«l'hégémonisme»* de l'Union calédonienne (UC), la composante majoritaire de la coalition indépendantiste, à laquelle il est affilié, lui sont en général épargnées. Petit-fils de l'ancien député canaque M. Rock Pidjot, dont il fut l'assistant parlementaire, il est devenu, au lendemain de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou, l'ambassadeur itinérant du FLNKS auprès des instances internationales.

Ses missions diplomatiques lui ont permis de nouer une relation privilégiée avec le président en titre de la coalition, M. Paul Néaoutyine, issu des rangs d'une autre composante, le PALIKA. Un tel compagnonnage n'est pas passé inaperçu à un moment où la gestion des accords de Matignon avait littéralement «balkanisé» le FLNKS en factions rivales.

Fort de l'appui unanime de ce dernier, M. Wamytan bénéficiera, en outre, du soutien du mouvement Libération kanake socialiste (LKS), dirigé par le grand chef de l'île de Maré, M. Nidoish Naisseline, qui n'a pourtant jamais été tendre avec l'attitude des dirigeants canaques ayant accédé aux responsabilités. Même si elles s'avèrent sans lendemain, ces retrouvailles de la famille indépendantiste autour de la candidature de M. Wamytan sont en tout cas suffisamment exceptionnelles pour être relevées. – *(Intérim.)*

Lot-et-Garonne : M. François-Poncet en point de mire

AGEN

de notre correspondant

Qu'il soit ou non, le moment venu, candidat à la présidence du Sénat, M. Jean François-Poncet, sénateur sortant, devra d'abord retrouver son siège au palais du Luxembourg. Le président du conseil général et son colistier, M. Raymond Soucaret (UDF-rad.), auront comme adversaires des représentants du PC, du PS et même du FN, mais ils n'auront pas de concurrents dans leur propre camp. Le RPR, dont certains élus avaient envisagé de solliciter les suffrages des grands électeurs, ne sera finalement pas présent.

Tout n'est pas joué pour autant. Au lendemain d'une campagne pour le référendum qui a vu certains conseillers régionaux et généraux RPR militer avec ardeur pour le «non», alors que M. François-Poncet, président de la branche française du Mouvement européen, faisait campagne pour le «oui», le comportement de ces élus est l'une des inconnues de ce scrutin – d'autant que l'annonce, pour les prochaines élections législatives, de la candidature de M. Claude Larroche, maire (UDF) de Villeneuve, dans la circonscription que brigue le président départemental du RPR, M. Michel Gonelle, n'est pas faite pour leur plaire.

Ces élus seront sans doute plus enclins à favoriser M. Soucaret, qui était certes partisan du «oui», mais qui n'en a pas moins invité M. Charles Pasqua à l'inauguration de la place de l'Appel-du-18-Juin à Francescas et qui s'est félicité, dimanche soir, de la victoire du «non» en Lot-et-Garonne.

Le Parti socialiste présente pour sa part MM. Guy Saint-Martin, conseiller régional, conseiller général, maire de Boé, et Jean-Pierre Ousty, conseiller régional et maire de Tonneins. Le premier, vice-président de la chambre d'agriculture et promoteur du Salon international des fruits et légumes, peut certes redouter lui aussi les effets de son engagement pour Maastricht, mais il pourrait aussi bénéficier de quelques bulletins inattendus venant des rangs RPR.

PHILIPPE TUGAS

La journée du livre politique

Samedi 26 septembre à l'hôtel de Lassay, M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, accueillera le public pour une journée d'exposition, de rencontres et de débats sur le livre politique.

Deux grands débats sont proposés qui se tiendront dans la salle des fêtes de l'hôtel de Lassay. A 10 h 30, notre collaborateur Jean-Marie Colombani animera une rencontre sur le thème : «Liberté, égalité, fraternité : que sont nos valeurs républicaines devenues?». Avec Paul Ricœur, Henri Emmanuelli, Maurice Agulhon, Jean-Louis Borloo, Jean-Michel Di Falco, Marek Halter, Rachid Mimouni et Charles Pasqua. A 14 h 30, Alexandre Adler animera le débat sur «De l'histoire comme enseignement politique». Avec Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean Delumeau, Georges Duby, Marc Ferro, Bernard Kouchner, Bernard Tricot et Simone Veil.

De 14 heures à 18 heures, journalistes et hommes politiques, historiens et sociologues, politicologues, philosophes, géographes, auteurs de livres sur «la chose publique» signeront leurs livres. De René Andrieu à Jacques Faizant, de Jean-Louis Bianco à Jean Tibéri, de Yann Moulier à Denis Tillinac, de Georges Balandier à Tzvetan Todorov. Près d'une centaine d'écrivains de la politique.

□ *Le maire d'Amiens (UDF-PR)* **s'ouvre à Génération Ecologie.** – M. Fred Thorel, adjoint au maire d'Amiens, M. Gilles de Robien (UDF-PR), a annoncé, jeudi 24 septembre, son adhésion à Génération Ecologie. Approuvant son initiative, M. de Robien a estimé que ce geste *«correspondait bien au rapprochement national souhaité par M. François Léotard entre la «génération libérale» et la «génération écologie»* – *(Corresp.)*

La convalescence du président de la République

M. Mitterrand ne se rendra pas à Libreville

M. François Mitterrand, actuellement en convalescence, ne se rendra pas au sommet franco-africain de Libreville, au Gabon, au début du mois d'octobre, a annoncé, jeudi 24 septembre, le porte-parole de l'Elysée. C'est le premier ministre qui conduira la délégation française à cette conférence, a précisé M. Jean Musitelli, en ajoutant que M. Pierre Bérégovoy serait accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, de celui de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, et du secrétaire d'Etat à la coopération et au développement, M. Marcel Debarge.

En décidant de ne pas se rendre à Libreville, le président de la République se conforme à l'avis de ses médecins, qui lui ont prescrit environ trois semaines de convalescence. Ceux-ci le pressaient en effet, depuis quelques jours, de renoncer à ce déplacement en raison de la distance et des difficiles conditions climatiques du Gabon.

□ **Annulation d'une élection cantonale dans le Nord.** – Le tribunal administratif de Lille a annulé, mardi 22 septembre, l'élection au second tour des cantonales de mars dernier, acquise avec une voix d'avance, de M. Thierry Lazaro (RPR) dans le canton de Pont-à-Marcq (Nord). Inspecteur des impôts, M. Lazaro était en effet, selon le code électoral, inéligible dans le département où il exerce son métier. Le tribunal a, en revanche, rejeté un second recours qui visait à annuler l'élection du président du conseil général, M. Jacques Donnay (RPR), acquise par 40 voix sur 79 inscrits. – *(Corresp.)*

La Réunion : le PCR en position d'arbitre

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

de notre correspondant

Les élections sénatoriales, comme de coutume, suscitent bien des convoitises à la Réunion. En marge des «grosses pointures» que sont les sénateurs sortants, MM. Louis Virapoullé (UDF-CDS), Paul Moreau (RPR) et Albert Ramassamy (PS), les candidatures se sont multipliées, en particulier à droite. Le RPR a même dû déléguer récemment deux émissaires sur l'île pour inciter les maires des petites municipalités à appuyer M. Moreau, en position délicate.

La compétition s'annonce rude entre M. Eric Boyer (div. d.), président du conseil général, M. Auguste Legros, député non inscrit, proche de MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin, ancien maire de Saint-Denis, et M. Pierre Lagourgue, centriste, vice-président du conseil régional. M. Lagourgue, s'il négocie bien le premier tour, devrait bénéficier des voix du Parti communiste réunionnais (PCR). Celles-ci sont également convoitées par M. Boyer, qui a aussi le soutien de certains socialistes dans la logique de l'accord conclu avec le premier secrétaire de la fédération locale du PS pour la gestion de l'assemblée départementale, en mars dernier.

Une fois de plus, le PCR et ses deux cent quarante grands électeurs apparaissent donc comme les arbitres de ces élections. S'il est disposé à faire un geste en faveur de M. Lagourgue ou de tout autre candidat, à l'exception de M. Virapoullé, le PCR entend bien profiter de la situation pour conquérir au moins une place dans cette chasse gardée où la droite, majoritaire, est fortement divisée.

A. D.

Loire-Atlantique : espoirs au PS

La composition du collège sénatorial de la Loire-Atlantique a été considérablement modifiée à la suite des élections municipales de 1989, au cours desquelles le PS a notamment reconquis la mairie de Nantes. Les socialistes, qui ne disposaient jusqu'à présent que d'un siège de sénateur sur cinq, occupé par M. François Autain, candidat à sa propre succession, sont assurés d'en obtenir un second, qui devrait revenir à Mme Marie-Madelaine Dieulangard, suppléante de M. Claude Evin à l'Assemblée nationale.

A droite, la liste composée par M. Charles-Henri de Cossé-Brissac (UDF), sénateur sortant, ne fait pas l'unanimité. Si l'attribution de la deuxième place à M. Luc Dejoie, sénateur sortant RPR, n'est pas contestée, celle de la troisième place à M. Guy Lemaire (RPR), adjoint au maire de La Baule, M. Olivier Guichard, l'a été par Mme Monique Papon (CDS), député, qui a même envisagé de composer sa propre liste.

Trois autres listes – *PC, FN et* Génération Ecologie – sont sur les rangs.

Y. Ro.

□ **Orne : un candidat déclaré inéligible.** – Le tribunal administratif de Caen a examiné, mardi 22 septembre, deux recours en inéligibilité déposés par le préfet de l'Orne, visant deux candidats aux sénatoriales. Le tribunal a estimé que M. Thierry Boisbault, conseiller régional de Génération Ecologie, était éligible malgré sa fonction de directeur du service départemental des anciens combattants de l'Orne. En revanche, le tribunal a déclaré inéligible un candidat de dernière heure, M. Pierre Lelandais, ancien conseiller général, en raison d'une liquidation judiciaire prononcée à son encontre en 1990 par le tribunal de commerce d'Argentan. Douze candidats seront ainsi en lice au premier tour pour les deux sièges à pourvoir. – *(Corresp.)*

Pyrénées-Orientales : le maire de Perpignan mis en minorité dans sa ville

PERPIGNAN

de notre correspondant

L'un des deux sortants, M. André Daugnac (Un. cent.), a choisi, à soixante-douze ans, de ne pas se représenter, mais le second, M. Paul Alduy (rattaché Un. cent.), maire de Perpignan depuis trente et un ans, reste dans la course malgré ses soixante-dix-huit ans. Son suppléant sera M. Jean Galindo, agriculteur, élu d'un canton rural de montagne depuis 1988.

Toutefois, lors de la désignation des soixante-quinze délégués supplémentaires de la ville de Perpignan, M. Alduy a été mis en minorité par son premier adjoint, M. Claude Barate (RPR), qui a fait élire trente-huit délégués contre vingt à M. Alduy. L'enquête préliminaire sur la société immobilière de la ville de Perpignan, présidée par M. Alduy, n'est peut-être pas étrangère à cette redistribution au sein du conseil municipal (*le Monde* du 18 août).

M. Alduy doit également compter avec les ambitions de M. René Marquès (UDF), président du conseil général, maire et conseiller général de Saint-Laurent-de-la-Salanque, et de M. Paul Blanc (RPR), maire et conseiller général de Prades. Le «patron» du département peut raisonnablement espérer siéger au Palais du Luxembourg, mais M. Blanc, vice-président du conseil général et du conseil régional de Languedoc-Roussillon, ne manque pas non plus d'atouts.

Cette concurrence à droite peut-elle pour autant donner une chance à la gauche? Il est peu probable que, du côté du PS, M. Louis Caseilles, maire et conseiller général de Toulouges, ou M. Michel Cavallier, conseiller municipal de Villeneuve-de-la-Raho, captent un nombre suffisant de suffrages. Une guerre intestine empoisonne également ce parti. Ses douze grands électeurs de Perpignan ont annoncé leur intention de voter blanc au premier tour pour marquer leur désaccord avec les candidats présentés par la fédération départementale.

Le Parti communiste présente les candidatures de Mme Colette Tignères, conseillère municipale de Perpignan, et de M. Jean Vila, maire de Cabestany, conseiller général et conseiller régional.

Il sera enfin intéressant de mesurer l'audience du Front national depuis la disparition de son leader local, Pierre Sergent, en observant le score que réalisera M. Jacques Mulet (FN), conseiller municipal de Perpignan et conseiller régional.

J.-C. M.

□ **Mayenne : journée tranquille pour les deux sortants.** – Les élections sénatoriales s'annoncent particulièrement paisibles en Mayenne. Les deux sénateurs sortants, MM. Jean Arthuis, président centriste du conseil général, et René Ballayer, également centriste, devraient retrouver facilement leur fauteuil. Ils n'auront aucun concurrent venant de la droite modérée. Les autres candidats – deux socialistes, deux communistes, un représentant de l'Association des démocrates, soutenu par Génération Ecologie, un Front national et un candidat se réclamant de Combat pour les valeurs de M. Philippe de Villiers – paraissent voués à faire de la figuration.

□ **Meuse : la droite sans inquiétude.** – Les deux sénateurs sortants, MM. Rémi Herment, centriste, et Michel Ruffin (app. RPR), sont presque assurés de conserver leur siège. Ils auront cependant comme adversaires deux candidats divers droite, MM. Claude Biwer et Christian Namy. En revanche, la présence de deux socialistes, de deux communistes et d'un candidat du Front national ne devrait pas peser sur le scrutin.

LES INONDATIONS DANS LE SUD-EST

Solidarité et polémique

Les obsèques de victimes des inondations devaient avoir lieu, vendredi 25 septembre à Vaison-la-Romaine, alors que les recherches se poursuivaient dans toute la région pour retrouver les disparus. Dans la matinée de vendredi, le bilan était de 34 morts, d'une trentaine de blessés et de 42 disparus dans l'Ardèche, la Drôme et le Vaucluse. Dans ce seul département, 29 corps ont déjà été retrouvés. M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, s'est rendu jeudi 24 septembre dans le Vaucluse. Excusant l'absence du président de la République, il a déclaré que *«si M. Mitterrand n'avait pas des gens qui le retenaient, je suis sûr qu'il serait déjà là. Il nous demande à tous de nous activer au secours des victimes»*. L'élan de solidarité ne cesse de s'étendre. Ainsi, le Secours catholique organise ce week-end un grand chantier de la solidarité, en mobilisant 400 jeunes dans les villages riverains de l'Ouvèze. La ville de Paris a débloqué un secours de 1 million de francs, et M. Jacques Chirac a appelé tous les maires de France à faire un geste pour Vaison-la-Romaine. Le pape Jean-Paul II a adressé jeudi ses *«condoléances attristées aux familles des défunts et sa vive sympathie à tous ceux qui sont affectés par la catastrophe»*. Pendant ce temps, la polémique sur les responsabilités de la catastrophe rebondit. Selon M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts : *«A Vaison comme ailleurs, ce n'est pas la rivière qui a tué, mais le laxisme des autorités et l'inconscience des constructeurs. Il n'y a pas de fatalité dans le domaine des risques naturels.»* Pour sa part, Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a estimé qu'*«il est trop tôt pour se prononcer sur d'éventuelles responsabilités. L'heure est plutôt à la solidarité, aux secours aux victimes»*.

La leçon de Vaison

Suite de la première page

C'est à ce niveau modeste, ingrat souvent, que les petits fantassins de la société civile ont déployé des prodiges de dévouement et de talent. Les militants associatifs ont été les premiers, mais ils ont été vite rejoints par leurs concitoyens novices, tous prêts à retrousser leurs manches. Pas de profil moyen pour présenter cette troupe de bonne volonté dont la richesse tient précisément dans la diversité, l'exemplarité dans la différence. De l'institutrice retraitée au jeune artisan plombier, du petit patron à l'agricultrice.

Un bureau d'accueil des bénévoles

C'est cette jeune mère de famille de Villedieu, qui a confié ses enfants aux grands-parents et a rallié le gymnase de Vaison pour préparer des casse-croûte et des cafés à l'intention de *«ceux du front»*. C'est cet étudiant en lettres qui distribue jusqu'à plus soif les bouteilles d'eau minérale des trente palettes tout juste débarquées d'un semi-remorque. C'est ce fils de commerçant tout crotté malgré ses bottes d'égoutier qui va repartir manier la pelle après une brève pause-café.

C'est aussi ce restaurateur de tableaux anciens qui a fermé son atelier pour faire profiter de son trilinguisme — français-anglais-allemand — les touristes étrangers atteints par le drame. *«Le chacun pour soi ne résiste pas à une telle situation et chacun ici a été profondément secoué et ému, donc motivé,* observe-t-il. *Pour les étrangers, principalement des Hollandais, des Belges, des Allemands et des Anglais, nous avons dû faire face d'abord à une tâche de recensement. Et puis l'on s'est préoccupé de leur hébergement. Là, pas de problème, l'offre des Vaisonnais a très vite absorbé la demande. Aujourd'hui, en liaison avec certains consulats et grâce à la SNCF qui offre des titres de transport gratuits, on organise les premiers rapatriements.»* Jeudi après-midi, en effet, un autocar devait venir chercher une cinquantaine de touristes rescapés, parmi lesquels ce jeune campeur allemand qui, comme beaucoup d'autres, n'avait plus pour bagage que son T-shirt, son jean et ses baskets.

Pour que chacun des volontaires soit employé au mieux de ses compétences, l'équipe municipale a accompli un gros travail d'aiguillage et de coordination et un guichet d'accueil de bénévoles a dû même être créé. Ainsi, à l'intérieur de la mairie, une cohorte active et chaleureuse, constituée essentiellement de femmes, propose des services bien identifiés. Ici, on procède à la distribution de l'eau, là à celle du pain et des viennoiseries; au premier étage, on trie et on distribue les vêtements et les chaussures collectés en surnombre, dans une salle du fond on recueille les dons, on enregistre les propositions de logement de longue durée. On aide à remplir les déclarations de sinistre et l'on assure enfin une «coordination financière» aux sinistrés à 100 %.

Eviter le tourisme-catastrophe

Comme sur le terrain, on assiste à un glissement des activités pour passer, selon l'expression du colonel Quentel, commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, *«du Zodiac à la pelle»*, c'est-à-dire du sauvetage à l'assistance et au déblaiement, avec pour objectif *«un retour à la vie normale»*. Ou presque. La sécurité civile a mis en place une énorme citerne d'eau potable sur la place du 11-Novembre, et les équipes d'EDF et des télécoms ont déjà réussi à rétablir l'électricité et le téléphone dans plusieurs quartiers qui en étaient privés. La circulation reste, en revanche, et pour longtemps, très problématique du fait de la destruction du Pont-Neuf de Vaison et du Pont de Rouaix, utilisés en aval comme déviation pour les poids lourds.

Pour ce qui concerne les victimes, si les recherches terrestres et aériennes continuent, des enquêtes poussées sont parallèlement menées par les gendarmes. Elles ont permis de réduire en vingt-quatre heures le nombre de personnes déclarées disparues à Vaison de 45 à 30. Des chiffres dont la fiabilité est toujours relative, compte tenu du nombre de touristes étrangers qui résidaient dans le camping et dont la liste nominative a bien sûr été détruite. Les sauveteurs ont de sérieuses raisons de craindre que l'eau, la boue, le limon, dont l'épaisseur atteint parfois 1 mètre, ne dissimulent un certain nombre de corps que la décrue totale ou le hasard pourront seuls révéler.

Le colonel a d'autres soucis : de petits pillages sont signalés et des patrouilles en 4 × 4 doivent sillonner les berges pour protéger les biens éparpillés. Dans la nuit du 23 au 24 septembre, trois personnes ont été arrêtées en flagrant délit et présentées au Parquet. Durant le week-end qui s'ouvre, les forces de l'ordre s'attendent à devoir canaliser un nouveau flot : celui des adeptes du tourisme-catastrophe, des visiteurs dont Vaison-la-convalescente doit impérativement être préservée.

ROBERT BELLERET

Deux bébés allemands sauvés des eaux

VAISON-LA-ROMAINE

de notre envoyé spécial

Au camping du Moulin de César, situé en amont du pont Romain, à la confluence de l'Ouvèze et du Lauzon, la furie des eaux a fait table rase. Ce site, naguère accueillant et ombragé, n'est plus qu'une plaque de terre nue et luisante, un cloaque. Il a fallu que certaines haies de cyprès résistent pour que quelques carcasses de voitures ou de caravanes viennent s'y accrocher.

Les bâtiments de pierre du centre culturel *A cœur joie* – l'association qui organise les Choralies de Vaison et gère le camping – sont également restés debout, coquilles vides souillées de boue. Au ras des génoises du toit, c'est-à-dire au-dessus des fenêtres du premier étage, la ligne sombre laissée par l'inondation témoigne de son intensité. Cette marque dit mieux que tout dans quel piège infernal près de deux cents campeurs se sont trouvés englués.

Tandis qu'un camion-grue passe en remorquant une berline immatriculée en Belgique, une femme fond en larmes : *«C'est la voiture de nos amis. Ils sont saufs, comme nous, parce que le jour du drame nous étions allés ensemble déjeuner au restaurant. Mais au retour, quel cauchemar! Alors que plusieurs campeurs avaient déjà été emportés et parmi eux deux bébés, un groupe important avait réussi à se hisser sur le toit des sanitaires. Ces malheureux appelaient au secours dans toutes les langues. Sur la route, personne ne pouvait rien faire. L'eau a continué à monter et les a balayés, puis submergés. Je ne pourrai jamais oublier...»*.

A quelques pas, un bambin blond gazouille en jouant avec un trousseau de clés. Il porte quelques traces de griffures sur le nez. Cette petite fille, Francesca, avec son frère Felix, sept mois, sont quasiment des miraculés. Même si c'est l'instinct de survie et la résistance exceptionnelle de leurs parents allemands qui les ont sauvés.

Une nage de forcenés

Les Rudolph viennent d'Heidelberg. Thomas, trente ans, raconte leur terrifiante aventure. Au plus fort de l'averse, comme beaucoup d'autres campeurs, ils ont d'abord jugé préférable de rester à l'abri de leur camping-car Volkswagen. Et quand ils ont compris le danger il était trop tard : le niveau de l'eau interdisait toute fuite à pied.

Prenant chacun un bébé, Thomas et son épouse se sont alors jetés à l'eau et, entravés dans leurs mouvements, ils ont nagé, comme des forcenés. Ils ont fini par atteindre un rideau de grands peupliers, à près de 50 mètres de leur véhicule. Là, avec la même rage, ils se sont accrochés à des branches et ont attendu. Lorsque, trois heures plus tard, un bateau à moteur mis à l'eau par un riverain intrépide – qui sauva peut-être ainsi une douzaine de vies – réussit à les recueillir, les Rudolph tenaient toujours. En arrivant à l'hôpital de Vaison, le petit Felix, qui souffrait d'une hypothermie, avait perdu connaissance, mais très vite il put être ranimé.

Les Rudolph reviendront à Vaison. Ils y ont trouvé un couple de vrais amis, les Bernard, qui, deux jours durant, les ont recueillis dans leur maison du quartier Montalègre. M. Bernard, viticulteur, et son épouse, sage-femme à l'hôpital de Vaison, ont perdu un couple d'amis dans la catastrophe et avaient bien besoin de vivre cette embellie de fraternité.

R. B.

Les limites de la prévision

«On avait prévenu, explique un météorologue de Météo-France, *qu'il y aurait de fortes précipitations sur une vaste zone couvrant l'Ardèche, la Drôme et le Vaucluse. Dès le lundi 21 septembre à 15 heures, l'alerte avait été donnée.»*

Un bulletin «Alarme» fut aussitôt diffusé. La Protection civile répercuta l'information vers ses centres régionaux et les préfectures. Mardi matin, l'information était réactualisée. Le centre régional de la météo de Marignane (Bouches-du-Rhône) précisait même que certaines zones pourraient recevoir plus de 200 litres d'eau au mètre carré. Mais il était impossible de faire plus : *«On ne pouvait pas prévoir le drame de Vaison-la-Romaine.»*

Ce type de précipitations, fruit de puissantes cellules orageuses, est relativement fréquent en France. Ce qui a, cette fois, faussé le jeu, c'est l'étendue du phénomène qui s'est développé sur une vaste région et a donc, de ce fait, touché un bassin hydrologique très important dont la vidange a conduit à une brusque montée des eaux.

Aurait-on pu anticiper les inondations, alerter plus tôt et évacuer les populations? Non, répondent les météorologistes. *«Si nous savons prévoir à relativement long terme l'arrivée des phénomènes, il nous est difficile de décrire avec précision, dans ces vastes zones orageuses, le comportement des systèmes locaux plus complexes et plus violents qui s'y développent. Bien sûr, on sait observer avec des radars le cœur d'une grosse formation nuageuse, mesurer la pluie qu'elle produit et suivre sa trace. C'est ce que l'on a fait à Albertville au moment des Jeux olympiques et c'est ce que l'on fait chaque année à Roland-Garros au moment des Internationaux de France.»*

Ces dispositifs permettent de mesurer les déplacements des perturbations, mais pas toujours de prédire dans le détail leur comportement. Ainsi, en 1988 à Nîmes, fut-il impossible de prévoir que le gros orage annoncé sur la région y stationnerait pendant des heures, avec les terribles conséquences que l'on sait.

En dépit de ces difficultés, les météorologues ne désespèrent pas d'améliorer leurs prévisions. *«Pour cela,* disent-ils, *il faudrait étoffer le réseau de radars existant en France et disposer de puissants moyens de calcul.»*

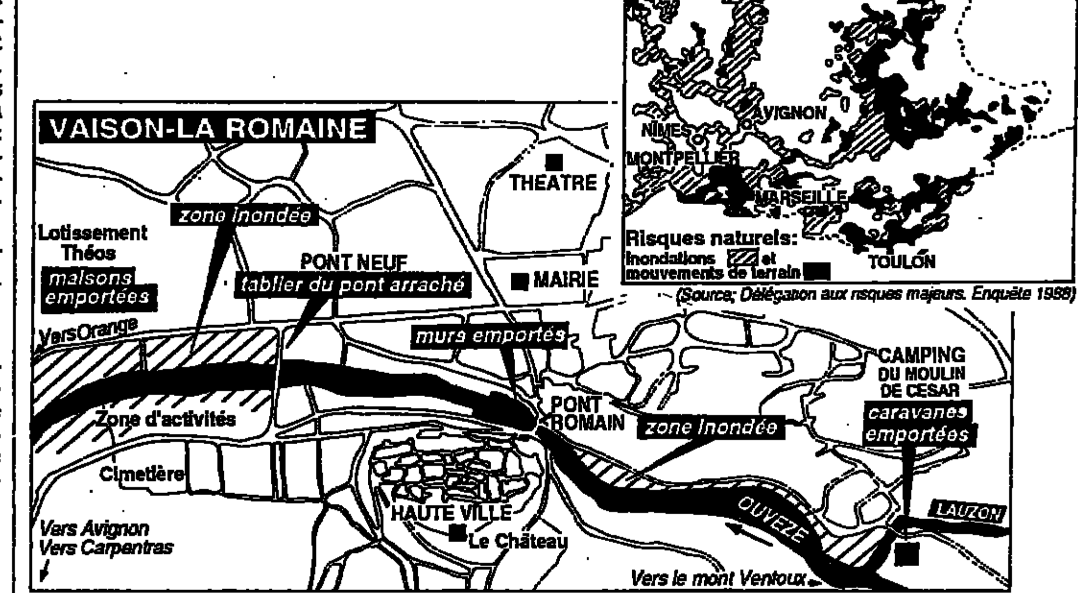
C'est ce que tentent aujourd'hui de faire les Américains, avec le réseau Nextrad, pour prévenir les effets dévastateurs des fameux *flash-floods,* ces inondations extrêmement brutales, relativement fréquentes, qui frappent certaines régions des Etats-Unis. Des progrès sont donc attendus. *«Mais, même ainsi, il ne faut guère espérer anticiper beaucoup plus sur l'événement. Porter à quelques heures les délais de prévision pour une zone très localisée est, pour le moment, utopique»,* estime un spécialiste. D'ailleurs, même si l'on en était capable, la prévision de telles catastrophes resterait extrêmement difficile, car d'autres facteurs entrent en jeu, comme la géologie des sols, la nature du bassin hydrologique concerné, et les modifications apportées par l'homme à l'environnement.

Une opinion que partagent les hydrologues et les spécialistes des sols. *«Certes, en cas de déluge exceptionnel, il n'est pas difficile de prévoir une montée catastrophique des eaux. Lorsqu'il s'agit* [comme cette semaine dans le Sud-Est] *de précipitations extrêmement violentes, mais considérées comme «normales» à l'échelle d'une décennie ou d'un siècle, il est pratiquement impossible de modéliser le comportement du bassin hydrologique»,* explique M. Philippe Mérot, hydrologue au département sciences du sol de l'INRA de Rennes. Les mécanismes sont trop subtils, et le nombre de paramètres entrant en jeu si considérable que toute modélisation à visée préventive devient pratiquement impossible. *A fortiori* quand la région touchée est vaste.

«D'autre part, poursuit M. Mérot, *les aménagements fonciers peuvent entraîner une diminution de l'infiltrabilité des sols; l'arasement des haies peut favoriser l'écoulement des eaux; l'emploi répété d'engins culturaux peut tasser le terrain.»* Si l'on ajoute à cela les effets d'une sécheresse de plusieurs années, qui modifie profondément le comportement des sols, on conçoit qu'aucun ordinateur ne soit, aujourd'hui, capable de prévoir pareille catastrophe.

J.-F. A. et Ca. V.

Des risques naturels pour 54 communes



Après la catastrophe qui avait frappé Nîmes le 3 octobre 1988, le secrétariat d'Etat chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs avait fait établir une carte des régions sur lesquelles pèsent des menaces dues notamment à l'eau, à la neige ou à la géologie. Un rapport établi par cinq ingénieurs des ponts et chaussées qui accompagnait ces cartes a été remis au secrétaire d'Etat le 23 mars 1989. Un an plus tard, une liste de cinquante-quatre agglomérations, grandes ou petites, menacées par le «concours de circonstances exceptionnelles» dans les départements méditerranéens a été rendue publique. Sont notamment recensées les probabilités de précipitations violentes localisées sur un bassin versant causant des ruissellements torrentiels, les possibilités d'écoulement insuffisantes en raison du manque d'infrastructures, la présence d'une urbanisation forte. En ce qui concerne le Vaucluse, le rapport avait noté que «les dégâts par ruissellements torrentiels sont a priori exclus, sauf peut-être à Apt et à Vaison-la-Romaine». La loi de 1987 sur la sécurité civile et sur les risques majeurs naturels et technologiques dispose que les populations des zones exposées à de tels dangers doivent en être informées.

EN BREF

□ **Education : recours d'une association basque contre le ministère.** – «Ikas-Bi», une association basque qui cherche à développer l'enseignement de la langue régionale dans les écoles publiques, a récemment déposé, devant le tribunal administratif de Pau, un recours pour excès de pouvoir visant le ministère de l'éducation nationale et le rectorat de l'académie de Bordeaux. Elle proteste contre l'inspection académique de Pau qui avait refusé de corriger des copies rédigées en langue basque lors de l'examen du brevet des collèges. Les huit élèves de la première promotion bilingue du collège Ravel de Saint-Jean-de-Luz avaient rédigé l'épreuve d'histoire et de géographie en basque. Sept des huit candidats ont toutefois été reçus, car ils avaient obtenu des notes satisfaisantes au contrôle continu.

□ **Médecine : vers une législation américaine sur les brevets des gènes humains.** – Aux Etats-Unis, la directrice de l'Institut national de la santé (NIH), Mme Bernadine Healy, a demandé au Congrès, mardi 22 septembre, d'étudier une législation qui clarifierait les modalités d'obtention de brevets de découverte de gènes humains. Cette demande fait suite à une décision de l'Office américain des brevets, qui avait rejeté il y a quelques jours une demande du NIH pour obtenir des brevets sur 2 400 fragments de gènes humains identifiés aux Etats-Unis.

□ **Concert au bénéfice des sinistrés de Vaison-la-Romaine.** – La chanteuse Barbara Hendricks donnera dimanche 27 septembre dans le théâtre antique d'Orange un concert exceptionnel au bénéfice des victimes des inondations. La cantatrice chantera le *Requiem* de Mozart, accompagnée par l'Orchestre lyrique de la région Avignon-Provence.

▶ Au théâtre antique d'Orange, le 27 septembre à 17 heures. Prix des places : 100 F. Location, tél. : (16) 90-34-24-24 et 90-34-15-52.

SOCIÉTÉ

POLICE

Quatre mois après son lancement

M. Paul Quilès dresse « un bilan tout à fait positif » du plan pour la sécurité

Le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique a rendu compte de l'état d'avancement de son *« plan d'action immédiate pour la sécurité urbaine »* (*le Monde* du 14 mai), jeudi 24 septembre, estimant que *celui-ci se traduit par un « bilan tout à fait positif »*.

Il est trop tôt pour que les principales mesures *« du plan d'action immédiate pour la sécurité urbaine »* annoncées en mai dernier soient effectives et pour que les Français aient remarqué une présence policière accrue dans les rues de leur quartier. De plus les statistiques montrent que les chiffres de la délinquance et de la criminalité ont augmenté de 7,2 % en 1991. Ceux concernant les huit premiers mois de 1992 ne sont pas rendus publics, mais il ne fait guère de doute que la tendance à la hausse se prolonge. Dans ce contexte et dans la perspective des prochaines échéances politiques, M. Quilès a voulu montrer que, quatre mois après le lancement de son plan, les dossiers avancent. Principal objectif, l'accroissement des effectifs policiers sur la voie publique est *« en passe d'être tenu »*, a assuré le ministre, et 3 200 policiers seront réaffectés *« sur le terrain d'ici à la fin de l'année »*. Ils seront dirigés en priorité dans les départements qui, comme les Bouches-du-Rhône ou la Seine-Saint-Denis (respectivement 165 et 127 policiers supplémentaires), sont les plus touchés par la délinquance.

Mais les pesanteurs persistent. Montrant l'exemple, la place Beauvau a renvoyé une quarantaine de policiers sur le bitume. En revanche, les négociations avec l'Elysée et l'Hôtel de Ville de Paris n'ont toujours pas abouti. Plusieurs « personnalités » ont fait savoir qu'elles souhaitent continuer à bénéficier d'un gardien ou d'un chauffeur policier.

En confirmant néanmoins que l'État tiendrait ses engagements, M. Quilès s'adressait notamment aux collectivités territoriales, qui sont invitées à signer des *« projets locaux de sécurité »*. Plus de 180 accords seront conclus dès la fin du mois d'octobre, a insisté le ministre, et près de 500 communes – de toutes sensibilités politiques, sauf le Front national – ont entamé des discussions à cette fin avec les services préfectoraux.

Mesures nouvelles en faveur des policiers

Les enjeux de ces *« coproductions de sécurité »* semblent avoir été compris par des partenaires locaux qui avaient pu craindre de voir l'État se « décharger » de ses responsabilités. Pour montrer que cette démarche contractuelle n'est pas un jeu de dupes, le ministère de l'intérieur a ouvert une dizaine de bureaux de police, à Lyon-Perrache comme à Vitry-sur-Seine, dans des quartiers urbains dits « sensibles ». En sens inverse, la fermeture du poste de police de la Cayolle, quartier difficile de Marseille, a provoqué, début septembre, la colère des élus, des associations de riverains et de commerçants phocéens.

Enfin, le ministre de l'intérieur a fait le point sur les mesures intéressant directement des policiers qui, entre les conflits des routiers et la grève des prisons, ont été mis à rude contribution. Sur les mille logements supplémentaires promis aux policiers parisiens, *quatre cents ont déjà été* réservés. Prévues à la fin de 1991, diverses mesures indemnitaires auront une première traduction sur les feuilles de paie reçues en octobre.

Par ailleurs, le ministre a annoncé que, à partir de janvier 1993 et moyennant *« compensation financière »*, les policiers volontaires seront dotés d'un système d'alarme individuel lorsqu'ils emprunteront les transports en commun parisiens pour se rendre à leur travail : en cas d'incident, tous les fonctionnaires présents dans un bus ou un train pourront se regrouper afin de mieux intervenir.

E. In.

JUSTICE

La crise des prisons

Le travail a repris dans les quatre cinquièmes des établissements pénitentiaires

Après avoir passé une partie de la nuit de mercredi 23 à jeudi 24 septembre à discuter avec le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, les syndicats ont consulté leur base dans la journée de jeudi. M. Vauzelle leur avait proposé un *« dispositif »* qu'il avait résumé en quelques mots à l'issue des discussions : *« Si le travail a repris jeudi à 13 heures dans tous les établissements pénitentiaires, je lèverai aussitôt les sanctions et je présiderai dès vendredi les travaux sur les mesures qui peuvent être prises en matière de sécurité. »*...

A l'issue des votes qui ont eu lieu dans les établissements, le mouvement des surveillants, qui s'essoufflait depuis quelques jours, a une nouvelle fois reculé : cent quarante-trois établissements sur cent soixante-douze fonctionnaient normalement vendredi matin. Une trentaine de prisons refusaient toutefois de reprendre le travail et d'accepter le dispositif proposé par la chancellerie : c'était notamment le cas aux Baumettes, à Marseille, à la maison d'arrêt de la Santé à Paris, et dans les établissements de Villeneuve-lès-Maguelonne (Hérault), Villefranche-sur-Saône (Rhône) et Toulouse (Haute-Garonne). Quant aux surveillants de Clairvaux, qui font un peu figure de porte-drapeaux du mouvement, ils refusaient de retourner en détention tant que la porte forcée par les évadés de la semaine dernière n'était pas réparée. Selon la chancellerie, ces travaux devraient avoir lieu mardi.

Constatant que la reprise n'était pas totale, la chancellerie a annoncé jeudi, en fin de journée, que la réunion de vendredi sur la sécurité des personnels et des établissements serait reportée *sine die*. Le travail ayant cependant repris dans tous les établissements où des personnels avaient été sanctionnés, les exclusions temporaires de trois mois ou d'un an prononcées depuis l'évasion de Clairvaux ont été levées. L'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP) (35,3 % des surveillants), qui avait assisté aux discussions de la nuit, a cependant durci le ton : dans un tract adressé jeudi aux surveillants, l'UFAP estime que le gouvernement doit toujours aux personnels la levée des sanctions, y compris les retenues sur salaires, un plan pluriannuel de créations d'emploi de tous corps et la reconnaissance de la mission de sécurité des surveillants. *« Seule une mobilisation importante des personnels de tous corps pourrait faire progresser notre dossier et contraindre le gouvernement à négocier au lieu d'imposer des discussions interminables et stériles »*, conclut le document.

ANNE CHEMIN

L'instruction de l'affaire Urba à Lyon

Un élu marseillais s'estimant innocent « refuse » d'être inculpé

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Pierre Rastoin, maire (Majorité Marseille) du 7e secteur de Marseille, a annoncé, jeudi 24 septembre, qu'il ne répondrait pas à la convocation adressée pour le vendredi 25 septembre, en vue de son *inculpation*, par M. Christian Riss, le conseiller à la cour d'appel de Lyon chargé d'instruire le volet marseillais de l'affaire Urba. *« Non seulement mon dossier est vide*, a expliqué M. Rastoin, *mais il apporte les preuves formelles de mon innocence. Je comprends que l'on veuille m'entendre comme témoin, mais je ne comprends pas que l'on veuille m'inculper. J'ai donc décidé de ne pas répondre à la convocation du magistrat instructeur. J'en mesure toutes les conséquences et j'en assume tous les risques. »*

Impliqué dans cette affaire aux côtés de deux députés socialistes marseillais, MM. Michel Pezet et Philippe Sanmarco, M. Rastoin avait jusqu'alors observé la plus grande discrétion. Il s'était notamment abstenu de se joindre au recours introduit par ces deux élus devant le Conseil d'Etat pour faire échec à la plainte déposée par le député européen (Verts) Gérard Monnier-Besombes, agissant en qualité de contribuable marseillais. *« Si je me suis tu, c'est que j'attendais de la justice une reconnaissance de mon innocence »*, a expliqué M. Rastoin, qui se dit aujourd'hui *« victime d'une faute grave de l'administration judiciaire »*.

Contestant le réquisitoire introductif du procureur général de la cour d'appel de Lyon qui le vise nommément, à la différence de la plainte contre X... de M. Monnier-Besombes, M. Rastoin s'élève *« violemment contre cette décision, qui relève de l'abus de droit, oserais-je même dire de la forfaiture »*. Toujours selon M. Rastoin, le réquisitoire introductif aurait repris les termes de la plainte de M. Monnier-Besombes, qui se référait, pour l'essentiel, au livre de l'ex-inspecteur Gaudino, *l'Enquête impossible*. Il cite *« des marchés publics communaux »* ayant donné lieu à *« d'énigmatiques intitulés Prado ou Carénage ou Saint-Charles »*, poursuit l'élu marseillais, remarquant que, de 1986 à 1989, il n'appartenait pas à la commission des marchés. Le compte Saint-Charles aurait seulement fonctionné, selon l'un des inculpés, *« pour quelques opérations, généralement avec les offices d'HLM »*.

Certes, reconnaît M. Rastoin, *« je siégeais bien au jury qui a choisi le lauréat de l'opération du tunnel Prado-Carénage, mais comme quatorze autres personnes, de tous bords politiques. J'ai voté comme tous les autres, puisqu'il y a eu décision unanime »*. Par ailleurs, a-t-il ajouté, *« la brigade financière a fouillé tous les dossiers de l'Office public d'HLM de Marseille, dont je suis le président depuis 1980. Ses conclusions sont claires, puisqu'elle indique dans son procès-verbal que* « de nos investigations, il ne ressort, en l'état, aucun élément utile à notre enquête ».

Prévenant le magistrat instructeur qu'il ne répondrait pas à sa demande de convocation pour inculpation, M. Rastoin s'était vu notifier en réponse, mercredi 23 septembre, un mandat de comparution. Après avoir constaté que l'élu marseillais n'avait pas déféré à sa convocation, le magistrat pourrait établir un constat de carence, qu'il transmettrait à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon. Celle-ci serait alors appelée à statuer, en présence du ministère public, et devrait sans doute délivrer un mandat d'amener, auquel M. Rastoin a indiqué qu'il *« serait obligé de se conformer »*.

GUY PORTE

ENVIRONNEMENT

Après la découverte de 226 tonnes de matériel

Un directeur de société est arrêté à Montpellier pour importation de déchets hospitaliers allemands

M. Jean-Marie Weibel, directeur de la société Weibel-Plast, à Montpellier, a été arrêté et inculpé d'*« exploitation d'installation classée sans autorisation »* et de *« complicité d'importation et de transit de déchets nuisibles à la santé de l'homme et de l'environnement »*. Il a été transféré vendredi 25 septembre à Chaumont pour y être entendu par le juge Patrick Keil, déjà en charge du dossier des importations illégales de déchets allemands.

L'arrestation du directeur de la société Weibel-Plast, M. Jean-Marie Weibel, est la suite logique de l'enquête qui a démarré le 7 août en Haute-Marne après l'interception de trois camions bourrés de déchets hospitaliers venus d'Allemagne. En examinant des dossiers appartenant à la société Concorde International, spécialisée dans l'importation d'ordures ménagères et basée à Creutzwald, en Moselle, le juge Keil a mis la main sur des bons de transport d'une société allemande qui avait notamment pour destinataire Weibel-Plast, dans l'Hérault. Son enquête l'a donc conduit à commanditer une perquisition dans les locaux de la société montpelliéraine.

Mercredi 23 septembre, les policiers ont découvert là, entassés en plein air, 226 tonnes de ballots en plastique, certains éventrés, tous destinés à être recyclés en granulats pour fabriquer l'enveloppe de sacs poubelles ou de sacs d'engrais. A l'intérieur de ces paquets, il y avait des boîtes de déchets hospitaliers, des seringues, flacons, tubes de dialyse et plusieurs types de cordons médicaux entrelacés en provenance d'Allemagne de l'Ouest comme de l'Est. Toutes les étiquettes des produits étaient rédigées en allemand. Par ailleurs, des voisins confirment avoir régulièrement vu des camions immatriculés outre-Rhin déverser leur chargement sur le site.

Manne financière

La DDASS et la *DRIRE* ont immédiatement fait procéder à des analyses qui confirment, parmi ces déchets, la présence de produits mais, précise le préfet de l'Hérault, M. Bernard Gérard, *« en quantité très limitée et sans danger bactériologique »*. Les usagers de pompes dans le voisinage ont été prévenus des éventuels dangers bactériologique. *« De toute façon, la contamination de ce type d'objets ne dure pas très longtemps »*, précise M. Gérard qui a cependant fait doubler les scellés judiciaires placés sur le site d'un arrêté de fermeture.

A la tête d'une petite entreprise familiale, M. Weibel n'avait en tout et pour tout qu'une autorisation de traitement de papiers et cartons usagés. Les services préfectoraux avaient déjà constaté chez lui la présence de ballots en plastique le 19 juin et l'avaient sommé de s'en expliquer. Le 10 septembre, ils renouvelaient cette mise en garde, exigeant de lui qu'il constitue un dossier de régularisation de sa situation. Il ne s'agissait, semblait-il alors, que d'une mise en conformité administrative.

Mais la nature de son commerce avec l'Allemagne était tout autre. Le prix d'achat de ces ballots importés baissait au fur et à mesure que l'industriel constatait la présence de déchets médicaux. Il avait même envisagé à terme de faire payer son fournisseur pour le débarrasser de son encombrant chargement, une formule qui aurait permis de réaliser de meilleurs profits. Au total, près de 600 tonnes de plastique ont été déversées illégalement à Montpellier entre les mois de janvier et de juillet 1992, date des dernières livraisons. Les 226 tonnes non traitées, qui ont été saisies, seront incinérées.

JACQUES MONIN

QUELLE HISTOIRE ! — PAR CLAUDE SARRAUTE

Mal au dos

L'AUTRE jour, coup de fil de l'ADUA, l'Association de défense des usagers de l'administration. Il faut absolument que je consacre une chronique à Joseph Tanguy, un chaudronnier breton. Pourquoi? Qu'est-ce qu'il a? Il a mal au dos. C'est embêtant, je veux bien, mais qui n'est pas dans ce cas? Renseignements pris, dans ce cas précis, personne. Ce qui lui arrive est tellement insensé que me voilà débarquant à Brest, dans *le pavillon construit par* ce castor de quarante-sept ans, employé à l'arsenal maritime, pour sa femme et ses deux gosses.

Ils sont adorables, les Tanguy. *Elle, très naturelle*, un peu réticente quand même à l'idée d'ouvrir sa porte à une journaliste, lui, complètement sonné. Ça va faire bientôt cinq ans que ça dure, ce fichu mal au dos. Une sensation de brûlure, une lourdeur, là, en *haut, sous la nuque*. Il va consulter. C'était en 1987. Radios... Rien. Scanner... Toujours rien. Il n'a rien. Enfin, si, il a mal. Mais il a mal pour rien. Ce n'est pas entre ses omoplates que ça se passe, c'est entre ses oreilles. S'il s'écoutait moins, aussi! On lui conseille de se tenir droit, pas penché, au boulot. Et on l'y renvoie. Il s'y traîne. Pendant des mois. Et puis en avril 1990, n'y tenant plus, ça empire tous les jours, il retourne, très gêné, à l'hôpital : Pardon de vous déranger, docteur... je vais bien, je sais, mais je suis pas bien, alors... Alors, re-radios, re-scanner et ce coup-là, ô stupeur! qu'est-ce qu'on voit? Une tumeur à la colonne vertébrale.

Avril 1990, première intervention. On ouvre, on enlève des trucs et des machins. On referme. Ce n'est pas grave. Elle est bénigne, cette tumeur. Maligne, la douleur, elle, persiste méchamment. Deuxième intervention en juin 1991. On ouvre, on ajoute des trucs et des machins, une prothèse, une greffe osseuse, on *referme*.

Alors, c'est mieux, là maintenant? Non, c'est pire. Couché, ça va encore. Assis ou debout, il souffre le martyre. Oui, ben, désolé, on a fait tout ce qu'on a pu. Ce mal au dos, va falloir apprendre à vivre avec.

Chez lui d'abord. Congé-maladie. Au bout de trois mois, demi-salaire. Mais bon, comme il a contracté un prêt longue durée auprès du Crédit *foncier, renégocié le 7 avril* 1989 avec la Société générale, prêt couvert par une assurance décès-invalidité auprès de la Caisse nationale de Prévoyance le 3 juillet, il n'y a pas de raison de s'affoler. C'est elle qui va se charger des traites, 2 500 francs par mois, *sur la maison. Et bien, non. La* CNP refuse. Elle ne versera pas un rond.

– Pourquoi?

– Explique, toi! Moi, je n'y comprends rien.

– Parce qu'en consultant son dossier elle s'est aperçue que mon mari avait déjà mal au dos quand il s'est fait assurer. Vous n'imaginez pas ce qui nous dégringole sur la tête depuis!

Ils étalent à mon intention sur la table ensoleillée de leur salle à manger tout un tas de papiers : lettres dactylographiées de la banque, de la mutuelle, de la compagnie *d'assurances, photocopies* de leurs réponses écrites d'une main appliquée, certificats médicaux...

– Tenez, regardez ce qui est marqué sur le contrat qu'*il* a signé : Je déclare être en bonne santé, n'être atteint, à ma connaissance, ni d'affection chronique, ni de maladie grave, ni d'infirmité, n'avoir pas subi d'opération chirurgicale...

– Attendez! Là, je ne comprends pas bien non plus, Mme Tanguy. Vous voulez dire qu'à l'époque, aux yeux de la *Faculté*, votre mari était un malade imaginaire coupable de simulation et aux yeux de la très clairvoyante Caisse de prévoyance un vrai malade coupable de dissimulation?

– C'est ça, oui.

Le verdict sera prononcé début 1992 par un expert qui a choisi d'ignorer le témoignage, certificats à l'appui, du médecin traitant. Un expert, correspondant de la CNP dans la région désigné et rémunéré par elle. Un expert invité une ou deux fois par an à des séminaires où son niveau de compétence sera évalué en fonction du nombre de prises en charge refusées par an!

Et voilà Joseph Tanguy reparti à la chaudronnerie de l'arsenal. A mi-temps. Et à *bout de forces! Quand je l'ai* rencontré, il en revenait. Assommé. Désespéré. Visage rétréci, couleur papier mâché, dévoré par un regard cerné d'ombre, tourné vers l'intérieur, à l'affût de cette sale bête qui lui lacère les épaules.

– Faut absolument que je tienne *jusqu'à la fin de l'année*. Sinon je serai mis en invalidité. Définitivement. Et je n'aurai plus de quoi rembourser mon prêt. Mais là, je craque. Cette douleur est infernale.

Il a un pauvre sourire :

– A l'hôpital, ils m'ont dit que si ça me faisait trop mal, *j'avais qu'à changer de travail*.

– Ils ont raison. Vous seriez mieux dans un fauteuil de PDG. C'est nettement plus confortable.

Rentrée à Paris, je téléphone à la CNP. Ils me demandent comment je l'ai trouvé, Joseph Tanguy. Ben... Pas très en forme! On va *rouvrir son* dossier et on vous rappelle. Ce qu'ils ont fait. Désolés. Leur service médical est prêt à revenir sur sa décision, mais le service juridique, consulté, *lui*, s'y oppose absolument. Pourquoi? Parce que le contrat stipule que si l'invalidité est imputable à une maladie constatée, pas diagnostiquée, attention, avant la signature du contrat, aucune prise en charge n'est possible pendant un an.

Bien fait pour Tanguy! C'est sa faute aussi. Il n'avait qu'à être un peu moins douillet, moins curieux et *attendre* encore trois mois, – il n'était plus à ça près – avant de se faire opérer pour savoir ce qu'il avait. Vous me direz : Enfin, voyons, ça aurait pu être le cancer? A quoi je réponds : Mais, puisque ça ne l'était pas!



CULTURE

THEATRE

La nature du rire

Sur le point de se marier, Molière invente le comique sombre

SGANARELLE
au TEP

Sganarelle ou le cocu imaginaire est celle de ses pièces que Molière a jouée le plus grand nombre de fois, plus souvent que *l'Ecole des femmes*, qui vient en second. C'est une farce : l'art des tréteaux, l'art pur. Qui va tout droit aux publics, ceux des tournées, des provinces, ces partenaires de premier choix, pour Molière. Mais c'est 1660 : la troupe a gagné Paris.

Farce prodigieusement bien cousue. Quatre méprises très simples, très brusques et claires, font que quatre victimes se voient (se croient) «trompées», qui par sa femme, qui par son homme. La méprise, le quiproquo, sont l'agent le plus ordinaire du vaudeville. Mais Molière, dans cette pièce, sait leur donner, à quatre reprises, une violence telle, une évidence si criante, qu'il change la nature de la chose. Ses quiproquos sont plus «flagrants» que du réel. Molière rejoint par là une donnée de la conscience : la douleur du jaloux. L'imagination du jaloux peut avoir «force de loi», plus que la vérité.

La deuxième invention ici, est de caler la suite des faits dans l'erreur. Les deux femmes et les deux hommes (de ces deux couples) n'ont pas les moyens de se détromper. Une méprise, tout d'abord hasardeuse, fragile, presque amusante, devient cauchemardesque si elle n'en finit pas. Molière inverse la farce, qui ne devient pas tragédie, ni même drame, mais quelque chose de plus sec, de plus étroit. De plus contraignant. De plus irrespirable. Troisième invention : la métamorphose, «en direct», d'une farce en une comédie. Molière jette les bases, franches et grosses, d'une farce élémentaire, et, minute par minute, les réactions de chaque protagoniste font basculer la grêle de gags dans l'examen de conscience, l'autoanalyse, le profil d'une société.

Un détail : dans les suites des vers bon enfant, aux couleurs simples, bons conducteurs de la farce, et même de la comédie, pointe par moments une poésie d'une autre couleur, plus rêvée ou plus grave. Par exemple, lorsque la *« suivante de Célie »*, qui est veuve, évoque les nuits tout contre son mari en disant : *« Je me couchais sans feu dans le fort de l'hiver »*, ou lorsqu'un des personnages commence une scène exactement comme chez Corneille ou Racine par : *« Avant que pour jamais je m'éloigne de vous »*. Et puis, le temps tout juste de respirer, Molière dénoue sa pièce, c'est à peine s'il faut y croire. Happy end par profits et pertes.

Jacques Lassalle donne, de ce chef-d'œuvre si singulier, une présentation très belle. Le décor de Chantal Gaiddon est une pièce toute en boiseries, vide, close, presque une caisse . «Boîte à malices» qui se change en *«chambre de l'esprit»*, comme Paul Klee a titré telles de ses aquarelles. Des panneaux s'ouvrent d'un coup, dans des grincements, comme des issues secrètes, par quoi font irruption, ou s'envolent, les clowns-pas-clowns de cette furie. La claustration, les accidents, l'orage, la noyade dans le noir, le grotesque, – tout est indiqué par coups de baguette de rien : c'est rapide mais implacable.

Olivier Perrier reprend le rôle de Sganarelle qui a été joué par tant de grands acteurs. Il décompose bien visiblement les va-et-vient de l'illusion, de ce que les aliénistes nomment «l'inconfort», et aussi des sinusoïdes du velléitaire. Il est un acteur efficace. Autour de lui, c'est moins net. Plusieurs rôles ont été confiés au seul Daniel Znyk, un bon jeune ancien du Conservatoire, qui sait exploiter joliment sa présence physique saisissante, avec sa tête cubique et ses yeux fixes, de presque-extraterrestre, mais ici il est si maquillé, si perruqué, et si orienté dans la «composition» que cette présence faiblit pas mal. Plaisir de revoir l'excellente Catherine Gandois, mais l'éclat et la virtuosité de la mise en scène, bizarrement, jouent à l'encontre des nuances du personnage qu'interprète ici cette actrice.

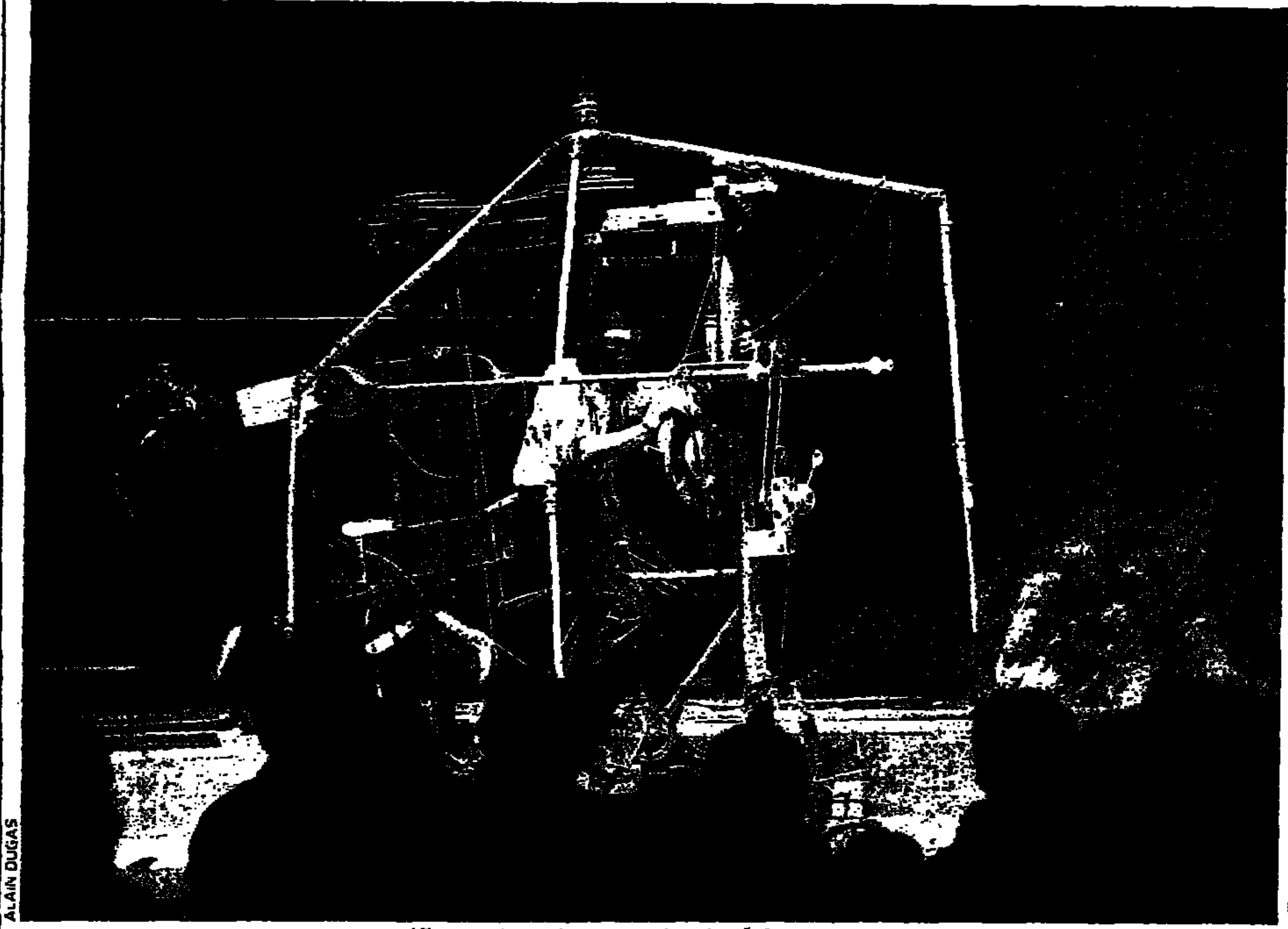
En seconde partie de la soirée, Lassalle donne une présentation tout aussi forte du *Mariage forcé*. Croquis sauvage d'un vieux et vilain bonhomme qu'une belle et jeune femme épouse à seule fin de cueillir sa fortune (elle est avertie qu'il va mourir sous peu). Il découvre la vérité, il essaie d'annuler le mariage, il est roué de coups et obligé de tenir parole. C'est une pochade, mais très encrée, énergique. Avec cette même perfection de comique dur.

Trois cent trente ans après la première de *Sganarelle ou le cocu imaginaire*, la pièce semble d'aujourd'hui. Ce ne peut pas être seulement par le naturel de la langue, sa netteté, sa vigueur, c'est aussi parce que ces paroles donnent une vie immédiate à une invention, une exploration, une « prise à témoin», in-vieillissables.

MICHEL COURNOT

► Du mardi au samedi à 20 h 30, sauf jeudi à 19 heures. *Dimanche* 15 heures. Jusqu'au 30 octobre. Tél. : 43-64-80-80.

La poésie de l'apesanteur



ALAIN DUGAS

L'homme-araignée-serpent dans la Volière Dromesko

LA VOLIÈRE DROMESKO
à Rennes

De retour à Rennes où, avec l'appui du Théâtre national de Bretagne, il a mis au point son nouveau spectacle, Igor a installé ses roulottes et la coupole translucide de la Volière Dromesko sur un terrain vague bordé de hangars fermés, où des camions semblent s'être arrêtés à jamais – incongrue, une voiture jouet jaune et rouge attend dans la boue. Un paysage de fin du monde, ancienne zone industrielle dans laquelle subsistent quelques artisans. Quand le soleil se couche ils sont partis, et c'est à cet instant qu'apparaissent en contre-jour les habitants de la Volière. Hommes-araignées aux manières de serpent, oiseaux, danseurs de corde en duo d'amour, musiciens tsiganes.

Peut-on parler de « nouveau spectacle »? Oui, dans la mesure où sont nouveaux les deux hommes-araignées-serpents qui évoluent comme des ombres dans les arbres, une famille de rats sortant des soupirails – souvenirs d'Alligre? – les musiciens, le meneur de jeu. L'ineffable Leopold, l'homme qui voulait imiter le peuple ailé, a laissé la place à un funambule de la parole, un comédien – Jérôme Deer – qui joue les poètes avec quelques jolies formules et pas tout à fait assez d'humour.

Peu importe d'ailleurs que le spectacle soit ou non nouveau, puisqu'il garde les qualités du premier : la poésie de l'apesanteur, la nostalgie des musiques, la beauté de l'arbre noueux, grand, vieux comme un génie de légende bretonne, le mystère des images archaïques, instants de magie qui arrivent sans être annoncés : le cheval ailé, l'hélicoptère à pédales, la procession d'arcimboldesques hommes-instruments – accordéon, violon, batterie... conduite par un marabout déplumé, plongé dans ses pensées, les ailes rabattues en arrière, la tête penchée...

Igor, on s'en souvient, c'est celui qui au Cirque Alligre puis chez Zingaro avait apporté le côté bringuebalant, cabaret poussiéreux. Une ambiance de conte populaire, naïf et brutal, qu'il a transplantée dans sa Volière. Une ambiance qui est la base, le fond, le charme, l'efficacité de son spectacle.

COLETTE GODARD

► Le Havre du 6 au 24 octobre (tél. : 35-21-21-10). Cherbourg du 10 au 21 novembre (tél. : 33-44-35-72), Toulouse, du 2 au 26 décembre (tél. : 61-42-33-99).

CINÉMA

L'art ménager

BEIGNETS DE TOMATES VERTES
de John Avnet

Lors d'une visite dans une maison de retraite, Evelyn Couch (Kathy Bates), ménagère sudiste au bord de l'obésité, fait la connaissance de Ninny Threadgoode (Jessica Tandy). La vieille dame commence de but en blanc la relation des événements qui ont secoué pendant vingt ans la petite communauté de Whistle-Stop (Alabama), que, par une coïncidence amusante, Evelyn a traversée le matin.

Le film s'installe alors dans un confortable mouvement de bascule, qui évoque une soirée sous la véranda, dans un rocking-chair. D'un côté, le Sud des années 20 et 30, les campements de chômeurs, les descentes du Ku Klux Klan, mais aussi la force des liens qui tiennent les familles, le village.

L'évocation est dominée par deux femmes, Idgie et Ruth (Marie Suart Masterson et Marie-Louise Parker), pré-féministes de choc (la première refuse de se marier, la seconde quitte son époux, à elles deux elles ouvrent le Whistle Stop Café). De l'autre côté, Evelyn qui, au fur et à mesure qu'elle reçoit l'enseignement de la vieille dame, délaisse les groupes de prise de conscience et son mari, maigrit et découvre son vrai moi.

Ces *Beignets*, qui ont été consommés avec avidité par le public américain, passent assez bien tant que le scénario conserve un peu de légèreté, un certain sens de l'ellipse. Jessica Tandy est toujours formidable, même si elle a déjà joué ce rôle dans *Voyage à Bountiful*.

Mais le film est long – plus de deux heures – et la dernière demi-heure consiste à ânonner la confirmation de tout ce qu'on a pu deviner en se balançant entre le passé et le présent. «Soap opera» élevé aux dimensions du grand écran, *Beignets de tomates vertes* se fait passer pour un petit film qui aurait rencontré son public par hasard. On finit par soupçonner que son inspiration doit plus aux études de marché qu'à la nostalgie.

T. S.

MUSIQUES

Naples fête la musique baroque

Point d'orgue des rencontres baroques de Naples, c'est avec la Capella della pietà dei Turchini que s'achèvera, le dimanche 27 septembre, dans un programme de motets napolitains du dix-huitième siècle (Provenzale, Sabino, Falconieri, Mineri), la deuxième édition des Ars Neapolitana. Producteur et initiateur de ce festival entièrement gratuit, l'Institut français de Naples s'est associé pour cette édition 1992 au Centre de musique ancienne Santa Maria Ancillarum, grand pourvoyeur d'ouvrages souvent inédits, implanté dans la métropole de Campanie. Autre collaboration d'importance : le Festival de Lecce dans les Pouilles.

Se seront succédé durant cette semaine dans des lieux trop rarement ouverts au public – l'église de la Nunziatella, joyau baroque en plein cœur de l'école militaire, le théâtre de cour du palais royal ou la salle Sainte-Croix du monastère de Santa-Chiara – le Seminarium musicale, l'Ensemble baroque de Nice et l'ensemble Gradiva, côté français ; côté italien, outre les ensembles déjà cités, Il Kuorum, Teatro Armonico et l'ensemble Academica. A noter enfin la présence des Espagnols de Zarabanda dans un programme célébrant les liens musicaux des deux péninsules dans le domaine de la musique baroque.

EN BREF

□ ***Les intermitents du spectacle appellent à l'arrêt de la grève.*** – Au terme d'une assemblée générale houleuse, qui a rassemblé près d'un millier de personnes, jeudi 24 septembre, dans la soirée, au Théâtre de Chaillot à Paris, les intermittents du spectacle ont décidé, à une courte majorité, de ne pas reconduire leur appel à la grève pour vendredi. Ce mouvement, qui avait débuté jeudi, avait perturbé dans la soirée certaines représentations dans les théâtres nationaux, notamment à Paris.

CULTURE

CINÉMA

Deux filles dans la ville

Les lendemains sans joie du communisme à la hongroise

CHÈRE EMMA
d'Istvan Szabo

Dans le Budapest du post-communisme, se loger est difficile. Emma – Johanna Ter Steege – et sa copine Bobbe – Eniko Börcsök – partagent un studio au foyer des enseignants . C'est petit, pauvre, mais pas sordide. Toutes deux viennent de la province, et ne veulent en aucun cas y retourner. Elles préfèrent la vie, qui n'est pas la grande vie, dans la grande ville.

Professeur de russe, Emma doit aujourd'hui apprendre l'anglais pour à son tour l'enseigner. De toute façon, elle s'en fiche, n'a qu'une idée en tête : son directeur – Peter Andorai. Elle a un peu couché avec lui – comme beaucoup d'autres, mais elle ne veut pas le savoir. Elle est prête à toutes les lâchetés, sa passion a quelque chose de dérisoire, car son don Juan ressemble à ce qu'il est : un ancien apparatchick qui craint son passé, un petit bourgois marié qui craint sa femme.

A partir de cette situation boulevardière, à travers ces deux femmes désemparées, et toute une population déboussolée qui fait l'apprentissage d'une liberté factice, Istvan Szabo montre en des séquences inégalement longues comment, loin de l'ordre soviétique, se débrouillent les gens de la capitale. Pas trop bien. Et suggère en passant que rien ne vaut la province, protégée des modes, des ambitions, de l'opportunisme, du carriérisme, protégée aussi des rêves de bonheur. Le bonheur n'entre pas dans les thèmes du cinéma hongrois.

Finalement, Budapest apparaît aussi trompeuse et miteuse que le directeur. Emma, marche après marche, descend jusqu'au fond de l'abandon et de la désespérance. Bobbe, elle, tombe brutalement au sens figuré, au sens littéral. D'un coup, on apprend qu'elle a été arrêtée pour prostitution et trafic de drogue. On l'apprend en même temps qu'Emma. Elle, on suit les étapes de sa chute. Istvan Szabo filme comme on ouvre des portes dans l'idée plus ou moins avouée de surprendre quelqu'un.

Bizarrement, il déclare : *« Il s'agit d'un film absolument réaliste, que je dirais plutôt optimiste. Il montre des situations. Les connaître constitue la base de cet optimisme, dont la forte personnalité d'Emma représente également une preuve pour moi. »* Or Emma se laisse mener par les circonstances et se conduit comme une limace avec les hommes. La forte personnalité serait plutôt celle de Bobbe, qui se fera laminer, et qui marque le film aussi fortement que son amie, même si on la voit moins – le titre original portait d'ailleurs aussi son nom (*Chère Emma, douce Bobbe*). Quoi qu'il en soit, «optimisme» n'est pas le mot auquel on pense à propos de *Chère Emma*.

COLETTE GODARD

A côté de la plaque

LA RÈGLE DU JE
de Françoise Etchegaray

Olivia est peintre, prépare une exposition et doute d'elle-même. Qu'est-ce que l'art? Elle vit plus ou moins bien (leurs emplois du temps ne coïncident pas) avec Simon, un musicien qui, lui, prépare un disque. Qu'est-ce que l'amour? Pour mettre de l'ordre dans ses idées, ses sentiments, Olivia s'en va à Majorque. Sur le ferry-boat, elle rencontre Alexander, Irlandais et grand voyageur, elle se jette à son cou sans réfléchir. Aventure à Majorque, pour lui, pas pour elle, qui est tombée amoureuse. Elle ne comprend pas qu'Alexander – il l'avait prévenue – lui propose seulement son amitié.

Pour son premier long-métrage, Françoise Etchegaray raconte les déboires d'une femme de trente ans qui n'est pas une tête de linotte, d'une intello qui se comporte comme une gamine, ne sait pas ce qu'elle veut, et sème partout la confusion. Les hommes, ici, sont plus solides, plus adultes. Mais il ne s'agit pas de jugement moral. Françoise Etchegaray, qui a été assistante d'Eric Rohmer, adopte l'attitude rohmérienne d'observation détachée de personnages contemporains aux prises avec des incertitudes, ou trop de certitudes.

Plus exactement, elle a cru l'adopter : à l'exception d'une grande séquence de repas dans un jardin, vers la fin, il n'y a pas d'idées de mise en scène dans des images parfois bien cadrées, parfois improvisées, très bavardes (cultiver la banalité dans les dialogues est aussi un art), propres et sans relief. Impersonnelles malgré les beaux efforts de Marie Matheron, Stéphane Guillon, Anthony Higgins, Hélène de Saint-Père et Richard Bean. Les toiles d'Olivia sont de Robert Lapoujade.

JACQUES SICLIER



Erreur de parcours

OBSESSION FATALE
de Jonathan Kaplan

Cette obsession est celle de l'insécurité, qui gâche le bonheur d'un Américain moyen confortablement installé dans une banlieue elle aussi très américaine, avec sa gentille petite femme. L'obsédé fait appel à un flic ami pour assurer sa tranquillité. Que croyez-vous qu'il arrive? Le flic tombe amoureux de l'épouse et cherche à se débarrasser du mari? Eh bien, vous avez gagné... Pas difficile non plus de deviner comment cette histoire se termine. L'autodéfense, vous connaissez?

Qu'un cinéaste estimable (*Violences sur la ville*, *Projet X*, *les Accusés*), et qui n'est pas né d'hier, se soit ainsi égaré dans les sentiers douteux de la paranoïa collective et d'une affligeante «morale» de la sécurité, cela rend triste. Il n'y a rien à sauver de ce film. Même les interprètes (Kurt Russel, Ray Liotta, Madeleine Stowe) sont antipathiques.

J. S.

DANSE

Des matadors et des femmes

Réussite inégale de la jeune création à la Biennale

LYON
de notre envoyée spéciale

Impensable, une Biennale nommée *Pasion de Espana* où il n'y aurait ni toros ni toreros. Véronique Ros de la Grange, jeune chorégraphe travaillant en Rhône-Alpes, prend pour cible la vie du célèbre Juan Belmonte, né à Séville en 1892, devenu matador à Madrid en 1919. Un des rares à ne pas être mort d'un coup de corne dans le ventre. Il s'est suicidé en 1962.

Beau sujet, piège dans lequel la chorégraphe tombe d'emblée. Tout y passe : la pauvreté, qui fait le toréro plus sûrement que la vocation, la peur, le rituel qui ressemble à l'acte sexuel, *la muleta* plantée... Les textes récités sur scène, de Manuel Chaves Nogales à Michel Leiris, dévoilent trop le sujet.

Et la danse, dans ce contexte? Face à la force des mots, elle aurait dû se faire allusive. Elle est lourde, démonstrative, proche de l'explication de textes. Tous les interprètes, d'un très bon niveau, se sortent pourtant les tripes. Mais la fadeur, ici, naît de l'accumulation. Chorégraphier, c'est choisir. Le décor est le seul à évoquer le mystère de la tauromachie. L'or et les ombres du début se mettent imperceptiblement à rougeoyer. Il est de Chantal Gaiddon, et les lumières de Laurent Fachard.

En 1988, la compagnie espagnole de Gelabert et Azzopardi s'était déjà mesurée, à son désavantage, au célèbre Belmonte. Elle donnera à la Biennale une deuxième version de la chorégraphie avec, notamment, une nouvelle écriture des passages mimant la corrida. Ils avaient besoin d'un bon coup d'abstraction. Les matadors, pas plus que les taureaux, ne se laissent facilement attraper.

Et les hommes, ces simples mortels? Ola et Tse, autrement dit Lola Puentes et Montserrat Colomé, deux Barcelonaises, savent comment s'y prendre pour les apprivoiser. Dans *Una Mosca en el Mar*, elles montrent les préparatifs de la parade amoureuse. Jeux de femmes devant leur miroir. Incertitudes infinies de la séduction programmée. Après tant d'angoisse pour plaire, de robe qui moulent trop, trop longues, trop courtes, de poitrines trop hautes, trop basses, tant d'efforts pour répondre aux critères de la beauté, les femmes peuvent-elles être autrement que cruelles avec les hommes?

Quand Ola et Tse descendent dans la salle, comme dans une arène, pour inviter des spectateurs à danser sur scène, les mâles assis en bordure de rang rentrent la tête dans les épaules. Elles en attrapent deux. Pas de morts à signaler. Du café-théâtre muet qui se passe de paroles.

La Catalogne, province la plus active à soutenir la danse, mais aussi les autres arts, est associée, comme l'annonçait au cours d'une conférence de presse Jacques Oudot, vice-président du conseil régional, à la région Rhône-Alpes, à la Lombardie et au Bade-Wurtemberg. Chacune de ces quatre régions consacre un budget d'environ 6 millions de francs aux activités chorégraphiques. Elles entendent être des exemples au sein de la Communauté européenne. Une union qui jette déjà un pont vers l'Amérique du Nord. Elle est en train d'accueillir l'Ontario. But : développer en commun des projets artistiques et culturels.

DOMINIQUE FRÉTARD

▶ Belmonte, de Gelabert et Azzopardi, le 27, à 17 heures, et le 28, à 20 h 30. Maison de la danse, Théâtre du VIIIe. Tél. : (16) 72-40-26-26.

LIVRES

La première sélection du prix Femina...

Le jury du prix Femina a rendu publique sa première sélection en vue du prix qui sera décerné le 16 novembre. Quinze romans figurent dans cette sélection :

Myriam Anissimov, *Dans la plus stricte intimité* (L'Olivier); Patrick Besson, *Julius et Isaac* (Albin Michel); Bruno Bontempelli, *l'Arbre du voyageur* (Grasset); Patrick Chamoiseau, *Texaco* (Gallimard); Régine Detambel, *la Quatrième Orange* (Julliard); Jean Echenoz, *Nous trois* (Minuit); Anne-Marie Garat, *Aden* (Seuil); Franz-Olivier Giesbert, *l'Affreux* (Gallimard); Guyette Lyr, *la Petite Nudité* (Calmann-Lévy); Marie Nimier, *l'Hypnotisme à la portée de tous* (Gallimard); Amélie Nothomb, *Hygiène de l'assassin* (Albin Michel); Jean-Claude Perpère, *la Larme d'or* (Plume); Marie Redonnet, *Candy Story* (POL); Christiane Singer, *Une passion* (Albin Michel); François Weyergans, *la Démence du boxeur* (Grasset).

... et celle du prix Renaudot

Le jury Renaudot a également établi sa première liste de rentrée en vue du prix qui sera décerné le 9 novembre. Voici la liste des douze auteurs sélectionnés :

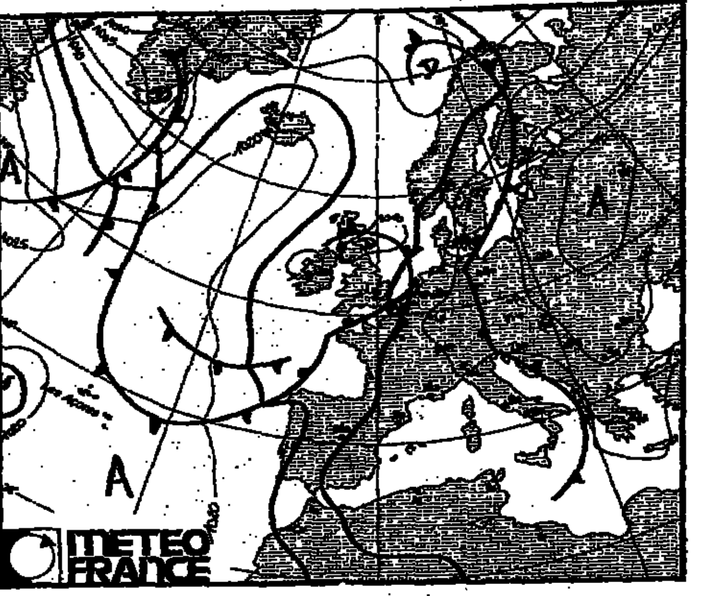
Patrick Besson, *Julius et Isaac* (Albin Michel); Patrick Chamoiseau, *Texaco* (Gallimard); Bernard Chambaz, *l'Arbre de vies* (Bourin); Daniel Depland, *le Serrurier de Zagreb* (Grasset); Sylvie Doizelet, *Chercher sa demeure* (Gallimard); Serge Filippini, *Comœdia* (Phébus); Anne-Marie Garat, *Aden* (Seuil); Franz-Olivier Giesbert, *l'Affreux* (Grasset); Hubert Nyssen, *la Femme du botaniste* (Actes Sud); Baptiste-Marrey, *le Maître de Stammholz* (Bourin); Frédéric Vitoux, *Charles et Camille* (Seuil); François Weyergans, *la Démence du boxeur* (Grasset).

EN BREF

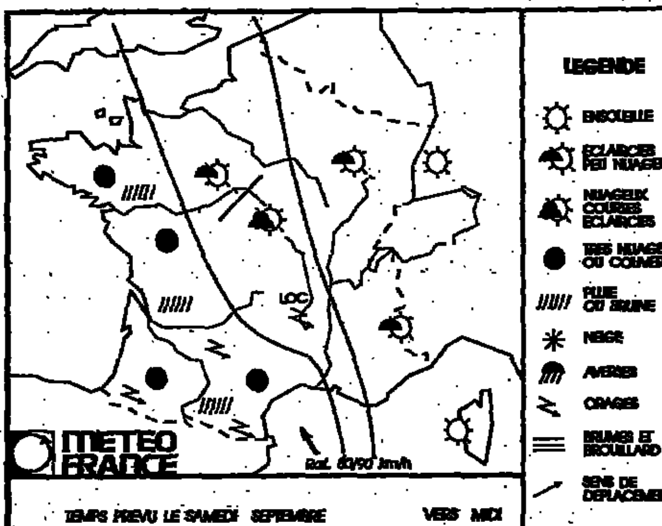
□ **Journée mondiale de la traduction.** – La Société française des traducteurs et la Fédération internationale des traducteurs organisent, le 30 septembre, sous le patronage de l'UNESCO, la *Journée mondiale* de la traduction. S'adressant à toutes les branches de la profession, cette manifestation sera l'occasion aussi bien de dresser un bilan sur le statut de la traduction que d'envisager son avenir en relation avec les nouveaux moyens de communication, ainsi que son ouverture sur de nouveaux créneaux professionnels. La journée s'achèvera avec la remise du prix de la traduction *Pierre-François Caillé*, attribué, pour 1992, à Anne-Marie Tatsis-Botton pour sa traduction du russe des *Carnets d'un toqué*, d'André Biély, édité à L'Age d'Homme (Palais de l'UNESCO, 125, avenue de Suffren, 75000 Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 26 SEPTEMBRE 1992



Samedi : pluies et orages sur la moitié ouest. – La situation météorologique de ce samedi présente encore un fort risque d'orages violents et de précipitations importantes.

Dès le matin, la Basse-Normandie, la Bretagne, les pays de Loire, l'Aquitaine et Midi-Pyrénées seront sous la pluie et les orages. Ces phénomènes s'accentueront au cours de la journée et gagneront le Languedoc, le Roussillon et les Cévennes. En soirée, pluies et orages seront intenses sur les contreforts ouest et sud du Massif Central et dans le golfe du Lion.

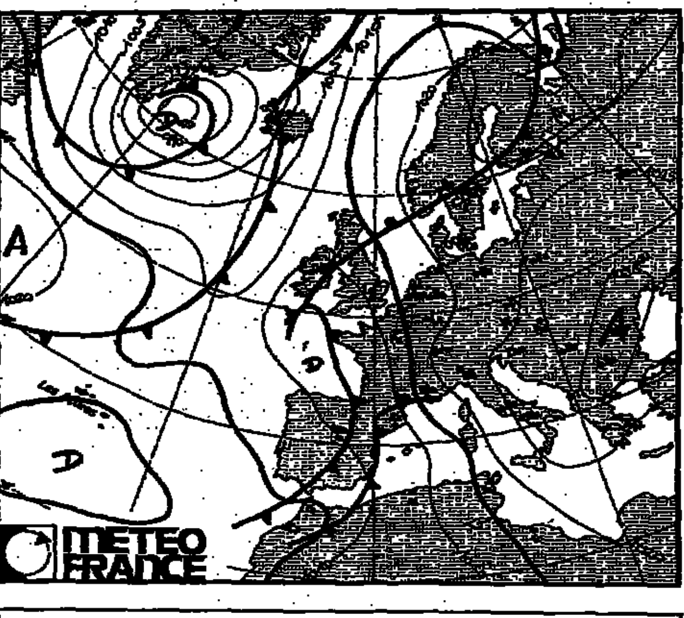
De la Normandie et de la Picardie au Bassin parisien et à l'Auvergne, le ciel sera d'abord voilé par des nuages élevés et moyens, et dans l'après-midi des orages isolés éclateront sur le relief.

Sur les régions plus à l'est, la journée restera calme, avec un ciel se voilant au fil des heures.

Le vent soufflera modérément de sud-sud-est sur l'ouest du pays, avec des rafales de 60 km/h. Dans les régions proches du golfe du Lion, le vent se renforcera et les pointes atteindront 80-90 km/h. Dans la vallée du Rhône, le vent de sud soufflera jusqu'à 60-70 km/h.

Les températures seront le plus souvent proches des normales saisonnières : les minimales seront généralement comprises entre 10 et 15 degrés, 7 et 10 degrés dans le Nord-Est et jusqu'à 17 degrés dans le Sud. Les températures maximales seront voisines de 16 à 19 degrés près de la Manche et 20 à 23 degrés sur le reste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 27 SEPTEMBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-9-1992 à 18 heures TUC et le 25-9-1992 à 6 heures TUC — le 25-9-92

FRANCE			
AJACCIO	25	12	D
BIARRITZ	23	14	D
BORDEAUX	22	13	D
BOURGES	17	10	D
BREST	15	10	P
CAEN	20	12	C
CHERBOURG	15	11	P
CLERMONT-FER.	19	9	D
DIJON	19	8	B
GRENOBLE	23	10	D
LILLE	15	14	N
LIMOGES	16	10	D
LYON	19	8	B
MARSEILLE	24	14	D
NANCY	19	8	B
NANTES	20	13	N
NICE	23	15	D
PARIS-MONTS.	15	13	N
PAU	23	11	D
PERPIGNAN	24	11	D
RENNES	19	14	C
ST-ETIENNE	19	8	B
STRASBOURG	20	8	D
TOULOUSE	22	12	D
TOURS	17	12	N
POINTE-A-PITRE	32	23	D

ÉTRANGER			
ALGER	28	20	D
AMSTERDAM	17	13	C
ATHÈNES	25	18	C
BANGKOK	34	24	C
BARCELONE	24	14	D
BELGRADE	25	12	D
BERLIN	17	11	C
BRUXELLES	17	12	N
LE CAIRE	31	20	D
COPENHAGUE	20	11	P
DAKAR	32	26	D
DELHI	35	23	D
DJERBA	–	–	–
GENÈVE	19	9	B
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	19	12	N
JÉRUSALEM	25	16	N
LISBONNE	27	14	N
LONDRES	19	11	P
LOS ANGELES	27	18	D
LUXEMBOURG	17	10	D
MADRID	26	11	N
MARRAKECH	31	16	N
MEXICO	20	12	N
MILAN	22	12	B
MONTRÉAL	10	0	D
MOSCOU	11	6	P
NAIROBI	26	14	C
NEW-YORK	14	8	C
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	27	14	D
PÉKIN	25	17	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	26	16	D
SEVILLE	32	16	D
SINGAPOUR	32	25	C
STOCKHOLM	17	10	C
SYDNEY	21	16	D
TOKYO	27	22	N
TUNIS	30	19	D
VARSOVIE	19	5	D
VENISE	19	15	N
VIENNE	23	13	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'amour est aveugle : , 22 h. Rel. dim., lun. 1 pour la route ; Scènes d'amour : mer., mar. (en anglais), jeu., ven., sam. (en français) 20 h 30.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Equivoque : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45 ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARCANE (43-38-19-70). Eté 86 chez les Pujols : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. jeu., dim. soir.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : ven., sam., mar. 21 h ; sam. 18 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Moulin rouge et noir : 20 h 30 ; sam., dim. 17 h. Rel. dim. soir, mar.

ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

BASTILLE (43-57-42-14). Weimarland : 21 h ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Les Aventures de Paco Goliard : mar., mer., jeu. 19 h 30.

BATEAU-THÉATRE NAUTILUS (40-51-84-53). Le Misanthrope et l'Auvergnat : ven., sam., mar., mer. (dernière) 20 h 30 ; dim. 18 h.

BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). Cet étrange animal : ven., sam. (dernière) 20 h 30. Les Champêtres de joie : dim. 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La Jalousie : ven., mar. 20 h 45 ; sam. 18 h, 21 h ; dim. 15 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Brûlez tout! : 21 h ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le Graphique de Boscop : 20 h. Rel. dim., lun. Qui vous savez : 22 h. Rel. dim., lun.

CARTOUCHERIE-ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Dalva : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle II. Les Petits Marteaux : 21 h ; dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle? : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. lun., dim. soir.

CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (43-38-15-64). Mais ou est donc passé cet Oleg Aldanov? : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Grande salle. Nouvelles improvisations de Pierre Guyotat : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

CHATELET-THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Eugène Onéguine : lun., jeu. 19 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Meurtres au music-hall : 21 h. Rel. mer., dim.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Rousseau : 21 h ; sam. 19 h, 21 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Pétaouchnok : 21 h. Rel. dim., lun.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Bal masqué : ven., dim., mer. 20 h 30. Caligula : jeu. 20 h 30 ; sam., dim. 14 h. Iphigénie : sam., lun., mer. 20 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Livre d'heures : sam. 16 h 30 ; lun., mer. (dernière) 18 h 30 ; mar. 20 h 45. Le Roi Lear : ven., sam. 18 h 15 ; dim. (dernière) 17 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. 21 h ; dim. 15 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Les Fous d'humour : ven., sam., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h.

DUNOIS (45-84-72-00). Le Cortazar Tango Club : dim. 20 h 30. La Princesse du silence : lun., mar., mer., jeu. 20 h 30.

FONDATION DEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (47-00-67-37). Piment cannibale II : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAURANT (42-23-88-83). Le Bösendorfer : 20 h 30. Rel. dim., lun. Hortense a dit Je m'en fous : dim., lun. 15 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Confidences pour clarinette : 20 h 45 ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

GRAND EDGAR (43-20-90-09). Eric Thomas : ven., sam., lun., mar. (dernière) 21 h.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Les Femmes au tombeau : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 19 h. Les Larmes du crimes : 20 h 30. Rel. dim. Violaine, morte de rire : 22 h 15. Rel. dim.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). Solo : 20 h 30 ; sam. 17 h. Rel. dim., lun.

HÉBERTOT (43-87-23-23). L'Ecole des femmes : lun., mar., mer., jeu. 21 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. La Leçon : 20 h 30. Rel. dim. Lautrec sur la Butte : 21 h 30. Rel. dim.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Feu la mère de madame : ven., sam., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 20 h. Le Rire de Tchékhov : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Il y a des matins difficiles : 18 h 15. Rel. dim. Adieu monsieur Tchékhov : 20 h. Rel. dim. Le Bestiaire : ven., lun., mar., mer., jeu. (dernière) 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Long Voyage vers la nuit : 20 h 30 ; sam. 16 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MARAIS (42-78-03-53). L'Ecole des femmes : 21 h. Rel. dim.

MARIE STUART (45-08-17-80). Van Gogh : Vincent : 19 h 15. Rel. dim., lun. Savage Love : 21 h 15.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Palmes de M. Schutz : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

MÉTAMORPHOSIS (42-61-33-70). Marchand de rêves : ven., sam. 21 h ; dim. 15 h.

MICHEL (42-65-35-02). Les Aviateurs : 21 h. Rel. dim., lun.

MICHODIÈRE (47-42-95-22). La Puce à l'oreille : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Marcel et la Belle Excentrique : ven., mar. 21 h ; sam. 18 h 30, 21 h 15 ; dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Les Enfants du silence : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 20 h 30 ; sam. 18 h, 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

ŒUVRE (48-74-42-52). Les Dimanches de M. Riley : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 45 ; dim. 15 h.

OLYMPIA (47-42-25-49). Buffo : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

OPÉRA PARIS BASTILLE (44-73-13-00). Les Noces de Figaro : sam., mer. 19 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez! : 20 h 30. Rel. dim., lun.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans rancune : ven., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; sam. 17 h 30, 21 h.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Les Emigrés : lun., mar., mer., jeu. 21 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Ministrel : jeu., ven., sam., lun., mar. 21 h ; sam. 17 h ; dim. 15 h 30.

PRÉ-CATALAN, JARDIN SHAKESPEARE (43-71-14-26). On ne badine pas avec l'amour : sam., dim. (dernière) 15 h. Le Théâtre de Clara Gazul : ven., sam., dim. (dernière) 17 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). Jeux de masques : 18 h 30. Rel. dim., lun. Exercices de style : 20 h 30. Rel. dim., lun. La Troisième Ligne : 22 h ; dim. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Une aspirine pour deux : 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). James Bean : 20 h 30. Rel. dim., lun.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Charité bien ordonnée : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉATRE CLAVEL (43-71-93-73). Les Deux Orphelines : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Imitator, le pire contre-attaque : 20 h 30. Rel. dim., lun. Célibataire : 22 h. Rel. dim., lun. Tout est show-baise : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Sganarelle ou le Cocu imaginaire, le Mariage forcé : mer., ven., sam., mar. 20 h 30 ; jeu. 19 h ; dim. 15 h.

THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Arène. Une histoire de l'œil : 22 h. Rel. dim. Belle de Mai. Le Fou et la Nonne : ven., sam. 20 h 30 ; dim. (dernière) 17 h.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). La Compagnie des hommes : mar., mer., jeu. 20 h 30.

THÉATRE DE MÉNILMONTANT (45-41-42-39). Gala : 21 h. Rel. dim., lun.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Le Bel Indifférent : ven., sam., lun., mer. (dernière) 19 h.

THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Dracula Show : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Chantal Ladesou : 20 h 30. Rel. dim., lun.

THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Gérard David : ven., sam. (dernière) 20 h 30. La Peur des couples : ven., sam. (dernière) 22 h. Tropique du Cancer : mar., mer., jeu. 22 h.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-25-70-32). La Candida Erendira (en espagnol) : ven., sam. (dernière) 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). L'Enfant bâtard : ven., sam., dim., mar., mer., jeu. 18 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Oh, les beaux jours! : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-96). La Valse des toréadors : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

TREMPLIN-THÉATRE DES TROIS-FRÈRES (42-54-91-00). Paroles de femmes : ven., sam. (dernière) 20 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Batailles : 21 h. Rel. dim.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thé à la menthe ou t'es citron : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 45 ; sam. 17 h 30 ; dim. 15 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Lili : 20 h 45. Rel. lun.

RÉGION PARISIENNE

BEYNES (LA BARBACANE) (34-89-55-99). Smaïn : ven. 21 h.

BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). Légendes de la forêt viennoise : mar., mer., jeu. 20 h 30.

CERGY-PONTOISE (THÉATRE DES ARTS) (30-30-33-33). Le Décapité récalcitrant : ven., sam. 20 h 30 ; sam. 18 h.

CHEVILLY-LARUE (CENTRE CULTUREL ANDRÉ-MALRAUX) (46-86-54-48). L'Evasion : sam. 20 h 30.

CLICHY (PETIT THÉATRE) (40-87-12-72). L'Onclomar : mer., jeu., ven., sam. 20 h 45.

COLOMBES (SALLE DES FÊTES ET DE SPECTACLES) (47-81-69-02). Smaïn : sam. 20 h 30.

COURBEVOIE (ESPACE CARPEAUX) (47-88-51-50). Je veux bien qu'on rie mais pas qu'on se moque : ven. 20 h 45.

EVRY (AGORA) (64-97-22-99). Mediterrania : ven., sam. 20 h 30.

FONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JACQUES-BREL) (48-75-44-88). Couac! le Grand Orchestre du Splendid : sam. 20 h 30.

GENNEVILLIERS (THÉATRE) (47-93-26-30). La Cerisaie : mer., ven., sam., mar. 20 h 30 ; dim. 17 h.

LE KREMLIN-BICÊTRE (ECAM 2) (49-60-69-42). La Princesse d'Elide : ven., sam. 21 h.

NANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) (46-14-70-00). Grande salle. L'Eglise : mar., mer., jeu. 20 h 30.

ROSNY-SOUS-BOIS (ESPACE GEORGES-SIMENON) (49-35-38-88). Atout coeur : sam. 20 h 45.

SAINT-CLOUD (CHAPITEAU PARC DE SAINT-CLOUD) (46-02-70-40). Monsieur Klebs et Rosalie : lun., mar. 20 h 45. Tartuffe : ven., sam. 20 h 45.

SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHILIPE) (42-43-00-59). La Ralentie ; Chaînes : ven., sam., mar., mer., jeu. 20 h 45 ; dim. 17 h.

VILLE-D'AVRAY (LE COLOMBIER) (47-50-37-50). La Double Inconstance ; le Cantique des cantiques : ven. 20 h 45 ; dim. 17 h.

VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SORANO) (48-08-60-83). Dans le miroir : dim. 18 h ; lun., mar. 21 h. La Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France : ven. 18 h.

SPECTACLES NOUVEAUX

L'EPOUSE PRUDENTE. Comédie italienne (43-21-22-22) (dim. soir, lun.), 21h ; dim. 15 h 30 (23).

LAUTREC SUR LA BUTTE. Huchette (43-26-38-99) (dim.), 21h30 (23).

QUI VOUS SAVEZ. Café de la gare (42-78-52-51) (dim., lun.), 22h (23).

MINISTREL. Potinière (42-61-44-16), jeu., ven., sam., lun., mar. 21 h, sam. 17 h et dim. 15 h 30 (24).

THÉ A LA MENTHE OU T'ES CITRON. Variétés (42-33-09-92) (dim. soir, lun.), 20h45 ; sam. 17 h 30 et dim. 15 h (24).

LE CANARD A L'ORANGE. Daunou (42-61-69-14) (mer., dim. soir), 21h ; dim. 15 h 30 (25).

LES DIMANCHES DE M. RILEY. Œuvre (48-74-42-52) (dim. soir, lun.), 20h45 ; dim. 15 h (25).

L'ENFANT BATARD. Théâtre national de l'Odéon (petite salle) (43-25-70-32) (lun.), 18h30 (25).

LA RALENTIE ; CHAINES. Saint-Denis (Théâtre Gérard-Philipe) (42-43-00-59) (dim. soir, lun.), 20h45 ; dim. 17 h (25).

L'ECOLE DES FEMMES. Hébertot (43-87-23-23) (dim. soir, lun.), 21h ; dim. 15 h (28).

LES EMIGRÉS. Poche-Montparnasse (45-48-92-97) (dim. soir, lun.), 21h ; dim. 15 h (28).

LES AVENTURES DE PACO GOLIARD. Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.), 19h30 ; dim. 15 h 30 (29).

LA COMPAGNIE DES HOMMES. Théâtre de la Ville (42-74-22-77) (dim., lun.), 20h30 (29).

L'EGLISE. Nanterre (Théâtre des Amandiers) (46-14-70-00) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 16 h (29).

LÉGENDES DE LA FORÊT VIENNOISE. Bobigny (Maison de la culture) (48-31-11-45) (dim. soir, lun.), 20h30 ; dim. 15 h 30 (29).

TROPIQUE DU CANCER. Théâtre Maubel-Michel Galabru (42-23-15-85) (dim. soir, lun.), 22h ; dim. 17 h (29).

Nous publions le *vendredi* (daté *samedi*) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

VENDREDI

Une histoire du film policier français : Enigme aux Folies Bergère (1958), de Jean Mitry, 18 h 30 ; Accusée levez-vous (1930), de Maurice Tourneur, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

VENDREDI

Rétrospective Mario Camerini : Quand les anges ne volent pas (1957, v.o. s.t.f.), de Mario Camerini, 18 h 30 ; Molti sogni per le strade (1948, v.o. s.t.f.), de Mario Camerini, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

VENDREDI

Le Cinéma polonais : les Tribulations de Balthasar Kober (1988, v.o. s.t.f.), de Wojciech J. Has, 14 h 30 ; Mère Jeanne des Anges (1961, v.o. s.t.f.), de Jerzy Kawalerowicz, 17 h 30 ; le Décalogue 6, tu ne seras pas luxurieux (1987, v.o. s.t.f.), de Krzysztof Kieslowski, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-gAlerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-76-62-00)

VENDREDI

Portraits de Paris : la Commune de Paris : Commune de Paris (1951) de R. Menegoz, la Nouvelle Babylone (1929) de Grigori Kozintsev et Leonide Trauberg, 14 h 30 ; le Front populaire : Grèves d'occupation (1936), la Belle Equipe (1936) de Julien Duvivier, 16 h 30 ; l'Occupation : le Silence de Paris (1957) de Jean-Claude Bringuier, l'Armée des ombres (1969) de Jean-Pierre Melville, 18 h 30 ; Guerre d'Algérie : la Quille (1963) de Jean Herman, le Complot (1973) de René Gainville, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77, 36-65-70-43) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ANTIGONE (Fr.-All.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CHÊNE (Rou., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LE COUP DE FOUDRE (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'EUNUQUE IMPÉRIAL (Chin., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

IMPITOYABLE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Grand Ecran Grenelle (ex-Kinopanorama), 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16, 36-65-70-61) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93, 36-65-70-23) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93, 36-65-70-23) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

J F PARTAGERAIT APPARTEMENT (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08, 36-65-75-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16, 36-65-70-61) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93, 36-65-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L 627 (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-72) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-88) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40, 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95, 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94).

LUNA PARK (russe, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40, 36-65-70-44) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

TOMORROW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

UN CŒUR EN HIVER (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08, 36-65-75-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95, 36-65-70-45) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16, 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LES GRANDES REPRISES

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

BLOOD SIMPLE (*) (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

BOF... (Fr.) : Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9e (47-70-81-47).

GILDA (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43).

HUSBANDS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A , v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 36-65-70-64).

MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PETER PAN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PLEINS FEUX SUR L'ASSASSIN (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

THE HARDER THEY COME (jamaïcain, v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

THEMROC (Fr.) : Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9e (47-70-81-47).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h.

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 17 h 15.

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h 15.

BOB MARLEY : TIME WILL TELL (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h 30.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

CONTE D'HIVER (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 19 h.

LES CRIMINELS (Brit., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15.

DAVID COPPERFIELD (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 36-65-70-64) 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

LE DÉCAMÉRON (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 20 h.

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 17 h 10.

DIVA (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 16 h 45.

LES GORILLES DE MONTAGNE) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 21 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.-It.-All.) · Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 10.

LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 22 h.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 18 h.

LA NUIT DÉCHIRÉE (**) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h.

LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE (Fr.-Gr.-Suis.-It., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 22 h.

LA PLANÈTE BLEUE (Can.) : La Géode, 19e (40-05-80-00) 20 h.

SANGO MALO (camerounais, v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 16 h 40.

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 16 h 45.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 18 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30, 0 h 10.

UNIVERSAL SOLDIER (*) (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) 19 h, 21 h.

LES VALSEUSES (*) (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h 15.

WOODSTOCK (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 22 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 26 SEPTEMBRE

« Le parc des Buttes-Chaumont », 10 heures, Maison de La Villette, angle de l'avenue Corentin-Cariou et du quai de la Charente (Maison de La Villette).

« Les passages couverts et galeries marchandes du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps (Premier parcours) », 10 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autrefois).

« La Cour des comptes et ses fastes », 10 h 30, 13, rue Cambon (S. Rojon-Kern).

« Exposition Van Cleef et Arpels, au Musée Galliera », 10 h 45, entrée du Musée, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (Paris et son histoire).

« Le quartier chinois de Paris et ses lieux de culte », 11 heures, métro Porte-de-Choisy (M.-C. Lasnier).

« Le Consulat et le premier Empire, arts et meubles. Claude Monnet, ses amis et leurs vingt années de lutte et de misère », 14 h 30, Musée Marmottan, vestiaire (M. Brumfeld).

« Le vieux Versailles », 14 h 30, 1, rue de l'Indépendance-Américaine (Office de tourisme de Versailles).

« L'île Saint-Louis et ses jardins mystérieux, de l'hôtel Lauzun à l'hôtel Chenizot », 14 h 30, métro Pont-Marie (C. Merle).

« Au Palais-Royal : trois siècles d'histoire et d'histoires », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Les plus beaux hôtels du Marais aristocratique », 14 h 30, sortie métro Chemin-Vert (Arts et cætera).

« Le parc André-Malraux, des couleurs et des odeurs », 14 h 45, RER ligne A, sortie gare Nanterre-Préfecture, devant le relais H (Regards).

« Le marché aux Puces à Saint-Ouen, les nouvelles installations. Conférence déposée », 15 heures, métro Porte-de-Clignancourt, au fanion (Paris autrefois).

« Les salons de l'ambassade de Pologne en l'hôtel de Monaco », 15 heures, 57, rue Saint-Dominique (Tourisme culturel).

« L'étrange quartier de Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« L'ancien monastère, maison d'éducation de la Légion d'honneur », 16 heures, 2, rue de la Légion-d'Honneur, à Saint-Denis (Office de tourisme).

DIMANCHE 27 SEPTEMBRE

« L'hôtel de la marquise de la Païva », 9 h 30, 25, avenue des Champs-Elysées (Paris et son histoire).

« L'Hôtel-Dieu, l'ancêtre des hôpitaux parisiens, et la médecine autrefois », 10 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).

« Visite de la Comédie-Française » (limité à trente personnes), 10 h 15, porte de l'administration, place Colette (Monuments historiques).

« Le parc de Bagatelle et les sculptures de Henry Moore », 10 h 45, entrée du parc (Regards).

« Les vitraux de la Sainte-Chapelle », 11 heures, métro Cité (E. Romann).

« Les Puces à Saint-Ouen, le plus important marché mondial de brocante et d'antiquités. Conférence déposée », 14 h 30, métro Porte-de-Clignancourt, au fanion (Paris autrefois).

« La basilique de Saint-Denis. Architecture et tombeaux royaux », 14 h 30, entrée de la basilique (Office de tourisme).

« Jardins et ruelles du vieux Belleville, de la résidence des saints-simoniens au petit cimetière », 14 h 30, métro Pyrénées, devant Twenty (C. Merle).

« Le bicentenaire de la Révolution française au Père-Lachaise », 14 h 45, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« L'ancienne cour des Miracles et la rue Montorgueil », 15 heures, sortie métro Sentier (Résurrection du passé).

« Mathématiques sacrées à Notre-Dame de Paris », 15 heures, sortie métro Cité (I. Hauller).

« De Louise de France à Louise Michel : l'ancien carmel et la chapelle de Saint-Denis », 16 heures, musée, 22 *bis*, rue Gabriel-Péri à Saint-Denis (Office de tourisme).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 27 SEPTEMBRE

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Les personnages curieux de la Belle Epoque, 1872-1913 », par C. Demilly ; « La voyante de la rue de Paradis, Henriette Couedon, et ses prophéties », par Natya (Conférences Natya).

ÉCONOMIE

BILLET

Les administrations centrales au pied du mur

Les administrations centrales auront eu beau opposer leur force d'inertie traditionnelle, elles se retrouvent aujourd'hui au pied du mur. M. Pierre Bérégovoy a, en effet, adressé – le 18 septembre – à tous les ministres et secrétaires d'Etat une circulaire précisant les *modalités concrètes des plans* de réorganisation de leurs services qu'ils sont censés *préparer* d'ici au 31 octobre (*le Monde* du 3 juillet).

Pour la première fois depuis les lois de décentralisation, les ministres vont devoir se livrer à l'opération délicate consistant à répartir les missions de l'Etat entre les services extérieurs et l'administration centrale. Etant entendu qu'en vertu de la nouvelle charte de la déconcentration, les *fonctionnaires des ministères ne* doivent remplir que les seules missions de conception, *d'impulsion et d'évaluation des* politiques. L'échelon départemental ou régional est, *pour sa part, responsable de* leur application.

Certes, l'idée de cette réorganisation n'est pas neuve : *M. Michel Rocard* premier ministre l'avait déjà suggérée en avril 1991, lors d'un séminaire *intergouvernemental consacré au «renouveau du service public».* Mais, cette fois-ci, les ministres *ne pourront plus reculer, car la* circulaire signée par M. Bérégovoy prévoit une *méthodologie des plus strictes.*

Chaque ministère devra d'abord présenter l'ensemble des attributions exercées par ses directions centrales en précisant les moyens humains et financiers qui y sont affectés. Si *le maintien d'une mission en* administration centrale est demandé, *«il conviendra de préciser le fondement sur lequel s'appuie cette proposition».* Et *«pour chaque attribution dont la déconcentration est proposée devront être précisés le calendrier (...), les transferts de moyens».* Au passage, les ministres sont invités à supprimer les organismes *«inutiles ou redondants».*

Les copies seront ensuite adressées pour examen aux ministres de la fonction *publique, de l'intérieur et du* budget. Pour M. Michel Delebarre, ministre d'État chargé de la *fonction publique*, l'examen de ces plans de rationalisation s'inscrit dans la continuité. N'était-il pas déjà, en qualité de ministre de l'équipement et de *l'aménagement du territoire* du précédent gouvernement, le grand ordonnateur de la *politique de «délocalisation»* d'organismes publics?

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Tandis que la spéculation contre le franc reflue

Le chancelier Kohl affirme que le SME ne sera pas abandonné

Le franc retrouvait une certaine vigueur vendredi 25 septembre, après une nouvelle série d'interventions de la Banque de Fance et de la Bundesbank, la veille, sur les *marchés des changes. L'annonce par la Suisse de la* diminution de son taux d'escompte, ramené de 6,5 % à 6 %, contribuait aussi à apaiser les opérateurs des marchés financiers, qui espèrent toujours un assouplisse*ment du crédit en Allemagne.*

***En France, le taux au jour le jour s'établissait toujours* à près de 20 % vendredi matin. Dopé par la crise des changes en Europe, le yen a clôturé jeudi à son plus haut niveau historique contre le dollar (120,25 yens pour un *dollar), avant de refluer légèrement vendredi.* Le raffermissement du franc sur les marchés des changes, amorcé mercredi 23 septembre avec l'annonce de l'appui inconditionnel de la Banque fédérale d'Allemagne et l'élévation des taux d'intérêt sur la place de Paris, porté à plus de 20 % au le jour le jour et à 35 %-40 % sur la semaine, s'est poursuivi jeudi 24 et vendredi 25, dans une atmosphère beaucoup plus calme. Le cours du deutschemark est retombé de 3,42 francs à moins de 3,40 francs, revenant même à 3,38 francs vendredi matin. *Intervenant devant le Parlement allemand, vendredi* 25 septembre, le chancelier Helmut Kohl a déclaré que la parité entre le franc et le mark ne serait pas modifiée et que les récentes turbulences sur les marchés des *changes ne signifiaient pas que* le SME (*système monétaire européen*) doit être abandonné.**

La Bundesbank a fait connaître *publiquement*, à plusieurs reprises, qu'elle achetait du franc au-dessus de son cours plancher. Les quantités achetées ont sans *doute été assez réduites. L'effet d'annonce* étant suffisant face à la détermination des deux banques centrales et au niveau très élevé des taux d'intérêt à Paris, la *spéculation se décourage. Les ventes de francs au comp*tant ont encore été enregistrées, provenant, dit-on, d'investisseurs étrangers achevant de se dégager. Désormais, les marchés ont les yeux fixés sur le 2 octobre, *date à laquelle se réunira le conseil d'administration de* la Bundesbank, dont le monde entier attend une baisse des taux directeurs, sans aucune certitude toutefois. Le *suspense continue.*

FRANÇOIS RENARD

L'Allemagne sous les reproches

Suite de la première page

On s'explique mal les réactions outre-Rhin et on ne comprend pas les attitudes de la Bundesbank si on n'a pas à l'esprit ce que les Allemands nomment leur *«culture de la stabilité» et dont ils sont intimement* imprégnés. Cette «culture» a comme point de départ *leur hantise* de l'inflation et elle conduit à placer la défense de la monnaie dans les mains de la banque centrale protégée des influences laxistes par un statut *qui garantit son indépendance* (1).

Cela n'impose pas d'adorer la «rigueur», comme beaucoup le croient en France, à commencer par nombre de socialistes. Sinon comment croire un instant que la «rigoriste Buba» puisse être si populaire? *Comment expliquer que le «monétarisme allemand»* se conjugue fort bien avec *les salaires les plus élevés* d'Europe? On confond tout en France sous ce mot de «rigueur», tandis que les Allemands veillent jalousement à un partage des genres : la *politique* budgétaire dépend de l'Etat et des Länder, la politique salariale dépend *des partenaires sociaux*, et la politique monétaire d'une banque centrale indépendante. Chacun chez soi, même *si* évidemment chacun tient compte des décisions du voisin.

Ne pas dépasser les limites

Ainsi, indépendante, la Banque fédérale d'Allemagne agit *«dans le but de sauvegarder la monnaie»* (article 3 de ses statuts). Tous les autres objectifs, comme celui de *«soutenir la politique économique du gouvernement»*, sont pour elle secondaires (article 12). Ils ne sont d'ailleurs recevables que dans la mesure où ils ne portent pas préjudice au premier.

Depuis sa création en 1948, la Bundesbank a repoussé les tentatives de pressions des politiciens, tout comme elle s'est bien gardée de marcher sur leurs terres. Ne pas dépasser ses limites : surveiller le mark, rien de plus, rien de moins. La population allemande lui est redevable d'accomplir *cette tâche claire, bien* cadrée et compréhensible par tous *sous ce nom de «culture de la stabilité».*

En 1979, la création du système monétaire européen (SME) a donné à la Bundesbank, comme aux autres *banques centrales, un devoir supplé*mentaire : celui d'intervenir sur les *marchés des changes dès lors que* le cours d'une monnaie européenne s'éloignait trop d'un cours pivot vis-à-vis des autres. Ce pivot est fixé par les gouvernements puisque les taux de change des monnaies sont, même en Allemagne, de leur responsabilité. *Mais ce devoir d'intervention, euro*péen, est second. La Bundesbank se mettrait dans *l'illégalité* si elle inversait les priorités et elle serait, en outre, très mal jugée par les Allemands. Cela signifie que la Bundesbank n'est pas opposée au principe du SME ou d'un *régime de changes* semi-fixes. Mais à la condition expresse de ne pas en subir de préjudice. Or c'est ce qui s'est passé du fait de la conjonction de deux événements.

Le premier est le changement progressif d'objectif du SME. Il était une zone de changes flexibles autour de pivots réajustés dès que nécessaire. Depuis 1987, les gouvernements l'utilisent pour s'accrocher au mark afin de se contraindre à *prendre* des mesures budgétaires et salariales difficiles (c'est la stratégie appelée en France *«désinflation compétitive»).* Du coup, les réajustements des cours pivots sont interdits. Le mark est devenu une «ancre». Il est chargé d'un rôle international que la Buba, qui craint des répercussions, n'a *accepté qu'à contre-cœur.*

Tout s'est bien passé avec la France, mais pas avec les autres pays. L'inflation *italienne* a dépassé de beaucoup celle de l'Allemagne, *c'est-à-dire que la lire s'est peu à peu* réévaluée par rapport au mark. D'où les nombreux touristes italiens en Allemagne et en France et ces Milanais qui viennent acheter leurs chaussures à Munich! La Grande-Bretagne n'est, elle, entrée qu'en 1990 dans le SME, mais à un niveau de la livre lui aussi surévalué. De sorte que le SME a accumulé un *potentiel* d'explosion : les cours ne correspondaient *plus aux valeurs des économies.*

Le second événement est bien évidemment la réunification allemande, qui recentre le pays sur ses propres problèmes, provoque de l'inflation et force la Bundesbank à *monter par six* fois ses taux en deux ans. Inévitablement, *le mark est poussé vers le* haut. Cette escalade est critiquée à l'extérieur puisque tous les partenaires du SME doivent la suivre en dénonçant les taux *«assassins»* qui bloquent leur reprise économique.

Elle est, en revanche, approuvée par la population allemande, même si *quelques économistes pensent* que le ralentissement de l'inflation est en cours et qu'il est devenu possible de détendre un peu le loyer de l'argent.

Le recul du dollar, toujours profitable au mark, et le référendum en France ont allumé la mèche à la fin des vacances. *Début septembre* (sans doute avant), la Bundesbank demandait secrètement aux gouvernements de réaligner les cours du SME, pour éviter la crise. Elle s'est vu opposer un refus. D'abord parce que cela eût remis en cause le rôle du SME dans la *stratégie* de *«dévaluation compétitive».* Ensuite et surtout parce que le moment était *mal* choisi à quelques jours du référendum français. Pour les gouvernements, la seule solution permettant d'arrêter les spéculateurs est de détendre les taux allemands.

Deux poids deux mesures

L'attaque commence sur la lire. La Bundesbank jette 24 milliards de marks dans la bataille au cours de la semaine du 7 septembre. Elle est seule avec la Banque d'Italie. Le SME est ainsi fait que la monnaie «d'en haut» défend celle «d'en bas», *tandis que les autres banques* centrales regardent faire. Tous les *marks dépensés* reviennent sur le marché allemand. L'afflux de capitaux y fait baisser les taux d'intérêt à court terme (devenus négatifs à certains moments!) alors que la Bundesbank essaie au contraire de les maintenir haut. En clair, la défense des *autres monnaies porte préjudice* à celle du mark, estime-t-elle.

Pendant le week-end des 12 et 13 septembre, la Buba obtient que la lire soit dévaluée, mais elle doit faire *un geste et annoncer, le lundi, une* baisse de ses taux. Ce donnant donnant s'explique par une situation devenue intenable. Mais le message ne passe pas : l'opération est interprétée comme une mise de genou à terre devant les pressions politiques. Le directoire reçoit une *volée* de bois vert dans la presse allemande (*le Monde du 16 septembre). De leur* côté, les spéculateurs pensent qu'ils ont fait trembler le temple et ils redoublent d'efforts.

M. Helmut Schlesinger, le président de la Bundesbank, estime, *dans* des propos maladroits et démentis, que le *réalignement n'était pas suffi*sant. Gaffe ou volonté délibérée? On ne *le* saura pas. *Mais* par la suite, la banque de Francfort intervient avec moins de conviction : l'Italie et la Grande-Bretagne doivent se mettre en congé du SME. A l'inverse, elle court défendre le franc dont le cours reflète bien, à ses yeux, le bon état de l'économie française.

Pourquoi deux poids deux mesures? Parce que les monnaies ne peuvent se rapprocher que si les économies le sont assez. Sinon, il faut les réajuster régulièrement en fonction des «différentiels» d'inflation. Le SME ne peut pas retarder longtemps, *encore moins interdire*, les réaménagements indispensables. On ne peut exiger de la Bundesbank qu'elle défende l'indéfendable sans lui demander de déroger à sa tâche prioritaire vis-à-vis du mark. Pour la même raison, on ne peut réclamer une baisse de ses *taux d'intérêt* pour des raisons internationales. Les taux *baisseront lorsque les conditions* internes le permettront.

Certains économistes pensent que cela *pourrait venir assez vite :* la hausse des prix en septembre ne *serait que de 0,1 %, et les dévalua*tions en Europe vont abaisser les prix des produits importés. Deux facteurs positifs. Mais le piège est qu'aujourd'hui toute baisse serait interprétée à nouveau comme une soumission aux pressions extérieures. *La Bundesbank ne peut pas* se le permettre. Elle s'est fait coincer dans un SME où ses responsabilités externes sont entrées en conflit avec ses responsabilités internes. Loin d'avoir été *«égoïste et arrogante»,* elle a choisi conformément à ses statuts, du moins *tels qu'elle les inter*prète. Il est vain d'espérer qu'elle *change. Tous les Allemands s'y oppo*seraient.

De là une question : le SME *peut-il tenir pendant les cinq ou sept* longues années qui nous séparent de la monnaie unique en *1997* ou *1999? Bonn et Francfort le pensent.* Pourtant, il est logique de penser que l'Espagne et le Portugal seront exclus demain, comme la Grande-Bretagne et l'Italie aujourd'hui. L'Europe monétaire va-t-elle se réduire à cinq? *Le schéma correspond bien avec la* «culture de stabilité» allemande. Il a *la faveur* de nombreux journaux, qui critiquent le côté inflationniste de Maastricht, union des bons élèves (l'Allemagne, la France) avec de moins bons. M. Karl-Otto Pöhl, le *précédent patron de la Buba, propose* carrément l'abandon du SME et du traité de Maastricht au profit d'un passage rapide à la monnaie unique des «cinq» : Allemagne, France et Benelux. Les autres attendront à l'extérieur d'avoir mis leur économie en ordre. Maastricht doit être un club des parfaits.

L'idée en a *été* écartée lors des débats qui ont précédé la rencontre de Maastricht. Mais elle ne manque pas d'atouts. Faut-il y revenir, même si cela paraît juridiquement difficile? *Bonn comme Paris ont répondu* par la négative jeudi 14 septembre, indiquant qu'il ne saurait y avoir une Europe des riches et une Europe des pauvres.

Reste à réformer le SME pour essayer de rendre compatibles les *intérêts nationaux et internationaux* de la Bundesbank. Cela ne peut passer que par l'acceptation plus grande par l'Allemagne d'une mise en commun de la défense des monnaies. La responsabilité monétaire ne se partage pas, répète-t-on à Francfort. Et pourtant il le faut. Les moyens ne manquent pas (renforcement du FECOM, mise en commun de *réserves de devises...*), *mais tous* impliquent que les Allemands comprennent que la meilleure défense de *leur stabilité monétaire passe* désormais par l'exportation de leur «culture». Cela imposera d'accepter dans le club *quelques* imparfaits.

Dans l'autre sens, les partenaires de l'Allemagne doivent reconnaître, une bonne fois et clairement, qu'ils ont fait le choix à Maastricht d'une banque centrale *indépendante* et de la *priorité* donnée à la lutte contre l'inflation sur la «relance». Les *gouvernements en France et en Grande*-Bretagne restent, à cet égard, extrêmement ambigus. Le débat sur le référendum a montré que les Français étaient à cent lieues de comprendre ce que la *stabilité* monétaire veut dire. A chacun de faire un pas. Mais aujourd'hui on ne peut pas dire que les *opinions publiques*, en Allemagne comme chez les partenaires de ce pays, semblent prêtes à changer de «culture».

ÉRIC LE BOUCHER

(1) Lutte contre l'inflation et défense de la monnaie sont exactement la même chose. La hausse des prix, en effet, fait perdre de la valeur à la monnaie puisqu'on *obtient moins de produits avec la même* somme. Obtenir moins d'inflation *signifie* défendre la monnaie.

□ **Pessimisme accru des chefs d'entreprise.** – Les chefs d'entreprise sont particulièrement pessimistes en ce début d'automne, estime l'INSEE dans sa dernière enquête *mensuelle de conjoncture, publiée* jeudi 24 septembre. Les jugements des industriels sur la situation économique se sont dégradés durant l'été. Les stocks sont jugés trop importants, les carnets de commandes dégarnis.

Après l'Espagne et le Portugal

L'Irlande renforce le contrôle des changes

La *Banque d'Irlande a annoncé,* jeudi 24 septembre, un renforcement du contrôle des changes afin de défendre la livre irlandaise (la punt). Ces mesures touchent tous *les échanges de devises entre rési*dents et non-résidents, qui devront dorénavant obtenir l'agrément de la banque centrale d'Irlande. Les banques commerciales ne pourront *donc plus monter des transactions* à terme en devises pour leurs clients étrangers.

Après le renforcement du contrôle des changes décidé en Espagne (*le Monde* du 25 septembre) et une décision similaire prise jeudi par la banque du Portugal, *l'Irlande utilise à son tour la déro*gation dont elle bénéficie (avec le *Portugal* et *la Grèce*) aux accords sur la libre circulation des capitaux dans la CEE. Outre une première phase de libéralisation réalisée le 1er juillet 1990 dans huit pays de la *Communauté, ces accords* prévoyaient la suppression totale des mesures de contrôle des changes pour le marché unique du 1er janvier 1993 et des mesures spéciales *jusqu'en 1995 pour certains pays.*

COMMUNICATION

Rupture de contrat avec le CIC

Débuts difficiles pour le parrainage sur Arte

Les banques du groupe CIC sont *déçues. Le communiqué* annonçant leur décision de parrainer Arte pendant dix semaines était prêt, mercredi 23 septembre, à être diffusé, quand elles ont appris que l'opéra*tion était suspendue. L'assemblée* générale du GIE Arte – pour des raisons mal élucidées – a estimé qu'il n'était pas *«judicieux»* que le nouveau logo du groupe CIC ponctue le début et la *fin* de l'antenne d'Arte ainsi qu'un certain nombre de programmes, et ce dès le 28 septembre, date de l'inauguration du réseau de l'ex-Cinq. *«Mieux vaut attendre que la chaîne soit rodée»*, affirme M. Olivier-René Veillon, directeur de la communication, des affaires commerciales et du *développement* de la SEPT. Le CIC étudie les suites qu'il convient de donner sur le plan judiciaire à cette rupture de contrat.

Prévue pour le 19 octobre

La nouvelle formule de «France-Soir» est critiquée par la rédaction

La parution de la nouvelle formule du quotidien *France-Soir* (groupe Hersant) est prévue pour lundi *19* octobre. *L'*un des «numéros zéro» de cette nouvelle formule – gros titres sur huit colonnes, articles sur «Les secrets de l'éternelle beauté de Catherine Deneuve», sur un fait *divers illustré par une photo du style Détective*, «Échos de Mme Sans-Gêne», etc. – a été dévoilé jeudi 24 septembre par M. Philippe Villin, PDG du journal et vice-PDG du *Figaro*. Il a *déclenché* une vive émotion chez des chefs de service et à la rédaction. *«Cette formule fait de* France-Soir *un mélange de presse à scandale britannique et de* France-dimanche *des années 70»*, dénoncent des journalistes, qui citent une phrase qu'affectionne M. Villin : *«Les gens qui font commerce de leur vie publique doivent accepter qu'on parle de leur vie privée.»*

Réunis en assemblée générale le *24 septembre, 70 rédacteurs, sur* un total de 110, ont voté à l'unanimité une motion dans laquelle *ils* font part de leur *«consternation».* La rédaction critique cette formule *«sans référence quelconque au style d'un journal qui continue de séduire chaque jour 250 000 acheteurs»*; elle *«exige une refonte du projet et s'engage à défendre ce qu'elle considère comme son patrimoine».* La société des journalistes demande l'ouverture de la clause de conscience, *en se* fondant sur le changement d'orientation du journal et souhaite que M. Villin fasse machine arrière. Ce dernier récuse le projet qu'on lui prête de faire de *France-Soir* un journal à scandales, auquel ne correspond pas cette nouvelle formule *«plus organisée, plus structurée»*, qui doit rendre *«le quotidien plus attirant».*

Y.-M. L.

Contre «l'aggravation des conditions de travail»

Les journalistes de France 3 ont déposé un préavis de grève

Trois syndicats de journalistes de France 3, le SNJ, le SNJ-CGT et la CGC, ont déposé un préavis de grève à partir du lundi 28 septembre, jour où Christine Ockrent inaugurera le nouveau journal de la chaîne, le «Soir 3».

Il y a une semaine, les personnels *technique et administratif* (PTA) de la rédaction nationale et les journalistes de Paris-Ile-de-France appelaient à la grève, le 28 septembre, pour protester contre *«l'aggravation des conditions de travail».* Dans un communiqué, les trois syndicats soutiennent les nouveaux projets d'information, *«en particulier la nouvelle formule de «Soir 3»* (celle de Christine Ockrent), mais *«regrettent que les moyens humains et matériels»* ne soient pas à la hauteur des ambitions.

Les journalistes de F3 craignent que la formule du «19-20», qui est actuellement un succès d'audience, ne soit appauvrie par les nouveaux projets.

Ils demandent *«que la direction leur donne les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés, sans affaiblir les éditions existantes».* Les syndicats dénoncent aussi *«la persistance de disparités salariales inacceptables»* entre les deux chaînes publiques.

Transparence publicitaire

Les annonceurs proposent une charte

Le projet de loi dit «Sapin» sur la transparence des activités économiques, dont le rapporteur à l'Assemblée nationale sera M. Yves Durand (PS, Nord), a déjà suscité de multiples réactions dans les milieux de la publicité. Sont en jeu, notamment, la rémunération des agences et centrales d'achat, les liens entre médias et annonceurs. Ces derniers, par la voix de l'Union des annonceurs, ont approuvé les principes de la loi Sapin. Ils viennent de proposer à tous leurs interlocuteurs une *«charte de la transparence»* en dix points. Cette charte prévoit, comme la loi, la publicité des barèmes de vente d'espaces, une facturation exhaustive, des contrats écrits, des mandataires (les intermédiaires) rémunérés normalement par leurs seuls mandants (les annonceurs). Elle ajoute une disposition – les supports pourraient verser des dégressifs par mandataire – qui encouragerait le recours aux intermédiaires.

ÉCONOMIE

Le congrès mondial de Madrid

La consommation d'énergie des pays du tiers-monde devrait exploser au début du XXI[e] siècle

Près de quatre mille spécialistes de l'énergie, venus d'une cinquantaine de pays, sont réunis pour le quinzième congrès du Conseil mondial de l'énergie (CME), du 20 au 25 septembre à Madrid, sur le thème « Energie et vie ». Fruit de trois années de travaux, un rapport (« La perspective énergétique dans un monde de neuf milliards d'habitants ») a nourri l'essentiel des débats des premières journées.

MADRID

de notre envoyé spécial

D'ici à 2020, la population mondiale va augmenter comme elle ne l'a jamais fait dans l'Histoire en aussi peu de temps. Elle passera de 5 milliards trois cents millions d'habitants à plus de huit milliards. En dépit de cette poussée démographique formidable, la planète n'est pourtant pas à la veille de manquer d'énergie. Les réserves de pétrole dépassent quarante années de consommation, celles de gaz près de soixante. Il faudra deux siècles pour épuiser les ressources charbonnières et trois cents ans pour celles de lignite.

Le problème se cache ailleurs, dans la mise à disposition de cette énergie sans laquelle il n'y a pas de développement économique possible. Les cinquante experts réunis autour de M. Ager-Hanssen, l'un des dirigeants de la compagnie pétrolière norvégienne Statoil – pour répondre à la question : « quelle perspective énergétique dans un monde de neuf milliards d'habitants ? » – ont échafaudé trois scénarios à l'horizon 2020.

Dans le « scénario de référence », marqué par une croissance économique modeste, la consommation d'énergie passe de 8,7 milliards de tonnes d'équivalent pétrole (TEP) en 1990, à 13,3 milliards en 2020. En cas de croissance accrue, en particulier dans les pays du tiers-monde, elle grimperait à 17,2 milliards de TEP ; et à 11,2 milliards de TEP dans l'hypothèse d'une croissance privilégiant les préoccupations sur l'environnement.

Pression démographique

Derrière ces chiffres, aucun bouleversement en ce qui concerne la part des différentes énergies dans le cocktail final. *« Il serait très imprudent de prévoir un changement de structure radical »*, avertit le Conseil mondial de l'énergie. Les énergies fossiles (hydrocarbures, charbon) continueront à dominer largement la scène en 2020, elles couvriront de 63 % à 75 % des besoins selon le scénario retenu. La part du nucléaire, elle, devrait augmenter, *« mais à un rythme modéré »* et sous réserve d'avoir résolu le problème de la sûreté des installations et celui des éliminations des déchets. Quant aux énergies nouvelles, il y a peu de chances qu'elles décollent de manière significative au cours des trente prochaines années (*le Monde* du 24 septembre). L'investissement de départ est jugé prohibitif.

LE PLEIN ?

PESSIN

Le changement dans le paysage énergétique mondial du vingt et unième siècle viendra de la demande. Et quel changement ! Dans l'OCDE et les ex-pays socialistes, les besoins énergétiques entre 1990 et 2020, pronostique le CME, augmenteront au mieux de 19 %. C'est peu. A en croire les travaux du conseil, ils pourraient même diminuer de 12 %, pour peu que le scénario d'une croissance « écologique » se réalise. Mais dans les pays du tiers-monde, l'augmentation de la consommation d'énergie s'annonce vertigineuse : 110 % dans le scénario de croissance « écologique », 140 % dans le scénario de référence. Et 240 % en cas de croissance économique soutenue.

La pression démographique explique cette explosion des besoins en énergie. *« La croissance rapide de la population est certainement l'une des menaces les plus graves qui pèsent sur le bien-être économique des pays en voie de développement »*, a lancé à la tribune de la conférence l'ancien ministre d'Etat indien, M[me] Maneka Gandhi. Et rien ne dit que la situation va s'améliorer dans le tiers-monde. Exemple : la Chine.

Une perception différente de l'environnement

Alors qu'elle arrive en troisième position dans le monde, par la production d'énergies, sa consommation par tête d'habitant est près de huit fois inférieure à celle d'un pays riche. *« En l'an 2000*, a expliqué le vice-premier ministre du conseil d'Etat M. Jiahua Zou, *la demande d'énergie primaire atteindra 1,7 milliard de tonnes d'équivalent charbon* (TEC). *Les ressources nationales chinoises, elles, ne devraient pas dépasser 1,4 milliard. »*

Qu'il s'agisse de la Chine ou des autres pays du tiers-monde, comment joindre les deux bouts ? La recette préconisée par le CME a l'allure d'un plaidoyer en faveur des économies de marché. Le modèle socialiste mort et enterré, il combine adroitement investissements massifs et démantèlement des monopoles, vérité des prix et utilisation rationnelle de l'énergie. Mais que vaut ce programme pour les habitants de l'Afrique sud-saharienne pour lesquels l'électricité demeure un luxe, tandis que le bois constitue (et constituera longtemps encore) la principale source d'énergie – d'où tous les problèmes de déforestation, d'érosion des sols, d'appauvrissement de la faune...

Les travaux de la conférence de Madrid l'ont confirmé : l'environnement, la perception de son importance opposent également pays pauvres et pays riches. *« Contrairement à ce qui se passe dans les pays industrialisés, le problème du changement climatique n'est pas perçu comme prioritaire par les pays en voie de développement »*, notent les auteurs des rapports. A vrai dire, nombre d'intervenants à la conférence (pétroliers en tête), ne sont pas loin de penser que, en l'absence de certitudes scientifiques, la croisade lancée en Occident contre les gaz à effet de serre est, à tout le moins, prématurée.

JEAN-PIERRE TUQUOI

INDICATEURS

CEE

● **Taux d'inflation dans la CEE : + 0,2 % en août.** – Le taux d'inflation de l'ensemble des pays de la CEE a augmenté de 0,2 % au mois d'août par rapport au mois de juillet, a annoncé l'institut de statistiques de la CEE, Eurostat. La plupart des pays membres ont enregistré de faibles hausses des prix : 0,1 % au Danemark, en France, en Italie, au Luxembourg, au Royaume-Uni et 0,2 % en Allemagne, tandis que la Belgique a enregistré un recul de 0,2 % de son inflation. En glissement annuel (août 1992 par rapport à août 1991), le taux d'inflation dans la CEE est resté stable à 4,1 %.

ÉTATS-UNIS

● **Produit intérieur brut : + 1,5 % au deuxième trimestre.** – Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a progressé de 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annuel, a annoncé jeudi 24 septembre le département du commerce. Le PIB avait progressé de 2,9 % au premier trimestre, toujours en rythme annuel. La consommation des ménages a été à l'origine du ralentissement de la croissance au deuxième trimestre avec une baisse de 0,1 % des dépenses, après une hausse de 5,1 % au premier trimestre. Les investissements des entreprises ont au contraire enregistré un bond de 24,1 % entre avril et juin.

ASSURANCES

Victime de la crise immobilière

M. Bertrand Balaresque quitte la présidence du Groupement foncier français

La crise de l'immobilier a fait une nouvelle victime : M. Bertrand Balaresque, PDG depuis dix ans du Groupement foncier français (GFF) – promotion, crédit-bail, gestion de biens, – a démissionné jeudi 24 septembre de son poste. Mais les actionnaires du GFF (toutes les assurances de la place) continueront de soutenir le groupe, dont les pertes se sont avérées plus importantes que prévu au premier semestre : plus de 600 millions de francs après un déficit consolidé de 245,7 millions de francs en 1991.

Pour remplacer M. Balaresque, les compagnies d'assurances ont choisi un homme issu de leurs rangs : M. Claude Giraud, qui fut pendant douze ans directeur financier du GAN avant d'en être directeur général adjoint, qui passe pour être un financier hors pair. C'est à lui que reviendra le soin de mettre au point le plan de recapitalisation, sur lequel aucun détail n'a été donné dans l'attente du feu vert des autorités boursières, la Commission des opérations de Bourse et le Conseil des Bourses de valeurs, qui l'étudient actuellement (les cotations sont suspendues depuis le 18 septembre).

De source proche du dossier, on indiquait que les principes du plan élaboré à la fin du mois de juillet (*le Monde* du 25 juillet) n'étaient pas remis en cause : pour recapitaliser l'entreprise et faire passer ses fonds propres de 864 millions de francs à plus de 2 milliards, les actionnaires envisageaient de lui apporter des actifs immobiliers leur appartenant. Cette formule présente l'avantage d'étaler dans le temps le coût de la crise de l'immobilier. Reste à savoir quel sera le profil du tour de table du GFF à la fin de cette opération : retrouvera-t-on comme avant tout le gotha de l'assurance ou un actionnaire de référence émergera-t-il ? Si tel est le cas, il aura à régler un des dossiers immobiliers les plus délicats de la capitale : le GFF est actionnaire à 25 % d'Etoile-Saint-Honoré, un programme immobilier de prestige (4 milliards de francs) portant sur 30 000 mètres carrés de bureaux sur le site de l'ancien siège de Pechiney. Ce programme, lancé pendant les années folles de l'immobilier, n'a à ce jour ni acquéreur ni locataire, alors qu'il arrive sur le marché en avril 1993.

F. V.

هكذا من الإهمال

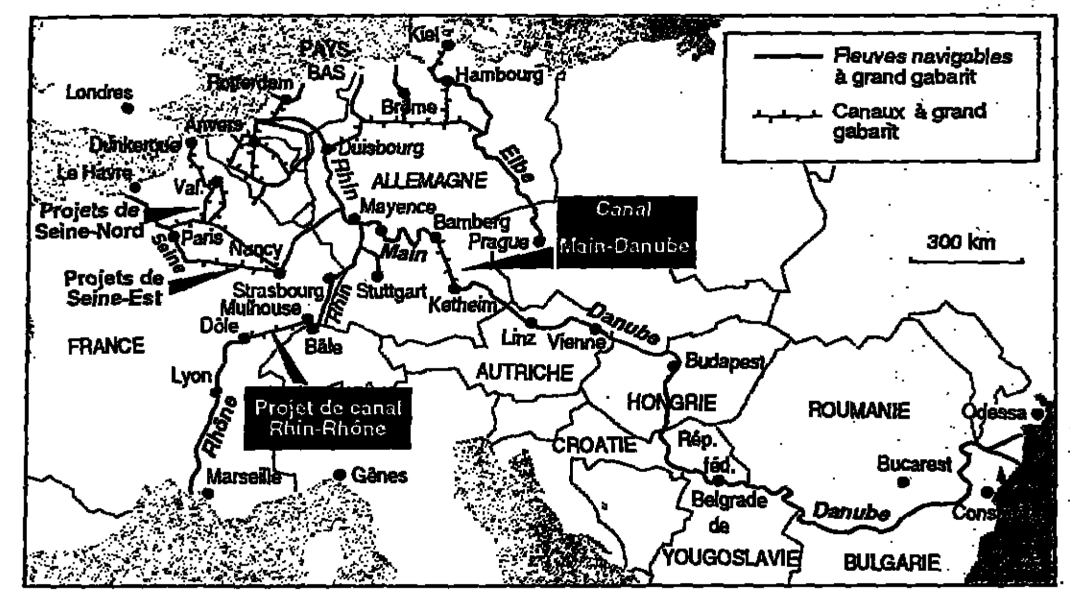
ÉCONOMIE

ÉTRANGER

L'inauguration d'une voie d'eau fluviale de 3 500 kilomètres

Le canal Main-Danube relie la mer du Nord à la mer Noire

Avec l'inauguration du canal Main-Danube, vendredi 25 septembre, l'Allemagne permet l'avènement d'une grande voie d'eau fluviale qui met en relation le port de Rotterdam (Pays-Bas) et celui de Constantza (Roumanie) sur 3 500 kilomètres.



La géographie rejoint l'histoire. Après la disparition du rideau de fer, les pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est se retrouvent par la voie d'eau. Les 171 kilomètres du canal Main-Danube, entre les villes allemandes de Bamberg et de Kelheim, ont permis un rêve millénaire : relier la mer du Nord à la mer Noire. Au total, 3 500 kilomètres de voies fluviales, de Rotterdam (Pays-Bas) à Constantza (Roumanie), irriguent désormais sans discontinuer huit pays. En reliant le Rhin au Danube *via* le Main, l'Allemagne vient à bout d'un projet qui remonte à Charlemagne.

En l'an 793, l'empereur entreprit de relier les deux fleuves par un canal, mais le projet fut abandonné, balayé par les intempéries, relégué pour cause de campagnes militaires plus urgentes. Au début du XIXe siècle, Louis Ier de Bavière relançait l'idée d'une jonction. L'ancêtre du canal Main-Danube, rendu navigable en 1846 entre Bamberg et Kelheim, tomba en désuétude un siècle plus tard, dépassé par le tout-puissant chemin de fer.

« Le projet le plus bête »

Mais déjà un nouveau projet était en marche sous la houlette Rhin-Main-Danube SA, avec la création en 1921 d'une société par actions dont les principaux actionnaires aujourd'hui sont la République fédérale d'Allemagne (64 %) et l'Etat de Bavière (33 %). La société, pour rentabiliser ses travaux, reçut le droit d'aménager et d'exploiter les capacités hydrauliques de la voie d'eau jusqu'en 2050, ce qui lui apporte une source de financement pour rembourser les emprunts sans intérêt consentis par l'Etat fédéral et la Bavière.

L' *« autoroute fluviale »* s'est faite en plusieurs étapes : aménagement du Main puis du Danube jusqu'à la frontière autrichienne et, enfin, réalisation du canal Main-Danube (*55 mètres de large, 4 mètres de profondeur*) entre Kelheim et Bamberg. Cette dernière section, inaugurée le 25 septembre, aura coûté 4,7 milliards de deutschemarks (environ 16 milliards de francs), soit l'équivalent du coût du projet de liaison entre le Rhin et le Rhône. A la différence près que la détermination politique n'a pas failli outre-Rhin, même si les écologistes allemands ont fait de la lutte contre le canal leur cheval de bataille.

En 1981, la coalition SPD-FDP (*sociaux-démocrates et libéraux*) avait décidé de retirer son soutien financier à l'ouvrage. *« C'est le projet le plus bête depuis la construction de la tour de Babel »*, avait déclaré M. Volker Hauff, alors ministre des transports. Mais, un an plus tard, le retour au pouvoir des démocrates-chrétiens remettait le canal en selle. *« Des concessions ont été faites aux écologistes et plus de 10 % du coût total du projet ont été consacrés à l'environnement »*, affirme M. Christoph Schmidt, porte-parole de la société Rhin-Main-Danube. Ce pourcentage a même atteint entre 15 % et 20 % des frais engagés pour canaliser la vallée de l'Althmül, soit 256 millions de francs.

Souveraineté allemande

L'Allemagne, qui a payé au prix fort son canal, a verrouillé son accès. Contrairement à la navigation sur le Rhin, où s'applique la convention de Mannheim avec une égalité de traitement des pays riverains, le canal Main-Danube est une voie d'eau nationale, soumise uniquement à la souveraineté allemande. Des accords bilatéraux sont donc conclus avec les pays intéressés par la navigation. *« L'Allemagne se réserve ainsi les trafics avec les pays de l'Est, avec lesquels* grosso modo *elle se partage le trafic à raison de 50/50 »* au prix de référence allemand, estime M. Gérad Gérold, président de la Compagnie française de navigation rhénane (CFNR). La France, les Pays-Bas ou la Belgique craignent que les pays de l'Est n'entrent en force sur le Rhin, en dépit de la convention de Mannheim, et ne mettent en difficulté leurs armements.

La nouvelle liaison apporterat-elle beaucoup de trafic supplémentaire ? Capable d'accueillir des convois poussés de 3 300 tonnes de marchandises, elle dispose d'une capacité de 18 millions de tonnes. On imagine mal des péniches partir de Rotterdam jusqu'au *« terminus »*, le port roumain de Constantza – trente jours seraient nécessaires à une telle équipée et le Danube pose des problèmes de navigabilité, – mais les échanges avec les pays de l'Est devraient en constituer une part importante, s'ajoutant aux nouvelles possibilités offertes à la Bavière et à l'Autriche.

« Cette liaison va permettre une ouverture vers l'Europe centrale et principalement, dans les cinq années à venir, vers l'Autriche, la Slovaquie et la Hongrie, note le patron de la CFNR. *Plus au sud-est, l'ex-Yougoslavie, en état de choc, ainsi que la Roumanie, la Bulgarie ou l'Ukraine, aux économies en difficulté, ne devraient pas contribuer de manière significative aux importations et aux exportations. »*

Actuellement, le transbordement sur le Main tourne autour de 20 millions de tonnes par an. De l'autre côté, sur le versant danubien, on dépasse les 3 millions de tonnes. Les prévisions de la société Rhin-Main-Danube tablent sur 8 à 10 millions de tonnes supplémentaires entre les cités bavaroises de Bamberg et de Ratisbonne dans les prochaines années. Plus réservé, l'Institut de recherche économique (DIW) de Berlin tablait en 1980 sur 3 millions de tonnes supplémentaires, avant les bouleversements politiques à l'Est.

La voie fluviale devrait pouvoir jouer la concurrence avec d'autres modes de transport déficients comme le rail, ou la route en Slovaquie ou en Hongrie. Les prix annoncés par la société Rhin-Main-Danube sont très compétitifs : 4 pfennigs par tonne/kilomètre pour la voie d'eau contre 12 pfennigs pour le chemin de fer et 25 pfennigs pour la route. La Bundesbahn, la société de chemin de fer ouest-allemand, pourrait être contrainte de baisser ses prix. Dans la compétition, elle a à son actif la rapidité du rail par rapport à la voie d'eau. Le nombre des écluses (52 entre Aschaffenburg et Passau) ralentit considérablement le passage des bateaux. Alors qu'un bateau de marchandises met onze jours pour aller de Rotterdam à Linz (Autriche), un train y parvient en vingt-cinq heures.

MARTINE LARONCHE

SOCIAL

La fin des Entretiens Condorcet

M. Bérégovoy dénonce « la coupure insidieuse » de la société

M. Pierre Bérégovoy a présidé, jeudi 24 septembre, la cérémonie de remise de diplômes d'ingénieurs à trente-quatre anciens techniciens ou techniciens supérieurs, issus de la filière Descomps. Formés en alternance par le CIEFOP pendant dix-huit mois, ils constituent la première promotion d'une formule dont les entreprises, notamment les grandes (Thomson, Alcatel, Bull, EDF) attendent beaucoup. Ce qui n'a pas empêché le premier ministre de rappeler que *« nous sommes, en France, les spécialistes de la formation des élites précoces »*...

Auparavant, M. Bérégovoy avait prononcé le discours de clôture des Entretiens Condorcet de la formation professionnelle en reprenant l'essentiel des thèmes abordés par Mme Martine Aubry, ministre du travail (*le Monde* du 24 septembre). Ce fut le cas pour la remise en cause de *« la gestion de court terme qui fait de l'effectif la principale variable d'ajustement des entreprises »*, le premier ministre déclarant : *« Il n'est pas vrai qu'il soit moins coûteux de licencier que de requalifier. »*

Ce fut également le cas pour les critiques adressées aux organismes de formation et aux entreprises qui ne se soucieraient pas assez de la qualité : *« Les organismes doivent être irréprochables »*, et ils doivent *« chasser les marchands du temple »*. Et *« les entreprises doivent avoir à l'égard de la formation les réflexes concurrentiels qu'elles ont avec n'importe quel prestataire de services »*.

Le premier ministre a fait aussi une discrète allusion au référendum en parlant d'une *« coupure insidieuse »*. *« On ne peut pas (...) construire une société où cohabiteraient d'une part les patriciens, disposant du savoir et de l'emploi, d'autre part des citoyens de second rang, exclus de la connaissance et du travail »*, a-t-il expliqué.

A. Le.



COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 1992

Le Conseil d'Administration de LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ, réuni sous la présidence de M. Jérôme Monod le 23 septembre 1992 a examiné les comptes consolidés au 30 juin 1992.

Pour le Groupe, le premier semestre de l'exercice 1992 se caractérise par une augmentation de 14,1 % du chiffre d'affaires, qui s'élève à 44.769 MF (contre 39.226 MF au premier semestre 1991).

VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (en MF)

	1er semestre 1991	1er semestre 1992	Variation (en %)
Eau, services et holding	12.509	15.835	+26,6 %
Aménagement et construction	15.938	19.538	+22,6 %
Distribution	5.682	4.765	-16,1 %
Affaires industrielles, immobilières et financières	5.097	4,631	- 9,1 %
TOTAL	39.226	44.769	+14,1 %

Hors variations de périmètre et effets de change, la hausse ressort à 4,5 %.

Les deux principales branches du Groupe que sont l'eau et les services liés à l'environnement d'une part, et la construction d'autre part, ont connu une progression significative.

Le secteur de la distribution de matériels professionnels a fait face à une conjoncture médiocre au Canada et à la baisse du dollar. Dans le secteur des affaires industrielles, immobilières et financières, la baisse du chiffre d'affaires est essentiellement imputable aux activités immobilières.

L'analyse du compte de résultat fait apparaître :

- une augmentation sensible du résultat d'exploitation (+36,8 %) qui s'explique par une bonne activité et une maîtrise satisfaisante des charges,
- le poids accru des charges financières lié à des effets de périmètre, et à des effets négatifs de change,
- un résultat courant en hausse de près de 20 %,
- un résultat des opérations exceptionnelles en baisse de 12 % compte tenu de moindres désinvestissements au premier semestre 1992 par rapport à la période équivalente de 1991.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en MF)

	1er semestre 1991	1er semestre 1992	Variation en %
Chiffre d'affaires	39.226	44.769	+14,1 %
Résultat d'exploitation	837	1.144	+36,8 %
Résultat financier	−290	- 500	+72,6 %
Résultat courant	569	682	+20 %
Résultat exceptionnel	714	629	−12 %
Impôt sur les sociétés	−519	−381	NS
Sociétés mises en équivalence	75	130	NS
Résultat net :			
- avant amortissement des survaleurs	785	985	+25,4 %
- après amortissement des survaleurs	659	807	+22,4 %
Résultat net (part du Groupe)	697	711	+ 2 %

Le résultat net semestriel enregistre une hausse de 22,4 % (807 MF contre 659 MF au premier semestre 1991) et une progression de 2 % pour la part revenant au Groupe.

Cette évolution relative plus faible s'explique essentiellement par le poids du secteur immobilier de DUMEZ qui est supporté intégralement par le Groupe depuis la prise de contrôle de la totalité du capital de VALINCO au deuxième semestre 1991.

VENTILATION DU RESULTAT, PART DU GROUPE (en MF)

	1er semestre 1991	1er semestre 1992
Eau, services et holding	637	600,4
Aménagement et construction	− 5,6	− 38,2
Distribution	− 28,7	− 25,7
Affaires industrielles, immobilières et financières	92,7	174,5
TOTAL	697	711

Les résultats opérationnels du secteur Eau, services et holding progressent de façon régulière et satisfaisante, notamment dans l'eau et la propreté. La moindre importance des plus-values réalisées au premier semestre 1992 par rapport à celles du premier semestre 1991 explique la réduction apparente de la contribution totale de ce secteur.

Le recul du résultat du secteur aménagement et construction s'explique par les difficultés de la conjoncture dans le BTP, qui affecte les principales sociétés du Groupe.

Au sein des autres activités, le pôle immobilier a dégagé des résultats fortement négatifs qui ont pu être compensés par les contributions des activités industrielles et financières incluant des éléments exceptionnels.

L'activité et les résultats du second semestre continueront d'être affectés par la situation médiocre dans le bâtiment et les travaux publics, la crise du secteur immobilier et l'incidence des effets de change. Pour l'ensemble de l'année, l'objectif d'une progression du résultat net consolidé (part du Groupe) par rapport à celui de 1991 est maintenu.

Eridania Béghin-Say

Groupe Ferruzzi

Une augmentation des résultats semestriels qui concrétise la réorganisation du groupe

Le conseil d'administration réuni le 23 septembre 1992 sous la présidence de Monsieur Jean-Marc VERNES a approuvé les comptes consolidés pour le premier semestre 1992.

Les principales données se résument ainsi :

(en millions de francs)	30 juin 1992	30 juin 1991	Variation en %
Chiffre d'affaires	24.087	19.727	+ 22
Résultat d'exploitation	1.668	1.348	+ 24
Résultat courant avant impôts	974	864	+ 13
Résultat net (part du groupe)	572	464	+ 23
Capitaux propres de l'ensemble	16.167	9.489	
Endettement financier net	13.396	9.136	

Les données consolidées du premier semestre 1992 tiennent compte des sociétés nouvellement entrées en consolidation du fait :

- de l'apport partiel d'actifs réalisé en mai 1992 pour un montant de 7,2 milliards de francs : activité sucrière en Italie, 30 % du groupe Cerestar et autres actifs financiers ;
- des nouvelles acquisitions réalisées depuis juillet 1991 concernant principalement : Sucreries hongroises, Eridania Lievito, Biacor, groupe Ducros, Continental Grain Italie, NMRt et CanAmera.

La progression de 22 % du chiffre d'affaires, et celle de 24 % du résultat d'exploitation proviennent essentiellement de la branche "Sucre et Dérivés" (+ 14 % et + 15 % respectivement) et de la branche "Grand Public" (respectivement + 5 % et + 1 %), ces deux branches étant celles qui ont été les plus influencées par l'impact des sociétés nouvellement entrées en consolidation.

Les autres secteurs d'activités ont enregistré des résultats satisfaisants, en particulier les secteurs "Amidon" et "Trituration et Raffinage" qui sont en augmentation par rapport au semestre précédent.

Le rapport dettes sur capitaux propres, calculé à partir de l'endettement net, s'établit à 0,83 au 30 juin 1992 contre 0,99 au 31 décembre 1991. Cette nette amélioration traduit l'effet de l'apport partiel d'actifs, malgré l'impact des acquisitions réalisées et consolidées au 30 juin 1992 y compris l'endettement repris (soit au total 3,7 milliards de francs environ). Après conversion de l'emprunt obligataire, le rapport s'établirait à 0,63 au 30 juin 1992.

Les résultats du premier semestre permettent d'envisager une progression équivalente pour l'ensemble de l'année 1992 en terme de résultat net du groupe.

هكذا من الأصل

VIE DES ENTREPRISES

En s'alliant au britannique Inchcape

Peugeot tente d'enrayer la baisse de ses ventes au Japon

Peugeot réforme son réseau de ventes au Japon. Le constructeur français vient de s'associer au britannique Inchcape, *numéro un* mondial des distributeurs automobiles indépendants, pour l'importation et la commercialisation de ses véhicules au Japon. Cette association prendra la forme d'une société commune contrôlée à parts égales par les deux associés.

La nouvelle structure, dont la création a été annoncée à Paris jeudi 24 septembre, reprendra les activités de Peugeot Japon et une partie des 180 points de vente *issus des collaborations* avec d'autres constructeurs (en particulier Rover et Suzuki). Peugeot entend profiter de la bonne implantation de Inchcape au Japon. Le britannique, dont les effectifs mondiaux s'élèvent à 38 000 salariés, emploie 2 000 personnes sur l'archipel nippon.

La mise initiale est de 40 millions de francs pour chacun des deux partenaires, Avec le soutien *d'Inchcape, Peugeot a prévu de* réduire à une centaine le nombre de ses points de vente au Japon et de les transformer progressivement en distributeurs exclusifs.

Les objectifs sont *«modestes sur le plan quantitatif»* : Peugeot espère vendre 4 000 voitures en 1994 et 8 000 en 1997 contre 2 300 prévues pour *1992* avec l'actuel réseau de distribution. Le seuil de rentabilité de la nouvelle société se situe aux alentours de *5 000 véhicules*. Le constructeur automobile est persuadé d'avoir un potentiel au Japon. Selon de nombreuses études menées auprès des consommateurs nippons, Peugeot semble en effet bénéficier d'une bonne image parmi les tranches de population déterminées à acheter un véhicule importé. Malgré cela, les résultats enregistrés ne sont guère probants et surtout très irréguliers. En 1990, Peugeot vendait *7 810 véhicules, en 1991* ce chiffre tombait à 3 244.

Le marché automobile nippon connaît actuellement une récession assez *forte, mais la part des véhicules* importés (même hors réimportation de véhicules japonais) est, elle, en progression. Dans ces importations, la part du constructeur français est revenue, en 1991, à son niveau de 1986 (1,6 %), alors qu'elle représentait 3,5 % des voitures importées l'année précédente. Peugeot estime avoir *«essuyé les plâtres»* du difficile marché japonais et, fort de son expérience, compte à la fois sur la reprise *attendue par tous les constructeurs* et sur des gains de part de marché au détriment de Volkswagen et de Rover.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

□ **Case-Poclain : recapitalisation et nouvelle structure juridique.** – Confronté à des difficultés financières importantes, le fabricant français de matériel agricole et de chantiers Case-Poclain a décidé, jeudi 24 septembre, lors d'une assemblée générale extraordinaire, la transformation de la firme en société anonyme. La recapitalisation voulue par Tenneco, actionnaire majoritaire américain à 93 %, a aussi été adoptée malgré l'opposition des petits actionnaires, mécontents de l'absence de dividendes et des incessantes modifications de capital. Le montant du capital social, après réduction et regroupement des actions anciennes, sera fixé à 91,9 millions de francs. Au premier semestre, la perte nette a été de 229 millions de francs contre 360 millions de francs à la même période de 1991. Pour l'ensemble de 1991, la perte avait été de 1,16 milliard de francs.

CRISE

□ **Ford Grande-Bretagne et Rolls-Royce suppriment des emplois.** – Ford, le premier fabricant automobile britannique, a annoncé jeudi 24 septembre la suppression de 1 487 emplois supplémentaires dans ses usines. Le constructeur a justifié sa décision par la médiocre tenue du marché. De son côté, la firme Rolls-Royce, une filiale du groupe Vickers spécialisée dans les voitures de luxe, prévoit d'amputer de 950 personnes les effectifs de son usine de Crewe (Cheshire), soit le tiers du personnel. Venant après l'annonce de réductions d'effectifs chez Jaguar, Aston Martin, le groupe Lotus et le constructeur de camions AWD, ce *sont au total* près de 80 000 emplois qui ont disparu dans l'industrie automobile britannique depuis le début de la récession.

□ **Le groupe ROL va supprimer 248 emplois.** – Le groupe ROL (Rougier-Océan-Landex) dont le siège est à Niort (Deux-Sèvres) envisage de supprimer 248 de ses 1 700 emplois. Spécialisé dans la fabrication de panneaux de particules et de contreplaqué, ROL présentera ce projet le 1er octobre, lors d'une réunion du comité central d'entreprise. Parmi les mesures envisagées figure la fermeture de l'usine de Mussy (Aube) (100 emplois), une soixantaine de départs en préretraite à Niort (Deux-Sèvres), Fontenay-le-Comte (Vendée) et Rochefort (Charente-Maritime). ROL compte se séparer en outre de plusieurs autres activités périphériques. Filiale de Saint-Gobain, ROL comptait 4 000 emplois en 1982. – *(Corresp.)*

□ **Kraft General Foods France va fermer une usine de chewing-gum à Montreuil.** – Kraft General Foods France (groupe Philip Morris) a présenté aux partenaires sociaux un projet de réorganisation sur deux ans de ses activités de production de chewing-gum (Hollywood), qui prévoit la fermeture d'une usine à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), entraînant la suppression de 269 emplois. Le groupe, qui parallèlement développera les capacités de production de son site de la Vienne, a justifié ce projet par la *«concurrence de plus en plus agressive, notamment sur le marché du chewing-gum sans sucre qui se développe le plus rapidement en France»*.

PRODUCTION

□ **Les établissements Cusenier produisent et exportent de la vodka.** – Après avoir été l'importateur en France de la Smirnoff et de la Stolichnaya, deux vodkas au goût européen, les établissements Cusenier, à Thuir (Pyrénées-Orientales), *ont produit et exporté pendant* l'été la Petroff, une vodka à goût typiquement russe. Titrant 40° et les extraits aromatiques ne dissimulant pas son goût rude et âpre, cette vodka a été commandée par la nouvelle Russie aux établissements Cusenier, à raison de trois millions de bouteilles sur les mois de juillet, août et septembre. Le contrat représente un chiffre d'affaires de 9 millions de dollars. – *(Corresp.)*

ACCORD

□ **Pepsico va développer l'importation de vodka russe aux Etats-Unis.** – Pepsico Inc. a signé récemment avec la société russe Soyouz Plodimport un accord d'importation de vodka aux Etats-Unis portant sur 1,2 milliard de dollars (6 milliards de francs) sur dix ans. Cet accord prolonge la coopération entre les deux firmes, amorcée en 1972, précise Interfax. Pepsico importe de la vodka et livre en échange des concentrats permettant la fabrication de Pepsi-Cola par des usines russes, ainsi que des équipements pour les usines de vodka et de liqueurs. Depuis vingt ans, Pepsico a importé en moyenne 13 millions de litres de vodka par an. En 1992, le volume pourrait cependant être moins important en raison des difficultés que connaît la Russie.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 24 septembre 1992 :

UN DÉCRET

– N° 92-1015 du 23 septembre 1992 modifiant le code de la sécurité sociale (3e partie : décrets) et relatif à la revalorisation des allocations de logement.

DES ARRÊTÉS

– Du 17 septembre 1992 modifiant l'arrêté du 19 août 1992 relatif à la procédure d'inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités (année 1993);

– Du 23 septembre 1992 revalorisant les plafonds de loyer à prendre en considération pour le calcul des allocations de logement.

∴

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 25 septembre 1992 :

UNE LOI

– N° 92-1017 du 24 septembre 1992 autorisant la ratification du Traité sur l'Union européenne.

DES DÉCRETS

– N° 92-1019 du 21 septembre 1992 portant publication du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, fait à Washington, Londres et Moscou le 1er juillet 1968;

– N° 92-1025 du 17 septembre 1992 relatif aux marchés fractionnés et modifiant le code des marchés publics.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 25 septembre =

Incertaine

Encore une séance sans réelle orientation à la Bourse de Paris dans un marché toujours aussi peu actif. Après une ouverture en hausse sensible, les valeurs françaises ont rapidement cédé du terrain pour s'inscrire en baisse avant de se redresser un peu. *En hausse de 0,58 % en début* de journée, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,22 % et en début d'après-midi un gain infime de 0,07 %.

Le calme revenant peu à peu sur les marchés des changes après l'action concertée et «musclée» de l'Allemagne et de la France, les opérateurs sont soulagés. Et ce sont d'ailleurs des rachats de vendeurs à découvert qui expliquent la petite hausse initiale. Mais les investisseurs retrouvent les préoccupations économiques qu'avaient occultées tout à la fois le référendum français et la crise monétaire.

Les analystes constatent que l'activité économique est très faible au début de l'automne aux Etats-Unis, au Japon et en France. Les événements monétaires risquent de peser sur les résultats des sociétés qui, déjà, ne *sont pas très brillants pour le premier* semestre. *«La tenue du franc c'est bien, mais ramenons les taux courts en dessous de 10 % et on verra»* explique un professionnel. *«L'incertitude règne en maître, et le marché reste dangereux», ajoute-t-il.*

Parmi les titres à la baisse, on note plus particulièrement CSEE (-6,6 %), Compagnie bancaire (– 4,1 %), GAN (– 4,0 %), Total (– 3,4 %) et Havas (-2,9 %). En revanche, hausses de 4 % de Matra, de 2,9 % de Thomson-CSF, de 1,9 % de Michelin et de 1,9 % de Imétal.

NEW-YORK, 24 septembre ↑

Progression modeste

Wall Street a modestement progressé jeudi 24 septembre, bénéficiant d'un transfert de capitaux du marché obligataire après une baisse des taux d'intérêt à long terme qui avaient nettement progressé depuis le début de la semaine. Au terme des transactions, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 287,87 points, en hausse de 9,18 points, soit un gain de 0,28 %. L'activité a été calme avec quelque 187 millions d'actions changeant de *mains. Le nombre des hausses a* dépassé celui des baisses dans un rapport de neuf contre sept : 930 contre 752 ; 636 titres ont été inchangés.

Le recul des taux d'intérêt à long terme a été provoqué, par la publication de nouvelles statistiques économiques montrant que la reprise reste molle aux Etats-Unis. La croissance américaine est restée anémique au deuxième trimestre avec une progression du produit intérieur brut (PIB) limitée à 1,5 %, contre une première estimation de 1,4 %.

VALEURS	Cours du 23 sept.	Cours du 24 sept.
Alcoa	67 1/8	67 5/8
ATT	44 3/8	44 3/8
Boeing	36	36 5/8
Chase Manhattan Bank	22	21 7/8
Du Pont de Nemours	48	47 7/8
Eastman Kodak	44 3/8	44 3/4
Exxon	64 1/8	63 3/4
Ford	40 1/2	40 3/8
General Electric	77 5/8	77 7/8
General Motors	32	33 1/8
Goodyear	62 1/4	61 3/4
IBM	83 5/8	82 1/2
ITT	62 7/8	64 7/8
Mobil Oil	66 3/8	66 1/8
Pfizer	78 7/8	78 3/4
Schlumberger	67 1/4	66 7/8
Texaco	64 3/8	64
UAL Corp. ex-Allegis	112 1/8	113
Union Carbide	13 3/8	13 5/8
United Tech.	48 5/8	48 1/2
Westinghouse	18 1/8	18 1/8
Xerox Corp.	77 3/4	78 1/8

LONDRES, 24 septembre ↑

Nette hausse

Les valeurs ont terminé en nette hausse jeudi 24 septembre au Stock Exchange, après la réaffirmation par le premier ministre, M. John Major, qu'il n'y aurait pas de retour rapide de *la livre dans le système monétaire* européen (SME). Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en progression de 40,7 points – soit 1,5 % – à 2 621,2 *points. Le volume des transactions* s'est contracté, passant de 731,1 millions de titres la veille à 665,8 millions.

Les déclarations de M. Major *concernant le SME, faites lors d'une* session extraordinaire du Parlement britannique, ont également accentué les espoirs d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt britanniques.

TOKYO, 25 septembre ↓

Recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en nette baisse vendredi 25 septembre à l'issue d'une séance terne. L'indice Nikkei a reculé de 215,19 points, soit 1,16 %, à 18 394,76 points, dans un volume de quelque 350 millions d'actions contre 370 millions jeudi.

Des prises de bénéfice et des ventes liées à l'indice ont pesé sur les cours avant le week-end. D'autre part, la semaine prochaine, les sociétés boucleront leurs comptes du premier semestre, ce qui commence à affecter le marché.

«Les affaires ont été plutôt ternes aujourd'hui. On pouvait entendre les *mouches voler», a commenté Paul* Migliorato (Jardine Fleming). «Les fonds des institutions publiques qui devraient arriver sur le marché à partir de lundi soutiendront la cote, mais ils ne devraient pas propulser les cours à la hausse», a-t-il ajouté.

VALEURS	Cours du 24 sept.	Cours du 25 sept.
Ajinomoto	1 390	1 370
Bridgestone	1 140	1 140
Canon	1 290	1 280
Fuji Bank	1 910	1 880
Honda Motors	1 320	1 300
Matsushita Electric	1 140	1 140
Mitsubishi Heavy	565	563
Sony Corp.	4 130	4 150
Toyota Motors	1 420	1 400

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4451	4470
B.A.C.	23 70	....
Bque Vernes	680	685
Boiron (Ly)	476	490
Boisset (Lyon)	227	228
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	867	872
Calberson	185	190
Cardif	695	705
C.E.G.E.P.	160	160
C.F.P.I.	268	268 50
C.N.I.M.	1055	1055
Codetour	262	266
Conforama	....	....
Creeks	98 40	97
Dauphin	250	240
Delmas	1010	1020
Demachy Worms Cie	400	400
Devanlay	1040	1035
Deville	115	115
Dollens	119	119
Editions Belfond	200	200
Europ. Propulsion	185	192
Finacor	107 20	111
G.F.F. (group.fon.f.)	48	....
G.L.M.	325	340
Gravograph	160	164
Guintoli	790	745
I.C.C.	162 10	162 10
Idianova	73 10	73

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Immob. Hôtelière	1000	1009
Internt. Computer	135	....
I.P.B.M.	53	....
Locamic	70	73 50
Matra Comm.	295 70	295 70
Molex	132	....
Publ.Filipacchi	440	440
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	314	314
Select Invest (Ly)	88	88
Serbo	162 10	....
Sopra	302	....
TF1	447	441 50
Thermador H. (Ly)	320	....
Unilog	251	250
Viel et Cie	96	93
Y. St-Laurent Groupe	758	750

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 24 septembre 1992
Nombre de contrats estimés : 171 816

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	107,70	108,66	109,02
Précédent	108,04	108,70	109,10

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
108	1,66	2,18	1,00	–

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 16 061

COURS	Sept. 92	Oct. 92	Déc. 92
Dernier	1 832	1 852	1 884
Précédent	1 856	1 878	1 907,50

CHANGES

Dollar : 5,0110 F ↓

Le dollar était en net recul vendredi à Paris, s'échangeant à 5,0110 F contre 5,06 F la veille à la clôture. Le billet vert se repliait également à Francfort, à 1,4775 DM contre 1,4875 DM jeudi à la clôture. L'apaisement de la tempête monétaire au sein du SME semble affaiblir la devise américaine.

FRANCFORT	24 sept.	25 sept.
Dollar (en DM)	1,4875	1,4775
TOKYO	24 sept.	25 sept.
Dollar (en yens)	120,25	120,85

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (25 sept.)	15-17 %
New-York (24 sept.)	3 1/8%

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	23 sept.	24 sept.
Valeurs françaises	104,20	104,20
Valeurs étrangères	89,10	90,30
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	485,86	486,33
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 828,93	1 829,50

NEW-YORK *(indice Dow Jones)*

	23 sept.	24 sept.
Industrielles	3 278,69	3 287,87

LONDRES *(indice « Financial Times »)*

	23 sept.	24 sept.
100 valeurs	2 580,50	2 621,20
30 valeurs	1 981,80	1 936,70
Mines d'or	80,50	79,30
Fonds d'Etat	89,77	89,78

FRANCFORT

	23 sept.	24 sept.
Dax	1 557,83	1 530,94

TOKYO

	24 sept.	25 sept.
Nikkei Dow Jones	18 609,95	18 394,76
Indice général	1 381,18	1 371,53

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

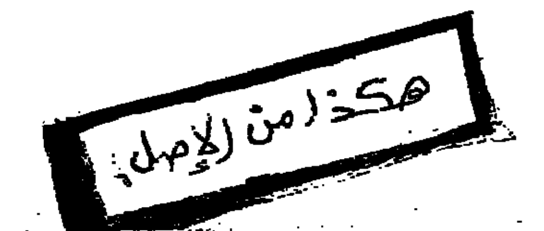
	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,0275	5,0325	5,1175	5,1425
Yen (100)	4,1635	4,1695	4,2296	4,2526
Ecu	6,5860	6,6077	6,5557	6,6083
Deutschemark	3,3855	3,3912	3,4087	3,4211
Franc suisse	3,8592	3,8653	3,8936	3,9162
Lire italienne (1000)	4,0197	4,0302	3,9407	3,9703
Livre sterling	8,5708	8,5830	8,5985	8,6459
Peseta (100)	4,8810	4,9098	4,8224	4,8826

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16
Yen (100)	4 3/16	4 5/16	3 15/16	4 1/16	3 3/4	3 7/8
Ecu	13 7/8	14 3/8	11 3/4	12 1/4	10 7/8	11 3/8
Deutschemark	8 1/2	8 7/8	8 1/2	8 7/8	8 1/2	8 7/8
Franc suisse	6 5/8	6 3/4	6 9/16	6 11/16	6 9/16	6 11/16
Lire italienne (1000)	21	23	18 1/2	19 1/2	16 1/2	17 1/2
Livre sterling	9 3/8	9 1/2	9 1/16	9 3/16	8 11/16	8 13/16
Peseta (100)	17	21	16	19	14 1/2	17 1/2
Franc français	11	12 1/2	10 3/8	11 1/2	9 3/4	10 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

□ ***Les Koweïtiens au chevet de KIO.*** – Après des mois de tergiversations, le Kuweit Investment Office (KIO), holding koweïtien chargé de gérer les avoirs de l'émirat à l'étranger, a donné aux pouvoirs publics espagnols l'assurance qu'il allait renflouer le groupe Torras, qu'il contrôle, en lui apportant 12 milliards de francs, pour un passif évalué à 13,5 milliards. *«Le KIO n'appuiera aucun projet déficitaire»*, a cependant précisé M. Al Nouri, vice-président de Torras, alors que les négociations pour la cession de la branche «engrais» du groupe (sociétés Fesa et Enfersa), en cessation de paiement avec un passif évalué à 8 milliards de francs, se poursuivent avec le groupe américain Freeport.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 25 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4790	C.N.E 3%	4850	4865	4780	- 1 44
840	B.N.P. T.P.	841	845	841	....
895	Cr.Lyon. T.P.	900	900	902	+ 0 22
1651	Renault T.P.	1657	1651	1651	- 0 36
1570	Rhone Poul. T.P.	1690	....	....	....
1010	Saint Gobain T.P.	1011	1028	1025	+ 1 38
796	Thomson T.P.	792	798	798	+ 0 76
590	ACCOR	582	585	585	+ 0 52
740	Air Liquide	750	755	746	- 0 53
655	Alcatel-Alsthom	651	658	658	+ 1 08
1540	Als.Superm.	1500	1545	1500	....
240	A L S P I	240	240	240	....
410	AGF Sté Centrale	395	397 40	391 10	- 0 99
110	Avenir H. Média	116 90	115	113	- 3 34
825	Axa (ex Cie Midi)	831	840	840	+ 1 08
164	Bafip	163	163	163	....
93	Bail-Equipem.	93 10	93 10	90 20	- 3 11
675	Bail Investis.	678	678	665	- 1 92
380	Bancaire	386 50	385	364	- 5 82
680	Bazar H.-V.	655	667	657	+ 0 31
1250	Berger (M)	1250	1265	1265	+ 1 20
395	Bertrand Faure	395	....	....	..
800	Bic	802	806	810	+ 1 00
1060	B.I.P.	1040	1045	1045	+ 0 48
190	BIS	189 30	189	186	- 1 74
375	B N P (CI)	372 30	375	378 20	+ 1 58
650	Bollore Tech.	636	644	644	+ 1 26
3220	Bongrain	3200	3200	3202	+ 0 06
510	Bon-Marché	502	502	516	+ 2 79
515	Bouygues	530	540	538	+ 1 51
93	BP France	90	92	90	....
995	B S N	1013	1011	1017	+ 0 39
1100	Canal Plus	1076	1088	1082	+ 0 56
205	Cap Gem.S	200	203	201	+ 0 50
177	Carnaudmetalbox	181 60	184 50	184 60	+ 1 65
2170	Carrefour	2240	2250	2220	- 0 89
140	Casino	150 70	151	149 40	- 0 86
88	Casino ADP	90 80	91 40	91	+ 0 22
445	Castorama D.I.	426	429	426 80	+ 0 19
192	C.C.F.	196 80	197 10	197 60	+ 0 41
37	CCMC Ly	35	36 60	36 60	+ 4 57
380	C.D.M.E.	360	362 50	361 90	+ 0 53
135	C.E.G.I.D.	161 40	159 90	159 90	- 0 93
80	Centrest (Ny)	64	63 90	63 90	- 0 16
325	C.E.P. Comm.	312	319	315	+ 0 96
90	Cerus	92 30	92 20	91 20	- 1 19
850	Cetelem	842	842	840	- 0 24
225	CF Int.	228 50	221	221	- 3 28
270	CGI Info.	247	254	247	....
990	C G I P	965	973	982	+ 1 76
630	CGP	634	....	....	....
1230	Chargeurs S A	1259	1268	1263	+ 0 32
290	Christian Dior	291	292	288	- 1 03
520	C I C A (M)	544	552	550	+ 1 10
350	Ciments franc.	349	345	345	- 1 15
595	Clarins	636	638	630	- 0 94
370	Club Mediter.	365 50	365	363	- 0 68
765	Coles	765	780	776	+ 1 44
192	Cpt. Entrep.	190	194	191	+ 0 53
1080	Compt Mod.	1084	1070	1050	- 3 14
225	CPR (Paris Rée.)	230	229 50	230	....
885	Créd. Foncier	883	880	887	+ 0 45
285	Crédit Loc France	294	295	288	- 2 04
500	Cr Lyon (CI)	465	465 10	464	- 0 22
1000	Credit Nat.	1003	1005	999	- 0 40
380	CSEE	365	345	341	- 6 58
3050	Damart	3110	3050	3050	- 1 93
385	Dassault Aviation	373	361	361	- 3 22
184	Dassault Electr.	165	164 50	164 50	- 0 30
1640	De Dietrich	1626	1650	1650	+ 1 49
85	Dév.R.d.C.(Li)	65	68 10	65	....
81	Dév.R.Sud-Est	85 90	82 50	82 50	- 3 96
280	D M C	284	284	290	+ 2 11
385	Docks France	383	385	385	+ 0 52
140	Dynaction	155	160 20	155	....
2070	Eaux (Gle)	2090	2097	2083	- 0 33
806	E.B.F.	800	800	801	+ 0 13
390	Ecco	391	393	392 90	+ 0 49
365	Elf Aquitaine	368	367 50	367 90	- 0 03
1140	ElfSanofi(ExSanofi)	1131	1144	1140	+ 0 80
245	Erap-Elf (Certif.)	238	245	238	....
630	Eridania-Beghin	630	629	631	+ 0 16
395	Essilor	394 90	395	392	- 0 73
188	Essil.Int.(DP)	190	186	186	- 2 11
750	Esso	720	721	717	- 0 42
1130	Eurafrance	1132	1120	1134	+ 0 18
530	Eurocom	524	530	530	+ 1 15
81	Eurodisneyland	80 70	82 30	81 95	+ 1 55
805	Europe 1	850	850	854	+ 0 47
35	Eurotunnel	36	37	36 35	+ 0 97
1450	Exor	1450	....	....	....
102	Finextel	101 90	105	102	+ 0 10
285	Fives Lille	290	279	284	- 2 07
3290	Fromager. Bel.	3275	3300	3300	+ 0 76
1950	Gal.Lafayette	1950	1950	1951	+ 0 05
385	G.A.N.	385	363	365	- 2 74
495	Gascogne (B)	470	470	470	....
1170	Gaz et Eaux	1149	1150	1155	+ 0 52
690	Géophysique	690	690	690	....
695	Groupe André SA	705	699	699	- 0 85
510	Groupe Cité	510	510	510	....
380	GTM-Entrep.	371	389	376	+ 1 08
1390	Guyenne-Gas.	1400	1400	1386	- 1 00
110	Hachette	116	116 50	117 90	+ 1 64
445	Havas	454	455	441	- 2 86
275	Idia	284	275	275	- 3 17
300	Imétal	306 10	306 50	313	+ 2 25
115	Immob. Phénix	112	112 10	112 10	+ 0 09
86	Ingénico	82 20	82 30	82 50	+ 0 36
7400	Inst. Mérieux	7490	7450	7490	....
385	Interbail	380	381	375	- 1 32
585	Intertechnique	606	620	620	+ 2 48
835	J. Lefebvre	839	859	860	+ 2 50
475	Klepierre	480	479	479	- 0 21
865	Labinal	690	661	661	- 4 20
290	Lafarge	289	295	291 50	+ 0 87
270	Lebon	270	270	270	....
4260	Legrand	4330	4327	4330	....
2180	Legrand (DP)	2161	2194	2190	+ 1 34
260	Legris Industries	260	265	261	+ 0 38
640	Locindus	621	636	620	- 0 16
3940	L.V.M.H.	3983	4010	4015	+ 0 80
525	Lyon.Eaux/Dumez	510	510	507	- 0 59
62	Magnetis Ly	63 45	63	62 50	- 1 50
275	Mar. Wendel	272	270	271	- 0 37
183	Matra	180	184 10	187 50	+ 4 17
78	Metaleurop	79	78 50	77 50	- 1 90
31	Métrologie In.	33 50	34 20	34 20	+ 2 09
199	Michelin	201 50	205 30	205 50	+ 1 99
156	Min. Salsig (Ny)	156 10	....	....	....
82	MMB	84 20	84 90	83 50	- 0 83
111	Moulinex	104	106	103	- 0 96
755	Navig. Mixte	734	750	720	- 1 91
119	Nord-Est	115 50	116 20	116	+ 0 43
205	Nordon (Ny)	210	....	....	....
76	Olipar	74 50	79 70	79	+ 6 04
1000	Oréal	966	980	978	+ 1 04
355	Paribas	347 50	360	351 90	+ 1 27
177	Pechiney Int.	187	187 50	187 90	+ 0 48
280	Pechiney (CIP)	254 50	259 90	264 50	....
465	Pernod Ricard	452 70	459	450 70	- 0 44
590	Peugeot	587	582	580	- 1 19
320	Pinault	325 40	328	326	+ 0 18
750	Plastic-Omn.	745	782	743	- 0 27
230	Poliet Ex.Lamb.Fr.	218	225	219	+ 0 46
770	Primagaz	752	751	760	+ 1 06
650	Printemps	650	....	...	....
555	Promodès	565	570	585	....
400	Radiotechn.	400	405	407 80	+ 1 95
5680	Redoute (La)	5680	5680	5680	....
156	Rémy Cointreau	160	164	160	....
550	R. Poulenc CIP	560	556	552	+ 0 38
52	Rochette (La)	50	51 80	51	+ 2 00
420	Roussel Uclaf	439	415	416	- 5 47
2780	R. Impé.Ly *	2780	...	....	....
156	Sade (Ny)	156	159	159	+ 1 92
2020	Sagem	2025	2025	2010	- 0 74
545	Saint Gobain	555	555	559	+ 0 72
1110	Saint Louis	1095	1098	1082	- 1 19
1150	Salomon Ly.	1285	1290	1298	+ 1 09
280	Salvepar (Ny)	278	290 90	290 90	+ 4 64
1410	S A T	1416	....	....	....
215	Saul. Châ.	216	214	215	- 0 46
960	Sanpiquet (Ny)	976	980	982	+ 0 61
615	Schneider	610	518	594	- 2 62
13 60	SCOA	14	13 90	13 90	- 0 71
310	Scor s.a.	312	315	316	+ 0 96
415	S.E.B.	399	400	395 50	- 0 88
370	Sefimeg	374	380	378	+ 1 07
119	Selectibanque	119	119	119	....
153	Sextant A.	150 60	154	148	- 1 73
650	S F I M	700	700	700	....
170	S.G.E.	165 60	165 40	165 70	+ 0 06
395	Simco	395	397	395	....
590	Sk. Rossignol	590	580	590	....
390	Sligos	384	379 80	375	- 2 34
535	Société Géné.	545	547	547	+ 0 37
46	Sodecco(B)	47	46 90	49	+ 4 26
96	Sodero(Ny)	93	95	93	....
976	Sodexho	935	944	941	+ 0 64
72	Sogenal(Ny)	68 20	72 90	70 10	+ 2 79
390	Sogerap	394	383	384	....
1260	Som-Allib.	1260	1280	1210	- 3 97
365	SOPHIA	380	380	378	- 0 53
755	Sovac	780	785	784	+ 1 79
270	SPEP	263 50	264	263 20	- 0 11
275	Spie-Batignol.	283 50	286 50	283	- 0 18
670	Strafor Facom	674	675	676	+ 0 30
260	Suez	263	265	262 50	- 0 19
1080	Synthélabo	1075	1089	1078	+ 0 28
135	Thomson CSF	129 60	130 90	133	+ 2 62
225	Total	227	228 10	219	- 3 52
154	– (certif)	152	152	148	- 2 63
158	Truffaut Fin.	166 50	160 10	160	- 3 90
445	U.A.P.	425	429	432 80	+ 1 84
225	U F B Locab.	242 80	245	244	+ 0 49
185	U.G.C. DA (Robur)	185	....	....	....
515	U I C	500	508	490	- 2 00
400	U I F	398	398	400	+ 0 50
735	U I S	732	....		...
365	Unibail	364	364	364	. ..
765	Valéo	724	726	726	+ 0 28
146	Vallourec	147 50	148 50	148 50	+ 0 68
210	Via Banque	204	205	205	+ 0 49
225	Worms et Cie	229 90	229	239	+ 3 98
1240	Zodiac	1160	1157	1150	- 0 86
940	Elf Gabon	965	965	965	....
89	Amax	90	89	89	- 1 11
160	Amer. Barrick	158 10	157	157	- 0 70
112	Amer. Express	114 10	112 50	114 90	+ 0 70
220	A.T.T.	227 50	222	222	- 2 42
113	Anglo Amer.C.	125	113 40	117	- 6 40
205	Amgold	214	212 40	212 40	- 0 75
192	Banco Santander	185 20	185 20	185 20	....
730	B.A.S.F.	702	710	701	- 0 14
905	Bayer	925	900	880	- 4 86
44	Blenheim Plc	44 40	44	44	- 0 90
23	Buffelsfont.	23	23 90	23 50	+ 2 17
111	Chase Manh.	111	111 20	111	...
2140	Daimler Benz	2030	2035	2024	- 0 30
67	De Beers	68 40	67 70	68	- 0 58
2220	Deutsche Bank	2280	2251	2250	- 0 44
1190	Dresdner Bank	1228	1180	1220	- 0 65
48	Driefontein	47 10	46 50	45 50	- 1 27
245	Du Pont-Nem.	246 60	242 90	242 90	- 1 50
225	Eastman Kodak	229 80	229	227 90	- 0 74
10 60	East Rand	10 50	10 50	10 40	- 0 95
33	Echo Bay	33	32 30	32 20	- 2 42
190	Electrolux	190	176	174	- 8 42
111	Ericsson	109	108	107	- 1 83
325	Exxon Corp.	328 30	323 20	323 20	- 1 55
205	Ford Motor	209 60	...	..	....
31	Freegold	30 60	30 50	31 30	+ 2 28
14	Gencor	14 10	14 55	14 30	+ 1 42
395	Gén. Elect.	400	397	395 50	- 1 13
170	Gén. Motors	165	168 30	166	+ 0 61
305	Gén. Belgique	310	304 50	304 50	- 1 77
38	Gd Métropol.	41	40 50	39 20	- 4 39
49	Guinness	50	49 65	48 80	- 2 40
19	Hanson PLC	19 30	19 30	19 30	....
11	Harmony Gold	10 75	10 70	11 10	+ 3 26
300	Hewlett Packard	304 70	289 10	293	- 3 84
32	Hitachi	32 20	31 80	32	- 0 62
830	Hoechst	839	....	...	....
69	Homestak.	69 40	69	69	- 0 58
103	I C I	108	...	..	.
425	I.B.M.	426	418 10	416 10	- 2 32
320	I.T.T.	318	329 10	329 10	+ 3 49
162	Ito Yokado	164	161 90	160 80	- 1 95
49	Matsushita	48 60	47 20	47 20	- 2 88
0 01	Maxwell	0 02	...	. . .	....
225	Mc Donald's	229	225 90	231	+ 0 87
235	Merck	235	232 50	231	- 1 70
510	Minnesota M.	514	514	514	...
38	Mitsubishi	37	38 40	38 40	+ 3 78
335	Mobil corp.	342 80	.. .	...	...
315	Morgan J.P.	310	.. .	...	..
3870	Nestlé	3900	3860	3825	- 1 92
116	Norsk Hydro	120 10	116 20	117 20	- 2 41
70	OFSIL	70	69	69	- 1 43
1420	Pétrofina	1430	1435	1433	+ 0 21
440	Philip Morris	439	438	436	- 0 68
71	Philips	74 20	74 30	72 20	- 2 70
55	Placer Dome	55 20	65 20	56 20	+ 1 81
245	Procter Gamble	246 80	248 60	250	+ 1 30
169	Quilmès	165	170	160 20	- 2 91
15	Randfontein	14	14 10	14 10	+ 0 71
250	Rhone Poul. Rorer	249	245 40	249	...
445	Royal Dutch	450	448	445	- 1 11
53	R T Z	57	55 60	55	- 3 51
13	Saat.& Saatchi	12 75	12 65	12 80	+ 0 39
20	St Helena	20	20	20 20	+ 1 00
345	Schlumberger	342	340 10	340	- 0 58
48	Shell transp.	46 40	46 65	46 70	+ 0 65
2000	Siemens	2038	2013	2015	- 1 18
175	Sony	174 20	176 10	176 10	+ 1 09
74	Sumitomo Bank	75 50	73 50	73 60	- 2 65
155	T.D.K.	150 60	149 20	149 20	- 0 88
50	Telefonica	51	52	50 30	- 1 37
26	Toshiba	26	25 85	25 30	- 3 08
570	Unilever	566	559	560	- 1 06
250	Uni.Techn.	249 90	246	246	- 1 56
169	Vaal Reefs	170 60	170 70	171 60	+ 0 59
1060	Volkswagen	1015	....	.	...
275	Volvo	230	243 10	239	+ 3 91
79	West. Deep.	77	77 50	77 20	+ 0 26
395	Xerox Corp.	404 50	.	. .	....
107	Yamanouchi	108 10	106 20	106 10	- 1 85
4 35	Zambia Cop.	4 23	4 29	4 27	+ 0 95

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp.Etat 9,8%78		....
10.80% 79-94	101 55	0 62
Emp Etat 13.4%83	104 20	10 21
Emp.Etat 12,2% 84	100 03	11 76
10,25% mars 86	103 80	5 53
OAT 10% 5/2000	108 70	3 31
OAT 9.9% 12/1997	105 04	7 78
OAT 9,8% 1/1996	102 80	6 39
PTT 11,2% 85	105 50	8 40
CFF 10,30% 86	102 50	6 30
CFF 10,25% nov 90	108 67	5 44
CNA 10 % 1979	...	5 38
CNB Bques 5000F	98	2
CNB Parbas 5000F	....	2
CNB Suez 5000F	92 50	2
CNI 1/82 5000F	98 02	2
CNT 9 % 86	97	3 79
CRH 10,90% déc.85	107 56	7 23
CHARB FCE 3% 100	. .	....
CNCA	1048	....
Carus	2181	....
Alcatel 6 % janv 89	650	....
Ly. Eaux cv 6,5%	765	....
Thoms. cv 9,2% 86	761	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Applications Hydr.	1504	....
Arbel	465	465
Bains C.Monaco	910	912
B.Hypoth.Europ.	338 40	....
B.N.P. Intercont.	330	339
Bénédictine	2520	....
Boiron (ex Lehman) Internat.	470	....
Bierzy Ouest	1265	....
B T P	49	49
Cambodge	1000	1000
Carbone Lorraine	360	362
Case Poclain	4 30	4 30
C.B.C.	274	265
C.E.G.F (Frigor.)	665	650
Cementare Bierzy	338 50	338 50
Cerogen	36	....
Champex Ny	45	44 60
CIC (CIP)	150 10	150
C.I.M.	660	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.T.R.A.M. (B)	2650	....
Comphos	500	482
Cie Industrielle	3750	3700
Cpt Lyon Alemand	321 50	322
Concorde	511	511
Conser.Mét.Prov.	18	...
Crédit Gén.Ind.	101 50	....
Cr Universel (Cie)	370	....
Darblay	630	....
Degremont	1755	1757
Delmas Vieljeux	2150	....
Didot Bottin	540	....
Eaux Bassin Vichy	2901	2890
Ecia	325	325
Ent.Mag. Paris	4290	....
Eridania-Béghin CI	492	491 50
Epeé	1765	1761
Fidei	373	371 10
Finalens	299 80	299 70
F.I.P.P.	70	....
F.N.A.C.	1801	1770
Foncière (Cie)	450	436
Fonc.Lyonnaise	530	....
Foncina	330	315
Fougerolle	801	800
France I.A.R.D.	425	....
France SA (La)	1478	1485
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	427	....
Gerofina	265	262
Gévelot	406	....
G.F.C.	311	315
Groupe Victoire	845	887
G.T.I (Transport)	190	....
Immobail	313	312
Immobanque	560	540
Im.Marseillaise	4600	4600
Invest.(Sté Cie.)	3202	3202
Lambert Frères	....	....
Lille Bonnières	860	891
Locafinancière	470	....
Louis Vuitton	632	....
Louvre	2100	2110
Luce	410	405
Machines Bull	22 10	22 10
Mag.Uniprix	178	....
Magnant	640	....
Métal Déployé	390	390
Mors	70 50	70
Navigation (Nle)	179	...
Operg	290	280
Oréal (CI)	510	515
Origny-Desvroise	599	598
Palais Nouveauté	1300	....
Paluel Marmont	580	....
Parfinance	162	....
Paris France	209 40	199
Paris Orléans	195	195

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Parbas Invest.	277 10	277 50
Pathé Cinéma	....	....
Piper Heidsieck	1000	1000
Porcher	392	....
Promodès (CI)	349 50	350
Publicis	580	....
Rochefortaise	112 60	112 60
Rosario	144 20	....
Rougier	207 90	209 90
S.A.C.E.R.	440	440
S.A.F.A.A.	211	....
S.A.F.I.C Alcan	236	....
Saga	320 50	321
Saint Dominique (F.)	108	108
Salins du Midi	500	500
Savoisienne M.	147	145
S.C.A.C.	695	...
Senelle	420	420
S.Etud.Part. (M)	135	130
Silic	535	540
Sovin	105 50	101
S.I.P.H.	130	....
S.M.C.I.	100	....
Soleil	580	....
Soffo	220	215
Sofical	1020	1010
Sofitam (ex Satam)	66	66
Sofragi	2250	....
Soudure Autogène	668	685
Souvbail	330	....
Sami	516	....
Taittinger	2200	2200
Testut-Aequitas	221	....
Tour Eiffel	210 10	211
Ufiner	1100	....
Vicat	461	439
Viniprix	1500	1500
Virax	125	....
Maroc Sté Brasserie	291	....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Etrangères		
A.E.G.	530	...
Akzo Nv Sico	420	...
Alcan Aluminium	89 70	....
American Brands	238	....
Arbed	600	...
Asturienne Mines	84 10	84
Banco Popular Espa.	450	...
B.Reglements Int.	22800	22800
Can.Pacifique	65 50	....
Chrysler Corp.	110	...
C I R	6 80	...
Commerzbank	810	811
Dow Chemical	281	278
Fiat	14 05	....
GBL (Brux Lamb.)	410	415
Gevaert	895	....
Glaxo Holdings Ltd.	70 50	71 50
Goodyear Tire	327	...
Grace and Co (WR)	179 10	....
Honeywell Inc. Int.	356	...
Johannesburg	62	..
Koninklijke Pakhoed	83 70	....
Kubota	22 10	.. .
Midland Bank	39	...
Noranda Mines	77 50	....
Olivetti priv.	8 10	8 05
Pfizer Inc.	397	399 80
Ricoh	22	....
Robeco	276 60	274 90
Rodamco NV	135	128 30
Rolinco	276 30	273 60
Sapem	5	5
Sema Group	25	...
SKF Aktiebolaget	71 10	70 80
Tenneco Inc.	179	...
Thorn Electrical	60	. . .
Toray Ind.	27 20	.. .
West Rand Cons.	5 10	5 10
Hors-cote		
Bque Hydro Energie	284	.. .
Calciphos	65	...
C G H Cogedhor	8	. . .
Copartex	580	..
Drouot Assurances	....	. .
Electro-Banque	....	...
Europ. Accum.	77 50	....
Europ Soufres Ind.	12 05	12
Gachot S.A.	50	..
Guy Degrenne	400	. .
Lecteurs du Monde	250	..
Nicolas	1020	.
Particip. Perrier	325	....
Quadrant	40	..
Rorento N.V.	227	226 10
St-Gobain-Emballage	1804	1731
S.E.P.R.	2050	...
S.M.T. Goupil	0 61	. . .
S.P.R. act. B	286	. .
Waterman	1150	...

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 25/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 073	....	4 8	5 3
Ecu	6 651	....	....	....
Allemagne (100 dm)	340 960	....	329	349
Belgique (100 F)	16 560	....	16	17
Pays-Bas (100 fl)	303 190	....	293	313
Italie (1000 lires)	4 049	....	3 7	4 3
Danemark (100 krd)	87 870	....	82	90
Gde.Bretagne (1 L)	8 698	....	8 2	9
Grèce (100 drachmes)	2 682	....	2 3	3
Suisse (100 f)	391 330	....	380	400
Suède (100 krs)	91 100	....	86	94
Norvège (100 k)	84 220	....	79	87
Autriche (100 sch)	48 485	....	46 7	49 7
Espagne (100 pes)	4 895	....	4 5	5 1
Portugal (100 esc)	3 815	....	3 2	4
Canada (1 $ can)	4 076	....	3 9	4 3
Japon (100 yens)	4 198	....	4 1	4 3

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/9
Or fin (kilo en barre)	56850	56300
Or fin (en lingot)	57250	56600
Napoléon (20f)	331	330
Pièce Fr (10 f)	360	.....
Pièce Suisse (20 f)	331	328
Pièce Latine (20 f)	326	319
Souverain	434	418
Pièce 20 dollars	1950	1990
Pièce 10 dollars	950	1000
Pièce 5 dollars	535	.....
Pièce 50 pesos	2135	2130
Pièce 10 florins	338	325

SICAV (sélection) 24/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	188 35	183 31
Améri-gan.	7039 34	6788 60
Amplia	274207 21	274207 21 ◆
Amplitude	609 63	591 87
Arbitrages Court.T.	7436 68	7436 68
Associc	1125 44	1125 44
Atout Futur	409 96	399 96
Avenir Alizés	1114 11	1081 66
Axa Capital	1710 18	1676 65
Axa Court Terme	172 82	167 79
Axa Cro.Ex.Dr.Jeva.	8178 49	8178 49
Axa.Ep.Fr.Ex Ageparg	903 98	877 65
Axa Europe	772 78	750 27
Axa Investments	123 55	119 95
Axa NPI	105 60	102 52
Axa Ob.Fr.Extras	106 10	103 01
Axa.Ob.In.Ex Mo.U.Se.	142 54	138 39
Axa Prem.Ex.Agepre.	132 31	128 46
Axa S&I.Ex.Dr.Sele.	116 83	113 43
Axa Valeurs PER	142 11	137 97
Cadence 1	119 87	116 38
Cadence 2	1052 33	1031 70
Cadence 3	1040 78	1020 37
Capimonetaire	1032 21	1011 97
Capioblig	6474 55	6468 08
Capiscic	6547 24	6418 86
Coexis	1343 68	1323 82
Compteralor	1348 53	1315 64
Converimmo	3614 42	3609 01
Credinter	322 58	316 25
Credit Mutuel Capital	430 31	417 78
Cred.Mut.Ep.Cour.T.	1309 97	1284 28
Cred.Mut.Ep.Indus.	687 75	687 75
Cred.Mut.Ep.J.	95 12	92 57
Cred.Mut.Ep.long.T.	71526 31	71526 31
Créd.Mut.Ep.Monde	189 51	184 44
Cred.Mut.Ep.Quatre	1091 66	1062 44
Dieze	1087 65	1058 54
Drouot France	1308 90	1278 98
Drouot Sécurité	830 07	805 89
Ecocic	220 76	214 33
Ecuper	1062 08	1031 15
Ecureuil Capitalisation	124 82	121 18
Ecureuil Géovaleurs	2614 78	2588 89
Ecureuil Invest	2300 60	2233 59
Ecureuil Monepremière	447 42	434 39 ◆
Ecureuil Monétaire	69066 27	69066 27
Ecureuil Trésorerie	40552 31	40552 31
Ecureuil Trimestr.	2500 75	2500 75
Elancel	2009 10	1989 21
Elicash	110 45	107 23
Energia	2 439618	2 439618 ◆
Eparcic	266 31	254 23
Eparcourt-Sicav	3707 76	3707 76
Epargne Associat.	4426 33	4415 29 ◆
Epargne Capital	26022 15	25725 85
Epargne Croissance	10968 38	10859 78
Epargne Obligat.	1658 21	1614 80
Epargne Première	197 60	192 31
Epargne-Unie	14697 51	14588 10
Epargne Valeur	1254 75	1224 15
Eufi Cash capi.	425 86	414 46
Eufinvest capi	8161 78	8151 78 ◆
Euroo Solidarité	582 59	565 62 ◆
Eurocic Leaders	1042 51	1032 19
Eurodyn	1008 76	979 38
Euro Gan	1131 62	1104 02
Europe Nouvelle	5944 45	5715 82
Fonsicav	515 29	491 92
France-gan	14850 02	14850 02
France Garantie	8481 20	8155
France Index Sicav	287 02	266 49 ◆
	109 96	106 73

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France Obligations	478 45	473 71
Francic	[illegible]	[illegible]
Francic Pierre	[illegible]	[illegible]
Francic-Régions	[illegible]	[illegible]
Fructi-Associations	[illegible]	[illegible]
Fructi-Capi	[illegible]	[illegible]
Fructidor	[illegible]	[illegible]
Fructifrance actions	[illegible]	[illegible]
Fructifrance actions	[illegible]	[illegible]
Gestilion	[illegible]	[illegible]
Gestion Associations	[illegible]	[illegible]
Horizon	[illegible]	[illegible]
HLM Monétaire	[illegible]	[illegible]
Indust.Fse.Court.T.	[illegible]	[illegible]
Interepar	[illegible]	[illegible]
Interoblig	[illegible]	[illegible]
Intersélection France	[illegible]	[illegible]
Japacic	[illegible]	[illegible]
Jeunepargne	[illegible]	[illegible]
Latitude	[illegible]	[illegible]
Lazard C.T.	[illegible]	[illegible]
Lazard L.T.	[illegible]	[illegible]
Lion Association	[illegible]	[illegible]
Lion Institution	[illegible]	[illegible]
Lionplus	[illegible]	[illegible]
Lion Trésor	[illegible]	[illegible]
Lion 20 000	[illegible]	[illegible]
Livret Bourse Inv.	[illegible]	[illegible]
Livret Portefeuil.	[illegible]	[illegible]
Méditerranée	[illegible]	[illegible]
Mensuel CIC	[illegible]	[illegible]
Moneden	[illegible]	[illegible]
Mone.J	[illegible]	[illegible]
Monévalor	[illegible]	[illegible]
Mutualité dépôts	[illegible]	[illegible]
Natio Court Terme	[illegible]	[illegible]
Natio-Epargne	[illegible]	[illegible]
Natio-Ep. Ret.	[illegible]	[illegible]
Natio Eparg.Trésor	[illegible]	[illegible]
Natio-Fran.index	[illegible]	[illegible]
Natio-Imm.	[illegible]	[illegible]
Natio-Inter	[illegible]	[illegible]
Natio-Monétaire	[illegible]	[illegible]
Natio-Opportunités	[illegible]	[illegible]
Natio-Patrimoine	[illegible]	[illegible]
Natio-Perspectives	[illegible]	[illegible]
Natio-Placements	[illegible]	[illegible]
Natio-Revenu	[illegible]	[illegible]
Natio Sécurité	[illegible]	[illegible]
Natio-Valeurs	[illegible]	[illegible]
Nippon-Gan	[illegible]	[illegible]
Nord Sud Dévelop.	[illegible]	[illegible]
Obli-Associations	[illegible]	[illegible]
Oblicic-Mondial	[illegible]	[illegible]
Oblicic-Régions	[illegible]	[illegible]
Oblifutur	[illegible]	[illegible]
Oblig. tres caté.	[illegible]	[illegible]
Oblilion	[illegible]	[illegible]
Oblisécurité Sicav	[illegible]	[illegible]
Oraction	[illegible]	[illegible]
Orvalor	[illegible]	[illegible]
Paribas Capitalisation	[illegible]	[illegible]
Paribas Opportunités	[illegible]	[illegible]
Paribas Patrimoine	[illegible]	[illegible]
Patrimoine Retraite	[illegible]	[illegible]
Pervalor	[illegible]	[illegible]
Placement A	[illegible]	[illegible]
Placement J	[illegible]	[illegible]
Placement M	[illegible]	[illegible]
Placement Nord	[illegible]	[illegible]
Plénitude	[illegible]	[illegible]
Poste Croissance	[illegible]	[illegible]
Poste Gestion	[illegible]	[illegible]

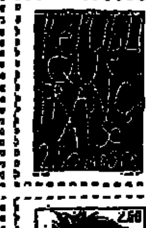
VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Première Oblig.	10879 44	10868 57
[illegible]	[illegible]	[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ■ : marché continu

هكذا من الأصل

PHILATÉLIE

Bicentenaire de la République


La Poste mettra en vente générale, le lundi 28 septembre, quatre timbres-poste à 2,50 F, pour le bicentenaire de la proclamation de la République.

A l'origine de cette émission de timbres d'usage courant (ils en ont la couleur rouge et le format), le ministère de la culture a choisi de faire appel à quatre artistes contemporains pour la réalisation des maquettes : Pierre Alechinsky (né en 1927), Gérard Garouste (né en 1946), Martial Raysse (né en 1936) et Jean-Charles Blais (né en 1956). Alechinsky a déjà signé un timbre paru en 1985, une «roue d'écriture» sur un texte de Michel Butor.

Ces quatre valeurs s'ajoutent a celle dessinée et gravée par Marie-Noëlle Goffin (*le Monde* du 19 septembre). Les timbres, au format vertical 15 x 22 mm, dessinés par Pierre Alechinsky et Gérard Garouste (gravés par Jacky Larrivière), Martial Raysse et Jean-Charles Blais (gravés par Claude Jumelet), sont imprimés en taille-douce en feuilles de cent (deux modèles de timbres et cinquante de chaque par feuille, Garouste et Blais d'une part, Alechinsky et Raysse d'autre part). Le texte «1792-1992, 200e anniversaire de la proclamation de la République» est imprimé en marge des feuilles et sur l'interpanneau.

P. J.

▶ **Vente anticipée à Paris, le 26 septembre, de 10 h 30 à 19 heures, et le 27 septembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire «premier jour» ouvert dans la serre du jardin des Tuileries, place des Pyramides, esplanade des Feuillants, 1er (métro : Tuileries) ; le 26 septembre, de 8 heures à 12 heures, aux bureaux de poste de Paris-Louvre-RP et Paris-Ségur et, de 10 heures à 17 heures, au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard, 15e (boîtes aux lettres spéciales).**

▶ **Le Monde des philatélistes d'octobre consacrera deux pages à cette émission-événement et reproduira les feuilles complètes de ces timbres.**

Rubrique réalisée
par la rédaction du mensuel
le Monde des philatélistes
1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 Ivry-sur-Seine Cedex
Téléphone : (1) 49-60-33-28
Télécopie : (1) 49-60-33-29
Spécimen récent sur demande
contre 15 F en timbres

En filigrane

• *Manifestations.* – Philadijon, jusqu'au 27 septembre, salle des Etats, palais des Ducs à Dijon (21), exposition philatélique organisée par l'Amicale philatélique dijonnaise (thèmes : 20 c noir *Cérès*, TAAF, bicyclette, etc.), avec bureau de poste temporaire, souvenirs philatéliques, présence du dessinateur-graveur Pierre Albuisson, le *dimanche 27*, et réalisation du plus grand timbre du monde au moyen de 100 000 vrais timbres, pour couvrir une maquette *d'environ 10 mètres carrés.*

Histophil 1, les 26 et 27 septembre à Versailles (78), au palais des Congrès, place d'Armes, exposition nationale d'histoire postale, de Louis XIV à la guerre du Golfe, en passant par la grande pêche. Bureau de poste temporaire et présence d'une dizaine de négociants.

5e Rencontre des collectionneurs, le *dimanche 27* septembre, à Denain (59), salle des fêtes, place Baudin. Au programme : timbres, monnaies, cartes postales, pin's...

• **Ventes.** – 419e et 420e ventes sur offres Roumet (Paris, tél. : (1) 47-70-00-56) clôturées les 6 et 20 octobre. Au catalogue, plus de 4 000 lots dont classiques de France de belle qualité (tête-bêche dans bloc de quatre du n° 18 neuf, *prix de départ 75 000 F*); *variétés modernes* (tableau *Hans Hartung* sans les légendes, départ 75 000 F; n° 1741 *Anthurium* de la Martinique sans légendes, 80 000 F; *Peynet* sans la valeur faciale 25 000 F); pour les gros budgets, lots de Suisse (colombes de Bâle sur lettre de mai 1848, départ 125 000 F; double de Genève *sur lettre du 28 novembre 1844* à 215 000 F.

• *Royal Mail Club.* – Le *Royal Mail Club est né...* Il permet aux amateurs de timbres de Grande-Bretagne de s'abonner aux nouveautés de ce pays sans craindre d'en manquer une seule, de bénéficier d'offres spéciales et de cadeaux. Renseignements : Théodore Champion-Royal Mail Club, Paris-Montholon, BP 3, 75430 Paris Cedex 9.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 26 septembre : Chartres, 14 heures : poupées, mobilier de poupées; **Compiègne**, 14 heures : art d'Asie; **Enghien**, 14 h 30 : tableaux modernes; **La Varenne-Saint-Hilaire**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; **Nanterre**, 14 heures : mobilier, objets d'art.

Dimanche 27 septembre : Argenteuil, 10 heures et 14 h 30 : cinéma; **Chantilly**, 14 h 20 : vins, alcools; **Chartres**, 10 h 30 : accessoires de poupées. *13 h 30 :* poupées. 17 h 30 : automates; **Fontainebleau**, 14 heures : mobilier, objets d'art; **L'Isle-Adam**, 14 h 30 : *mobilier, tableaux*; **Provins**, 14 heures : tableaux et sculptures modernes; **Saint-Germain-en-Laye**, 14 heures : sculptures; **Sens** : 14 h 30 : Extrême-Orient; **Versailles (Rameau)**, 14 heures : tableaux modernes.

PLUS LOIN

Samedi 26 septembre : Bergerac, 14 h 30 : argenterie, mobilier; **Bernay**, 14 h 15 : vins alcools; **Cosne-sur-Loire**, 14 h 30 : vente sur le thème du tabac; **Digne-les-Bains**, 14 heures, mobilier, tableaux; **Le Havre**, 14 heures : timbres; **Lyon (Sidoine Apollinaire)**, 10 heures : photo et ciné; **Marseille (Prado)**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; **Marseille (Cantini)**, 14 h 30 : mobilier, tableaux; **Pau**, 14 h 30 : livres.

Dimanche 27 septembre : Arles, 14 heures : tableaux modernes; **Avranche**, *14 heures : jouets*; **Calais**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; **Clamecy**, 14 h 30 : tableaux; **Doullens**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art; ***Honfleur**, 14 h 30 : mobilier*, tableaux; **Le Mans**, 14 h 30 : atelier de peintre; **Lyon (Jules Ferry)**, 15 heures : Extrême-Orient; **Mayenne**, 14 heures : art d'Asie; **Nancy**, 14 heures : mobilier, objets d'art; **Noaancourt**, 14 h 15 : mobilier, objets d'art; **Rouen**, 14 h 30 : tableaux modernes, argenterie; **Yvetot**, 14 h 30 : livres, reliures.

FOIRES ET SALONS

Paris-Grand Palais, Paris-Bois de Vincennes, Chatou, Aubervilliers, Bayeux, Verneuil-sur-Avre, Nogent-le-Rotrou, Villefranche-de-Lauragais, Pessac, Rennes, Nevers, Thiais et Laon.

CARNET DU Monde

Fiançailles

– Le professeur Hicham SAÏED
et Mme, née Michèle Riols,

M. Jean-Pierre GUILLIN
et Mme, née Maryse BINHAS,

ont la joie d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

Cédric et Sophie.

Paris, Versailles, le 26 septembre 1992.

Mariages

– **François BEDHOME**
et
Caroline JANSSENS

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui a été célébré le 19 septembre 1992, à *Wimereux (Pas-de-Calais).*

– **Mireille ELIE**
et
Philippe MERLÉ
avec
Aurèle et Saskia

ont la joie d'annoncer leur mariage célébré le 24 septembre 1992, à Trouville-sur-Mer (Calvados).

1, rue Pixérécourt,
75020 Paris.

– **Raphaëlle BACQUÉ**
et
Denis SAVEROT

ont le plaisir de faire part de leur mariage, le samedi 26 septembre 1992, à la mairie de Marseille, sur le Vieux-Port.

139, boulevard de Charonne,
75011 Paris.

– M. Nicolas VERNICOS,
Mme Geneviève CHRÉTIEN-VERNICOS,

ont le plaisir de faire part du mariage de leur fille,

Sophie,
avec
M. Nicolas PAPAGEORGIOU,

célébré le 12 septembre 1992, à Athènes (Grèce).

29, rue des Boulets,
75011 Paris.
15, rue de la Réunion,
75020 Paris.

Anniversaires de mariages

– **Anne, Rémy, Katia, Alain,**
leurs enfants,

Thomas, Vincent, Bruno,
leurs petits-enfants,

souhaitent à leurs parents un heureux anniversaire de mariage.

Décès

– Line et Henri Desplas,
Monique Benda,
Karine Benda,
Charlotte et Manon Ravaux,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jeanne CHABOUD,
née *Bouchaud,*
professeur honoraire,

survenu le 9 septembre 1992, dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, à Saint-Cyr-sur-Mer (Var).

M. et Mme Desplas,
5, résidence Opéra,
4, rue Molière,
92160 Antony.
Mme Benda,
12, rue de la Treille,
Pierres,
28130 Maintenon.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques	96 F
Abonnés et actionnaires	85 F
Communicat. diverses	100 F
Thèses étudiants	55 F

– **André GAHERY,**
professeur honoraire,

nous a quittés le 17 septembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

– Mme Marie-France Galmiche,
Christophe, Aurore, Ophélie,
Quentin,
souffrent du départ de

Michel
leur ami.

La crémation aura lieu dans la plus stricte intimité.

19, rue Damrémont,
75018 Paris.
Le Perron,
47320 Clairac.

– Mme et M. Bernard Galmiche,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur fils,

Michel GALMICHE,

à l'âge de quarante-neuf ans.

7, rue du Rachais,
38240 Meylan.
21, rue du Parc,
21500 Montbard.

– Dominique et Michel Vanbergen-Galmiche,
ont perdu trop tôt leur frère

Michel GALMICHE,

23, avenue du Domaine,
1190 Bruxelles.

– Mme et M. René Wolf,
Mme et M. Gérard Saphy,
ont le regret d'annoncer le décès de leur gendre et beau-frère,

Michel GALMICHE,

Le Perron,
47320 Clairac.
46, rue du Docteur-Ollier,
69100 Villeurbanne.

– *Les amis de*

Michel GALMICHE

gardent le souvenir fidèle de l'homme, du chercheur et de l'artiste.

Parmi les linguistes français, Michel Galmiche était l'un des très rares spécialistes de la sémantique. Introducteur en France, dès 1975, des concepts et méthodes de la *Sémantique générative* (Larousse), il avait publié, en 1991, *Sémantique linguistique et logique* (PUF). Il avait atteint un public plus vaste par sa collaboration, en 1986, à *la Grammaire d'aujourd'hui* (Flammarion).

Michel Galmiche était en outre – discrètement, comme pour tout le reste – un peintre de talent.

– Le président de l'université Sorbonne nouvelle-Paris-III,
Les vice-présidents,
Le secrétaire général,
L'INALCO,
Et toute la communauté universitaire,
ont le regret d'annoncer le décès de

M. Michel GALMICHE,
maître de conférences.

– M. Jean Griffoul,
La famille Denéchaud,
Parents, alliés
Et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre GRIFFOUL,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Grenoble, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 28 septembre 1992, à 14 h 30, en l'église de Dieulefit (Drôme).

– Après une longue maladie

Olivier

nous a quittés le 17 septembre 1992.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 22 septembre, à Bordeaux.

De la part de
Mme Odette *KRESSMANN,*
sa mère,
Mme Christiane Kressmann,
son épouse,
Isabelle et Roddy Jannez,
Stéphane et Zelda,
François et Judith Kressmann,
Marc Kressmann,
Julien Kressmann,
ses enfants,
M. et Mme Roland Kressmann
et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Saumagne,
leurs enfants et petits-enfants,
M. Eric Kressmann, Tania-Maria,
et leur fille,
M. et Mme Gil Kressmann
et leurs enfants,
ses frères et sœur.

Sous l'égide de la CIMADE, on se réunira le mercredi 30 septembre, à 18 h 30, au foyer de Grenelle, 17, rue de l'Avre, Paris-15e.

Selon le souhait d'Olivier, les personnes qui *le désirent peuvent faire* un don à cette œuvre : CIMADE, 176, rue de Grenelle, Paris-7e.

– La CIMADE,
Ses amis
Et partenaires avec SOLAGRAL,
veulent partager la douleur profonde que vient de leur causer la mort de

Olivier KRESSMANN.

Il avait mis sa chaleur humaine et sa générosité au service des exclus, pour semer *la solidarité et la justice.*

– Nancy, Brest, Limoges.

On nous prie de faire part du décès de

Michel KUHN,
créateur de l'unité «Continentales»
FR 3-Nancy,

survenu à l'âge de cinquante-quatre ans.

Le service religieux sera célébré le samedi 26 septembre 1992, à 15 heures, en l'église Saint-Michel, à Saint-Max.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

[Né le 24 octobre 1937, Michel Kuhn est décédé d'une longue maladie à Nancy, dans la nuit du 23 au 24 septembre. Universitaire de formation, Michel Kuhn avait enseigné l'anglais à l'université de Nancy, avant d'être détaché à partir de 1981 à FR 3 Nancy, dont il deviendra directeur des programmes. Esprit curieux et ouvert sur les autres cultures, organisateur tenace, il crée en 1990 l'unité «Continentales», à qui l'on doit la fameuse émission du même nom sur FR 3. Cet européen convaincu impose l'«Eurojournal» en plusieurs langues. Habité par une haute conception du service public, passionné par l'idée d'une télévision éducative de haut niveau, il s'irritait du retard français en ce domaine, et avait multiplié les projets mettant les images au service de la pédagogie.]

– La direction de SIPCA
Et ses collaborateurs,
Les anciens collaborateurs de SIPCA-Promotion et AFCA,
Et ceux, nombreux, qui ont œuvré à ses côtés depuis 1954,
sont en deuil de

Jean MINTHE,
fondateur de ces associations.

Ils se joignent à tous les siens et à ses *amis pour partager leur douleur* et lui rendent un hommage respectueux.

51, avenue des Gobelins,
75013 Paris.

– M. et Mme Pierre Remy,
Mme Bertrand Roederer,
Mme Marc Lorans,
M. et Mme *Michel Remy,*
M. et Mme Philippe Remy,
M. et Mme Daniel Remy,
M. et Mme Jean-Marie Cordier,
ses *petits-enfants* et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger REMY,
administrateur en chef
de classe exceptionnelle
de la France d'outre-mer (ER),
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,
officier des Palmes académiques,

survenu à Saint-Maixent, le 22 septembre 1992, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

– Son fils Jean,
Ses sœurs,
Son frère,
Et toute la famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Rachel SCHUSTER,
née Strulovici,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, au cimetière de Thiais.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran a la profonde douleur de faire part de la disparition de trois de ses dirigeants :

Dr. Sadegh SHARAFKANDI,
secrétaire général,

Fattah ABDOLI,
représentant en Europe,

Homayoun ARDALAN,
représentant en Allemagne,

tous trois assassinés à Berlin le jeudi 17 septembre 1992.

Les obsèques auront lieu à Paris, le lundi 28 septembre à 13 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

Tous ceux qui le souhaitent pourront leur rendre un dernier hommage le même jour de 10 heures à 12 heures, à l'Institut kurde de Paris, 106, rue La Fayette, Paris-10e (*tél. 48-24-64-64*), où une chapelle ardente sera dressée.

Un rassemblement est prévu le lundi à 13 heures au métro Père-Lachaise pour accompagner le cortège funèbre.

Délégation du PDKI à l'étranger, tél. : 45-89-04-30.

(Le Monde *du 19 septembre.*)

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du «Carnet du Monde», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jacques THIÉBAUT,

le 23 septembre 1992, dans sa soixante-septième *année, à Paris-13e.*

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 29 septembre, à 11 heures précises, en l'église Notre-Dame-du-Bon-Secours, 31, rue du Général-Leclerc, à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation au cimetière de Bois-Colombes.

Train : gare Saint-Lazare pour Bois-Colombes.

De la part de
Mme Jacques Thiébaut,
son épouse,
M. Frédéric Thiébaut,
son fils,
Les familles Pouget, Rousseau, Magneville, Maréchal, Roullié et Guillerm.

33, rue Paul-Déroulède,
92270 Bois-Colombes.

– Le président,
Et le conseil d'administration de Pechiney emballage alimentaire,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques THIÉBAUT,

le 23 septembre 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 29 septembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-du-Bon-Secours, 31, rue du Général-Leclerc, à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine).

– Sa nièce, Claudette Jacquin,
a la douleur d'annoncer le décès de

Mrs. Rolande B. TIPTON,

survenu le 18 septembre 1992, à Colorado-Springs (Etats-Unis).

– Xavier et Line Vilato,
Leurs enfants, Théo et Numa,
Javier Vilato,
ont la tristesse de faire part du décès de

Germaine VILATO,
née Lasceaux,

survenu le 19 septembre 1992, à Apt (Vaucluse).

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Bonnieux, dans la plus stricte intimité.

– Les familles Violette, Theveniaud et Cellario,
ont la tristesse de faire part du décès de

Robert VIOLETTE,
professeur de philosophie,
ancien psychologue du lycée Voltaire,

survenu à Paris, le 19 septembre 1992.

Un hommage sera rendu au crématorium du *Père-Lachaise, le lundi 28* septembre, à 14 heures.

– Mme Zaghdoudi,
son épouse,
Ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Amor ZAGHDOUDI,

survenu le 22 septembre 1992.

L'inhumation a eu lieu le 24 septembre, à Jendouba (Tunisie).

Anniversaires

– En ce sixième anniversaire du rappel à Dieu de,

Glenn SOUHAM,
officier de l'ordre de Malte,
membre du conseil consultatif
du président des Etats-Unis,

une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé, en union de prières avec les messes qui seront célébrées à son intention en France, aux Etats-Unis et en Suisse.

« You can be sure that Glenn's spirit of compassion, cooperation and commitment will long be remembered by all who knew him. »

Ronald Reagan,
President
of the United States of America,
The White House,
Washington DC, October 8, 1986.

« Vous pouvez être certains que les qualités de Glenn, et parmi celles-ci son esprit de charité, de coopération et de dévouement, resteront présentes longtemps dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu. »

Ronald Reagan,
président
des Etats-Unis d'Amérique,
La Maison Blanche,
Washington DC, le 8 octobre 1986.

Messes anniversaires

– Le 29 août 1991,

Anne-Maylis BROCAS,

quittait les siens à la suite d'un accident survenu dans sa vingt-troisième année.

Une messe sera célébrée à son intention le dimanche 27 septembre 1992, à 18 heures, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, Paris-13e.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMANN

Service public

D'ABORD, bravo France 2 ! On n'osait plus croire la télévision encore capable de ces réflexes-là, de bouleverser ses programmes et de planter son chapiteau sur la place du village, aux côtés des sinistrés de Vaison pour une sorte de mini-Téléthon improvisé d'une heure et demie, de bricoler en quelques heures une soirée spéciale avec les moyens du bord. Les mots « service public » reprenaient tout à coup leur saveur oubliée. Elle se plaçait, la télé, tout simplement au service de ceux qui souffraient. Elle ne connaissait plus d'autres vedettes que des codes postaux et des numéros de CCP.

Bravo, ensuite, d'avoir su épargner au pays le spectacle explicite de l'horreur. La soirée resta « soft », même si l'on se souviendra longtemps des sanglots de ce campeur qui, réfugié sur un toit, avait vu partir sa femme emportée par la boue. Et de ces jeunes touristes allemands qui avaient sauvé leurs enfants en les tenant accrochés à un arbre jusqu'à l'arrivée des secours. Oui, bravo et merci. Rien n'est plus facile, en ces occasions, que de forcer les hôpitaux, caméra au poing, et de faire moisson d'insoutenable. Mais la télévision, toutes chaînes confondues, s'y refuse désormais. On l'avait vérifié le soir de Furiani. Ce fut confirmé à Vaison.

Alors, on peut toujours trouver à redire. Il était ainsi étrange, pour ne pas dire davantage, de voir traités à égalité les endeuillés du bord de l'Ouvèze et la boulangère du centre-ville qui avait perdu sa vitrine réfrigérée. Une dame s'énerva même parce qu'elle ne savait comment vendre ses journaux le lendemain matin. On eût aimé voir Paul Amar, qui tenait à portée de main un représentant des compagnies d'assurances, profiter de la circonstance pour lui faire promettre des indemnisations d'urgence. D'extrême urgence. On sait trop comment, l'émission retombée, la bureaucratie retrouve ses droits. On pressentait déjà ces jours où, le chapiteau reparti, les sinistrés se retrouveraient seuls avec leurs formulaires en quatre exemplaires. Mais enfin, il est trop facile de faire des remarques sur son canapé.

Bravo, enfin, la France tout court. En une heure et demie, se dissipaient les miasmes du dimanche précédent. Sur la même chaîne, la soirée électorale avait montré une France hargneuse, sans ressort, déprimée. Soudain, ce n'était plus que mains tendues, solidarité, bénévolat, remerciements, reconnaissance. Le tissu social se raccommodait sous nos yeux.

Vendredi 25 septembre

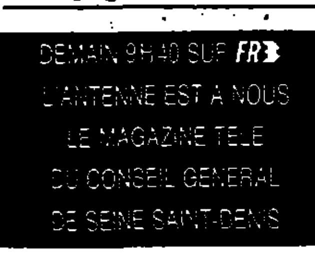
TF 1

20.45 **Magazine : Les Marches de la gloire.**
22.05 **Jeu : Le Défi.**
22.45 **Magazine : En quête de vérité.** *J'ai enlevé mon enfant.*
23.55 **Divertissement : Arthur, *émission impossible*.**

F 2

20.50 **Série : Le Lyonnais.** Cérémonie religieuse, de Bernard Dumont.
22.25 **Magazine : Sportissimo.**
23.40 **Journal des courses, Journal et Météo.**
0.00 **Feuilleton : Belphégor.** De Claude Barma (3e et 4e épisodes).

F 3



20.45 **Magazine : Thalassa.** Les Pêcheurs du ciel, de Sylvain Pascaud.
21.45 **Magazine : Caractères.** Invités : Patrick Besson (*Julius et Isaac*) ; Jean-Paul Dubois (*Une année sous silence*) ; Franz-Olivier Giesbert (*l'Affreux*) ; Gérard Miller (*Malaise*).
22.50 **Journal et Météo.**
23.05 **Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.**
23.15 **Traverses.** Yougoslavie, genèse d'une guerre.

CANAL PLUS

20.35 **Téléfilm : Seule dans la tour de verre.**
22.00 **Flash d'informations.**
22.10 **Magazine : Cascades et cascadeurs n° 18.**
22.45 **Magazine : Jour de foot.**
23.15 **Cinéma : La Maison Russie.** ■ Film américain de Fred Schepisi (1990).

M 6

20.35 **Magazine : Capital** (et à 23.55).
20.45 **Téléfilm : *Mortelle ressemblance*.**
22.30 **Série : Mission impossible, vingt ans après.**
23.25 **Magazine : Emotions.**
0.15 **Magazine : Rapline.** Miles Davis.

ARTE

20.40 **Magazine : Transit.** De Daniel Leconte.
22.10 **Téléfilm : Violence sous silence.** De Theodor Kotulla. *Une jeune femme mariée est embauchée par un architecte qui la viole.*
23.55 **Documentaire : Les Œufs à la coque.** De Richard Leacock et Valérie Lalonde. *Regard sur la France par l'un des fondateurs américains du documentaire et sa complice. Un vidéo-film léger.*

FRANCE-CULTURE

21.30 **Musique : Black and Blue.** Place Louis-Armstrong, Paris 13e.
22.40 **Les Nuits magnétiques.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 17 septembre, Salle Pleyel) : Suite de danses pour orchestre, de Bartok ; Concerto pour piano et orchestre n° 3 en ut majeur op. 26, de Prokofiev ; Images pour orchestre (Iberia), de Debussy ; La Valse, de Ravel, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit ; Laurent Cabasso, piano.
23.09 **Jazz club.**
1.05 **Papillons de nuit.** Par David Jisse.

Samedi 26 septembre

TF 1

13.15 **Magazine : Reportages.** Mômes de banlieue, de Jane Lagier et Jean-Claude Fontan.
13.55 **Jeu : Millionnaire.**
14.20 **La Une est à vous.** Avec la série « Pour l'amour du risque ».
17.20 **Divertissement : Mondo Dingo.**
17.50 **Magazine : Trente millions d'amis.**
18.20 **Séries : Premier baisers.**
18.50 **Divertissement : Les Roucasseries.** Invité : Gérard Rinaldi.
19.20 **Divertissement : Vidéo gag.**
19.45 **Divertissement : Le Bébête Show.**
19.50 **Tirage du Loto.**
20.00 **Journal, Essais de formule 1, Tiercé et Météo.**
20.45 **Série : Rick Hunter, inspecteur choc.** La Reine de la neige, avec Fred Dryer, Stefanie Kramer.
22.25 **Série : Agence tous risques.** Le Jugement dernier, de David Hemmings.
0.00 **Magazine : Formule foot.** Résumé de la huitième journée du championnat de France.
0.40 **Sport : F1 Magazine.** Grand Prix du Portugal, à Estoril.

F 2

13.30 **Magazine : Géopolis** Présenté par Claude Sérillon. La Roumanie.
14.20 **Magazine : Animalia.** Présenté par Allain Bougrain-Dubourg. Dans la foulée des manchots.
15.20 **Magazine : Sport passion.** Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin ; A 15.25, Tiercé, en direct d'Evry.
16.00 **Sport : Football.** Championnat de France de 2e division : Rennes-Angers.
18.05 **Divertissement : La Machine à chanter.** Présenté par Daniela Lumbroso, Gérard Holtz et Sidney. Invités : C. Jérôme, Karen Cheryl, Andréa Ferréol.
18.55 **INC.**
19.00 **Magazine : Frou-frou.** Présenté par Christine Bravo.
19.59 **Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin, Journal des courses et Météo.**
20.50 **Magazine : La Nuit des héros.** Présenté par Michel Creton. A Aix-en-Provence.
22.40 **Magazine : Double jeu.** Présenté par Thierry Ardisson. Spécial télévision ; Variétés : les Négresses vertes, Rita Mitsouko, un extrait d'un des spectacles de Coluche.
23.55 **Journal et Météo.**
0.15 **Magazine : La 25e Heure.** Présenté par Jacques Perrin. Irez-vous au bal ?, de Nadjeda Hvorova ; A fond la caisse, de B. Mariage.

F 3

13.00 **Samedi chez vous** (et à 14.50, 17.00). Télévision régionale.
14.00 **Série : Matlock.**
16.30 **Série : Brigade criminelle.**
18.00 **Magazine : Montagne.** Ellesmere en haut du monde, de Jean-Michel Ogier. *La traversée de l'île Ellesmere, au Canada, située à 600 kilomètres du pôle Nord.*
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
18.55 **Un livre, un jour.** *Les Enquêtes d'Adam Dalgliesh*, tomes I et II, de P. D. James.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 **Film d'animation : Les Fables géométriques.** Le Chat et les deux moineaux.
20.15 **Divertissement : Yacapa.** Présenté par Pascal Brunner.
20.45 **Série : Police secrets.** L'Enveloppe, d'Yves Lafaye.
22.20 **Journal et Météo.**
22.35 **Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.**
22.45 ▶ **Magazine : Vis-à-vis.** De Patrice Barrat et Kim R. Spencer. Rose et Nejma : la ville.
23.40 **Série : Les Incorruptibles.** L'Avocat.
0.30 **Continentales Club.** Meilleurs moments de la semaine.

CANAL PLUS

12.35 **Magazine 24 Heures.** A Vaison-la-Romaine après le déluge.
13.30 **Le Journal du cinéma.**
14.00 **Sport : Handball.** Coupe d'Europe : OM-Tchécoslovaquie.
15.30 **Sport : Tennis.** La bataille des champions : Martina Navratilova-Jimmy Connors, à Las Vegas.
17.00 **Sport : Football américain.** Match de championnat de la NFL.

En clair jusqu'à 20.30

18.00 **Décode pas Bunny.** Le Diable de Tasmanie.
19.05 **Dessin animé : Les Simpson.**
19.30 **Flash d'informations.**
19.35 **Le Top.**
20.30 **Téléfilm : RSVP** De Paolo Barzman.
22.00 **Spectacle : Supermodel of the World 92.**
23.20 **Flash d'informations.**
23.30 **Cinéma : Ré-animator 2.** □ Film américain de Brian Yuzna (1989).
1.05 **Cinéma : Simple mortel.** ■ Film français de Pierre Jolivet (1991).

M 6

13.00 **Série : Equalizer.**
13.55 **Série : Supercopter.**
14.50 **Série : L'Incroyable Hulk.**
15.40 **Variétés : Matchmusic.**
16.55 **Magazine : Culture rock.** La saga de Michael Jackson.
17.25 **Série : Amicalement vôtre.**
18.20 **Série : Les Têtes brûlées.**
19.10 **Magazine : Turbo.** Spécial Jaguar.
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Papa Schultz.**
20.35 **Magazine : Fun glisse** (et à 1.05).
20.45 **Téléfilm : Le Monde de Ludovic.** De Jean-Pierre de Decker.
22.30 **Téléfilm : Au nom de la vérité.** D'Anthony Page, avec Raquel Welch, Christa Donton.
0.10 **Musique : Flashback.** Philippe Lavil, Norman Greenbaum, Valérie Lagrange, Sam the Sham & the Pharaons, Joe Cocker, Frank Alamo, Jackson Five.

ARTE

17.00 **Magazine : Transit.** De Daniel Leconte (rediff.).
18.30 **Magazine : Via Regio.**
19.00 **Documentaire : Histoire parallèle.** Actualités françaises et britanniques de la semaine du 26 septembre 1942 (v. o).
20.00 **Documentaire : Jazzmasters.** Chet Baker, de Terry Carter.
20.30 **8 1/2 Journal.**
20.40 **Documentaire : Les Tambours d'hiver.** De Sarah Elder et Leonard Kammerling.
22.10 **Court métrage : The Victor.** De Phil Austin et Derek Hayes.
22.20 **Court métrage : L'Équilibre de la peur.** D'Edouard Nazarov.
22.25 **Spectacle : Cirque Plume.** D'Alain Hettet.
23.20 **Documentaire : Polski Jazz.** De Philippe Gumplowicz et Alex Szalat. Dans le cadre de la série les Travaux d'Orphée.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Photo-portrait.** Jacques Mouriot, imprimeur.
20.45 **Dramatique.** La Musique, de Yehouda Moraly.
22.35 **Musique : Opus.** Les musiques de la Garde.
0.05 **Rencontre au clair de la nuit...** Avec Pierre Marlaud, voyageur et paysan.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 **Soirée lyrique.** Opéra (donné le 20 septembre à Lausanne) : Montezuma, de Vivaldi, par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jean-Claude Malgoire ; sol. : Nicolas Rivenq, Brigitte Balleys, Isabelle Poulenard, Danielle Borst, Luis Masson, Dominique Visse.
23.35 **Cine Radio Days.** Par François Jenny . Jean-Luc Godard.
0.30 **Les Sortilèges du flamenco.** Par Robert J. Vidal.
1.02 **Maestro.** Par Maguy Lovano. Gunther Wand.

Dimanche 27 septembre

TF 1

11.00 **Magazine : Téléfoot.** Championnat de France. Tours-Rouen de 2e division ; Maradona à Séville ; Monaco-Nantes, Toulon-Caen, Toulouse-PSG.
11.58 **Météo.**
12.00 **Jeu : Millionnaire.**
12.25 **Jeu : Le Juste Prix.**
12.53 **Météo et Journal.**
13.20 **Sport : F1 à la Une.** Grand Prix de formule 1 du Portugal, en direct d'Estoril.
13.55 **Spécial sport : Formule 1.** La course. 15.40 : Le podium
15.55 **Série : Rick Hunter, inspecteur choc.**
16.55 **Disney Parade.**
18.00 **Série : Starsky et Hutch.**
19.00 **Magazine : 7 sur 7.** Invité : Edouard Balladur.
20.00 **Journal, Spécial élections sénatoriales, Tiercé, Météo.**
20.50 **Cinéma : Protection rapprochée.** □ Film américain de Peter Hunt (1986).
22.30 **Magazine : Ciné dimanche.**
22.40 **Cinéma : Sept morts sur ordonnance.** ■■ Film français de Jacques Rouffio (1975).

F 2

11.00 **Messe.** Célébrée en la basilique du Sacré-Cœur de Paray-le-Monial (Saône-et-Loire).
12.00 **Magazine : L'Heure de vérité** Invité : Philippe Séguin.
12.59 **Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin et Météo.**
13.25 **Dimanche Martin.** Le monde est à vous. Avec les Gipsy Kings.
15.00 **Série : Tequila et Bonetti.**
15.45 **Dimanche Martin** (suite).
17.25 **Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.** Le destin des tortues de mer.
18.15 **Magazine : Stade 2** Athlétisme : Marathon de Berlin ; Football : 8e journée du championnat de France de D1 et D2 ; Basket-ball : Championnat de France ; Marche : Thierry Toutain ; Omnisports : résultats de la semaine ; Rugby : Championnat de France ; Canoë-kayak : Championnat de France ; Skateboard : Championnat de France ; Tennis de table : Grand Prix de Paris à Coubertin ; Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin ; Boomerang : Championnat de France.
19.25 **Série : Maguy.**
19.59 **Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin, Journal des courses et Météo.**
20.50 **Cinéma : King Kong.** ■ Film américain de John Guillermin (1976).
23.10 ▶ **Magazine : Bouillon de culture.** Invité : Roman Polenski (*Lunes de fiel*).
0.10 **Journal et Météo.**
0.25 **Magazine : Musiques au cœur.**

F 3

11.00 **Magazine : Musicales.** Présenté par Alain Duault. L'œil écoute... New-York (2e volet). Œuvres de Dvorak, Bernstein, Porter, Ives, Glass, Adams et negro spirituals.
12.00 **Flash d'informations.**
12.05 **Télévision régionale.**
12.45 **Journal.**
13.00 **Expression directe.** CFDT ; CNPF.
13.20 **Magazine : D'un soleil à l'autre.**
13.50 **Jeu : au pied du mur.** Animé par Julien Lepers.
14.20 **Magazine : Sports 3 dimanche.** Athlétisme : la Coupe du monde à La Havane ; Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin, dernière étape, arrivée à Pékin ; Tennis de table : Grand Prix de Paris, demi-finales et finale en direct ; A 16.20, Tiercé, en direct d'Auteuil.
17.30 **C'est Lulo !**
18.15 **Magazine : A vos amours.** Invité : Yves Le Coq.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 **Divertissement : Téléchat.**
20.15 **Série : Benny Hill.**
20.45 **Spectacle : Dimanche en fête, magie de Monte-Carlo.** Huitièmes Grands Prix magiques de Monte-Carlo.
22.00 **Magazine : Le Divan.** Invité : Gianni Amelio, cinéaste.
22.30 **Journal et Météo.**
22.45 **Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin.**
22.55 **Cinéma : Madame de...** ■■■ Film français de Max Ophüls, d'après le roman de Louise de Vilmorin (1953).
0.35 **Musique : Portée de nuit.** 1er mouvement du *Concerto pour violon et orchestre*, de Dvorak ; dir. Ricardo Chailly.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 14.00

12.30 **Flash d'informations.**
12.35 **Magazine : Télés dimanche.**
13.30 **Divertissement : La Semaine des Guignols.**
14.00 **Téléfilm : Qu'est-il arrivé aux sœurs Hudson ?** De David Greene.
15.35 **Sport : Snooker.** White-Davis : finale.
16.30 **Sport : Boxe.** Championnat du monde des super-welters WBC (extraits).
17.10 **Dessin animé : Les Simpson.**
17.30 **Magazine : Cascades et cascadeurs n° 18.**
18.00 **Cinéma : Le Voleur d'enfants.** ■ Film franco-italo-espagnol de Christian de Chalonge (1991).

En clair jusqu'à 20.35

19.50 **Flash d'informations.**
19.55 **Ça cartoon.**
20.30 **Le Journal du cinéma.**
20.35 **Cinéma : Martha et moi.** ■ Film franco-allemand de Jiri Weiss (1990).
22.15 **Flash d'informations.**
22.20 **Magazine : L'Equipe du dimanche.** Football.
0.50 **Cinéma : L'Affaire Dominici.** ■ Film français de Claude Bernard-Aubert (1972).

M 6

10.45 **Magazine : E = M 6.** Présenté par Mac Lesggy.
11.15 **Magazine : Turbo.** Spécial Jaguar (rediff.).
12.00 **Série : Mariés deux enfants.**
12.25 **Série : Jamais deux sans trois.**
13.00 **Série : Equalizer.**
13.50 **Série : Le Joker.**
14.45 **Série : Hongkong connection.**
15.40 **Magazine : Culture rock.** Elvis Presley, l'homme qui voulait être roi.
16.35 **Musique : Flashback.**
17.10 **Série : L'Heure du crime.**
18.05 **Série : Devlin connection.**
19.00 **Série : O'Hara.**
19.54 **Six minutes d'informations, Météo.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Magazine : Sport 6.**
20.45 **Téléfilm : Blessure d'amour.** De Jack Bender
22.30 **Magazine : Culture pub.** Saga : la Sept ; Des mots ; Cadeau Bonus : le Maastricht de la pub ; En quête : Télé dimanche.
23.00 **Cinéma : Félicia.** □ Film français de Max Pecas (1975).
0.40 **Magazine : Métal express.** Spécial Monsters of rock 92.

ARTE

17.00 **Téléfilm : L'Age tendre.**
19.00 **Magazine : Mégamix.** Lou Reed, Najma, les Pires, Orchestre de la Luz, Asmahane, Wally Badarou.
19.50 **Chronique : Le Dessous des cartes.**
20.00 **8 1/2 Journal.**
20.10 **Soirée thématique.** Acteurs, soirée proposée par Pascal Aubier.
20.11 **Ouverture de la soirée.** Montage de photos d'acteurs enfants et de documents d'archives.
20.30 **Cinéma : Le Début.** ■■ Film soviétique de Gleb Panfilov (1970).
22.05 **Documentaire : Au-delà du miroir.** De Pascal Aubier.
23.10 **Téléfilm : Elvire-Jouvet 40.** De Benoît Jacquot.

FRANCE-CULTURE

20.30 **Atelier de création radiophonique.** Espace sonore, espace flottant.
22.35 **Musique : Le Concert** (donné le 18 juillet dans l'église de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon) : Centre Acanthès. Œuvres de Lindberg et Carter.
0.05 **Clair de nuit.**

FRANCE-MUSIQUE

20.35 **Concert** (donné le 24 septembre à Radio France) : Musique traditionnelle de l'Inde du Nord, avec Amjad Ali Kahn, sarod.
22.33 **Auto-portrait.** Par Hélène Pierrakos . Thon That Tiet. Œuvres de Wagner, Ohana, Thon That Tiet et musique indienne.
23.35 **L'Oiseau rare.** Par Michèle Lejeune et Maguy Lovano. Trio pour piano, violon et violoncelle, de Lekeu ; Concerto pour piano, d'Yves Nat.
1.00 **Les Fantaisies du voyageur.**

هكذا من الأصل

Le Monde

Au centre œcuménique de Bossey, près de Genève

Les responsables catholiques et orthodoxes de l'ancienne Yougoslavie signent un appel commun à la paix

A l'initiative de la Conférence des Eglises européennes (KEK, protestantes, anglicane, orthodoxe) et du Conseil des conférences épiscopales européennes (CCEE, catholique), deux délégations d'évêques catholiques et orthodoxes, venues de l'ex-Yougoslavie, se sont rencontrées, mercredi 23 septembre, au centre œcuménique de Bossey près de Genève. Ces deux délégations étaient présidées par le cardinal Kuharic, archevêque de Zagreb, et par le patriarche Pavle de Serbie. M. Jakub Selimoski, leader de la communauté musulmane de Bosnie, avait accepté l'invitation, mais n'a pas pu quitter la ville de Sarajevo.

Dans un document commun publié jeudi 24 septembre, les leaders religieux expriment des *« exigences dictées par* (leurs) *responsabilités spirituelle et morale »*. Ce sont les suivantes : *« arrêt immédiat et sans condition de toutes les hostilités (...) en particulier pour mettre fin à la destruction sacrilège et insensée des lieux de prières et sanctuaires, qu'ils soient chrétiens et islamiques ; libération de tous les prisonniers de guerre et otages ; arrêt de la pratique inhumaine de l'assainissement ethnique, de quelque côté qu'elle ait été déclenchée et mise en œuvre (...) »*

Les responsables religieux de l'ex-Yougoslavie *« condamnent tous les crimes commis et se désolidarisent de tous les criminels, quels que soient le peuple, ou l'armée, ou l'Eglise, ou la religion, dont ils prétendent être membres »*.

Au terme de la sixième session des négociations bilatérales

Washington espère des « progrès ultérieurs » entre Israéliens et Arabes

Les Etats-Unis ont dressé, jeudi 24 septembre, un bilan relativement optimiste de la sixième session des négociations bilatérales de paix israélo-arabes, qui venait de s'achever à Washington. *« Nous pensons que les parties ont établi une bonne base pour des progrès ultérieurs »*, a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, M. Edward Djerejian, qui a relevé que *« les parties s'attaquent incontestablement aux difficiles questions clefs que sont les problèmes territoriaux, la paix et la sécurité »*.

Tout en manifestant une certaine déception quant à l'absence de résultats concrets, les Arabes ont pour leur part exprimé l'espoir que les Israéliens avanceraient de nouvelles propositions lors de la septième session, qui doit commencer le 21 octobre. *« Jusqu'à la dernière minute nous avons tenté d'éviter l'impasse »*, a déclaré le porte-parole palestinien, Mme Hanane Achraoui, pour qui cette session n'en a pas moins été *« utile et exploratoire »*. Palestiniens et Israéliens ont constitué jeudi un groupe de travail chargé de discuter d'un agenda de négociations. Le chef de la délégation syrienne, M. Mouaffak Al Allaf, a constaté pour sa part que cette session avait *« démontré que la paix est possible entre Israël et le monde arabe »*, bien qu'il n'y ait pas eu *« beaucoup de progrès sur la substance »*.

Pour M. Yossi Gal, porte-parole de la délégation israélienne, cette sixième session se solde par un bilan positif. Il ne faut pas *« s'attendre à une percée, mais chaque jour de négociations nous rapproche de la paix »*, a-t-il affirmé, faisant remarquer que ces négociations ont été *« les plus longues et les plus substantielles »* depuis le début du processus de paix. – *(AFP.)*

La situation en Corse

Le FLNC-« canal habituel » renonce à l'« impôt révolutionnaire »

Le climat d'insécurité qui a secoué ces derniers mois la Corse va-t-il connaître une accalmie ? Le débat engagé au sein de la mouvance nationaliste sur l'« impôt révolutionnaire », pratique qui n'a pas peu contribué à la dégradation de l'Etat de droit dans l'île, vient en tout cas d'aboutir à un revirement stratégique d'importance. Un représentant du FLNC-« canal habituel » a annoncé, dans un entretien accordé au quotidien *la Corse-le Provençal* daté du 24 septembre, que son mouvement avait décidé de renoncer à prélever cet impôt. *« Il ne nous a jamais échappé que la pratique de l'impôt révolutionnaire pouvait comporter des aspects pervers »*, a-t-il expliqué, ajoutant : *« La multiplication des groupes armés, l'intérêt que trouve l'Etat français à l'exploitation de ce phénomène engendrent une confusion généralisée. »*

Cette annonce n'est pas une véritable surprise dans la mesure où le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), vitrine politique légale du FLNC-« canal habituel », avait récemment fait savoir que l'hypothèse d'un abandon de cette « fiscalité » *clandestine était déjà* sérieusement envisagée au sein du mouvement. Les premiers à avoir franchi le pas sont les militants de l'Accolta naziunale corsa (ANC), groupe nationaliste hostile à toute *forme d'hégémonie du « militaire »* sur le « politique ». Un responsable de l'ANC, M. Pierre Poggioli, avait déclaré, le 24 juillet, que la mouvance nationaliste devait *« balayer devant sa porte quand on a la prétention d'œuvrer à la moralisation de la vie publique »*.

Il reste maintenant à savoir comment la Cuncolta naziunalista, branche dure du mouvement nationaliste, proche des clandestins du FLNC- « canal historique », va réagir à ces initiatives. Son état d'esprit est *a priori* différent de celui du MPA et de l'ANC, du moins si l'on en juge par la lettre publiée, fin juillet, dans son hebdomadaire *U Ribombu* par Jean-Michel Rossi, militant condamné pour tentative d'extorsion de fonds. *« La seule chose qui se puisse à la rigueur discuter*, écrivait M. Rossi, *c'est, le cas échéant, le choix des cibles, et non le principe, lequel ne souffre guère de contestation, sauf à vouloir la fin sans les moyens, et à renoncer aux mutations radicales au profit d'un moralisme à bon marché. »*

F. B.

Dans la nuit de samedi à dimanche

Retour à l'heure d'hiver

Les pays de la Communauté européenne, à l'exception de la Grande-Bretagne qui ne changera qu'un peu plus tard, passeront à l'heure d'hiver dans la *nuit du samedi 26 au dimanche* 27 septembre. A 3 heures du matin pendules, coucous, horloges, réveils, chronomètres, montres, clepsydres et oignons devront être retardés d'une heure. Il sera alors 2 heures du matin ce qui permettra aux Français de gagner une heure de sommeil.

Cette mesure en vigueur depuis 1976 suscite chaque année une vague de protestations de la part de ceux qui affirment ne pas s'y adapter et qui contestent la réalité des économies d'hydrocarbures (300 000 tonnes) que cette mesure était, à l'origine, censée provoquer.

Tout porte à croire que l'an prochain encore la polémique sur ce thème ira bon train, à moins que le ministre de l'environnement, Mme Ségolène Royal, comme elle en a émis récemment l'hypothèse dans un article du *Figaro*, n'obtienne avant le printemps la suppression de cette heure d'été en avance de deux heures sur l'heure solaire. Déjà, en 1990, Mme Royal avait, à la demande du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire de l'époque, M. Roger Fauroux, rédigé un rapport dans ce sens.

EN BREF

□ **ONU : M. Dumas circonspect quant à l'élargissement du Conseil de sécurité.** – Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a recommandé, jeudi 24 septembre, la prudence avant un éventuel élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU qui permettrait à l'Allemagne et au Japon d'en devenir membres permanents. *« C'est un problème qu'il faut prendre en compte mais avec beaucoup de circonspection »*, a déclaré M. Dumas, interrogé à New-York par RTL. *« Il faut aussi bien imaginer qu'une révision de la Charte en ce moment poserait beaucoup de problèmes. Nous sommes maintenant 179 pays membres et les révisions de la Charte se font à l'unanimité »*, a ajouté M. Dumas. – *(AFP.)*

□ **Un diplomate koweïtien blessé dans un attentat à Prague.** – Un attaché de l'ambassade du Koweït à Prague, M. Salah Jassem Al Moubarak, a été grièvement blessé par balles par des inconnus, jeudi 24 septembre, alors qu'il rentrait chez lui en voiture. Selon l'agence tchécoslovaque CSTK, M. Al Moubarak a été touché par des projectiles provenant d'un pistolet fabriqué en quantité limitée dans les années 70 et utilisé par les services secrets de la STB, la police politique du régime communiste tchécoslovaque. – *(AFP.)*

□ **Assassinat d'un caissier d'Euro Disney.** – Un caissier de l'hôtel le plus luxueux du parc d'attractions de Marne-la-Vallée a été assassiné jeudi 24 septembre à l'arme blanche alors qu'il s'apprêtait à déposer sa recette dans un coffre de l'établissement. Le parquet de Meaux a confié l'enquête à la direction régionale de la police judiciaire de Versailles.

□ **Augmentation des salaires de 2,8 % en 1992 chez Renault.** – La direction de Renault procédera à une revalorisation de 0,8 % des salaires au 1er octobre, ce qui portera à 2,8 % la progression générale des salaires en 1992, compte tenu des deux revalorisations de 1 % intervenues en janvier et en mai. Cette mesure, rendue publique mercredi 23 septembre, concerne les 31 500 ouvriers et les 25 500 employés, techniciens, agents de maîtrise (ETAM) de Renault (la rémunération des cadres est entièrement individualisée). En outre, une avance au titre de l'intéressement aux résultats de 1992, d'un montant minimum de 1 057 francs, sera versée.

□ **FOOTBALL : le championnat de France.** – L'Olympique de Marseille et Lens ont fait match nul (2-2) et Auxerre a battu Lille (2-0) en matches avancés comptant pour la 8e journée du championnat de France de football, jeudi 24 septembre.

□ **COSTA-RICA : le ministre de l'intérieur a été libéré par son ravisseur.** – Orlando Ordonez Betancourt a libéré, jeudi 24 septembre à Tegucigalpa (Honduras), le ministre de l'intérieur du Costa-Rica, M. Luis Fishman, qu'il avait pris en otage la veille à San-Jose (Costa-Rica) ainsi qu'un évêque et un policier, relâchés, eux, dès mercredi soir (*le Monde* du 25 septembre). Le ravisseur, un ancien guérillero hondurien dont les motivations semblent confuses, a pu se rendre en avion jusqu'à Mexico, où il a été arrêté. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

□ **PHILIPPINES : le chef du Parti communiste amnistié.** – Deux jours après avoir mis fin à l'interdiction du Parti communiste philippin, le président Fidel Ramos a amnistié son chef, M. Rodolfo Salas, le jeudi 24 septembre. Cette mesure a été annoncée alors que le leader n'avait plus que six jours à purger. M. Ramos a, par ailleurs, fait [illegible] en liberté provisoire sept [illegible] impliqués dans l'une des tentatives de putsch qui ont jalonné la présidence de Mme Corazon Aquino après 1986. – *(AFP, UPI.)*

□ **Attentats au Pays basque.** – Deux charges explosives de fabrication artisanale ont fortement endommagé, vendredi 25 septembre, les agences bancaires de la BNP à Saint-Jean-de-Luz et à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques). Aucun sigle, aucun tract n'ont été laissés, mais la police soupçonne les séparatistes de l'ex-Iparretarrak d'être à l'origine de ces deux actions.

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Pierre Bérégovoy sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 27 septembre de 18 h 30 à 19 h 30.

Le premier ministre répondra aux questions de Michel Noblecourt et d'André Passeron du *Monde* et de Richard Arzt et de Jean-Yves Hollinger de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marque.

SOMMAIRE

La télématique du Monde :
36 15 LEMONDE
36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 27 à 36

Le numéro du « Monde » daté vendredi 25 septembre a été tiré à 491 564 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » :

Limoges ou la confiance retrouvée

Au moment où la capitale du Limousin vit aux rythmes du Festival des francophonies, *le Monde* consacre un supplément à cette métropole de près de 200 000 habitants, plus proche de l'Atlantique que du Massif Central. Une ville longtemps repliée sur elle-même, qui ose enfin afficher le dynamisme économique de ses entreprises, la richesse de son patrimoine artistique ou les qualités de la vie en « pays vert ».

هكذا من الأصل

Le Monde

SANS • VISA

Porto, de l'Atlantique à l'Europe

Construite au début du siècle, la gare Sao Bento, dans le centre de Porto, a été décorée en 1930 d'« azulejos » montrant des scènes épiques de l'histoire du Portugal et les paysages de la région du Douro, que ses trains desservent toujours.



JEAN LUC CHAPIN

Rude comme le granit dont elle est faite et le rocher qu'elle a investi, mystérieuse comme les brumes qui s'élèvent du Douro, Porto, ville de caractère, a longtemps donné l'impression de rester comme à l'écart. Pourtant. Au début du mois d'octobre, le maire de Porto, M. Fernando Gomes, recevra du maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, le relais à la présidence de l'Association des eurométropoles. Quelles que soient les difficultés entre les nations, l'Europe des villes, elle, s'organise et Porto l'atlantique ne saurait se tenir en marge.

LE Portugal a donné aux Anglais le thé à 5 heures, la marmelade, les parapluies... et tout son porto (1). Les Anglais, installés à demeure dès le dix-huitième siècle dans la cité de l'estuaire du Douro, ont peut-être inspiré à Porto, ville-berceau de la nation portugaise et foyer libéral de la démocratie, cette réserve fière, alliée au pragmatisme marchand, qui a fait d'elle la capitale d'un Nord productif et plus industriel que le reste du pays, une cité *«européenne»* de vieille souche. Bien avant en tout cas que le Portugal ne devienne, en 1986, membre de la CEE.

Si Lisbonne regardait vers le large et contemplait dans la mélancolie les horizons perdus de l'ancien empire, Porto a en l'esprit tourné vers l'Europe, et se flatte d'être depuis toujours en contact avec les « voisins » du nord, l'Angleterre et la France en particulier. Histoire à ellipses, histoire à éclipses, que quarante ans d'immobilisme autarcique – les années Salazar, jusqu'en 1968 – avaient figée dans l'ennui, l'éloignement et le non-développement (20 % de la force de travail émigrait, en France notamment). La révolution d'avril, en 1974, et, plus récemment, les sommes importantes accordées par la Communauté européenne pour l'équipement et les infrastructures sont en train de bouleverser la situation ; trop, et trop vite, c'est ce que craignent les plus lucides.

« Porto, c'est vrai, a un pied dans l'Europe (le Portugal voudrait même devenir la Californie du Vieux Continent), mais elle a encore une jambe dans le monde rural. Oui, je me sens européen, je « vote » oui à votre référendum, mais je suis tout autant attaché à préserver notre caractère, notre identité », nous dit cet historien de la ville, M. Helder Pacheco, qui a entrepris depuis une dizaine d'années de collecter la mémoire des usages et des coutumes, encore très vivantes pour certaines, comme la fête de la Saint-Jean, de traquer l'histoire ordinaire des rues et des quartiers, et des anciens villages qui ont formé l'agglomération de Porto. Ses livres ont un succès considérable auprès du public. *« Les Portuense se déclarent « de Porto »*, ajoute-t-il, *avant de se dire portugais. Quand j'étais enfant, on disait qu'en passant le Douro on allait en Afrique... »* Les gens de Porto ont le sentiment d'avoir sauvé la patrie, d'«être» le pays.

L'histoire confirme que le destin national s'est joué d'abord, et souvent, au nord. *« C'est le Nord qui a entrepris la reconquête de Lisbonne et du Sud contre les Maures. Peut-être que nous n'aurions pas dû... »*. Le Nord qui lance, avec Henri le Navigateur, l'infant né à Porto, les grandes expéditions dont Lisbonne tirera ensuite tous les bénéfices. Mais, comme Séville en Espagne, elle laissera filer l'or entre ses mains, en couvrira églises et palais, sans entreprendre de transformer cette richesse. *« L'or permet simplement d'importer davantage*, note Christan Auscher (2). *On continue de ne rien fabriquer. »* La révolution industrielle au Portugal au dix-neuvième siècle, ce sera encore Porto, qui en conservera les traces architecturales et urbaines, les relations sociales, les habitudes de travail, et une infrastructure qui, même si les activités traditionnelles déclinent, le textile notamment, lui a donné l'entraînement qui peut l'aider dans un avenir proche.

Tournée vers ses voisins du nord, c'est moins à l'Angleterre « coloniale » (bénéficiant du monopole des exportations de vin dès 1703, les Anglais ont renforcé leur présence après les guerres napoléoniennes) qu'à la France que l'intelligentsia de Porto pense le plus volontiers aujourd'hui quand elle s'ouvre aux échanges. Et c'est la chance de la France – et du français, langue parlée pour diverses raisons par des Portugais de toutes conditions, intellectuels, bourgeois, émigrants ouvriers ou artisans – d'être bien accueillie dans un pays où les besoins sont grands en même temps que la capacité de réussite et d'intégration dans l'Europe du progrès. Une carte à jouer pour l'Institut français de Porto, qui reçoit plus de mille deux cents élèves par an, mais qui veut être aussi un véritable centre culturel de rencontre, note son nouveau directeur, M. Pierre Maurel, dans une ville prête au dialogue, où les étudiants sont nombreux, la vie sociale *encore chaleureuse et spontanée*, mais où le calendrier n'est pas, pour l'instant, véritablement nourri.

De son côté, la municipalité socialiste a confié à une personnalité indépendante (politiquement), Manuela Melo, le poste d'adjoint à la culture, qui existe pour la première fois à Porto et auquel cette ancienne journaliste veut donner toute son ampleur : elle a organisé des concerts de jazz dans les nombreux cafés de la ville, recensé et dynamisé les nombreuses associations que la commune aide pour mettre la ville en mouvement ; rouvert le théâtre municipal, qui sera restauré ; et ranimé les relations avec Bordeaux, ville jumelée, notamment à l'occasion, en ce mois de septembre, de la présentation, dans l'ancien marché Ferreira-Borges de l'exposition « Châteaux-Bordeaux » réalisée par Jean Dethier pour le Centre Pompidou.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

Lire la suite page 30

(1) C'est une reine portugaise, raconte Christian Auscher (*Portugal*, « Points-Planète », Seuil, 1992), Catherine de Bragance, épouse délaissée de Charles II, qui introduisit à la cour l'habitude du thé à 5 heures et la « marmelada » (de coings, pour elle, mais les Anglais choisiront l'orange amère) et qui cachait son visage disgracieux sous une «ombrelle» dont elle avait fait cirer la toile, la future «umbrella». Dans la corbeille de mariage, il y avait aussi Tanger, Bombay, et le commerce avec les possessions portugaises d'Afrique.

(2) *idem*

AU SOMMAIRE



L'île qui chante

JAMAÏQUE

TOUT près de Port-Antonio, l'ancien port bananier, un palais en ruine brave l'horizon. Un milliardaire fou du début du siècle voulut qu'il soit bâti avec le sable de la mer. Aujourd'hui, les colonnades s'effritent et les rastas, nouveaux maîtres des lieux, ont griffonné leurs professions de foi sur les murs : *« Israel vibration »*, ou encore *« Haïlé Sélassié toujours vivant »* ... Ils sont, dit-on, près de 10 % de la population jamaïcaine à vivre ainsi en marge, mystiques adorateurs de l'ancien empereur d'Ethiopie, avec pour signe de reconnaissance les *locks*, ces mèches de cheveux qu'un verset de la Bible interdit de tailler. Mais ils ont imprimé leurs couleurs à toute l'île – jaune pour le soleil, vert pour la nature, rouge pour le sang, noir pour l'humanité – et, *via* le prophète Bob Marley, se sont approprié son rythme, le reggae.

Le reggae est partout. Sur les radios comme Irie FM, qui le diffusent en continu ; sur les places des marchés où grésillent les sonos des vendeurs de cassettes ; dans le déhanchement impromptu d'une serveuse qui prend la commande, à la terrasse d'un café. La nuit, il résonne dans les *sound systems* qui s'improvisent. Une palissade délimite les contours de la réunion. A l'intérieur, un groupe, ou mieux encore un disc-jockey qui rappe (ici, on dit *« dub »*), « scratche » ses disques, mêlant sur ses platines quatre ou cinq morceaux... Dans les nuages de ganja (variété locale de chanvre indien) s'inventent des mots, des expressions qui font fureur, le lendemain, dans les rues...



DAVID BURNETT/CONTACT PRESS IMAGES-COSMOS

Concert de reggae à Kingston.

Héritier des quadrilles et du rock *via* le ska, le reggae bat au rythme de la Jamaïque, entre Afrique et influences anglo-saxonnes. *Le souvenir des Anglais est omniprésent.* Conduite à gauche, maisons de bois aux perrons festonnés, chapelles anglicanes flanquées de cimetières tournés vers la mer... Le dimanche est resté un jour sacré, où les femmes sortent leurs capelines et les hommes des costumes soyeux pour flâner dans des rues méconnaissables d'être aussi calmes. Restent également quelques demeures de riches colons qui firent fortune dans les *plantations de sucre*. Rose Hall, transformée en musée, est la plus connue, mais on préférera, dans le genre, Greenwood Great House : pour ses meubles Regency, sa curieuse collection de boîtes à musique ou, tout simplement, pour la lumière d'éternité qui filtre à travers les persiennes.

A cette tradition britannique s'est superposée, sur la côte nord, celle du tourisme. Une histoire déjà ancienne, lancée par des noms prestigieux. Errol Flynn y eut sa maison, et la famille d'Angleterre vint y jouer au polo ou au *golf* (celui de Tryall, en bord de mer, accueillit plusieurs compétitions internationales). Mick Jagger et Ralph Lauren établirent là leurs quartiers d'hiver et, de villas en hôtels, le bord de mer prit ainsi des allures de Riviera.

Il est désormais ponctué par trois villes importantes : Ocho Rios sur la côte nord, Montego Bay et Negril, à la pointe ouest de l'île. C'est à Negril que se trouve la plage la plus spectaculaire de Jamaïque : 12 kilomètres de sable fin qui butent sur des falaises de craie blanche. C'est là, surtout, que la rencontre avec la population de l'île est traditionnelle, hors des circuits balisés pour touristes américains. En savourant paisiblement, au Caesar Café, un verre de rhum blanc, on laissera donc ces derniers partir à l'assaut des « Dunn's River Falls », où la coutume veut que les trois mille pèlerins débarqués de leur bateau de croisière escaladent joyeusement la cascade en se tenant la main...

De notre envoyé spécial
Jean-Louis André

Guide

● **A savoir.** Un passeport, un billet de retour et un visa américain sont nécessaires en *cas de transit par les Etats-Unis*. Dollar local et cartes de crédit. On conduit à gauche et on parle anglais. Décalage horaire : moins six heures en hiver. Meilleure saison : de décembre à avril.

Y aller. En douze heures environ, *via* Miami avec Air France, puis Air Jamaïca jusqu'à Montego Bay. On peut également passer par New-York ou s'adresser directement à un voyagiste programmant cette destination.

Avec qui ? Bon spécialiste de l'Amérique, Travel'Am (dans les agences de voyages) programme également la Jamaïque, proposant un large choix d'hôtels, dont ceux de la chaîne Super Clubs qui offrent gracieusement boissons, voire cigarettes et interdisent les pourboires. Pragmatiques, ces clubs suivent tous les âges de la vie : Jamaïca Jamaïca, à Runaway Bay, est plutôt jeune (pas d'enfants) ; à Ocho Rios, Couples s'adresse aux nouveaux mariés (pas de discothèque, pas de télévision dans la chambre) et Boscobel Beach accueille les *familles* ; le Grand Lido, à Négril, attire une clientèle aisée avec, notamment, une croisière au crépuscule sur un yacht des année 30. Quant aux célibataires, ils sont attendus à l'Hedonism II ; son slogan, *« The pleasure comes in many forms »* (« le plaisir sous toutes les formes »). Selon l'établissement et la saison, forfaits de 13 300 F à 19 400 F par personne comprenant l'avion au départ de Paris, les transferts, sept nuits en chambre double et pension complète.

Voir. Kingston (Devon House, Hope Botanical Gardens, la National Gallery et, face à la ville, le village de Port-Royal, ex-fief des pirates d'antan), Spanish-Town (plus anglaise qu'espagnole) et, non loin, le White Marl Arawak Museum (les premiers habitants de l'île furent les Indiens Arawaks), Port-Antonio avec Navy Island (qui appartint à Errol Flynn), *la descente du Rio* Grande, Ocho Rios, Prospect Plantation, les chutes de la Dunn's River, les grottes de Runaway Bay ainsi que Discovery Bay où débarqua Christophe *Colomb, Montego-Bay* (la capitale touristique), ses palaces coloniaux et, dans les environs, de superbes maisons de planteurs dont Rose Hall et Greenwood Great House.

Goûter. Le ackee, fruit de l'arbre à pain, servi avec du poisson salé.

Calendrier. Pour la musique et la fête : « Sentence Bay » (début février), le « Jamaica Carnival » (Kingston, Ocho Rios et Montego), le « Orange Carnival », à Kingston (début avril), le « Negril Carnival » (fin mai), la Fête de l'Indépendance (début août) et, surtout, le plus grand festival de reggae, le Sunsplash, à Montego, à la mi-juillet.

Consulter. *Jamaica, Inside Guide* (Apa), le plus complet mais en anglais. Le dossier du magazine *Grands Reportages* (N° 114, juin 1991) sur les Caraïbes de Colomb. ●

Fêtes indiennes

Un jour le dieu Brahma, alors qu'il combattait un démon, laissa tomber une fleur de lotus. Il en naquit un lac. L'endroit se nomme aujourd'hui Pushkar et un temple y a été édifié. Nous sommes au Rajasthan, « pays des rois », des forteresses et des palais de maharadjahs. Chaque année, à la pleine lune de novembre, des centaines de pèlerins viennent se purifier dans ces eaux sacrées. Joignant l'utile au religieux, ils participent également à une grande foire au bétail où, au milieu des dunes, se négocient chameaux, chevaux, chèvres et moutons. Sous le regard et les objectifs de visiteurs attirés par cette fête colorée où se côtoient sadhous, bateleurs, cavaliers, chameliers et montreurs d'ours. Une sorte de mystère du Moyen Age dans un décor de *Mille et une nuits*. Le *programme notamment* Le monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 46-34-03-20), du 28 octobre au 13 novembre, dans le cadre d'un circuit de dix-sept jours (à partir de 13 800 F) qui, outre Jaisalmer, la cité magique du désert du Thar, permet de découvrir le Shekawati et ses maisons couvertes de fresques. Etapes dans des forts et des palais, dont l'Umaid Bhawan à Jodhpur, le Rambagh Palace à Jaipur et le féerique Lake Palace d'Udaipur. Circuit similaire chez Orients (29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. : 46-34-29-00), du 30 octobre au 15 novembre (20 910 F par personne sur la base d'un groupe de quinze personnes) avec, en outre, Fathepur Sikri (cité fantôme de grès rose) et le Taj Mahal, à Agra. A Pushkar, hébergement dans des tentes spacieuses.

Devi, la grande déesse du panthéon hindou, est célébrée chaque année à Mysore, au Karnataka, lors de la fête de Dusserah. Défilent des processions d'éléphants caparaçonnés d'or et d'argent, des chameaux, des chevaux et des palanquins, avec musique et danse. Une fête inclue dans « La route des épices », présentée par Orients (du 8 au 21 novembre, 17 190 F) et qui, de Bombay à Bombay, explore l'Inde du Sud, le Kerala et ses canaux ainsi que la côte du Malabar. Possibilité de prolonger de quatre jours (4 300 F) jusqu'à Madras *via* les temples de Madurai, Tanjore, Trichy, Mahabalipuram et *Kanchipuram*.

Une sombre histoire d'éléphant attaqué par un crocodile et sauvé par une intervention divine débouche sur le rassemblement, chaque année en novembre, au moment de la pleine lune, de *milliers d'Indiens venus célébrer*, sur les rives du Gange, la réconciliation des adorateurs de Vishnu et de Shiva. Cela se passe à Sonepur (on écrit aussi Sonpur), non loin de Patna, capitale du Bihar, au nord-ouest du pays. Un pèlerinage doublé d'une des plus importantes foires de la région, réputée pour son exceptionnelle concentration d'éléphants. Un spectacle dense et fort avec dévots, mendiants, marchands, bateleurs et danseuses. Une fête authentique proposée par Le Monde de l'Inde et de l'Asie dans le cadre d'un circuit de seize jours, du 7 au 23 novembre (20 500 F sur la base d'un groupe de dix à quinze personnes, 20 900 F sur la base de deux personnes). Il commence à *Delhi, se poursuit par une* découverte insolite de Calcutta et s'achève par les temples et les plages de l'Orissa.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard.

TÉLEX

Week-end tranquille sur l'île de Serq, la plus paisible des îles anglo-normandes, d'où l'automobile est bannie. Deux nuits en chambre double et demi-pension dans un petit hôtel fréquenté par Victor Hugo et traversée maritime aller-retour (à deux heures de Saint-Malo) : 1 610 F, jusqu'au 31 octobre. Réservations : Morvan Fils Voyages, tél. : 99-56-42-29.

La carte Qualiflyer, qui vise à fidéliser les voyageurs assidus de Swissair, est désormais valable en France. Pour chaque vol effectué avec Swissair ainsi qu'Austrian *Airlines et Crossair, quel qu'en* soit le tarif, le possesseur de la carte de membre Qualiflyer est crédité d'un nombre de milles qui varie en fonction de la classe et procure des avantages : billet-partenaire (deux personnes voyagent pour le prix d'une) ou billet gratuit. Jusqu'au 15 décembre, certaines destinations ont une valeur triple, par exemple le nouveau vol pour Washington ainsi que tous les *vols en provenance et à* destination de l'Allemagne. Fin octobre, Kiev, Minsk et Saint-Pétersbourg auront une valeur double. Entrent en compte également les vols Swissair-SAS, les séjours dans les hôtels de la chaîne Swissôtel et la location d'une voiture chez Avis. Renseignements : Swissair (tél. : 40-78-10-20) et agences de voyages.

Troisième Salon de la croisière, du 1er au 3 octobre, dans les salons de l'hôtel George-V, 31, avenue George-V, 75008 Paris. Ce secteur en vogue (130 000 croisiéristes français en 1991) attire une clientèle de plus en plus jeune, curieuse et *sportive. Sociétés de navigation et* grandes compagnies maritimes y présentent paquebots à voile, croisières fluviales ou à thème, location de voiliers et de yachts. Entrée gratuite.

Aïda, de Verdi, les 9 et 10 octobre, sur l'hippodrome de Nice. Une représentation assortie d'un forfait (810 F par personne pour deux nuits en chambre double, deux petits déjeuners et un repas) de l'hôtel Altea *Massena (tél. : 93-85-49-25), qui* se charge de la réservation des places (de 215 F à 815 F).

TENDANCES

L'UCPA hisse les couleurs

A chacun son vocabulaire. Les cadres de la nouvelle direction « marketing vente » parlent d' *« axes prioritaires »* et d' *« orientations stratégiques »*. Les responsables de la communication, eux, présentent de *« nouvelles lignes de produits »* que les publicitaires mettent en couleurs : *« Rouge, c'est quand ça bouge ; bleu, c'est comme on veut ; vert, c'est courir la Terre. »* Sous les projecteurs, l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), une association loi 1901 créée le 5 octobre 1965 sous l'impulsion de Maurice Herzog, alors secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. Cogérée par ce dernier et par un conseil d'administration composé de représentants de la cinquantaine d'organisations qui en font partie (dont vingt-neuf associations, neuf fédérations sportives, la DATAR, la Caisse des dépôts et les caisses d'allocations familiales), l'UCPA, qui gère aussi un institut de formation aux métiers du sport, entend offrir aux collectivités publiques une assistance dans le domaine de l'animation sportive et, surtout, rendre accessible la pratique d'activités de plein air au maximum de jeunes. Financièrement, mais aussi techniquement (avec des pédagogies et des matériels performants) et culturellement en ouvrant au plus grand nombre des sports généralement réservés à une minorité.

Une mission apparemment bien remplie : avec plus de *3,7 millions* de sportifs accueillis depuis sa création, l'UCPA se présente comme l'organisme favori des jeunes qui souhaitent découvrir et pratiquer des activités sportives au cours de leurs vacances. Les lycéens et les étudiants de seize à vingt-cinq ans sont les plus nombreux (40 %), loin devant les employés (20 %), les cadres moyens (10 %) et les cadres supérieurs (15 %). En 1992, 250 000 jeunes accueillis dans ses centres de France et de l'étranger et 180 000 des 550 000 stages sportifs vendus en France. Belle performance, compte tenu d'un sigle hermétique qui, à une époque où le succès dépend souvent d'une bonne image de marque, oblige ses responsables à des trésors d'imagination. Aux slogans à la Tarzan – *« UCPAAAH ! UCPAOOH ! »* – succède aujourd'hui une campagne en couleurs. Avec trois visuels différents mais toujours déclinés ensemble. Objectif : faire que l'UCPA soit identifiée comme « le » spécialiste du sport tourisme.

Association à but non lucratif, *l'UCPA n'en évolue pas* moins dans un environnement concurrentiel. D'où sa double démarche : rester fidèle à sa mission sociale et à la politique de prix serrés qui en découle, mais aussi s'assurer une rentabilité *minimale* pour chaque produit afin de pouvoir s'autofinancer et se développer. Pour ce faire, l'UCPA (600 millions de chiffre d'affaires global en 1992) s'est structurée comme une véritable entreprise publique *soucieuse* de demeurer compétitive dans un secteur caractérisé par une double stagnation. Celle du taux de départs en vacances et celle du nombre de pratiquants sportifs, la croissance du tourisme sportif entre 1991 et 1995 étant estimée à moins de 2 %. Dans ces conditions, se fixer pour objectif, d'ici à 1995, le doublement de sa clientèle, c'est se mettre en demeure d'accroître ses *parts de marché au détriment* de ses concurrents, dont le Club Med et une autre association, VVF.

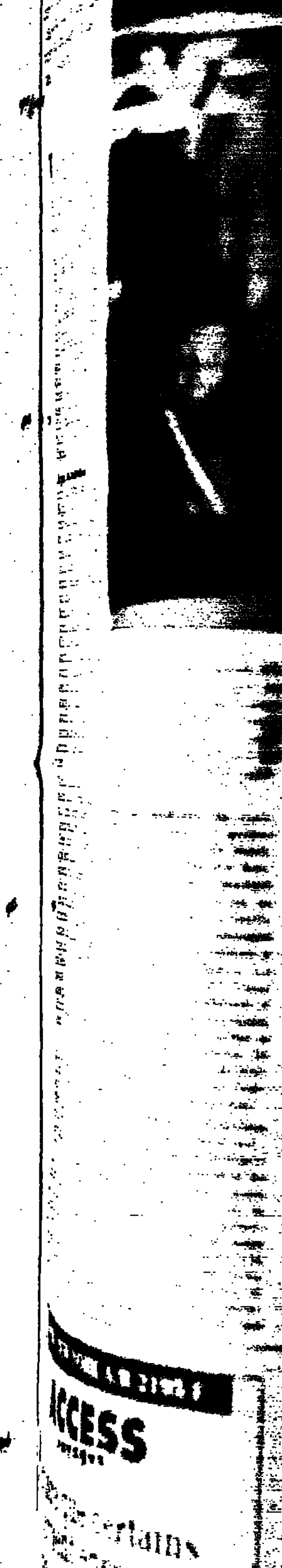
D'où la volonté d'aller de l'avant, d'évoluer, d'affiner ses objectifs originels, de mettre l'accent sur la qualité des services proposés et la compétence de son personnel. De faire en sorte que chacun puisse choisir le programme adapté à son âge (adulte ou junior), à son niveau technique (débutant ou initié), à son attente et à ses motivations. La solution : clarifier une offre couvrant près de quarante disciplines dans des domaines aussi divers que la neige, la montagne, les sports nautiques et aériens, la balle (tennis, golf, *squash, badminton*), l'équitation et le « deux-roues » sous toutes ses formes. Le tout pratiqué dans une centaine de centres en métropole et aux Antilles et neuf centres à l'étranger d'ici à 1993.

Une simplification qui se traduit aujourd'hui par trois nouvelles lignes de « produits » correspondant à trois couleurs qui rythment et structurent le nouveau catalogue de l'association, tiré à près de 1 million d'exemplaires. Rouge pour le sport passion, pratiqué intensément et à plein temps par des « purs et durs », avec un hébergement, une restauration et des services tels que ceux proposés actuellement. Bleu pour le sport détente, « sur mesure », avec horaires souples, encadrement à mi-temps, voire hébergement en chambres de deux. Dans des sites offrant, outre le *sport, des possibilités* de détente et de loisirs. Avec un accueil, des services et une animation renforcés. Vert, enfin, pour le sport aventure, qui, par le biais d'un exercice physique (la randonnée par exemple), permet d'explorer un pays hors des sentiers battus et de découvrir des sites insolites, en France et à l'étranger. En privilégiant la rencontre avec la nature, les populations et la culture des régions traversées. Au total, en 1992, cinquante-sept programmes dans vingt-sept pays situés sur quatre continents. Pour des groupes de dix à douze personnes maximum, encadrés par des professionnels.

Innovation de l'année, une « première » pour acheminer les skieurs sur les sites alpins de Savoie et de Maurienne en deux heures et demie (une heure de vol de Paris avec la TAT et AOM, puis une heure et demie de bus) au lieu de onze heures : le « charter des neiges », qui desservira les centres de La Norma, Valloire, Val-Cenis et Saint-Sorlin. Et ce pour 855 F A-R. Au même tarif, un Paris-Grenoble A-R avec Air Inter.

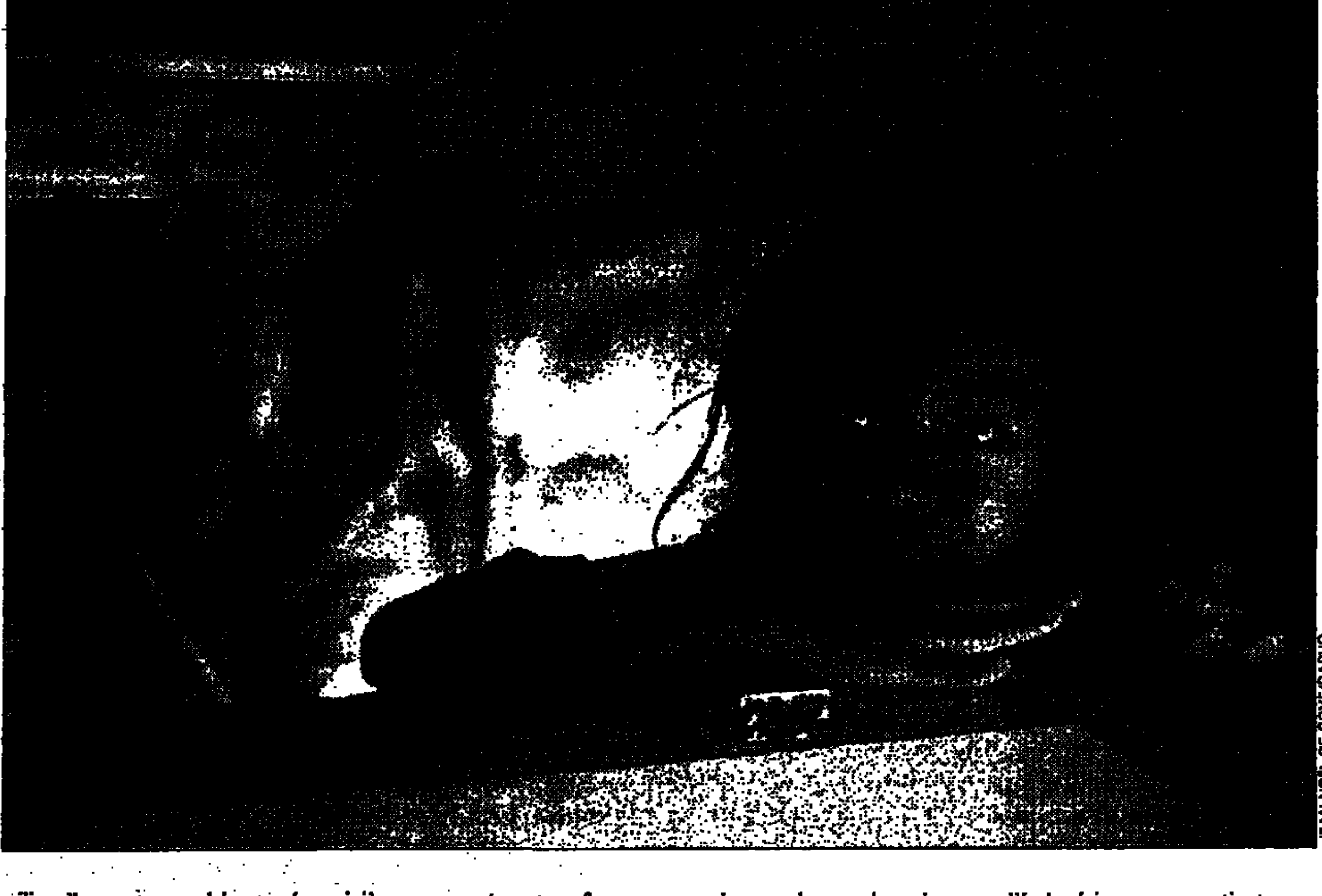
Quant aux prix pratiqués, ils découlent de la volonté de voir l'association demeurer l'organisme le moins cher sur le marché des vacances sportives. Ainsi, le coût moyen d'une journée de stage tout compris (hébergement, repas, enseignement, prêt du matériel, animations, assurances) reste-t-il inférieur à 300 F hors voyage. L'UCPA (*informations* à Paris au 43-36-05-20 ou au 48-04-76-76) commercialise ses programmes par son propre réseau de vente, soit dix bureaux, à Paris Beaubourg et Glacière, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Strasbourg, Toulouse et Nancy, ainsi qu'un bureau à Bruxelles, avant-poste d'une extension du réseau à d'autres pays européens.

Patrick Francès



Java, l'omnibus des rizières

Voyage à bord du « Java express ». De Djakarta à Jogdjakarta, un train des rizières qui raconte l'Indonésie à livre ouvert.


JEAN-NOËL DE SOYE/RAPHO

TOUTES vitres baissées, le train s'enfonce dans la nuit claire, en frôlant les branches de palmier et de cocotier. Comme s'il glissait en vieil habitué dans l'obscurité indonésienne. Dans le wagon déjà envahi de poussière, le caquètement des poules qui s'impatientent dans leurs cages en osier se superpose aux ronflements et aux éclats de rire. Au-dessus des têtes, le filet à bagages déborde de sacs ventrus, de paniers et de cartons qui menacent à chaque secousse de dégringoler sur les inconfortables banquettes en bois de la seconde classe. Au dehors, les perroquets, les cigales et les crapauds-buffles font un tapage assourdissant. Neuf heures, encore, avant d'atteindre Jogdjakarta.

Jogdja... Une destination dont le nom résonne comme une musique. Jogdja, qui berça le nationalisme indonésien sous le joug hollandais et se veut, aujourd'hui encore, le haut lieu de la culture javanaise. Jogdja, terminus de ce « Java express » paresseux qui prend tout son temps pour arriver de Djakarta, comme s'il s'ingéniait à creuser la distance : deux jours... Car, par une curieuse fantaisie des chemins de fer indonésiens qui se renouvelle chaque année, il faut obligatoirement débarquer à Bandung et y passer un bout de nuit avant de reprendre, à 5 heures du matin et les yeux encore pleins de sommeil, la seconde partie du voyage.

Mais jusqu'au bout, Java se laisse désirer. Impossible de repartir sans être repassé au guichet pour réserver sa place. Une formalité que l'on ne peut accomplir qu'une heure, et une heure seulement, *avant le départ – autrement* dit en pleine nuit – dans la cohue et la bousculade. Drôle de façon de méditer la course de l'histoire dans cette ancienne station de villégiature des colons hollandais située au milieu des collines, où se tint, en avril 1955, la première conférence des peuples d'Afrique et d'Asie qui donna naissance au mouvement des non-alignés.

Il existe bien une autre ligne, plus au nord, qui relie directement la capitale indonésienne à Jogdjakarta et continue sur Surabaya. Mais elle est chère et propose trop peu d'arrêts. Les Indonésiens, et les routards du monde entier, lui préfèrent ce « train des rizières » qui traverse Java d'ouest en est, doucement balancés par les images de l'Asie éternelle. Car c'est à Java que bat le cœur de l'Indonésie, sur cette terre tourmentée qui s'étire sur mille kilomètres de long et égrène inlassablement ses rizières, ses temples et ses forêts de teck au milieu d'une nature exubérante née des moussons et du soleil de l'équateur. De quoi tout pardonner à cet omnibus de légende, construit dans les années 30 au prix de mille et une acrobaties pour déjouer les obstacles d'une géographie capricieuse.

Derrière les fenêtres du train, Java se réveille, sous de grosses masses de nuages. Au petit matin, la brume et le mystère des horizons offrent un moment d'éternité. La nuit s'accroche encore sur les arbres, mais l'aube tiède et parfumée s'insinue déjà sur la campagne qui sort de son théâtre d'ombres et se révèle comme un négatif. Un camaïeu de gris et de bleus d'abord, et les lignes argentées et dorées des rizières en terrasses, inondées d'eau, dans lesquelles se reflètent, encore un peu floues, les chaînes de montagnes. Une nouvelle journée commence en Indonésie, dans la paix et la sérénité.

La terre fumante se débarrasse peu à peu de la torpeur de la nuit ; les premières silhouettes émergent de l'obscurité. Puis apparaissent les cônes parfaits des premiers volcans dans la lumière jaune et rose de l'aube indonésienne. Java s'enorgueillit d'en posséder à elle seule plus de soixante qui hérissent l'île d'ouest en est. Qui pourrait croire que ces géants de 3 000 mètres de haut à l'allure bonhomme, paisibles gardiens de la sérénité des rizières, peuvent se transformer d'un moment à l'autre en monstres dévastateurs ? Mais quand ils se déchaînent, comme le Gulung Galungung en 1982, ils peuvent souffler les villages, décapiter les cocotiers et recouvrir des milliers d'hectares d'une épaisse couche de cendres... Qu'importe ! Depuis toujours, on vient au bord des lacs sulfureux prier les « montagnes de feu » de rester en paix et de prodiguer à Java des terres fertiles nourries par les pluies de mousson.

La voie serpente, franchit les tunnels, survole les vallées et les gorges, emprunte des dizaines de ponts suspendus construits au-dessus de précipices vertigineux, joue à cache-cache avec les montagnes. Java n'en finit plus de s'étendre, et le train poursuit en hurlant sa chevauchée à travers la jungle. Comment l'Indonésie ne donnerait-elle pas le vertige, même au voyageur le plus blasé : 13 677 îles étirées entre océan Indien et Pacifique. Un archipel de 2 millions de kilomètres carrés à cheval sur l'équateur. 5 000 kilomètres d'est en ouest – la distance de Brest à Moscou – et 2 000 kilomètres du nord au sud. Le cinquième pays du monde par sa population. Une mosaïque de 360 ethnies et autant de langages, pour une seule langue officielle, le bahasa indonesia. Le plus grand pays musulman du monde par le nombre de ses fidèles : 125 millions.

Parfois, le train s'arrête. Sans raison apparente, au milieu de nulle part. Un couple de paysans, debout depuis le début du voyage, empoigne ses trois enfants assoupis jusqu'au bas du marchepied et s'éloigne dans le petit jour, d'un pas lent, alors que le train s'ébranle déjà dans des grincements. Car Java est un immense village. A elle seule, l'île regroupe près de 80 % des 178 millions d'Indonésiens : 747 habitants au kilomètre carré, une des plus fortes densités de la planète ! Mais ici, la population s'exprime plus en images qu'en chiffres. Au bord de la voie, des grappes d'enfants en uniforme partent pour l'école. Les chemins sont encombrés de charrettes tirées par des buffles. Et les moindres hameaux semblent bondés. Comme si tout Java s'ébrouait au passage du train...

Secoué par les cahots, couvert d'une fine poussière qui s'engouffre à travers les vitres baissées et que brasse le ventilateur poussif et mangé par la rouille, comment ne pas se laisser aller au voyage ? Les images défilent au rythme martelé des boggies. Un rythme qui effraie les babouins des forêts et dérange l'ordre et la volupté de ces villages somnolents, comme de ces grands jardins paradisiaques. Ce matin, l'Indonésie vous appartient pour quelques heures...

Au fil des kilomètres, la lenteur et la tranquillité de la campagne immuable gagnent les passagers, semblant même s'imprimer sur les visages lisses et impassibles comme des statues de Bouddha. Le temps s'écoule, quelle importance ? Le voyage sera long. Et l'on pourrait rester assis, des jours encore, sur cette banquette en bois, au rythme de ce train vous emmenant vers une *destination infiniment lointaine*. Toute notion de distance s'efface. Combien de kilomètres avons-nous déjà parcourus ? Combien en reste-t-il ? Peu importe. Le soleil est déjà haut dans le ciel ; et la lumière crue et violente de midi efface presque les couleurs d'un paysage soudain pâle et terne, presque irréel.

Courbés en deux dans les rizières, les pieds dans la boue, des dizaines de paysans relèvent la tête un instant au passage du train en se frottant les reins, après des heures harassantes passées à repiquer les jeunes pousses. Un geste mille fois répété chaque jour. Plus loin, des femmes battent en rythme les épis déjà mûrs pour recueillir les précieux grains. Dans cette « vallée du riz », qui couvre tout le centre de Java, l'obstination et la générosité des pluies permettent d'obtenir trois récoltes par an. Le riz, comme un gage d'éternité. C'est le riz qui a ciselé la terre, l'a découpée en minuscules parcelles séparées par des diguettes ou l'a creusée en étages, et qui lui a donné ses paysages. Après avoir été le plus gros importateur mondial de céréales, le pays est parvenu à l'autosuffisance alimentaire depuis 1984.

Riz et palmiers : Java semble uniformément verte. Une fraîcheur qui ferait presque oublier la chaleur torride et qui efface de la mémoire l'agressivité de Djakarta. Djakarta, crasseuse, étouffante, brouillonne et tentaculaire. Les cris, la chaleur et la violence des couleurs qui vous martèlent la tête. Les autobus qui laissent échapper des nuages de fumée noire. La population se bousculant et s'entassant dans les rues : la capitale est passée de 500 000 habitants à la fin de la guerre à 10 millions à la fin des années 80. Les enfants aux carrefours qui vendent des journaux, des chewing-gums ou de l'essence au litre dans de vieilles bouteilles de soda.

Dans le wagon, l'air sent le clou de girofle qui parfume les kreteks, les cigarettes préférées des Indonésiens, et le riz frit. Comment l'Indonésie, l'ancien archipel aux épices, pourrait-elle se passer de ces effluves qui firent la fortune d'Amsterdam à l'époque où la chaîne parfumée du poivre, de la noix de muscade, de la cannelle et du clou de girofle enchantait l'Europe ?

Crissement des freins. Cette fois, c'est un troupeau de buffles qui occupe les voies, obligeant le train à prendre patience. Un sarong noué autour des reins, une chemise de batik sur les épaules, le visage mangé par un chapeau pointu, des paysans qui attendaient au bord de la voie en profitent pour traverser, courbés sous de gros sacs de jute. Des enfants bruns au teint olivâtre, le regard effilé, ourlé de noir, se précipitent pour taper aux fenêtres tandis qu'une nuée de marchands ambulants arpente les couloirs en offrant comme un trésor cocas tièdes, noix de coco et riz gluant cuit dans des feuilles de bananier.

Le train, déjà complet au départ, a ramassé au fil des gares de nouveaux passagers, serrés les uns contre les autres ; le moindre espace est désormais occupé. Etrange magie de ces voyages qui brassent les visages, les destinées et les histoires. Celles des fils de Java et des « anges vagabonds » chers à Kerouac, accrochés à leurs sacs à dos.

Une heure, encore, avant d'arriver à Jogdjakarta. Une heure magique où l'on peut tout imaginer, où tout semble possible. Un moment où la curiosité et la soif de découverte prennent le pas sur la fatigue. Borubudur, Surabaya, Bali... Un moment d'espérance, dans la chaleur, la sueur et la poussière, qui ne serait à échanger à aucun prix.

De notre envoyée spéciale
Pascale Wattier

هكذا من الأصل

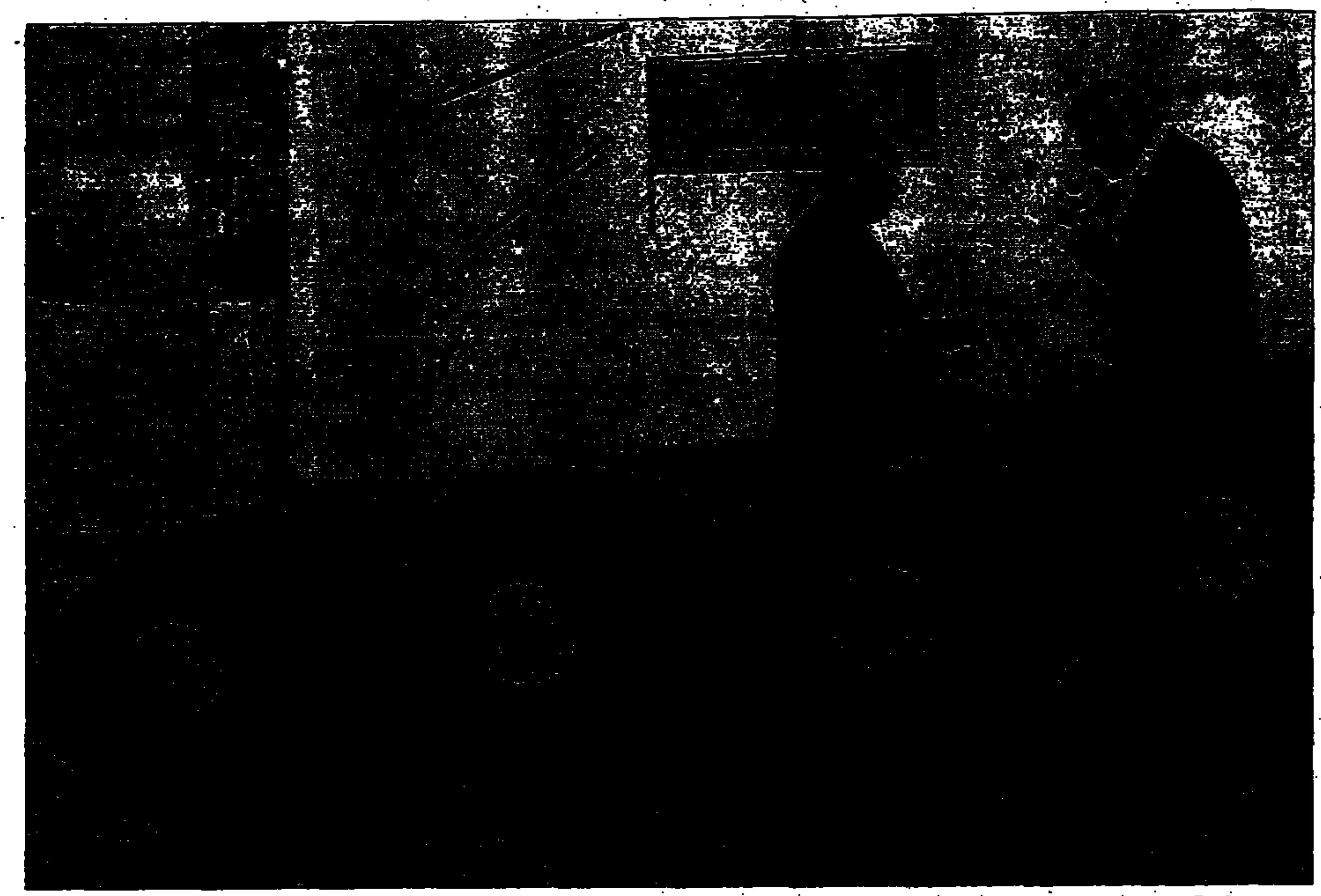
Douro, les vignes

Porto fait le vin, le Douro fait la vigne. Plus de cent kilomètres séparent le port qui donne son nom au porto et qui le fait vieillir dans ses chais du vignoble en terrasses qui le produit, dans la vallée du Douro. Le premier vignoble officiellement délimité est aussi l'un des plus élevés et des plus escarpés du monde. Les méthodes de travail sont aujourd'hui en pleine transformation. Le paysage aussi.

PORT and claret... Et quand ils furent privés de vins français, pour des raisons politiques et diplomatiques (la guerre, puis la Révolution française), de leur bordeaux, de leur cher *claret*, les Anglais doublèrent leur consommation de *port wine*. En fait, ils *l'avaient même inventé*. S'octroyant, par le traité de Methwen, en 1703, le monopole de son exportation contre des livraisons de laines d'Ecosse et de l'outillage, et transformant le pays en *« chasse gardée bucolique des intérêts britanniques »* (C. Auscher) jusqu'au début de ce siècle, les Anglais firent leur la fortune du vin du Douro (dont la région fut délimitée officiellement dès 1755 par le marquis de Pombal) en s'avisant bientôt que ce breuvage serait meilleur s'il était « travaillé ».

La méthode : l'arrêt de la fermentation par un cinquième d'eau de vie, l'assemblage de différents crus dans un subtil équilibre, le vieillissement en fûts produisaient, après dix années, vingt années ou plus, le *tawny* qui faisait durer les conversations entre hommes, au salon, longtemps après le dîner. *Upstairs*, précise le critique britannique Nicholas Faith, à l'étage, c'est-à-dire dans la bonne société, on buvait le bon porto, tandis que *downstairs*, dans les cuisines, les domestiques se contentaient de *ruby*, les assemblages de vins jeunes.

Ce « porto » ordinaire, doux et banal, qui fait toujours l'essentiel de la consommation française (en volume, elle dépasse désormais amplement celle de la Grande-Bretagne qui se réserve pour les *vintages*, porto millésimé réalisé à partir de la vendange d'une seule et excellente année et autres crus de qualité). Comble de ridicule, alors qu'il y a des blancs secs et que nous les ignorons, nous continuons à le boire en apéritif, à contre-temps. Porto-Stilton, porto vieux avec des fromages bleus ou des pâtes cuites, est un usage qui n'a pas traversé la Manche.



Frank « Smiler » Yeatman, à droite qui fut jusqu'à sa mort en 1950 l'un des partenaires de la société britannique Taylor, installée à Porto depuis trois siècles. Il fut le premier Anglais à produire cinquante « vintages », portos millésimés, dans le Douro.

Porto, de l'Atlantique à l'Europe

Suite de la page 27

D'ailleurs, les lieux d'accueil, vastes ou retirés, intacts dans leur style propre (on pense à ce grand parc moderniste de la Casa de Serralves, palais cubiste construit pour un industriel dans les années 30), ne manquent pas. *« Porto est une ville secrète, qui ne s'offre pas au premier regard, qui ne cherche pas à se mettre en scène »*, comme le montre Eduardo Paz Barroso, critique d'art et journaliste, qui a apporté sa connaissance *intime de la ville*, de ses courants culturels, à la réussite de l'ouvrage édité en français (3) par une Bordelaise, Sylviane Sambor, où les textes d'écrivains portugais contemporains rencontrent le regard d'un photographe girondin sur cette ville inconnue.

Avancées, éclipses. Ville avec mémoire, strates visibles, on dirait que Porto a tout gardé de ses passés multiples.

Quand Gustave Eiffel répond au concours pour la construction d'un viaduc ferroviaire à Porto, en 1875, sa proposition se révèle être trois fois moins chère que celles de ses concurrents : le client fait refaire tous les calculs; on vérifie tous les montages, assemblages, charges, points d'appui, contreventements... et on construit, en vingt et un mois, l'arche métallique et le tablier de plus de 300 mètres de long, qui s'élancent à 60 mètres au-dessus du fleuve et qui ont supporté le passage des trains pendant plus d'un siècle. Jusqu'à l'an dernier et jusqu'à l'ouverture d'un nouveau pont, en béton, dessiné par l'ingénieur portugais Edgar Cardoso. L'image du pont sur le Douro, cette *« tour Eiffel à l'horizontale »*, *vingt ans* avant la tour Eiffel, et quelques années avant le viaduc de Garabit, en France, est l'image la plus connue de Porto. Presque la seule.

Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des charmes de cette métropole nordiste ancrée dans un pays du Sud, encore aujourd'hui, que de n'être pas annoncée dans l'imagination du voyageur par trop de clichés, trop de perspectives toutes faites, trop de Big Ben et trop de gondoles, qui exigent ensuite de la réalité une qualité supérieure à celle de la fiction. A Porto, les rues, le site, le paysage urbain, la lumière océanique, la physionomie des habitants, leurs habitudes, leurs attitudes, tout est surprise. Et le ton est naturel. La ville vit pour elle-même, les *Portuense* le savent ; les plus artistes, les plus littéraires d'entre eux l'expriment, mais leurs récits, sorte d'autoportrait collectif, ne gâtent pas le plaisir d'approcher l'original.

Pour les nantis en MacDo, en escaliers mécaniques et passages souterrains que nous sommes devenus, le centre ancien de Porto représente l'heureuse harmonie d'une grande ville provinciale d'avant-guerre, conservatoire vivant de plusieurs manières urbaines, aussi riche en cinémas et garages arts déco, en grands cafés modernistes ou Belle Epoque, qu'en échoppes d'artisans, de grainetiers, de ferblantiers, en pâtisseries qu'en ateliers d'ébénisterie et de réparation automobile, où les vitrines présentent avec autant de soin les pièces détachées pour la plomberie, des robinets, des poignées de portes, des serrures, des clés, des câbles et des grillages, des pinces, des marteaux et des scies électriques, que des montres, des colliers, des bagues et des pendants d'oreilles. Et, bien sûr, que des *old tawnies* de vin de Porto et des piles de morue séchée, le *bacalhau*, fondement de la gastronomie locale : les symboliques termes de l'échange séculaire avec l'Angleterre, dont les navires livraient tissus de laine et poissons pour repartir la cale pleine du précieux breuvage – couleur d'amarante – que ces messieurs de la *gentry* boiraient au fumoir, après le dîner, ou dans les clubs de Mayfair. *Old fashioned*, mais pas encore.

Ville née du fleuve, à un étranglement du relief à une dizaine de kilomètres de l'embouchure du Douro, Porto, quelques siècles après une première implantation romaine, a pris appui sur un promontoire, avec sa cathédrale, citadelle de granit, et a occupé progressivement les pentes, les interstices, les étagements, les failles, les berges quand il y en avait, mais aussi les rochers abrupts, comme elle le fait encore dans un collage de styles, un puzzle d'époques rassemblé dans ce piège géographique exploité par les citadins siècle après siècle.

Inépuisable spectacle de « nature » urbaine : en haut, les masses blanches et nettes de l'évêché et des couvents ; en oblique, *dans le rocher, un fragment* de la muraille fernandine du quatorzième siècle ; accroché dans la falaise, le pont métallique à deux niveaux qu'empruntent les voitures (il est dû à un émule d'Eiffel et présente une grande arche similaire) ; d'un côté, la ville médiévale, maisons étroites et serrées sur le quai, linge aux fenêtres, parois de tôle rouillées contre les vents d'ouest, l'animation d'un marché ; de l'autre côté de la rive, le puzzle est monochronome : une nappe de toitures rouges, longues, irrégulières, couvrant tout l'espace disponible sans rien laisser perdre, le quartier des entrepôts de Vila Nova de Gaïa, les caves où vieillit le porto, sous les bannières des négociants, dans l'ombre de la falaise, dans l'air humide du fleuve qui n'est plus, depuis les années 60, la voie de communication qu'il fut pendant plusieurs siècles.

« Porto n'est pas le grand port des conquêtes maritimes, c'est une ville née du fleuve », dit Helder Pacheco. Si Lisbonne est, pour Eduardo Lourenço, la cité d'un éternel ailleurs, *« la ville du songe »*, Porto serait *« le bateau qui n'est jamais parti, même si ont afflué vers lui autant de candidats au départ »*. Ville d'un départ toujours différé, capable de saisir dans son discret sortilège l'étranger de passage, ou celui qui s'arrête *pour* tenter de la connaître.

Site contourné, étagé, pleins de replis et de promontoires, s'offrant en perspectives, en obliques : *et l'on comprend comment* une telle géographie urbaine a pu influer sur l'imaginaire de son désormais internationalement célèbre architecte Alvaro Siza, qui termine actuellement les nouveaux bâtiments de l'école d'architecture, sur les bords du Douro. Trois volumes blancs, qui émergent de la verdure, mystérieusement asymétriques, une géométrie décalée, aussi nette que la ville est complexe et pourtant proche de son diagramme, dans l'abstrait.

Nouée autour de son rocher, Porto s'étire ensuite sur plusieurs kilomètres jusqu'à l'estuaire, et donne la façade atlantique, à son quartier résidentiel qu'elle appelle Foz, c'est-à-dire « l'embouchure ». Les tramways, on le sait, dessinent une ville : il leur reste deux lignes à Porto, qui toutes deux vont à la mer. Le tracé miroitant, la ligne de conduite inscrite dans le sol, plus brillante que le luisant des pavés, disent leur volonté de continuer coûte que coûte à lier entre eux les quartiers de la ville, à tisser la toile des liaisons, des relations, des rencontres. Salons de bois sur des rails, avec le crépitement et les étincelles d'une fête foraine au quotidien, et l'indication en toutes lettres de la destination promise – Foz, Boavista, – ils assurent une pérennité. Porto tient beaucoup à ses deux dernières lignes de trams.

Ce qui fait une ville, souvent, c'est sa façon d'attraper la lumière. Ville de travail, densément construite autour et au-dessus de ses lieux *de travail*, les quais, le port sur le fleuve, Porto admet la lumière, dans ses immeubles sombres de la vieille ville, par des lanternons, parfois très décorés, qui, à contrejour quand vient le soir, lui donnent une *note un peu plus allègre*.

Et partout, sur les palais et les églises, dans la gare de San-Bento, ou sur les façades des maisons les plus modestes, les carreaux de *céramique, peints de scènes travaillées* ou simplement de motifs géométriques et abstraits, attrapent les reflets et le rayonnement du ciel atlantique. *Azulejos*... Inutile de tenter une prononciation à l'espagnole : il suffit, pour un Français, de laisser traîner légèrement la dernière syllabe, « azulèges », pour être dans le ton. Dans la tonalité exacte.

De notre envoyée spéciale

Michèle Champenois

(3) *Saveurs de Porto*, Editions de l'Escampette. Bordeaux.

VOYAGE

de Londres

Qui «fait» le vin de Porto? Organisé comme une caste, avec un club très fermé, la Feitoria – la Factorerie qui existe toujours et qui réunit pour un déjeuner chaque mercredi ses douze membres, représentant les douze sociétés encore liées à la Grande-Bretagne (une seule est détenue par des descendants des familles d'origine), – le négoce d'origine britannique a cédé la place, au gré de nombreuses alliances et mariages dans la société locale, à des propriétaires portugais et, aujourd'hui, à des sociétés multinationales.

Longtemps, les exportateurs et marchands qui faisaient vieillir dans leurs entrepôts de Vila-Nova-de-Gaïa, face au cœur de Porto, leurs «assemblages» ignoraient pratiquement tout du vignoble d'origine, très morcelé (aujourd'hui encore, on compte 30 000 exploitants pour 40 000 hectares de vignes réellement en culture, sur les 250 000 hectares de la zone d'appellation). Ce n'est qu'à la fin du dix-neuvième siècle, après la grande épidémie de phylloxera, que conjurant une ruine définitive, les grandes sociétés ont mis la main sur les territoires de production et financé les replantations. Par force, elles ont fini par aller voir ce qui se passait dans les *quintas*, les fermes et domaines de la vallée du Douro.

Paysage unique, en amont de Regua, et surtout de Pinhao, les deux rives de ce fleuve encaissé, fougueux et irrégulier (jusqu'à la construction des nombreux lacs-barrages qui l'ont assagi), sont architecturées, travaillées en terrasses, redessinées par l'acharnement humain à tirer de ce territoire aride et accablé de soleil ce qu'il sait donner : la vigne et le vin. Une montagne, le Mesa Frio, avec ses 1 400 mètres d'altitude, arrête les influences océaniques. A cent kilomètres de la côte règne un climat continental (*«neuf mois d'hiver et trois mois d'enfer»*, selon un dicton). Depuis toujours, depuis l'époque romaine, la vigne se plaît dans ces schistes, même si elle doit plonger ses racines à plus de dix mètres de profondeur. Et l'homme ne se lasse pas de dresser des murs, pour retenir ce qu'il faut de terre pour deux rangées, six ou huit après le phylloxera, de ceps. Ne se lassait pas... devrait-on dire. Car ce qui fut possible avec les salaires de misère offerts aux *gallegos*, les ouvriers agricoles originaires de Galice, en Espagne, encore plus mal lotis sur leurs propres terres, ne l'est plus aujourd'hui. *«Reconstruire 300 mètres de mur coûte l'équivalent de 500 000 francs»*, explique Cristina Van Zeller, co-propriétaire de la Quinta do Noval, un des grands noms du porto.

«Ce sont nos pyramides», peut dire dans un geste ample Joao Nicolau de Almeida, œnologue formé en Bourgogne et dans le Bordelais, devant le panorama travaillé, ombré par les oliviers, souligné par une rangée de cyprès, des terrasses de la *quinta* de Bom-Retiro, près de Pinhao. Pyramides, monuments de patience, et monuments-paysages. Et bientôt, monuments historiques.

Sur des dizaines de kilomètres, toute la vallée du Douro, et quelques vallées adjacentes, offrent ainsi, à l'infini, l'image d'une colossale entreprise de folie collective. De place en place, on note un autre rythme des terrasses : depuis une vingtaine d'années, on a voulu remplacer les murs, trop coûteux, par de hauts talus, de quatre ou cinq mètres, les *patamares*, et élargir les terrasses afin que les tracteurs puissent y accéder. L'aspect de ce nouveau relief est beaucoup moins harmonieux – trop de terre, moins de vignoble – mais surtout il présente pas mal d'inconvénients techniques (désherbage, moindre densité de plantation, etc.).

Quelques novateurs ont alors tenté ce qui se pratique en Suisse ou dans les vallées allemandes, la plantation dans le sens de la pente, à la verticale, qui autorise de grandes densités, facilite le travail d'entretien et même la vendange. Une nouvelle figure géométrique se dessine, le relief est souligné autrement.

La production du vin de porto, figée dans ses pratiques séculaires, est en pleine rénovation : création de véritables laboratoires, arrivée des œnologues, sélection des cépages, main-d'œuvre moins nombreuse et plus qualifiée... Mais la région du Douro demeure ce paysage unique où les pentes les plus abruptes n'ont pas découragé les hommes de faire dialoguer le soleil et la roche et d'en recueillir le fruit.

M. Ch.



Guide

● **Expositions.** Rebaptisée «Porto-Bordeaux», l'exposition «Châteaux-Bordeaux» réalisée par Jean Dethier pour le Centre Pompidou en 1988 est présentée dans le beau marché métallique rénové du centre-ville, le marché Ferreira-Borges (jusqu'à la mi-octobre). On y retrouve, dans une mise en scène affinée, le spectaculaire inventaire des architectures que le Bordelais a offertes à son vignoble. Par la photographie, des études monographiques, la commande d'une collection de relevés aquarellés à l'ancienne, des œuvres originales demandées à des peintres hyperréalistes et plusieurs concours d'architecture organisés sur des projets précis, c'est une exposition qui explore et «révèle» son sujet. A Porto, s'est ajouté un complément relatif au vignoble du Douro, qui devrait inciter la région à lancer un travail comparable sur l'architecture des *quintas*, ces domaines dont les bâtisses blanches, plus «manoirs» que «châteaux», ponctuent le paysage de la haute vallée.

De son côté, la bibliothèque municipale de Porto, qui possède plus d'un million d'ouvrages, présente actuellement une exposition de son fonds anciens de cartes datant de l'époque des grandes découvertes. Rue D.-Joao-IV (face au jardin de San-Lazaro). Tous les jours sauf le dimanche.

Cafés, librairies. Ne pas manquer le café Majestic, décor rococo des années 1910, atmosphère un peu décadente et nostalgique ; repérer aussi les nombreuses salles «modernes», vastes, à la lumière grise, où les étudiants aiment s'installer pour travailler.

Rendre visite à la librairie Lello et Irmao, monument de pur style néogothique à la Viollet-le-Duc, où les deux étages en mezzanine sont reliés par un escalier à double volée et à double orientation, que l'on dirait sorti de l'imagination d'un des surréalistes français dont cette maison centenaire présente aussi les œuvres à ses amis lecteurs. Rua dos Carmelitas, 144. Autres librairies et bouquinistes : consulter *Saveurs de Porto*.

Livres. Le tout récent *Portugal*, de Christian Auscher (Points-Planète, n° 17), est une parfaite introduction au pays et à l'histoire d'un peuple qui a gardé de l'*«épopée océane»*, à jamais, *«le goût des échanges, l'amour de tout ce qui est étranger, le sens de l'hospitalité et le don des langues»*.

Parmi les romans d'Agustina Bessa Luis traduits en français, on peut lire *la Cour du Nord* (éd. A.-M. Métailié) et *Fanny Owen* (Actes-Sud), qui met en scène et réinvente, dans le Porto romantique du milieu du dix-neuvième siècle, l'histoire de Camilo Castelo Blanco, auteur très connu au Portugal d'*Un amour de perdition* (traduit chez Actes-Sud également). Dans un roman intitulé *Amadeo* (traduction française, La Différence, 1988), l'écrivain Mario Claudio imagine la vie et la mort d'Amadeo de Souza Cardoso, peintre cubiste ami de Modigliani, né à Amarante, près de Porto, qui vécut dans le Montparnasse des années 10, cité Falguière notamment, et mourut à trente-deux ans. Le dernier livre de Mario Claudio (traduction à paraître) raconte l'histoire d'une maison de la ville, *la Casa de Virtudes*, qui est aujourd'hui d'une des écoles d'art vivantes de la cité.

De nombreuses œuvres du poète Eugenio de Andrade, qui vit à Porto depuis 1950, ont été traduites en français (aux éditions Michel Chandeigne et aux éditions La Différence). Dans un autre style, très clair et fluide pourtant, la thèse du géographe François Guichard, *Porto, la ville dans sa région*, vient d'être coéditée par la Fondation Gulbenkian et le Centre culturel portugais à Paris (deux volumes). Enfin, l'indispensable *Saveurs de Porto*, éditions L'Escampette, 8, rue Porte-Basse, 33000 Bordeaux (tél : 56-44-92-40), 134 p., 120 F, diffusé par Distique. Photographies de Jean-Luc Chapin. Textes originaux d'Eugenio de Andrade, Agustina Bessa Luis, Mario Claudio, Fernando Guimaraes, Eduardo Lourenço, Manuel Antonio Pina et Christian Seguin.

A Paris, la Libraire portugaise, 10, rue Tournefort, Paris (5e). Tél : 43-36-34-37.

Voyage. Nombreux hôtels confortables dans le centre ancien. A prix égal, les préférer aux établissements des grandes chaînes internationales situés dans le quartier plus récent de Boavista. Par exemple : Grande Hotel do Porto, style Arts déco, sur l'artère commerçante, rue de Santa-Catarina (tél. : [351] 200-81-76). Chambres à partir de 500 F. Et, en catégorie luxe, dans le style palace à l'ancienne, l'Infante de Sagres, place Filipa-de-Lancastre (tél. : [351] 200-81-01). Chambre double : 1 200 F (prix réduit le week-end, 800 F). Le décor du hall, de l'escalier et de la salle à manger, style historiciste fin de siècle, est de 1951.

Porto, 350 000 habitants (800 000 pour l'agglomération), à 300 kilomètres au nord de Lisbonne, est reliée par avion à Paris plusieurs fois par jour (Tap Air Portugal et Air Inter). Porto est à l'heure de Greenwich, soit une heure de moins qu'à Paris. ●

LIVRES

Paris sans le rond

LE monde est ainsi fait que, sous certaines latitudes, l'homme doit faire face à la pénurie, tandis qu'en d'autres régions il est confronté à la surabondance. La luxueuse difficulté du citoyen «développé» consiste donc à se frayer un chemin dans le dédale des échoppes et à réfléchir au célèbre questionnement moderne : «Que choisir?»

Le consommateur doit gérer son temps et son argent. Deux notions intimement liées, comme chacun sait. Dès lors, il est en permanence placé devant une dialectique dont il ne saurait sortir indemne. S'il passe beaucoup de temps à choisir, il aura de ce fait dépensé une partie de son argent avant même d'avoir consommé. Si, au contraire, il se décide du premier coup d'œil, il prend le risque important d'avoir acheté un produit trop onéreux. Dans les deux cas, il est perdant.

C'est ici qu'interviennent, bons seigneurs, Françoise et Bernard Delthil. Du fond d'une péniche amarrée devant la tour Eiffel, ils ont décidé de venir en aide aux pauvres Parisiens qui n'ont de cesse de bien administrer leurs richesses. Après avoir eux-mêmes réglé une partie de la question du choix en élisant domicile pendant douze ans dans *«une maison qui pouvait toujours partir»*, ils ont voulu participer à leur façon à ce *«mouvement de libération des consommateurs»* qu'ils avaient vu poindre dans les années 70.

JOURNALISTE au *Quotidien de Paris*, Bernard avait collaboré à partir de 1974 aux trois premières éditions de *Paris pas cher*. Il évoque aujourd'hui *«un livre d'humeur, de balade»*, qui n'empêcha pas son éditeur de faire faillite. Il fallait parvenir à une étude *«systématique»*. Ce fut l'idée-force du couple Delthil à partir de 1980, date à laquelle ils reprirent la responsabilité de *Paris pas cher*, avec l'aimable et désabusée autorisation des premiers auteurs.

En sillonnant la capitale plusieurs mois de l'année aux fins de rédiger un guide au succès grandissant (sa diffusion est passée de 60 000 exemplaires en 1980 à près de 110 000 exemplaires pour les dernières éditions), ces ex-journalistes (Françoise avait auparavant travaillé à l'ORTF) affirment avoir lutté pour préserver leur indépendance. Car leur choix personnel se transformait en lourde responsabilité. Ils évoquent ainsi à mi-voix l'avenir incertain de commerçants dont *«plus de 70 % de la clientèle»* est drainée par leur guide, si d'aventure quelques lignes les concernant venaient à disparaître dans une nouvelle édition.

Certains ont pourtant vu d'un mauvais œil la perspective de figurer sous l'appellation «pas cher». Après avoir songé à modifier le titre, Françoise et Bernard Delthil ont convaincu les récalcitrants. Devant l'ampleur du succès, ceux-ci jetèrent un voile pudique sur leurs états d'âme. Dans la préface de la dernière édition, les Delthil enjoignent aux commerçants d'éviter *«les fausses lettres de lecteurs arrivant en rafale la même semaine»*.

APRÈS quelques années passées dans la presse, Françoise et Bernard Delthil avaient déjà noirci les pages de leurs répertoires. Ils ont ensuite mené leurs enquêtes tambour battant, pour parvenir rapidement à un répertoire de plus de deux mille adresses dans la capitale. A l'instar d'un magasin de la ville, *«on y trouve de tout»*. Des abat-jour aux whiskies, en passant par le foie gras, les pneus ou les *«consultations psy»*...

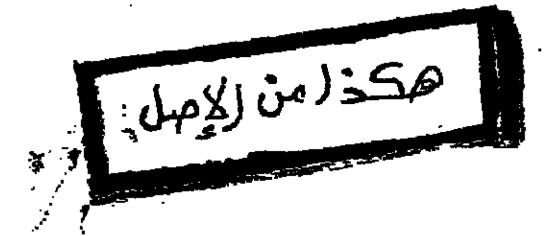
Afin de faire face, les Delthil ont commencé par quitter leur péniche, pour s'installer dans une maison spacieuse, toujours en bord de Seine, mais à trente-cinq minutes de train de leur objet d'étude. *«On aime Paris»*, disent-ils, *«mais sans être engoncés dans un appartement»*. Aujourd'hui, une trentaine de personnes collaborent à *Paris pas cher*. Certains sont spécialisés dans un domaine particulier, des étudiants d'une école de commerce se chargeant de la vérification des prix.

Le succès du livre ne se résume pas seulement au «systématisme» revendiqué par ses auteurs. Il tient sans doute à la création d'un cercle d'initiés, au sein duquel on se serre les coudes pour faire face à l'abondance. *Paris pas cher* sort le consommateur des ténèbres de la solitude et de l'anonymat. Son livre en main (une carte peut le remplacer depuis la dernière édition), il bénéficie de réductions dans bon nombre de boutiques citées dans le guide, qui ont elles aussi leur signe distinctif (un autocollant «Paris pas cher» apposé sur leur vitrine). Loin de l'ignorance du commun des consommateurs, il pense être le seul à aller droit au but. Avec la ferme conviction de gagner du temps... et de l'argent.

Jean-Baptiste de Montvalon

▶ Guide *Paris pas cher*, de Françoise et Bernard Delthil. Editions Flammarion, 109 F.

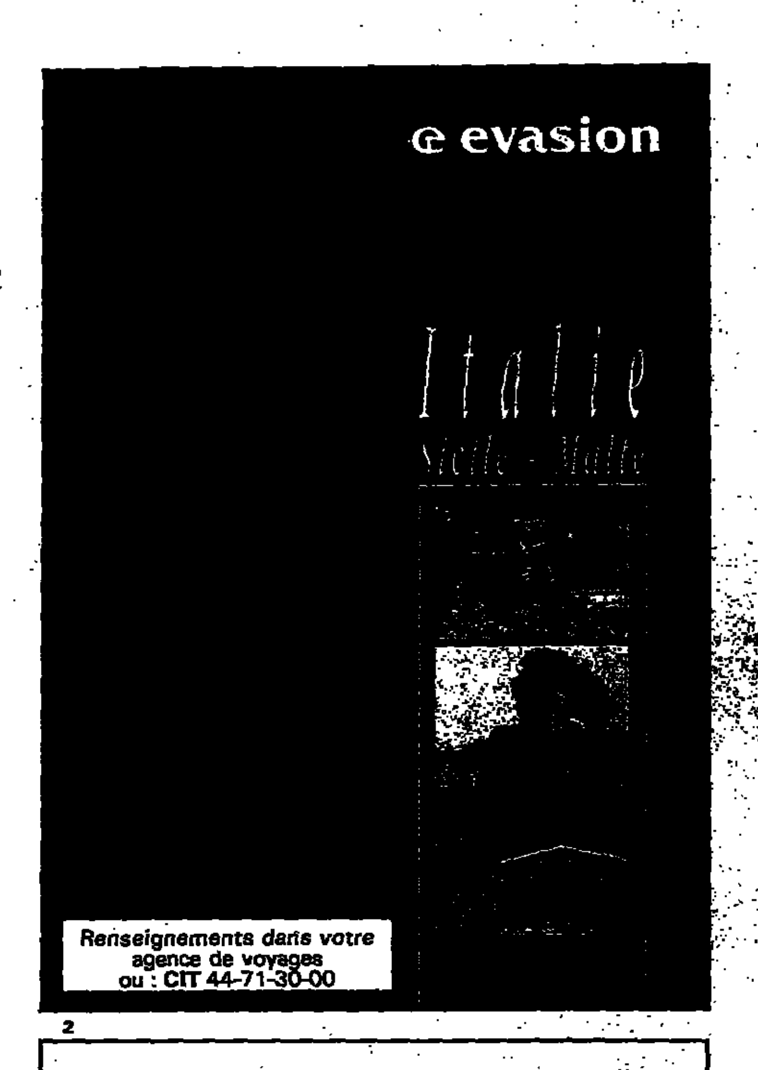






CONTINENTS LOINTAINS : circuits et voyages à la carte, un monde de différence.

1



Renseignements dans votre agence de voyages ou : CIT 44-71-30-00

2

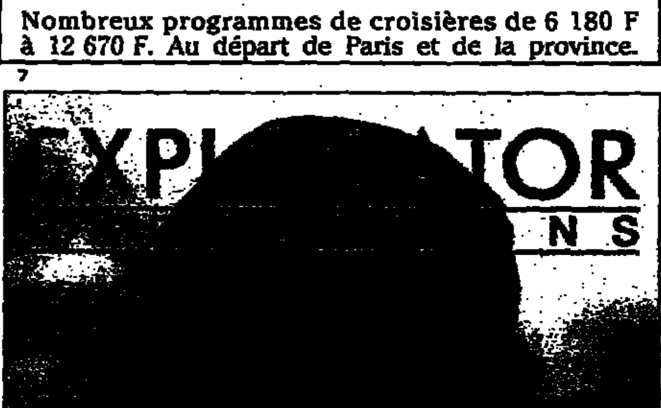


LES VOYAGES DIFFUSION : ... compris au meilleur prix.

3







Nombreux programmes de croisières de 6 180 F à 12 670 F. Au départ de Paris et de la province.

7



voyages culturels 93
Tél. : (1) 48-42-15-15

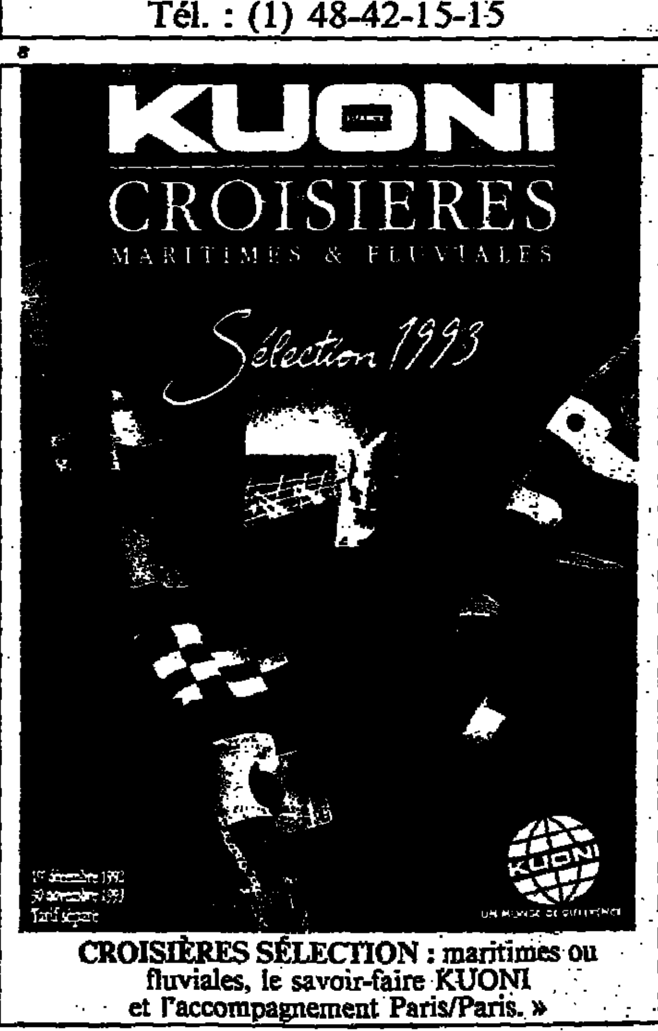
8

OFFICE NATIONAL du TOURISME DE FINLANDE 13, rue Auber 75009 PARIS. Tél. : 42-66-40-13

9



13



CROISIÈRES SÉLECTION : maritimes ou fluviales, le savoir-faire KUONI et l'accompagnement Paris/Paris. »

14



... le Monde à la Fra...
Chez votre agent de voyages.

15

هكذا من الأصل

[redacted]

Le Monde [redacted]

A retourner à : IDA LEFEBVRE
LE MONDE PUBLICITÉ
15/17, rue du Colonel-Avia, 75902 Paris Cedex 15

Je désire recevoir les brochures suivantes :
☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 ☐ 7 ☐ 8
☐ 9 ☐ 10 ☐ 11 ☐ 12 ☐ 13 ☐ 14 ☐ 15 ☐ 16 ☐ 17

NOM : ____
Adresse : ____
Ville : ____
____ Code postal : ____

Offre valable jusqu'au 7 Novembre 1992.

هكذا من الأصل

Bridge

n° 1503

LE COUP DE L'IMPÉRATRICE

Cette défense spectaculaire a été présentée à une émission de la télévision anglaise. *On peut lui donner le nom de Coup de l'impératrice, car elle avait pour but d'empêcher le déclarant d'utiliser un Baiser à la Reine !*

♠ 7 4 3
♡ A R D
◊ R 9 7 4 2
♣ 8 5

♠ R 9 6 5 2
♡ 8 7 5 3
◊ 5
♣ V 7 3

N / O E / S

♠ A 10
♡ V 10 9 2
◊ D V 10 8 6
♣ D 4

♠ D V 8
♡ 6 4
◊ A 3
♣ A R 10 9 6 2

Ann. : S. don. E-O vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Forrest.	Kehela	Zia	Sundelin
1 ♣	passe	1 ◊	passe
2 ♣	passe	2 ♡	passe
3 SA	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé le 5 de Pique, Est a pris avec l'As et a continué avec le 10 de Pique couvert par le Valet de Pique et pris par le Roi de Pique d'Ouest qui a rejoué le 2 de Pique. *Quelle carte Sundelin, en Est, a-t-il défaussée* pour faire chuter TROIS SANS ATOUT ?

Réponse :

Le retour du 2 de Pique après avoir entamé le 5 de Pique (quatrième meilleure), montrait que Ouest avait cinq Piques et qu'il lui restait deux Piques maîtres. Mais où aurait pu être sa reprise de main ? Ce ne pouvait pas être l'As de Carreau, ni un des gros honneurs à Trèfle, car Sud n'aurait pas sauté à 3 SA sans l'As de Carreau et As Roi de Trèfle. Il restait cependant une rentrée *possible le Valet de Trèfle troisième,* mais encore fallait-il que la Dame de Trèfle n'empêche pas cette reprise.

Regardez, en effet, ce qui va se passer si Est ne *défausse pas immédiatement la Dame de Trèfle :* le déclarant, quand il jouera Trèfle du mort ne prendra pas si Est fournit la Dame et, si Est met le 4 de Trèfle, Sud prendra avec le Roi de Trèfle, retournera au mort par le Roi de Cœur pour continuer Trèfle et *laisser passer la Dame de Trèfle* si Est a mis cette carte. Les *Trèfles seront ainsi affranchis sans que* Ouest puisse prendre la main.

Sundelin, heureusement, n'a pas voulu être victime de ce Baiser à la Reine et, pour détruire cette manœuvre, *il a défaussé la Dame de Trèfle* au troisième tour à Pique ! Dès lors le déclarant ne pouvait plus affranchir ses Trèfles sans donner la main à Trèfle à Ouest qui fit ainsi chuter le contrat avec le Valet de Trèfle et quatre Piques.

CONVENTION DISCUTABLE

On voit mal l'intérêt de certaines conventions spéciales, mais le plus étonnant est qu'elles se retournent parfois contre leurs servants comme dans cette donne du match Norvège-Pologne des précédentes Olympiades.

♠ —
♡ A R 9 3
◊ A R 5 4 3
♣ A V 6 5

♠ 8 7 6 4 3
♡ V 10 5
◊ V 10 2
♣ 10 2

N / O E / S

♠ A R D 10 2
♡ 7
◊ 9 8 7 6
♣ D 9 7

♠ V 9 5
♡ D 8 6 4 2
◊ D
♣ R 8 4 3

Ann. : O. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Lesniew.	Rasmus.	Gawrys	Bentzen
Passe	1 ♣	1 ♡	contre
2 ♡	contre	2 ♠	3 ♡
passe	3 ♠	contre	4 ♣
passe	4 ◊	passe	5 ♡
passe	7 ♡	passe	passe...

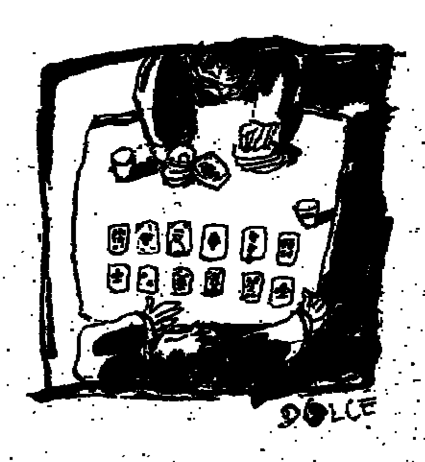
(L'ouverture de 1 Trèfle était forte et artificielle.)

Ouest ayant entamé le 3 de Pique, *comment Bentzen en Sud a-t-il gagné* ce GRAND CHELEM A CŒUR contre toute défense, les atouts étant 3-1 ?

Note sur les enchères

L'intervention à « 1 Cœur » promettait des Cœurs ou des... Piques, et le contre de « 1 Cœur » était de pénalité; « 2 Cœurs » montrait trois ou quatre Cœurs; « 3 Piques » était un *cue bid* ainsi que « 4 Piques » et « 4 Carreaux »; 5 Cœurs demandait de déclarer le chelem à Cœur avec un bon soutien d'atout. Alors, avec As, Roi à Cœur et tous les contrôles, Nord n'a pas résisté à la tentation de ce grand chelem sur la corde raide.

Philippe Brugnon



Anacroisés (R)

n° 734

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

HORIZONTALEMENT

1. CDEENPRU. - 2. EEHLOS. - 3. CEEENTU. - 4. OPPRSSTU. - 5. EGINOTUU + S. - 6. AEEESSV. - 7. ALNORSTU (+ 1). - 8. EIMNOOT. - 9. EILSUV. - 10. EEINSTT (+ 4). - 11. CEHLMNR. - 12. AAEMQRRU (+ 1). - 13. HNNOOP. - 14. EEINQRRU. - 15. EEPPST. - 16. AEHMT (+ 2). - 17. AEHMNNO. - 18. EECIMNTY. - 19. EEEMNSU (+ 1). - 20. EEINSTTX. - 21. EEQSUU.

VERTICALEMENT

22. IOPRSTUU. - 23. ACEEEMN. - 24. EEILLRTU (+ 4). - 25. AAMNOUX. - 26. INQRTUU. - 27. DEEIRSSV (+ 3). - 28. EEEQSTU. - 29. ACEINUV (+ 1). - 30. AEINPPSS. - 31. CIORSSTU. - 32. EEEGNOR. - 33. AEEMNRRT (+ 5). - 34. BEEIST. - 35. AEHMOPRS (+ 1). - 36. EEGINOOR. - 37. DDEEITU. - 38. DEEEENNT. - 39. AEEEILN. - 40. EORRSST (+ 2). - 41. DEEINSS (+ 2). - 42. EILNSSTU.

SOLUTION DU N° 733

1. PARAPHAT. - 2. DEBRUTI, dégrossi (TURBIDE). - 3. HAUTAIN. - 4. UNETELLE. - 5. CASTARS *belg.* costaud (CASTRAS CRASSAT). - 6. ITALIEN (ENLIAIT LIAIENT LITANIE). - 7. ECOLOGIE. - 8. OPTIMAL. - 9. LEMPIRA (REMPILA...). - 10. UNIEME. - 11. ENIEME. - 12. EOLITHE. - 13. CHABLANT. - 14. NEUTRON (NUERONT). - 15. DAIQUIRI. - 16. EUDISTE (DUITEES SEDUITE ETUDIES). - 17. OURLAMES (REMOULAS ROULAMES LOURAMES MOULERAS). - 18. DRAPAIT (DIAPRAT). - 19. ATTEINTE (ENTETAIT TETAIENT). - 20. EBRASER (ABERRES BARREES). - 21. SIMAGREE (EGERMAIS REAGIMES REMISAGE). - 22. EBISELE, taillé en biseau. - 23. PAUMELLE. - 24. CHEDARS *helv.* petite de [illegible]. - 25. ANNECIEN (ANCIENNE NANCEIEN). - 26. HEURTAI (HUERAIT). - 27. MINAHDAT (ADIANTUM). - 28. ANTILOPE (POILANTE). - 29. IMPLOSAI. - 30. HELIGARE. - 31. ENDETTEE. - 32. THEIER (HERITE). - 33. DUCATON (COUDANT). - 34. INQUIETE. - 35. PISTEUR (PURISTE PUTIERS PERTUIS). - 36. BASISTE, relatif à la base (BATISSE BETISAS BISATES). - 37. HUILERAI. - 38. IMPETRA (EMPIRAT PERIMAT PRIMATE TREMPAI). - 39. UNANIME. - 40. RIMASSE (MASSIER MIRASSE REMISAS MISERAS). - 41. INSTILLE. - 42. NASARDE (DANSERA SARDANE).

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Dames

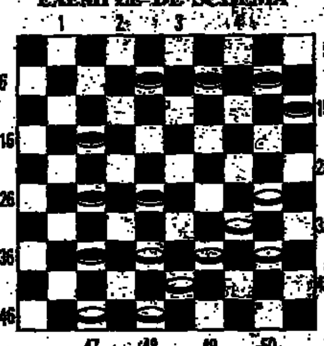
n° 440

LE COIN DU DÉBUTANT

● Le coup suisse : le mécanisme de ce coup illustre deux règles que les débutants méconnaissent très souvent : *obligation de prendre du côté du plus grand nombre (prise majoritaire prioritaire) et obligation, au cours d'une rafle, de n'enlever les pièces qu'une fois la rafle achevée.*

Dans le coup suisse, la dame noire complète, après la rafle, son chaînon, permettant ainsi aux Blancs d'effectuer alors une rafle gagnante.

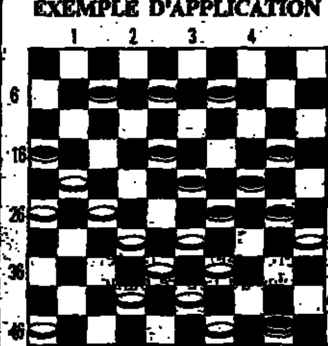
EXEMPLE DE SCHÉMA



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 47-41 (37×46) 39-33 (28×33) 38-32 ! (46×38) 34×5 ! +.

EXEMPLE D'APPLICATION

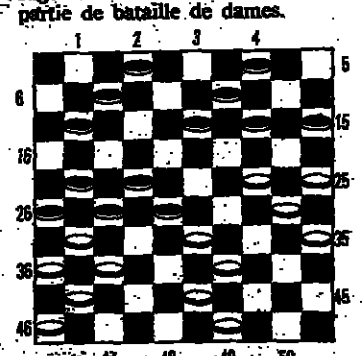


Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 32-28 (23×32) 39-34 (50×39) [la dame noire prend quatre pions et s'arrête à la case 39] 34×43 [rafle 6 pions et la dame] (16×27) 26-21 (27×16) 38×27, +.

L'UNIVERS MAGIQUE

Tournoi international de Soukhoumi, 1966, le maître Bronstring (Pays-Bas) face au maître Baramidze (URSS) exécuta, avec les Blancs, une combinaison de passage à dame suivi d'une fin de partie de bataille de dames.



Les Blancs jouèrent et gagnèrent.

24×19 ! (14×23) 37-32 (27×29) 43-38 (26×37) 41×32 (28×37) 25-20 (15×24) 30×6 ! (21-27) 6-1 (7-11) 1×45 (27-32) 38×27 (37-42) 46-41 [interdit (42-47) car 36-31 (47×36) 27-22 (36×18) 45×16, +] (42-48) 27-22 ! (48×25) 49-43 (25×48) 41-37 (48×22) 45×16 ! (13-19) 16-32 (9-14) 32-43 (19-24) 43-34, +, vu 17 temps auparavant.

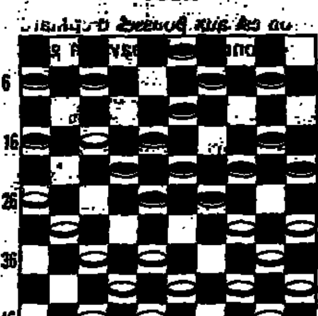
SOLUTION DU PROBLÈME N° 439 MANOURY, 1770

Blancs : pions à 16, 17, 25, 26, 30, 32, 35, 36, 38, 40, 42, 43, 45, 46, 47, 48, 49.

Noirs : pions à 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14, 15, 18, 19, 23, 29.

25-20 ! (14×34) 38-33 (29×27) 40×29 (23×34) 36-31 (27×36) 16-11 (7×16) 26-21 (16×27) 17-11 (6×17) 47-41 (36×38) 43×5 !!, rafle six pièces, +.

PROBLÈME ALAIN HUGUIN (Paris) 1992



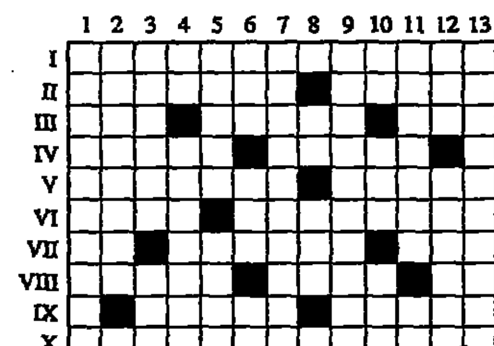
Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine chronique.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 733



HORIZONTALEMENT

I. Histoire de familles. – II. Plie sous les coups. Seyant mais succinct. – III. On souhaite qu'elle s'impose à tous. A l'entrée comme à la sortie du tunnel. Voyelles. – IV. A l'entrée comme à la sortie du tunnel. Mauvaise *pour le sang.* – V. *Mesurées. Fleuve.* – VI. Donnait des nouvelles souvent fausses. Endimanchés. – *VII. Participe.* Avala. Article en désordre. – VIII. Charge. Remis en mémoire. Possessif. – IX. Tient-elle de l'inconscient ou de l'utopie ? Sert, mais à l'envers *ici.* – X. Ne fait pas *toujours confiance* au 1.

VERTICALEMENT

1. Bourse bien garnie. – 2. Prêtait attention. – 3. Stupéfaites. Bison. – 4. Possessif. Famille plantigrade. – 5. *Homme* de main. Fleuve. – 6. Pronom. Un âge incertain. Participe. – 7. Ce qu'il ne *fallait pas faire à l'île* Seguin. – 8. Article. Il y en eut plus d'un pour Saint-Germain. – 9. Passent *par toutes les couleurs pâles.* – 10. Possessif. Se tiennent les côtes. A bout. – 11. Met sur la voie. Suit sa pente. – 12. Roue. Eprouvés. – 13. Règle sans douceur des affaires de famille.

SOLUTION DU N° 732

Horizontalement

I. Incorruptible. – II. Nausée. Galeux. – *III.* Virages. Bolet. – IV. Eveil. Amateur. – V. Née. Espace. Ré. – VI. Semoir. S.F. – VII. Et. Peinte. Ami. – VIII. Urgent. Irones. – IX. Rouet. Peinent. – X. Scissionniste.

Verticalement

1. Inventeurs. – 2. Naïve. Troc. – 3. Curées. Gui. – 4. Osai. Epées. – 5. Règlements. – 6. *Rée.* Soit. – 7. Sapin. Pô. – 8. PG. Martien. – 9. Tabac. Erin. – 10. Ilotes. Oni. – 11. Bêle. Fanés. – 12. Lueur. Ment. – 13. Extrémiste.

François Dorlet

Echecs

n° 1506

TOURNOI MEPHISTO,
Altensteig, 1992.
Blancs : O. Romanischin.
Noirs : K. Müller.
Partie française.

1. é4	é6		17. Tb1 (m)	Dç7
2. d4	d5		18. Cç5	Ra8
3. é5 (a)	ç5		19. Cé×b3	Cé-ç6
4. ç3	Cç6		20. Fb5 (n)	C×b3
5. Cf3	Db6 (b)		21. Ta×b3	Th8 (o)
6. a3 (c)	ç4 (d)		22. F×ç6 ! (p)	F×ç6
7. Fé2	Ca5		23. C×é6	Dé7
8. Cb-d2	Fd7		24. Cç5	f4
9. 0-0	h6 (e)		25. f3	g5 (q)
10. a4 ! (f)	0-0-0 (g)		26. a5 !	Th7 (r)
11. Cé1 ! (h)	f5 (i)		27. Tb6 !!	Tç8
12. b4 ! (j)	ç×b3		28. a6 !	b×a6 (s)
13. Cd3 ?	Rb8		29. D×a6	Dé8 (t)
14. Fa3	F×a3 (k)		30. Tb7 !	F×b7
15. T×a3	Tç8 (l)		31. T×b7	abandon.
16. Da1 !	Cé7			

NOTES

a) Moins souvent joué que la « défense Winawer » (3. Cç3), ce système de fermeture du centre, cher à *Nimzovitch, donne immédiatement* aux Blancs un avantage spatial durable.

b) 5..., Fd7 est actuellement à la mode ; par exemple, 6. a3, Cg-é7 ; 7. b4, ç×d4 ; 8. ç×d4, Cf5 ; 9. Cç3, Tç8 ; 10. Fb2, Ch4 ! ; 11. C×b4, D×b4 ; 12. Ca2 ! (et non 12. b5 !, C×d4 ! ; 13. g3, T×ç3 ! ; 14. g×h4, C×f3+ ; 15. Ré2, Fb5 ! ni 12. Cé2 ?, C×b4 !), Dé4+ ! ; 13. Dé2, Dg6 ! (Illescas Cordoba-Speelman, Linares, 1992) ou bien 6. Fé2, Cg-é7 ; 7. 0-0, ç×d4 ; 8. ç×d4, Cf5 ; 9. Cç3, Fé7 ; 10. g4, Ch4 ; 11. C×h4, F×h4 ; 12. Fé3, 0-0 ; 13. f4, Fé7 ; 14. Fd3, f6 ; 15. Dç2, h6 ; 16. Dg2 !, Fé8 ; 17. Ta-d1 *(menaçant Fb1 et Dç2) avec* avantage aux Blancs (Hort-Tukmakov, Berne, *1992).*

c) Une bonne continuation, plus simple que 6. Fd3 et que 6. Fé2, qui *menace de prendre l'initiative sur* l'aile D par 7. b4.

d) Certains préfèrent entrer dans la variante 6..., f6 ; 7. Fd3, ç×d4 ; 8. ç×d4, Ch6 ; 9. 0-0, Cf7.

e) Un coup utile qui empêche la manœuvre connue du C-R blanc : Cg5-Ch3. Cf4.

f) Une idée intéressante. Les Blancs préparent l'échange des F de cases noires. Après b4, C×b3 le « mauvais » Fç1 s'échangera *via* a3 avec le Ff8.

g) Un roque prématuré. Le développement Cé7–Cé-ç6–Fé7 semble préférable.

h) Il ne s'agit pas de permettre, comme on pourrait le croire, l'avance f2-f4, mais de viser la case d3 (après b4, ç×b3).

i) 11..., f6 est sans doute meilleur.

j) Enfin, conformément au plan prévu dès le sixième coup.

k) Si 14..., Cç4 ; 15. F×f8, T×f8 ; 16. C×b3.

l) Si 15..., Cç4 ; 16. C×ç4 ! (et non 16. T×b3, F×a4), d×ç4 ; 17. Cç5 suivi de 18. F×ç4 avec un énorme avantage aux Blancs.

m) Une formation *idéale dirigée* contre le R noir.

n) Menace 21. C×a5, C×a5 ; 22. F×d7.

o) Voilà qui perd un pion. 21..., Th-é8 défend le pion é6 mais 22. Fa6 ! démontre la fragilité du roque noir : 22..., b×a6 ; 23. Tb7 et 24. T×d7.

p) Tout simplement. Si 22..., b×ç6 ; 23. Ca6 gagne tout de suite et si 22..., D×ç6 ; 23. T×b7.

q) Cette contre-attaque tardive ne peut aller bien loin.

r) Après 26..., g4 les Blancs ne répondraient pas 27. f×g4 à cause de 27..., Dh4 ; 28. h3, f3 ! *mais poursuivraient* tranquillement leur plan par 27. Tb6 !!, g×f3 ; 28. a6 !, Dg5 ; 29. Tb1.b2, Th7 (si 29..., b×a6 ; 30. T×ç6) ; 30. Ta2 !, f×g2 ; 31. a×b7+, Tb×b7 ; 32. T×g6.

s) Et non 28..., a×b6 à cause de 29. a×b7+ suivi du mat en deux coups.

t) La D doit défendre la Tç8 et quitter l'avant-dernière rangée.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1505 A. MANVELIAN (1992)

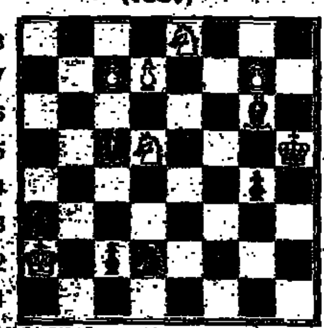
(Blancs : Ré3, Fg2, Th6. Noirs : Rç1, Tb8, Pa4, a3, b2, g3, h4.)

Si 1. Ré2 ?, Rç2 ! ; 2. Fé4+, Rb3 ; 3. F×b1, a2 ; 4. Tb6+, Ra3.

1. Tç6+ !, Rd1 ; 2. Td6+, Rç1 ! ; 3. Ré2 !, Ta1 ; 4. Tç6+, Rb1 ; 5. Fe4+ !, Ra2 ; 6. Fd5+, Rb1 ; 7. Rf1 !!, h3, 8. Rg1 !, h2+ ; 9. Rh1 !, g2+ ; 10. R×h2, Ta2 ; 11. Fe4+, Ra1 ; 12. Tb6 !, g1=D+ ; 13. R×g1, b1=D+ ; 14. T×b1 mat.

Et non 2..., Rç2 ; 3. Fé4+, Rb3 ; 4. F×b1, a2 ; 5. Td3+ et 6. F×a2 ni 2..., Ré1 ; 3. Tf6, Rd1 ; 4. Rd3 !

ÉTUDE N° 1506 V. KOROLKOV (1937)



Blancs (6) : Ra2, Cd5 et é8, Pç7, d7 et g7.

Noirs (7) : Rh5, Fç5 et g6, Cd2, Pa3, ç2 et g4.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

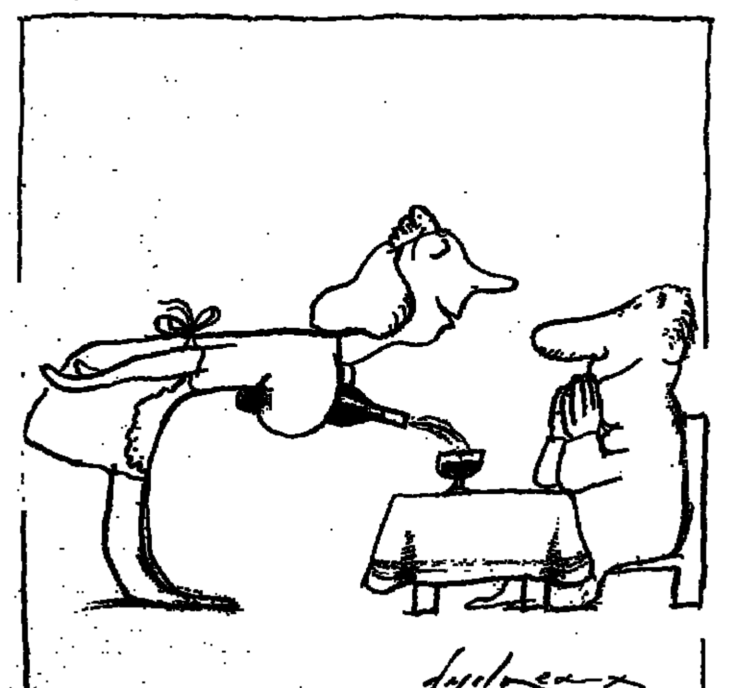
Saint-pourçain à cent pour cent

GUEUX, glorieux, gourmands... Les trois « G » entrelacés figuraient jadis à l'entrée de Moulins, sur la porte de Paris. Et il est vrai que la cuisine bourbonnaise a bien des mérites, puisée en la meilleure tradition qui soit. Il est seulement dommage que les chefs locaux, en quête d'étoiles ou de toques, négligent trop souvent le folklore.

M. Jean Cluzel, sénateur du pays et qui vient de publier *Une ambition pour l'Allier*, pense que l'on devrait, à juste titre, ajouter un quatrième « G », celui de gastronome. Et il cite ces plats, rustiques certes, familiaux aussi et démontrant que, selon Théodore de Banville, le poète moulinois, la cuisinière-artiste *« exécute pour elle-même et jamais pour son maître !»*. Ces plats, donc, le gargouilleau (à base de poires) et la gouerre au cirage (pruneaux écrasés) du dessert après le bœuf du Charolais, l'agneau d'herbe et le pâté aux pommes de terre, classique, que l'on nomme parfois pâté aux tartouffes, ou tourton, dont il existe plusieurs recettes mais toutes succulentes (et dont je n'oublierai jamais celle dont me régalait une cuisinière de Chouvigny, aux bords de la Sioule, il y a quelques lustres !).

Ces plats, nous les connaissons mal (ou pas du tout) à Paris. Mais moins encore le vin qui peut les accompagner, le saint-pourçain ! C'est pourtant un vin « historique », puisque servi pour Philippe de Valois lors de son sacre, à Reims, en l'an 1328 ; familier de la table du pape Clément VI en Avignon ; favori, avec ceux du Béarn, du bon roi Henri IV. Mais c'était un vin... Comment dire ? artisanal. Et, après les ravages du phylloxera, à la fin du siècle dernier, il fallut l'obstination de quelques viticulteurs pour en perpétuer la tradition.

Dans les années 50 et 60, nous dit Jean Cluzel, on arracha les vignes par dizaines d'hectares. Le saint-pourçain était oublié hors de son berceau. Aujourd'hui sur une vingtaine de communes, le vignoble est de moins de 500 hectares et produit 20 000 hectolitres d'un vin mal connu, mais pour qui l'on pourrait reprendre les vers du poète médiéval :



Le saint-pourçain
que l'on met dans son sein
[pour sain.

Il s'agit de vins blancs, rosés et rouges. C'est principalement le cépage gamay qui donne les rosés (le lecteur sait sans doute que je ne suis pas un « fan » des vins rosés) et les rouges, ces derniers francs, fruités et qui, bus frais, se dégustent avec allégresse. Mais le pinot noir est aussi de la partie, notamment au Domaine de Bellevue de MM. Pétillat. Quant aux blancs, les cépages sont le chardonnay, le sauvignon et le tressalier. Ce dernier, particulier à la région, donne à ces vins une fraîcheur bien séduisante et, ainsi que m'a précisé un œnologue, *« ils prennent remarquablement la mousse »*. (Il faudra que je demande à Jacques Puisais une complète explication du terme.)

Ces vins bénéficient de l'appellation VDQS, qui implique que la proportion de 50 % dudit cépage tressalier ne doit point être dépassée. Et l'Union des viticulteurs de Saint-Pourçain a déposé demande, devant l'Institut national des appelllations d'origine pour que ces vins soient désormais classés en AOC.

En Bourbonnais, vous trouverez certes ce vin sur les cartes. Au Jacquemart (Hôtel de Paris, à Moulins), au Chêne vert de Saint-Pourçain, ainsi bien entendu qu'à La Fontaine (à Creuzier-le-Vieux, à 5 kilomètres de Vichy), où Marguerite Trompeau, dans son jardinet fleuri ou sa salle rustique, mériterait bien une étoile au Michelin pour sa canette à la Duchambais ou son andouillette, au saint-pourçain justement, vin que vous retrouverez sur sa carte, en rouge comme en blanc, d'un vigneron de Besson (03210), M. Bernard Gardien.

A Paris, au Bourbonnais (29, rue Delambre, tél. 43-20-61-73), où, sur commande, M. Le Meur vous présentera le fameux pâté aux pommes de terre, les saint-pourçain de la carte sont de chez Purseigle. Et si, d'hasard, vous passez par le Verger de la Madeleine (4, boulevard Malesherbes, tél. 42-65-51-99), vous pourrez y acheter et faire connaissance avec les blancs, rosés et rouges de Saint-Pourçain de MM. Faure père et fils.

La Reynière

Semaine gourmande

Le Relais de Saint-Mars à Saint-Mars-la-Jaille

A égale distance de Nantes et d'Angers (51 kilomètres), Saint-Mars-la-Jaille n'est qu'un petit village de deux mille âmes, mais ce « Relais » aimable et coquet a pour cuisinière une Dame d'A.R.C., Laurence Cuisante, longtemps assistante de la chère Mme Castaing, de Condrieu, ce qui est une référence. Son tartare de poisson est aux pousses d'épinard, son pigeonneau du pays en gelée de poireau, sa tarte fine à la tomate aux copeaux de saumon fumé, son foie gras chaud à la croque au sel de Guérande, et ainsi de suite. Nombreux desserts savoureux et très belle cave, bien conseillée par Pierre Cuasante. A la carte compter 250/350 F avec des menus à 90 F (« affaires », en semaine), 125 F vin compris, 140 F et 185 F.

► Le Relais de Saint-Mars, à Saint-Mars-la-Jaille 44540, tél. : 40-97-00-13. Fermé mercredi soir et dimanche soir. A.E.-D.C.-C.B.

Auberge de l'Argoat

Jeanine Gaulon a maintenu avec ferveur la bretonnante filière de l'Auberge des Goareguer. Le saumon cru mariné est avec salade de perce-pierres, la terrine de pétoncles au beurre blanc, les sardines fraîches au muscadet, l'andouillette à l'ancienne mitonnée au cidre, tout comme la matelote de congre ; la cotriade est, on le sait, la bouillabaisse de là-bas. Bons desserts mais pas de quoi piquer son... far (la doucerie d'Arvor est ici remplacée par un gâteau aux pruneaux !).

A la carte comptez 250-300 F, mais un menu (midi et soir) à 140 F reste très honorable.

Auberge de L'Argoat, 27, avenue Reille (14e), tél. : 45-89-17-05. Fermé samedi et dimanche. A.E.-C.B.

Le Château de Locguénolé à Hennebont

Ce très beau « Relais et châteaux » au bord du Blavet vient de fêter l'arrivée de Denis Cros, jeune cuisinier qui, venu de l'Auberge des Templiers, a appris avec des chefs comme Bocuse, Robuchon et Girardet. Au cœur de la Bretagne, il ne pouvait proposer que les huîtres de la baie de Quiberon, les homards bretons (en salade ou en fricassée), les volailles de l'Argoat, souvent escortés de pommes de terre de Noirmoutier. On terminera le repas par un far aux pruneaux et son sorbet à l'earl grey. Bien d'autres mets à la carte, bien sûr, dont le foie gras d'oie, noix et raisins en gelée de beaumes-de-venise et celui de canard aux poivres, la cotriade de maquereaux, le canard de Challans aux pommes caramélisées et jus de cidre, etc. Menus à 280 et 460 francs. A la carte, compter 500 à 600 francs.

► Château de Locguénolé, route de Port-Louis à Hennebont (56700). tél. : 97-76-29-04. Salons. A.E.-D.C.-C.B.

SAUCE

La béchamel

AVEZ-VOUS dégusté une béchamel, telle qu'on la faisait à la fin du dix-septième siècle ? Son créateur fut, dit-on, Louis de Béchameil, surintendant de la maison de Monsieur à Saint-Cloud, palais des mirages et de la redoutable princesse Palatine qui n'appréciait que la choucroute. *« C'était un homme d'esprit et fort à sa place qui faisait une chère délicate et choisie en mets et en compagnie »*, nous rapporte le petit duc (1). Louis de Béchameil ne parlait de sa découverte qu'avec réserve. Il mourut à Paris en 1703, à l'âge de soixante-treize ans, et ce n'est qu'après ses obsèques célébrées à Saint-Eustache que l'on retrouva la fameuse recette.« Béchameil » se transforma dans le parler populaire en « sauce à la Béchamel » ou en « béchamelle ».

La recette fut adaptée, au dix-neuvième siècle, par Urbain Dubois qui en fit de délicates versions. *L'Almanach des gourmands* (1931) en donne une version « moderne » : *« Pour la faire plus distinguée, mettez dans une casserole du beurre, oignons en tranches, carottes, bouquet de persil, champignons. Passez sur le feu, mouillez avec du lait bouillant, peu à peu et en tournant toujours, sel, poivre blanc et muscade ; tournez jusqu'à ce qu'il bouille ; laissez cuire doucement trois quarts d'heure ; passez dans une passoire ; faites dans une casserole, avec trois cuillerées de farine, un roux blanc, versez-y le bouillon de lait, faites bouillir trois minutes. Versez sur tout légume, plat d'œufs ou de poisson, qu'accompagne bien le lait. »*

Il est rare de nos jours de manger une béchamel qui inspire confiance. Et pourtant, quelle sauce délicieuse que cette belle endormie ; mais que ne cache-t-elle pas sous sa nappe blanche ? C'est là qu'interviennent l'humour ravageur et la verve rabelaisienne de Georges Perec (2) qui, en *81 fiches de cuisine, à l'usage des débutants*, fait virevolter les sauces les plus diverses, telles que bourguignonne, béarnaise, choron ; diable, Soubise et aurore ; autant que Bercy, anglaise et Mornay, pour trois malheureux tronçons de sole, de lapin et de ris de veau, dans une désopilante cavalcade. On peut y voir là les excès souvent raillés des émules d'Escoffier, qui au lieu de sauces fines et élaborées firent des« fonds » passe-partout, misère de la cuisine. Le fond brun, lui-même réduit jusqu'à plus soif, en demi-glace et en grande glace, et le fond marin, devenu glace-marine, au risque de se transformer en *« fond de torrent » (sic)* ...pour accompagner les écrevisses (3).

L'irruption de Louis de Béchameil dans l'histoire de la cuisine, avec sa casserole, pour mythique qu'elle soit, n'est pas le fruit du hasard. La sauce à la Béchamel signe l'invention de la haute cuisine, sous Louis XIV. L'essentiel, notent Jean-François Revel (4) et bien d'autres, est qu'à cette époque l'attention des cuisiniers est portée sur les « liaisons », afin d'obtenir ces sauces de consistance lisse et nappante, autonomes des mets et ingrédients dont elles sont issues. C'est le résultat, presque toujours, d'une réduction des liquides et des éléments de cuisson, de telle sorte que subsiste une relation de goût entre les viandes, les poissons et les légumes et ladite sauce ; et qui prend alors un nom de particulier, souvent celui de la cuisine du « Grand » ou du prélat, où elle a été confectionnée : ainsi Richelieu, Maintenon, Soubise – et Béchameil – laisseront-ils leur nom dans la petite histoire de la « grande cuisine ». La différence est donc établie avec notre conception actuelle, fondée sur quelques principes de simplification et d'allégement des sauces, ou n'acceptant pour leur confection que des sucs issus de bouillons ou de jus de cuisson, puissamment « émulsionnés ». Voilà qui explique la quasi-disparition des usages modernes de la béchamel, dans sa variante « Mornay », qui accompagnait autrefois le homard thermidor, ou « Maintenon », indispensable à la selle de veau Orloff.

***« Je fais quelquefois** une béchamel pour accompagner des choux-fleurs,* indique Daniel Bouché (Le Petit Montmorency), *mais seulement pour ma fille. »* Quant à Philippe Valin (Dodin Bouffant), qui fit autrefois sous la direction de Jacques Manière de somptueuses selles Orloff, il admet que la mode est passée, d'autant qu'une *« béchamel ne peut guère être tenue au chaud : c'est très vite du béton »*. Il faut donc saluer avec un intérêt qui relève d'une archéologie du goût ceux qui s'obstinent – avec talent parfois – à faire vivre le souvenir du marquis de Béchameil, malgré les ukases de la mode ou de la diététique. En saluant tout d'abord Michel Roux – le bien-nommé – qui confectionnait voilà quelques années de délicieux petits flans frais d'escargots en habit vert (The Waterside Inn à Bray, Berkshire - Grande-Bretagne). Au Saint-Moritz (33, avenue de Friedland, Paris-8e, tél. : 45-61-02-74), Alain Raichon, alternant l'inspiration franc-comtoise avec de solides références classiques, réalise un épatant gratin de macaronis à partir d'une béchamel légère, rehaussé de truffes et de foie gras, simplement passé au four, qui accompagne l'Angus Beff.

Dans un registre plus modeste, le jeune chef de l'Excuse (21, rue Joubert, Paris-9e, tél. : 42-81-98-19) ne saurait se passer de béchamel pour confectionner les plats de cuisine ménagère de l'hiver : blanquette de veau, gratin de pâtes au jambon, fenouils farcis et gratin de choux-fleurs. Signalons aussi le délicieux vol-au-vent financière du pâtissier Hellegouarch (185, rue de Vaugirard, Paris-15e, tél. : 47-83-29-72), qui associe ris de veau et quenelles fines à une très discrète sauce suprême. Que seraient ces fleurons de la cuisine de ménage : les soufflés, gratins, pains d'épinards, tians – et ce « gâteau de carottes » souvenir de l'enfance – sans la béchamel, une sauce autrefois aristocratique, devenue populaire ? Il est des liaisons autrement dangereuses.

Jean-Claude Ribaut

(1) *Mémoires*, Saint-Simon (tome V), « Pléiade », Gallimard.

(2) *Penser-Classer*, Georges Perec, Hachette, 1985.

(3) *Les Fonds*, Le Couteau dans la Plaie, A. Tempera, 1985.

(4) *Histoire des mœurs* (tome I). Encyclopédie de la « Pléiade », Gallimard.

هكذا من الأصل

Tourisme sans visibilité

L'après-guerre du Golfe n'ayant toujours pas débouché sur la reprise économique attendue, les quelque douze mille professionnels du tourisme réunis à Deauville, du 24 au 27 septembre, dans le cadre du quatorzième TOP RESA, ne manqueront pas de s'interroger sur l'avenir d'un secteur qui a toujours été très sensible à la conjoncture, et sur l'attitude à adopter face aux changements de comportement des candidats au voyage. Analyse et enquête.

UNE fois la « Tempête du désert » calmée, le monde du tourisme s'attendait, fin 1991, à retrouver la croissance d'antan, la consommation et les vacances qui vont avec. Les Sœur Anne à leur fenêtre n'ont rien vu venir au printemps ni à l'été ni à l'automne. *« Bon, ce sera pour l'hiver 1992*, se sont-elles dit, *M. Bush en mal de réélection présidentielle finira par relancer la machine américaine. »* Le président baissa les taux d'intérêt : pas de réaction. *« L'Allemagne et la reconstruction de sa partie orientale tireront la croissance européenne »*. La Bundesbank haussa les taux d'intérêt pour éviter l'emballement : donc rien. Ou plutôt, en Amérique comme sur le Vieux Continent, une croissance tristounette de 1 % ou 2 % qui n'a pas empêché les chefs d'entreprise de prévoir le pire et de se préparer à une compétition féroce en allégeant leurs effectifs et en réduisant leurs investissements.

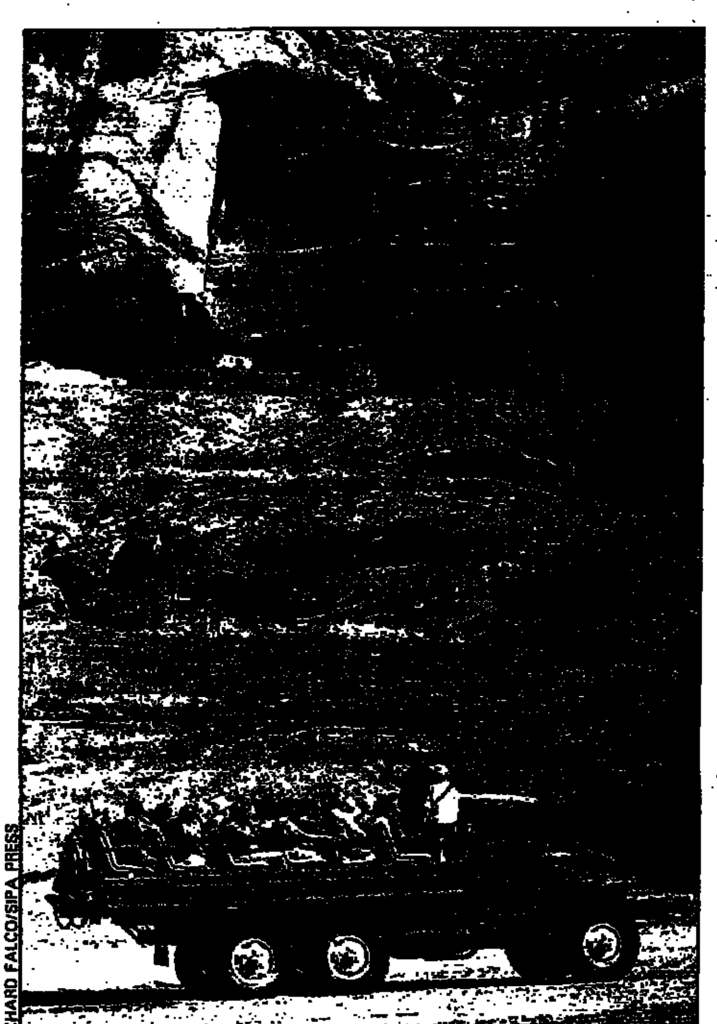
Ce sont les transporteurs aériens qui ont compris les premiers que l'après-guerre du Golfe ne serait pas une partie de plaisir. Le passager ne s'est pas plus rué sur leurs avions en Europe qu'aux Etats-Unis, où la bataille des prix fait rage depuis le début de l'année 1992. L'Association du transport aérien international (IATA) a calculé qu'au premier semestre 1992 ses deux cent neuf compagnies membres avaient certes connu un trafic supérieur de 21 % à celui de la période correspondante de 1991 mais que la croissance était seulement de 8 % si on la comparait au trafic du premier semestre 1990, dernière période « normale ». D'autres secteurs économiques se contenteraient d'un tel score. Pas le transport aérien, mal habitué par des taux de progression annuelle à deux chiffres en 1988 et en 1989, et pressé de combler le déficit de 6,7 milliards de dollars accumulé en 1990 et en 1991.

Retour dans la France du voyage pour constater la même déception. *« C'est simple*, explique M. Jean Perrin, président du Syndicat national des agents de voyages, *nous avons retrouvé cette année le chiffre des voyages à forfait* (voyages tout compris et associant des prestations aériennes, hôtelières et touristiques) *de l'année 1981, soit 1,9 million. En 1989, nous en vendions 2,7 millions ; en 1990, 2,3 millions ; en 1991, 1,8 million. Le chiffre d'affaires des agents de voyages devrait progresser de 5 % à 6 % cette année, mais cette augmentation recouvre un rétrécissement des marges de la profession car les clients achètent à la dernière minute des vols « secs », des produits nécessitant autant de travail mais dégageant une faible rentabilité. L'année dernière, nous avions fait le gros dos. Je doute que nous puissions résister très longtemps à ce régime, et la mortalité de nos entreprises pourrait s'élever à l'heure des comptes de l'été aux mois d'octobre et de novembre prochains. »*

La faute à Voltaire ou bien à Rousseau ? Juin a été pourri. Les barrages des chauffeurs routiers contre le permis de conduire à points ont terrorisé les juillettistes. Août et septembre ont été gâchés par le référendum sur le traité de Maastricht. Ces explications largement hexagonales n'expliquent pas que les Britanniques soient restés à la maison, que les Américains et les Japonais bougent moins que naguère. Seuls les Italiens ont joué les touristes flambeurs ! Jusqu'à la flottaison-dévaluation de leur monnaie.

Alors faut-il invoquer l'effet guerre, les retombées du conflit du Koweït, le fracas de la guerre civile yougoslave qui émeut l'Europe et lui rappelle qu'il y a moins de cinquante ans elle-même était à feu et à sang ? Repli sur son chez soi, *cocooning*... Ou bien faut-il suivre ceux qui annoncent la fin de l'après-guerre où les taux de croissance battaient des records pour cause de reconstruction ? Difficile en effet de s'habituer à des progrès « sages » sans inflation. Se préparer par prudence à une vraie récession ?

La lisibilité de la situation – comme disent les analystes patentés – n'est pas évidente car elle n'est ni catastrophique ni enthousiasmante. La Turquie et les Baléares se vendent mal. En revanche, la Tunisie, la Tchécoslovaquie et la Hongrie pavoisent. Paris demeure une destination recherchée, tout comme les Antilles. Mais le Portugal a pâti de l'Exposition universelle de Séville et des Jeux olympiques de Barcelone. Euro Disneyland n'attirera peut-être pas en région parisienne onze millions de visiteurs en un an. Mais il a tout de même fêté son six millionième client au bout de quatre mois et demi de fonctionnement. Bangkok s'effondre sur le marché français. L'Amérique du Nord reste très prisée pour sa sécurité.



RICHARD FALCO/SIPA PRESS

Ils sont nombreux dans le monde du tourisme à penser qu'il ne s'agit pas là d'une banale crise économique. Par exemple, M. Paul Dubrule, coprésident du groupe hôtelier Accor, penche plutôt pour une évolution de la société. *« Les gens changent »*, constate-t-il en relevant, comme le reste de la profession, la montée des achats de vols « secs » et de surcroît à la dernière minute. Finie la course à la dernière destination à la mode ! Mort le snobisme touristique ! Les candidats au voyage ont appris qu'en attendant le plus longtemps possible ils obtenaient des rabais importants. A la limite, ils se moquent de l'endroit où ils vont se rendre. Leur choix dépendra d'un billet aller-retour à 2 000 francs pour New-York ou à 600 francs pour Londres. Ils savent parfaitement se loger chez l'habitant ou dans les petits hôtels pas chers.

Cette évolution pourrait se révéler mortelle pour les agents de voyages, qui risquent d'apparaître à la longue comme des parasites inutiles aux yeux de voyageurs de plus en plus avertis. Autre inconvénient : la désorganisation de la chaîne du voyage. *« Nous n'avions jamais vu cela : des inscriptions la veille du départ*, explique M. Christophe Charpentier, président de l'agence Havas Voyages. *Cela n'a pas seulement pour conséquence de mettre à mal la trésorerie des entreprises. En effet, un voyagiste s'engage à l'avance pour réserver des chambres d'hôtel et des sièges d'avion. Il peut les rendre sans pénalité au plus tard quarante-cinq jours avant le départ prévu s'il estime qu'il ne les vendra pas. Ainsi, cet été, un vol par jour était-il programmé entre Nantes et Izmir en Turquie. Faute de clients en temps utile, les trois quarts du programme ont été annulés. Conséquence : nous avons dû refuser des clients faute d'avion et nous n'étions pas en mesure de dire aux futurs vacanciers à quelle heure ils décolleraient le lendemain. Nous n'avons jamais eu autant de réclamations pour le transport aérien. »*

Il faudra donc que les organisateurs et les vendeurs de voyages fassent la preuve de la valeur ajoutée par eux aux prestations aériennes et hôtelières s'ils veulent que la clientèle fasse un détour par leurs agences pour y acheter des forfaits suffisamment rémunérateurs...

Voilà un sujet de réflexion autrement important que la querelle franco-française qui a opposé cet été M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, aux professionnels sur la question de savoir si la saison s'annonçait bonne ou mauvaise. Tenté par un cocorico au moins financier, M. Baylet annonça que la France s'acheminait vers un solde de la balance des paiements touristiques excédant les 50 milliards de francs déjà atteints. Les hôteliers, petits et grands, les loueurs, les agences, les restaurateurs lui répliquèrent d'une seule voix que lesdits milliards n'étaient en tout cas pas tombés dans leurs tiroirs-caisses. Il s'ensuivit une bataille méthodologique sur la comptabilisation des nuitées et des touristes. Un dialogue de sourds : le ministre publiera dans une semaine des chiffres prouvant que le tourisme a rapporté à la France plus que l'agriculture, et les hôteliers, les restaurateurs, les compagnies aériennes et les stations de sports d'hiver continueront à guetter avec anxiété un client devenu dur en affaires et avare de ses deniers.

Alain Faujas

Agences de voyages, mode d'emploi

Parmi les 34 millions de Français partant en vacances, 20 % passent nos frontières et 11 % utilisent les services de l'une des 4 500 agences de l'Hexagone. Ces chiffres, publiés par le Syndicat national des agents de voyages (SNAV), révèlent aussi que 50 %, seulement, se déclarent satisfaits des services rendus. Comment expliquer cette désaffection ? Quel est précisément le rôle d'une agence de voyages ? Que peut-on en attendre ?

UN quartier de Paris. Quatre agences de voyages. Analyse du patron de la plus petite d'entre elles, fier d'une bonne année 1992 : son chiffre d'affaires est en progression de 20 %. *« Si la plupart des agences ne marchent pas, c'est parce que l'on y est mal reçu. Or nous sommes là pour rendre service. Pour répondre à toute demande dans le domaine des loisirs : vente de billets de train, d'avion, de bateau, location de voiture, réservation de chambre d'hôtels ou d'appartements, itinéraires sur mesure, vente de forfaits, circuits et séjours en France et à l'étranger, présentés dans les catalogues des voyagistes. Sans oublier les places de spectacle. Si un client cherche un vélo en Chine, je lui en trouve un. Et je livre des billets jusqu'à dix heures du soir, s'il le faut. »*

*« **La majorité des clients** sont renseignés avant d'entrer. Ils savent donc de quoi ils parlent. Si on ne peut répondre d'emblée à une question, on doit l'avouer et s'informer. Nombreux aussi sont ceux qui ne savent pas où partir. Avant tout, ils veulent rêver, se dépayser, avoir le sentiment qu'ils peuvent vivre autrement le temps des vacances. Reste qu'il ne faut pas vendre n'importe quoi à n'importe qui. Or la plupart des jeunes diplômés du tourisme connaissent mal la géographie. On ne peut prétendre vendre un voyage sans savoir ce qui se passe au bout du monde, sans lire le journal et regarder les nouvelles à la télévision. »*

Quelques exemples, observés sur le terrain, témoignent du meilleur et du pire. Si toutes les agences de voyages ont une même mission, *« vendre du voyage »*, ici, on refuse catégoriquement de faire de la billetterie (avion, train...), sauf pour dépanner les clients fidèles ! Là, on ignore le train, mais en revanche on vante, en vitrine, les *« meilleurs »* tarifs aériens de la semaine. Plus loin, les catalogues de voyages, présentés par pays ou par thème, invitent le client à se laisser porter par l'air du large. Même si, au bout du compte, celui-ci renonce au forfait proposé par le voyagiste et choisit un billet d'avion à tarif réduit. *« J'ai vendu dix fois plus de « vols secs » que l'an passé*, confie un responsable. *Les gens ont appris à voyager, ils sont éduqués et savent qu'ils peuvent trouver à se loger à bon prix. Les produits doivent être moins chers. Il faudrait aussi renouveler les circuits, rénover les présentations lassantes, qui déroulent, hormis d'infimes variantes, la même litanie : premier jour, deuxième jour, etc. »*

L'agence, conseil en voyage ? Sous une même enseigne se cachent des réalités fort différentes. En matière de tarifs SNCF, si vous ne poussez pas la bonne porte, vous payez le prix fort. Un aller-retour en Bretagne de Paris au plein tarif, alors que vous auriez pu bénéficier du tarif « séjour », soit 25 % de réduction. Il en va de même pour l'avion. Ici, on vous propose un siège sur Air Inter au tarif « vacances ». Ailleurs, aux mêmes dates, vous avez droit au tarif dit « super léger, ou grand bleu » (environ 20 % de rabais).

Et un aller-retour Paris-New-York, fin septembre ? Quatre agences, quatre réponses. La première consulte plusieurs spécialistes qui commercialisent à tarifs réduits les places d'avion sur les lignes régulières des grandes compagnies. La deuxième annonce : « 2 650 F », et indique qu'elle ne peut réserver une chambre à New-York *« que dans un hôtel de luxe »*, ignorant que les brochures exposées sur ses présentoirs comportent une gamme de forfaits pour des séjours à New-York. La troisième agence suggère deux prix : *« 2 600 F ou 2 350F »*, et deux dates, après s'être référée à la mini-brochure d'un spécialiste du « discount » aérien, et invite à consulter le catalogue d'un voyagiste opérant sur l'Amérique du Nord. La quatrième agence, enfin, explique, avec force détails, la différence entre un charter et un vol régulier à prix réduit. Elle donne les prix (environ 300 F d'écart), recommande un hôtel du centre-ville, commode d'accès, suggère des excursions.

Le conseil est gratuit. Pas de frais à payer à l'agence lorsqu'on choisit un forfait (circuit guidé, séjour, formule week-end, croisière, randonnée, location de maison...) proposé sur catalogue. L'agence est directement commissionnée par le voyagiste. En revanche, dans le cas d'un périple construit sur mesure par l'agence elle-même (réservation d'hôtels, voiture, avion, guide...), le service se paie, en fonction du *« temps passé avec le client, du service rendu, des télex envoyés à l'autre bout du monde : 100 F pour un dossier compliqué »*, précise l'une des quatre agences. En vérité, il n'y a pas de règles. Ici, on vous demande 10 F de frais pour un billet d'avion. Là, de 20 à 50 F, à la tête du client. A côté, 40 F ou 50 F et, pour un billet de train c'est plus cher : 70 F. Plus loin, 20 F pour l'établissement d'un ou plusieurs billets SNCF (à concurrence de dix billets) et 25F pour la réservation des places. Différences minimes au regard de la qualité de l'information et du service rendu.

Hormis les agences de voyages indépendantes, formant le gros des troupes (dont certaines, quelque quatre cents, se sont rassemblées sous l'enseigne Sélectour), il existe plusieurs réseaux structurés affichant un même label : Havas Voyages (quatre cent quinze points de vente), Wagons-Lits Tourisme (deux cent quatre-vingt-dix-huit), Frantour Tourisme (cinquante). Certains producteurs de voyages, qui ont aussi pignon sur rue, commercialisent, parallèlement ou exclusivement, leurs programmes par leur propre réseau de points de vente : Nouvelles Frontières, le Club Méditerranée, Forum Voyages, Voyageurs du Monde... À ces réseaux s'ajoutent les agences des voyagistes spécialisés sur une région, un continent, un pays, un thème...

En principe, l'agence qui a vendu un voyage se charge de régler les litiges avec le voyagiste en servant d'intermédiaire. Les agences Sélectour disposent d'un service consommateur centralisé. De même les membres du SNAV (tél. : 42-67-61-20 à Paris). Les agences Havas Voyages délivrent gratuitement un « contrat de garantie » à tous leurs clients et s'engagent à les indemniser si les prestations ne correspondent pas au contrat. En dernier recours, on peut s'adresser à la préfecture de son département ou au ministère du tourisme, service des réclamations. Signalons que l'Association professionnelle de solidarité des agences de voyages (APS), à laquelle adhèrent les deux tiers des agences, est une caisse de garantie. Elle se substitue à l'agence défaillante, prend en charge les passagers abandonnés à leur triste sort sur une piste vierge, et assure la mise en place d'un avion de rapatriement si besoin est. D'où l'importance de vérifier la présence de ce sigle sur la vitrine d'une agence.

Accueil, conseil, vente, voilà les trois fonctions de l'agent de voyages. Il ne lui suffit donc pas d'ouvrir une brochure et de vendre un des programmes annoncés. Il lui faut chercher à résoudre un problème, à comprendre une demande, à trouver la meilleure solution pour le voyageur. Ne pas hésiter à multiplier les expériences, à comparer les services rendus et les propositions, avec pour objectif de dénicher le meilleur interlocuteur.

Florence Evin